

REVUE DE HONGRIE

Couronnée par l'Académie Française

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE FRANÇAISE DE BUDAPEST

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Comte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, Vicomte de FONTENAY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, † FRANÇOIS de KOSSUTH, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, PRÉDÉRIC de MEDVECZKY, JULES de PEKÁR, Comte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Comte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Comte JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

SOMMAIRE

I. —	FRANÇOIS FERDINAND †	1
II. —	L'AMOUR DE BENSERADE, conte de Maurice Jókai	2
III. —	LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION HONGROISE, par M. le baron Sigismond Perényi , Secrétaire d'État au Ministère r. h. de l'Intérieur, Député	5
IV. —	QUARANTE ANNÉES DE L'HISTOIRE DE BUDAPEST, par M. Étienne de Bárczy , maire de Budapest	12
V. —	L'AUTRICHE-HONGRIE COMME GRANDE-PUISSANCE, par M.	34
VI. —	M. IORGA ET L'ÉVÊCHÉ DE HAJDUDOROG, par M. Eugène de Szabó , membre de la Chambre haute, Président du Comité des Catholiques grecs hongrois	40
VII. —	LISZT ET LE COMTE ALEXANDRE TELEKI, par M. André de Somssich cadet	44
VIII. —	L'ENCOURAGEMENT DE L'INDUSTRIE EN HONGRIE (suite et fin), par M. Joseph Sztérényi , ancien secrétaire d'État au Ministère r. h. du Commerce, Député	51
IX. —	ANDRÉ CHÉNIER D'APRÈS LES MANUSCRITS ORIGINAUX ET SES ŒUVRES INÉDITES (suite et fin), par M. Henri Welschinger , de l'Institut de France	65
X. —	REVUE LITTÉRAIRE. — Dr Géza Orel: <i>Le rôle du travail manuel dans l'enseignement primaire et secondaire à Paris.</i> — Camillo Trivero: <i>Nouvelle critique de la morale de Kant.</i> — Jules Kozári: <i>Pascal</i>	77
XI. —	PUBLICATIONS RÉCENTES. — ERRATUM	80

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

PARIS

HACHETTE ET C^{IE}
Messageries et Journaux
8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER
Service de la Librairie étrangère
174, B^D ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE
(Sucursale)
58, RUE DE ÉCOLES (SORBONNE)

VIENNE, GEROLD & C^{IE}. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.
FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBEGUE ET C^{IE}.

SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.

ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & C^{IE}. — GENÈVE, PH. DÜRR.

CONSTANTINOPLE, HEYDRICH.

LITTÉRATURE HONGROISE, FRANÇAISE ET ÉTRANGER
HISTOIRE, POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE, PHILOSOPHIE, SCIENCES, BEAUX-ARTS
FINANCES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser l'étranger et notamment le lecteur français. Elle publie surtout des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

MAGYARORSZÁG
KÖNYVTÁRA
LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{ 25 cour. 30 francs.
ÉTRANGER (Union postale)		

Prix de la livraison : 2 cour. 50 c.

Un numéro spécimen est envoyé franco sur demande.

HÔTEL PANNONIA

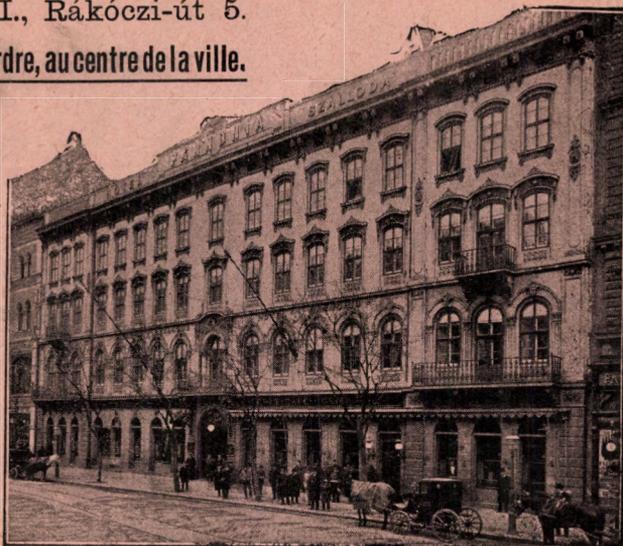
Budapest, VIII., Rákóczi-út 5.

Maison de premier ordre, au centre de la ville.

A proximité des gares de l'Est et de l'Ouest, entre l'Opéra Comique et le Théâtre National. Communication dans toutes les directions avec les tramways électriques.

Ascenseur. Lumière électrique. Chauffage central des vestibules, des corridors et du jardin d'hiver. 130 chambres. Salles de bain. Salon de lecture. Jardin d'hiver. Hall. Salles à manger richement meublées. Salons particuliers. Téléphone. Restaurant de premier ordre et café dans la maison. Prix modérés.

Frédéric Glück,
propriétaire.



ÉTABLISSEMENTS HONGROIS SIEMENS-SCHUCKERT

≡ SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉLECTRICITÉ ≡

Budapest, VI., Teréz-körut 36. — Usine à Pozsony.

Téléphone 128-91. — Adresse télégraphique Siemenschuckert.

Installations centrales et câbles pour traction et éclairage. Installations électrolytiques, trains de mines, moteurs et générateurs à courant continu, alternatif et rotatoire, conduits, câbles, lampes à arc et à incandescence. Commutateurs, compteurs (système Schuckert). Câbles pour installations centrales. Articles d'éclairage. Charbons pour lampes à arc.

Spécialités: ascenseurs, ventilateurs, pompes, tarières électriques pour mines, alésoirs électriques portatifs, installations d'électricité pour établissements agricoles et industriels.



BAINS DE HERKULES

BAINS THERMAUX ET VILLÉGIATURE DE L'ÉTAT, situés dans le comitat de Krassószörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de CSERNA, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. SOURCES NATURELLES SALÉES ET SULFUREUSES A 56° CELSIUS. LES BAINS SALÉS SONT EXCELLENTS contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes; LES BAINS SALÉS ET SULFUREUX sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie. Eau de table excellente. TRAITEMENT HYDROTHÉRAPIQUE. PISCINE. EAU DE RÉGIME. CURSALON DE PREMIER ORDRE. Climat très tempéré, magnifique végétation. — Saison: commencement mai, l'établissement est en partie ouvert toute l'année. PRIX MODÉRÉS. Pour renseignements s'adresser à la DIRECTION ROYALE HONGROISE DES BAINS, HERKULESFÜRDŐ (HONGRIE).

HORAIRE DES TRAINS

9.40	2.40	11.30 ¹	Dép.	Budapest-Ouest	Arr.	12.50	1.30	6.35
6.53	12.34	8.25	Arr.	Herkulesfürdő	Dép.	3.45	3.24	8.55
10.15	—	—	Dép.	Budapest-Ouest ²	Arr.	7.15	—	—
9.25	—	—	Arr.	Báziás	Dép.	4.15	—	—
10.—	—	—	Dép.	Báziás Bateau	Arr.	2.10	—	—
3.10	—	—	Arr.	Orsova Bateau	Dép.	6.—	—	—
3.15	6.05	8.16	Dép.	Orsova	Arr.	1.00	1.42	—
3.45	6.44	8.55	Arr.	Herkulesfürdő	Dép.	12.34	1.45	—

¹ Express.

² Entre Budapest et Báziás Wagons-Lits.

FRANCE-ITALIE

"France-Italie" est de beaucoup la plus importante publication consacrée à l'Italie d'autrefois et d'aujourd'hui. Outre de nombreux articles, "France-Italie" offre dans chaque numéro plus de 60 pages serrées de notes sur l'activité parlementaire, diplomatique, sociale, industrielle, commerciale, agricole, financière, comme sur les mouvements de l'opinion publique, les dernières productions littéraires, scientifiques, artistiques de la Péninsule, et sur tout ce qui touche aux relations franco-italiennes dans tous les ordres d'activité. "France-Italie" paraît chaque mois, en fascicules de 128 à 180 pages, rédigés en français et ornés d'illustrations. "France-Italie" est indispensable à toutes les personnes du monde entier qui s'intéressent à l'Italie. Bureaux pour la France: 20, rue Chalgrin, Paris; pour l'Italie: 2, place Manin, Florence.

Abonnements: Un an: Paris **20** frs, Italie et départements français **22** frs.
Six mois: Paris **11** frs, Italie et départements français **12** frs.
Autres pays: Un an: **25** frs. Six mois **14** frs.

Compagnie Internationale des Wagons-Lits et des Grands Express Européens

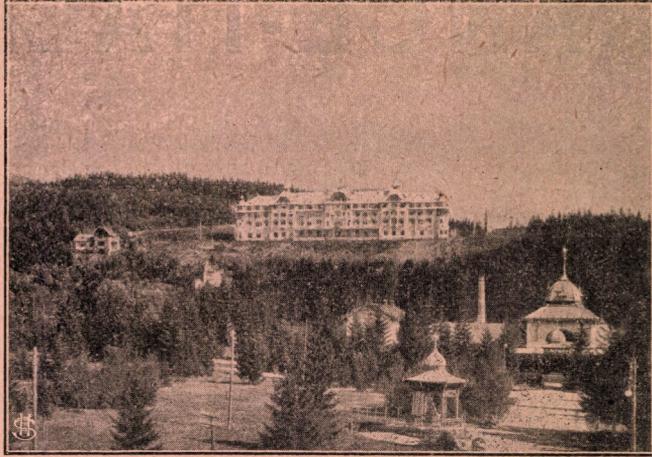
Siège social à Bruxelles. — **DIRECTION GÉNÉRALE:**
Bruxelles, 25, Rue Ducale. Paris, 40, Rue de l'Arcade.

Budapest, IV., Koronaherceg-utca 2.

Service des Trains de Luxe vers la Hongrie et l'Orient.

Orient-Express (quotidien)			Ostende-Vienne-Express (quotidien)		
Matin 11,00	d. Londres-Vic.	a. 5,10	Soir	Matin 9,00	d. Londres-Ch. C. a. 5,10
Soir 7,14	d. Paris-Est	a. 8,56	Soir 4,36	d. Ostende	a. 9,52
Matin 1,15	↓ Avricourt	↑ 3,00	6,38	↑ Bruxelles-Nord	8,06
3,44	Strasbourg	2,31	8,11	Liège	6,28
5,03	Karlsruhe	1,06	11,37	Cologne	4,41
6,44	Stuttgart	11,32	Matin 2,49	Mayence	1,39
10,28	Munich	7,57	3,36	Francfort s/M.	1,01
Soir 12,51	↓ Salzbourg	5,32	8,15	↓ Nuremberg	8,49
6,00	a. Vienne-Ouest.	d. 12,00	Soir 6,00	a. Vienne-Ouest.	d. 12,00
6,51	d. Vienne-Est.	a. 11,04	6,51	d. Vienne-Est.	a. 11,04
7,43	↓ Marchegg	↑ 10,18	7,43	↓ Marchegg	↑ 10,18
11,05	a. Budapest-Ouest.	d. 6,50	11,05	a. Budapest-Ouest.	d. 6,50
Matin			Matin		
Orient-Express et Ostende-Constantinople par Belgrade			Orient-Express et Ostende-Constantinople par Constanza		
Me. J. V. D. s. 11,30	d. Budapest-Ouest.	a. 6,10	Me. Sam. L. 11,45	d. Budapest-Ouest.	a. 6,10
Me. V. S. L. m. 6,18	Belgrade	↑ 10,39	m. 10,50	↑ Verciorova	7,50
>>> s. 4,20	Sofia	2,10	s. 6,34	Bucarest	12,54
>>> 7,37	Sarembey	10,24	> 9,28	↓ Fetesci	9,54
J. S. D. Ma. m. 2,11	↓ Andrinople	4,24	> 11,05	a. Constanza	d. 8,00
>>> 11,00	a. Constantinople	d. 6,15	> 11,30	d. Constanza	a. 5,00 ^m
			V. L. et M. m. 12,00	a. Constantinople.	3,00 ^{s.}

SERVICE VERS L'EXTRÊME-ORIENT. — Transsibérien. — Train de luxe hebdomadaire circulant entre Moskou et Vladivostok tous les mercredis en 9 jours, 3 heures et 10 minutes, en correspondance avec le Japon, par Tsuruga. Prix du billet total de 1^{re} classe de Paris à Tsuruga: 1376 francs 65.



TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURES D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer: **Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne.** Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers. Musique, concerts, représentations artistiques, bals, **excursions sur les montagnes, courses de chevaux, chasse, tennis. Sports d'hiver.** Saison d'été: du 15 mai au 15 septembre. Saison d'hiver: du 15 décembre à fin février, bains de soleil, sans brouillard. — Pour notice s'adresser à la **DIRECTION, TÁTRALOMNICZ (HONGRIE).**

HORAIRE DES TRAINS

10.45	Dép. Budapest-Est	Arr.	6.50
4.04	Arr. Kassa (Ránkfűred)	Dép.	1.10
4.10	Dép. Kassa	Arr.	1.00
6.30	Arr. Poprádfelka	Dép.	10.33
6.47	Dép. Poprádfelka	Arr.	9.27
7.35	Arr. Tátralomnicz	Dép.	8.45

Entre Budapest et Tátralomnicz Wagons-Lits.

Hors
Concours.



16
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C.°.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise :

TRANSYLVANIA SEC.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association : le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président :** le comte Thomas Erdödy. **Direction :** Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévy.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE
JOURNAUX FRANÇAIS ET ÉTRANGERS**

Fondé en 1889. Fondé en 1889.

**21, Boulevard Montmartre.
PARIS 2°**

GALLOIS & DEMOGEOT

Adresse Télégr. : COUPURES PARIS.
TÉLÉPHONE 101.50.

Le COURRIER de la Presse :

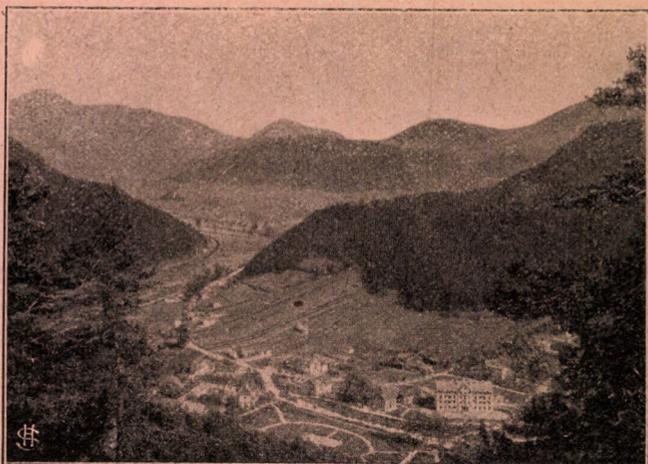
Reçoit, lit et découpe tous les Journaux et Revues et en fournit les extraits sur tous sujets et personnalités

Service spécial d'Informations pratiques pour Industriels et Commerçants.

TARIF : 0 fr. 30 par Coupure.

Tarif réduit, paiement d'avance, sans période de temps limité.	{ Par 100 Coupures, 25 francs > 250 > 55 > > 500 > 105 > > 1000 > 200 >
--	--

On traite à forfait pour 3 mois, 6 mois, un an.



FENYŐHÁZA

Bain thermal et villégiature de l'État, dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fátra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'Etat, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. Saison : du 15 mai à fin octobre. Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique. Station de chemin de fer, poste, télégraphe et téléphone. Recommandé contre les troubles de l'alimentation, l'anémie, la chlorose, la goutte, les affections des appareils respiratoires et les maladies nerveuses. Pour renseignements s'adresser : Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Fenyőháza (Hongrie.)

HORAIRE DES TRAINS

7.05	5.55	Dép. Budapest-Est	Arr.	7.10	9.50	9.15
1.47	4.25	Arr. Ruttka	Dép.	8.30	11.24	2.43
2.30	4.42	Dép. Ruttka	Arr.	7.50	7.57	2.28
3.04	5.27	Arr. Fenyőháza	Dép.	7.01	7.14	1.56

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Bains de mer de la Méditerranée.

Billets d'aller et retour, 1^{re}, 2^e et 3^e classes, à prix très réduits, délivrés dans toutes les gares du réseau P.-L.-M. du 15 Mai au 1^{er} Octobre, pour les stations balnéaires désignées ci-après.

Agay, Antibes, Bandol, Beaulieu, Cannes, Cassis, Cette, Golfe-Juan-Vallauris, Hyères, Juan-les-Pins, La Ciotat, La Seyne-Tamaris-sur-Mer, Le Grau-du-Roi, Menton, Monaco, Monte-Carlo, Montpellier, Nice, Ollioules-Sanary, Palavas, St-Cyr-la-Cadière, St-Raphaël-Valescure, Toulon et Villefranche-sur-Mer.

Validité: 33 jours, avec faculté de prolongation.
Minimum de parcours simple: 150 kilomètres.

1^o Billets d'aller et retour individuels :

Prix : Le prix des billets est calculé d'après la distance totale, aller et retour, résultant de l'itinéraire choisi et d'après un barème faisant ressortir des réductions importantes.

2^o Billets d'aller et retour collectifs délivrés aux familles d'au moins deux personnes :

Prix : La première personne paie le Tarif général, la 2^e personne bénéficie d'une réduction de 50%, la 3^e et chacune des suivantes d'une réduction de 75%.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur l'itinéraire.

Demander les billets (individuels ou collectifs) quatre jours à l'avance, à la gare de départ.

CHEMIN DE FER DU NORD

Services les plus rapides entre
PARIS-NORD, COLOGNE, COBLENCE ET FRANCFORT-SUR-MEIN

ALLER	Nord-Express				RETOUR				Vienne-Ostende
	Matin	Luxe. Soir	Soir	Soir		Matin	Soir	Luxe. Matin	
Paris-Nord...D.	7 53	1 50	1 50	10 >	Frankfort-sur-Mein..... Dép.	10 01	6 10	1 05	
CologneA.	4 12	10 46	11 01	8 >	Coblence... Dép.	Midi 14	8 43	3 09	
Coblence —	7 37	1 24	2 50	10 08	Cologne ... Dép.	3 12	10 45	4 36	
Frankfort-sur-Mein —	10 07	3 26	5 57	Midi 29	Paris-Nord Arr.	10 46	7 35	Midi 51	
	Soir	Matin	Matin			Soir	Matin		

PARIS-NORD A LONDRES Viâ Calais ou Boulogne — Cinq services rapides quotidiens dans chaque sens (Voie la plus rapide). — Traversée maritime en 1 heure.

PARIS-NORD A LONDRES

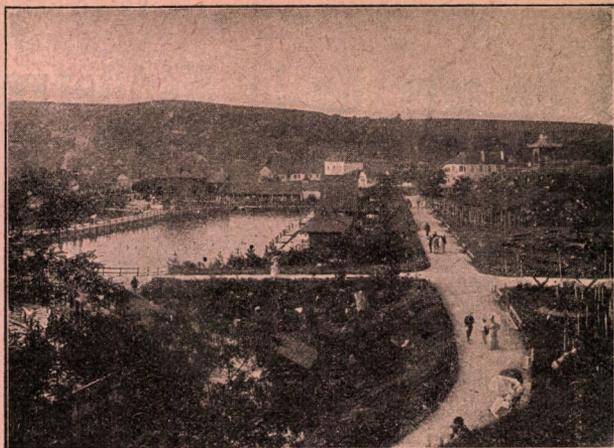
	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e cl.
Paris-Nord dép.	matin 8 25 viâ	W. R. 9 50 matin	W. R. midi	soir 2 30	3 05 soir	W. R. 4 > soir viâ	soir 9 15
Londres ... arr.	Boulogne 3 25 soir	viâ Calais 5 04 soir	viâ Calais 7 10 soir	viâ Boulogne 10 45 soir		Boulogne 10 45 soir	viâ Calais 5 35 matin

LONDRES A PARIS-NORD

	1 ^{re} 2 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e cl.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e cl.
Londres .. dép.	W. R. 9 > matin viâ	10 > matin viâ	11 > matin	W. R. 2 20 soir	2 20 soir viâ	9 > soir
Paris-Nord arr.	viâ Calais 4 45 soir	Boulogne 5 20 soir	viâ Calais 6 45 soir	viâ Boulogne 9 16 soir	Boulogne 11 25 soir	viâ Calais 5 50 matin

PARIS-NORD A BERLIN — Trajet dans la même journée dans les deux sens.

Paris-Nord.....	dép.	7 53	Berlin-Friedrichstrasse	dép.	8 >
Berlin-Friedrichstrasse	arr.	Min. 21	Paris-Nord.....	arr.	11 30
					soir
		Trajet en 15 h. 28			Trajet en 16 h. 30.



VIZAKNA

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagy-szeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit. Appartements meublés à l'hôtel du Trésor, dans les maisons particulières et hôtels de la ville. Poste, télégraphe et téléphone. — Pour renseignements s'adresser: **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Vizakna (Hongrie).**

HORAIRE DES TRAINS

7.20	2.00	12.20	Dép. Budapest	Arr.	7.40	6.40
6.20	12.59	9.44	Arr. Kiskapus	Dép.	6.56	1.00
7.10	2.28	11.20	Dép. Kiskapus	Arr.	6.15	12.33
8.42	3.34	12.33	Arr. Vizakna	Dép.	5.14	11.37



FRANÇOIS-FERDINAND †

Le 28 juin dernier a été marqué par un odieux forfait: l'archiduc-héritier, François-Ferdinand a succombé, avec son épouse bien-aimée, la duchesse de Hohenberg, sous la fureur sanguinaire d'un infâme assassin.

Partout où palpitent des cœurs humains, on fut unanime à ressentir cette émotion indicible qui envahit les honnêtes gens, lorsqu'un outrage pareil à l'abominable attentat dont Serajevo fut le théâtre sanglant est infligé à la civilisation.

Il n'est pas encore possible de mesurer la grandeur du désastre qui vient de frapper la monarchie: nous ne ressentons qu'une douleur immense, causée par la disparition imprévue d'un prince énergique et éclairé, qui était en même temps un modèle d'homme, d'époux et de père...

Pénétré de la haute idée qu'il se faisait de ses devoirs, l'archiduc-héritier avait voué sa vie à la grandeur de son pays et au bonheur de ses populations. La fatalité implacable ne lui a pas permis d'accomplir la grande destinée à laquelle il était appelé...

En face de cet événement tragique, nous ne pouvons que nous incliner, avec le plus profond respect, devant l'auguste personne de Sa Majesté, notre sage et vénéré souverain que grandissent encore les coups de l'infortune qui, dans le cours de sa longue et glorieuse vie, s'acharnent sur lui et sur sa famille. Dieu veuille qu'il supporte encore le nouveau malheur dont Il vient d'être éprouvé et qu'Il trouve quelque consolation dans l'amour filial de notre nation dont la loyauté et la fidélité à son roi et à la maison de Habsbourg reposent sur des bases séculaires et inébranlables!

L'AMOUR DE BENSERADE

Benserade était un des poètes favoris du XVIII^e siècle. Une grâce inimitable, une ivresse orientale émanait de ses vers, un arôme aussi fort que celui d'un fruit exotique. L'humble pomme des pays du Nord ne saurait se l'assimiler ni qu'en faire.

Il rôdait beaucoup aux alentours de la cour. A cette époque, on ne comprenait guère ailleurs les poètes. Richelieu et, plus tard, Mazarin le gratifièrent de quelques bribes de leur faveur. Puis il entra à l'Académie ; mais il n'y était pas encore au temps où se passe l'aventure que nous allons conter. Il était trop jeune alors pour que les vieilles muses raffolassent de lui. Il l'était assez pour se croire digne d'attirer l'attention d'une dame de haut parage, d'une grande dame de la cour.

Cette dame était Mademoiselle de Lavallière, beauté fameuse dans l'histoire.

Benserade lui adressait ses vers les plus délicieux, des vers remplis d'un amour ardent, ardent comme le ciel sous lequel fleurissent ces plantes merveilleuses : les palmiers et les tournesols.

Le titre de son plus parfait chef-d'œuvre est *Job*, la plus sublime déclaration d'amour qui soit jamais sortie du cœur et de la plume d'un poète.

Le poète, soulevé par l'envol hardi de son désir, eut l'audace d'envoyer ces vers à la reine de son cœur.

Si cette dame avait eu du cœur, elle, elle aurait su le comprendre.

Pendant trois jours, Benserade en attendit l'effet sans manger ni dormir. Qu'allait répondre la duchesse à cette déclaration téméraire ? Daignerait-elle répondre même ?

Le troisième jour, le majordome de la duchesse alla voir le poète.

Il lui remit un message, lui mandant que sa maîtresse désirait, pour une certaine affaire, l'entretenir en secret.

C'est à peine si le poète put en croire ses oreilles. La duchesse veut lui parler en secret ! Elle l'envoie chercher dans un carrosse doré, le fait ainsi venir chez elle : on le fait monter par un escalier dérobé, le chemin des amants clandestins ; on l'introduit dans une chambre, somptueuse et discrète, par une porte secrète, dissimulée dans la tapisserie ; dans cette chambre il n'y avait que la duchesse et lui.

Comme Lavallière était belle ?

On l'avait dit bien souvent déjà. Cela ne nous avance guère plus que Benserade. Au milieu de tant de faveurs, de félicité et de splendeurs, le souffle manquait au poète. Pauvres hommes de lettres, qui logez dans les mansardes, et vous vous trouvez mal à l'aise dans la splendeur des salons ! Lavallière l'invita à s'asseoir auprès d'elle. Le poète n'osait s'asseoir qu'au coin de la causeuse. Alors la duchesse s'approcha de lui, et les replis de sa somptueuse toilette de moire ensevelirent à demi le pauvre poète amoureux.

De ses fines mains blanches la duchesse tirait de son sein, du milieu des volants de dentelle, une lettre bordée d'or. Heureuses dentelles ! Heureux papier !

Benserade venait d'y reconnaître son propre sonnet. Le bonheur le rendait muet.

— Cher Benserade, disait Lavallière de cette voix dont les poètes comparaient le timbre à la musique des séraphins, j'ai lu vos vers. Ils sont très beaux, délicieux.

Quel poète n'eût été ravi d'une pareille critique ?

« Beaux, délicieux ! » ! Surtout si ces paroles sont prononcés par la personne à qui les vers sont adressés.

— Je suis bien aise de faire votre connaissance, continua cette femme charmante en se penchant vers Benserade, au point qu'il sentait sur son visage le parfum de son haleine rapide et commença à se demander si le moyen le plus rapide

d'atteindre le paradis n'était pas de saisir brusquement cette belle tête et de la couvrir de baisers...

Il attendit tout de même.

— Qu'il y a longtemps que je cherche une âme aussi ardente que la vôtre, une âme qui ressente aussi profondément et sache donner à ses sentiments une expression aussi noble. Chacun de vos vers est un collier de perles précieuses. Cher Benserade, que je suis heureuse de vous connaître. Vous ne m'en voulez pas de vous avoir fait appeler ?

Benserade allait tomber aux pieds de la duchesse et accomplir ce qu'il avait fait cent fois par écrit : l'aveu verbal de son amour. Mais la parole le trahit comme jamais la plume ne l'avait fait.

— J'ai un grand service à vous demander, poursuivit Lavallière.

— Ma vie ! interrompit le poète.

— O que non, dit la duchesse en souriant. Voyez comme je suis embarrassée. Sa Majesté vient de m'écrire cette lettre qui déborde de sentiment ; lisez-la, je vous le permets.

C'était une lettre d'amour du roi à Lavallière.

— Il faudrait maintenant que j'y réponde. Mais je sais si mal tourner une lettre, et je voudrais bien envoyer au roi une réponse si spirituelle, si poétique qu'il en soit frappé d'étonnement. Cher Benserade, n'est-ce pas que vous me ferez une réponse bien sentie ? Je vous dédommagerai royalement.

Le monde tournait autour de Benserade. Il se leva d'un bond, prit la fuite et ne s'aperçut que dans la rue qu'il avait oublié son chapeau chez la duchesse.

Il ne lui envoya plus de vers.

Pauvre Benserade !

MAURICE JÓKAI.

(Trad. du hongrois par *Ilonka de Szalay.*)

LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION HONGROISE

La réforme de l'Administration est un point cardinal du programme conçu par le Président du Conseil, le comte Tisza. Le gouvernement part de ce principe que celle-ci doit être une œuvre systématique et homogène : il commence par les comitats, il continuera par la police des villes pour finir par la réforme des communes. La série des réformes devait être inaugurée par celle des comitats, parce que l'on ne pouvait songer à une réforme radicale dans l'organisation de la vie administrative de la Hongrie tant que l'administration des comitats, auxquels est confiée la gestion des affaires de l'État, n'était pas en relation directe avec le pouvoir exécutif.

Du reste, on avait déjà proclamé, en 1848, l'année des grandes réformes législatives, que l'Administration générale était du ressort de l'État. En effet, on ne saurait concilier avec la nature du régime parlementaire basé sur la représentation du peuple, créé en 1848, cette autonomie mal comprise, selon laquelle la volonté, dans l'administration du pays, du gouvernement responsable devant le Parlement, n'acquiert force de loi que par l'entremise d'un ensemble d'employés élus par les électeurs du comitat et qui subissent directement ses influences. Du fait que la législature, au commencement de la sixième décennie du siècle dernier, c'est-à-dire de l'ère constitutionnelle, rétablie après une longue suspension du régime parlementaire, n'avait pas tiré la conclusion logique de la législation de 1848, mais, au lieu de créer une administration d'État, avait rétabli sans changement le vieux système des comitats avec des fonctionnaires élus, il ne faut pas conclure

que cette administration était conforme à son but. La vraie raison en était qu'après la cessation du régime absolutiste, on tâcha de restaurer, autant que possible, les anciennes institutions traditionnelles de la nation. L'opinion publique hongroise voyait une garantie constitutionnelle dans chaque pierre de l'édifice départemental.

Bientôt l'ancien mécanisme administratif remis en mouvement ne répondit plus aux exigences de la vie moderne : le point de vue de l'utilité pratique entra en conflit en maint lieu avec celui du respect des traditions. C'est alors qu'un nouvel élément fut introduit dans la vie du comitat par la nomination ministérielle et royale. En principe, ce n'était pas du nouveau ; car, au cours du développement séculaire de notre histoire, nous y rencontrons déjà une autorité royale, c'est-à-dire le préfet (*comes*), établi premier magistrat du comitat par le premier roi chrétien, le grand Saint Étienne. Le « comes » nommait l'« ispán » de la cour et les autres employés. Il en fut ainsi, à peu d'exceptions près, jusqu'au XVI^e siècle, lorsqu'on créa des lois restreignant le droit de nomination du préfet. La loi LVI de 1723 fixe et règle définitivement le droit d'élection des fonctionnaires du comitat ; néanmoins, en pratique, dans la plupart des comitats, le préfet nomme encore quelques fonctionnaires ; vers les quatre dernières dizaines du XIX^e siècle, en face du système d'élection, celui de la nomination commence à prévaloir sur une plus large échelle.

La législature commença par enlever aux comitats l'administration de la justice, en instituant des tribunaux royaux indépendants. Cette première mesure fut suivie de la nomination d'employés du gouvernement dans plusieurs branches de l'administration, telles que les affaires techniques, l'inspection des forêts, l'instruction publique, l'hygiène vétérinaire, le service de la sûreté publique et l'administration financière. Et ici, à propos de l'accusation lancée par quelques députés oppositionnels que le gouvernement entendait, par le système des nominations, assurer les intérêts de son parti, il est intéressant de faire remarquer que l'opposition n'éleva que très rarement, contre les services « étatisés », cette plainte que les employés nommés par le gouvernement font une propagande pour celui-ci.

Les trois projets de loi que le ministre de l'Intérieur, M. Jean de Sándor présenta le 12 juin à la Chambre des députés sur la nomination des employés des comitats, sur les rapports de services et sur la réforme de l'administration des comitats, ne font que suite à la ligne de développement tracée plus haut et couronnent l'édifice de l'Administration départementale. Elles ne créent pas du nouveau, car, comme je l'ai dit, les lois antérieures avaient déjà borné les attributions des employés élus aux fonctions administratives prises dans le sens le plus strict. La réforme du cabinet Tisza ne sert donc pas les intérêts de la centralisation du pouvoir gouvernemental ; car, si elle met fin au droit d'élection des fonctionnaires des comitats, elle fortifie, d'autre part, l'autonomie administrative, la rend plus moderne et plus viable.

L'opinion publique est depuis longtemps préparée à la nomination des fonctionnaires par l'État. De longs pourparlers dans le parlement, les comitats et la littérature spéciale avaient précédé la réforme actuelle. Deux mots d'ordre opposés devaient caractériser deux directions contraires. Ceux qui soutenaient l'urgence de la nomination par l'État s'appelaient : *étatistes* ; les autres se nommaient *autonomistes*. Cependant, les projets de loi du cabinet Tisza ont bouleversé cette terminologie, car la réforme est tout à la fois étatiste et autonomiste. L'influence de l'État grandira par le fait que certains fonctionnaires, élus jusqu'ici par les comitats, seront désormais nommés par le pouvoir exécutif. Mais, en même temps, la réforme se conforme au programme autonomiste, car elle donne les garanties d'un renouveau de l'administration autonome tombée en discrédit.

Les partisans du système de nomination ont raison de dire que les employés élus sont beaucoup moins indépendants que les fonctionnaires nommés à vie par l'État. Ces derniers, il est vrai, peuvent être exposés à des ennuis de la part du gouvernement pour des raisons politiques ; mais les employés élus tous les six ans peuvent aussi être en butte à la tyrannie des familles influentes et des groupes intéressés dont se compose le corps électoral, car toute leur existence dépend du bon vouloir de ceux-ci. Et il n'y a rien à faire contre ; tandis que les visées autocrates d'un gouvernement qui ne se soucierait

que des intérêts de son parti, pourraient toujours être réfrénées par le contrôle de l'opinion publique ou les statuts disciplinaires. C'est pourquoi *le système des nominations offre bien plus de garanties tant au point de vue du service impartial des intérêts publics que des intérêts particuliers*. Il présente encore cet autre grand avantage que les fonctionnaires nommés formeront un corps homogène dans le pays et ainsi, lorsqu'il s'agira de nommer aux postes les plus importants, on ne considérera plus en première ligne quelle est, dans le cercle étroit d'un comitat, la famille la plus influente, mais on choisira ceux qui sont les plus capables et les mieux qualifiés pour mieux remplir les devoirs de la charge. Chacun pourra ainsi être mis à sa place.

Lors de la discussion de ce projet devant la commission de la Chambre, le comte Tisza a fait ressortir qu'au point de vue du développement social moderne, la carrière du fonctionnaire s'est transformée en fonction civile ; qu'il faut donc en rendre l'accès possible à toutes les classes de la société et en même temps assurer leur pain aux fonctionnaires leur vie durant. Le projet de loi en question répond à cette exigence même en ce qui concerne les fonctions que quelques familles influentes du comitat considéraient, jusqu'à présent, comme leur fief. Le même principe démocratique préside à la disposition suivant laquelle les charges non rémunérées sont abolies. La liberté individuelle du fonctionnaire sera assurée par cette autre disposition, en vertu de laquelle celui-ci peut demander d'être admis à faire valoir ses droits à la retraite, si la place offerte ne lui convient pas.

La disposition du projet de loi qui, pour une année, met en état de disponibilité les fonctionnaires actuels des comitats, n'est pas une arme dont le gouvernement compte se servir aux élections, puisque la question de leur réactivation ou de leur mise à la retraite sera vidée avant que celles-ci aient eu lieu. Le laps de temps indiqué est nécessaire pour qu'on puisse examiner avec soin les rapports et les mérites personnels de plus de quatre mille fonctionnaires, tout en ayant égard aux circonstances locales des circonscriptions où ils devront être nommés. La disposition susmentionnée n'est pas seulement d'intérêt public ; elle est aussi à l'avantage des fonctionnaires eux-mêmes, car plus d'un de ceux que le comitat n'aurait

peut-être pas réélu, pourra être nommé par l'État, soit dans un autre endroit, soit dans une autre branche de l'administration. Du reste, lorsqu'il s'agit de réorganiser un grand service, on a toujours recours à une pareille mise en disponibilité des fonctionnaires ; c'est ce qui a eu lieu, par exemple, lors de la transformation des tribunaux départementaux en tribunaux royaux ou lors de la décentralisation des Cours d'appel, etc.

On peut considérer comme une déclaration de guerre au bureaucratisme théorique cette disposition selon laquelle, dans les ministères, les emplois inférieurs seront désormais confiés à des fonctionnaires ayant servi dans les différentes parties du pays. Ceux-ci rafraîchiront, par leur expérience de la vie, les idées des bureaucrates théoriciens, tandis que les jeunes employés des ministères auront l'occasion de connaître la vie en faisant du service en province. Ainsi, les actes du pouvoir pourront, dans une plus large mesure, s'inspirer des exigences de la vie pratique, tandis que, dans les services extérieurs, on sera à même de nommer des fonctionnaires qui, ayant servi pendant quelque temps dans les ministères, connaissent les idées et les tendances du gouvernement central. De cette façon, au bout d'un certain laps de temps, tout le personnel de l'Administration sera renouvelé et rafraîchi.

Bien que, désormais, les fonctionnaires administratifs ne soient plus élus, de ce que nous venons de dire il résulte que la réforme en question n'infirmera pas l'autonomie des comitats, mais lui infusera, au contraire, une nouvelle vigueur. Dans les affaires administratives concernant les comitats, ceux-ci conserveront intact leur droit de disposition relatif à la confection, à la surveillance et au contrôle des règlements et mesures concernant les services départementaux. Les droits politiques des comitats ne seront pas lésés non plus : dans des questions d'une importance nationale, ceux-ci pourront s'adresser au gouvernement ; de même, ils seront loïsibles de communiquer leurs plaintes éventuelles aux autres municipes, ou bien avoir recours au haut Tribunal administratif. Comme le premier fonctionnaire élu du comitat, le sous-préfet (alispán) qui représentait son comitat près du gouvernement et du haut Tribunal administratif, sera, d'après le projet de loi, nommé par l'État : on va créer un nouveau poste de confiance, revêtu d'un caractère purement politique, le poste d'assesseur (« táblabiró »). Celui-ci

devra être élu par les conseils généraux des municipes, et c'est à lui qu'incomberont, dans la défense des droits autonomes du comitat, les fonctions exercées jusqu'ici par le sous-préfet. Celui-ci pourra les exercer avec une plus grande indépendance peut-être que son prédécesseur, car n'étant pas un fonctionnaire rétribué, exposé aux peines disciplinaires, il n'aura pas à craindre d'être destitué en cas de résistance.

Dans l'exposé des motifs de ses projets de loi, le ministre de l'Intérieur a déclaré n'avoir pas touché à ce qui devait rester intact ; néanmoins la réforme peut être censée d'apporter des changements modernes et radicaux dans le mécanisme de l'administration. Les conseils généraux des municipes n'auront plus à s'occuper des affaires d'une minime importance qui rentreront désormais dans les attributions des conseils dits administratifs, composés de fonctionnaires élus et nommés. Ceux-ci, du reste, existaient déjà avant la réforme projetée et donnaient des résultats pratiques très satisfaisants. Débarassés d'un tas de petites affaires, les municipes pourront s'adonner avec plus d'énergie à la confection de règlements visant l'amélioration de leurs dispositions administratives et il leur sera possible d'en mieux surveiller et contrôler l'exécution. Le caractère autonome des « conseils administratifs » sera, d'autre part, mis en relief par l'admission d'un plus grand nombre de membres élus. Le projet de réforme laisse intactes les dispositions de la loi antérieure établissant les garanties dites de défense constitutionnelle. *Il sera interdit, sous les peines disciplinaires, aux fonctionnaires nommés de prêter aide à ceux qui voudront lever les recrues ou percevoir les impôts non votés par le Parlement.*

Le projet de loi du ministre de l'Intérieur introduira encore dans l'administration du comitat un nouvel organe autonome : le *conseil d'arrondissement* (járási bizottság), qui sera appelé à s'occuper des affaires locales. Tous ces services autonomes de l'administration, tout en gardant leurs attributions spéciales, seront en relation organique avec ceux qui sont confiés aux fonctionnaires nommés par l'État.

Ce qui caractérise, avant tout, la réforme projetée, c'est l'effort de créer une bonne administration ; pour y parvenir, le gouvernement va jusqu'à sacrifier certains intérêts politiques. Ainsi le préfet (főispán), l'homme de confiance du pouvoir central, va perdre beaucoup de son influence parce que, dé-

sormais, dans « les conseils administratifs », l'élément indépendant sera en majorité en face des fonctionnaires nommés. Le pouvoir du préfet se trouvera surtout amoindri par le fait que son droit de nomination sera plus restreint, bien que, du point de vue des intérêts électoraux du gouvernement, les nominations du préfet offrent plus d'avantages que celles du ministre. En effet, celui-ci, obéissant à des intérêts et des influences de tout ordre, ne parvient que rarement à se faire des partisans de sa politique par les nominations. Désormais, le préfet n'aura qu'un droit de proposition vis-à-vis du ministre ; l'influence prépondérante qu'il exerçait jusqu'à présent sur l'élection des fonctionnaires du comitat va cesser. Il ne faut pas oublier, non plus, que c'était par le préfet que le ministre pouvait le mieux faire prévaloir les visées autocrates du parti gouvernemental. En restreignant les droits du préfet, le ministre de l'Intérieur donne un démenti au reproche que quelques-uns lui ont fait d'avoir obéi aux suggestions de ses partisans politiques.

C'est la pratique qui décidera, en dernier ressort, de la vitalité de la réforme administrative. Les idées qui prédominent dans les milieux politiques et la presse, sont de bon augure : même les adversaires les plus résolus du gouvernement ne trouvent à lui reprocher qu'une tendance exagérée à l'extension du pouvoir central. Mais ceux qui s'obstinent à ne pas vouloir s'apercevoir que la réforme projetée contient, tant au point de vue autonomiste que démocratique, des dispositions précieuses, comment les convaincre que c'est nier l'essence même du régime parlementaire que de priver le gouvernement responsable des moyens de faire prévaloir sa volonté légitime ?

BARON SIGISMOND PERÉNYI.

QUARANTE ANNÉES DE L'HISTOIRE DE BUDAPEST

Lorsque le Conseil municipal de Budapest se fut constitué après la réunion de Pest, Bude et Vieux-Bude il y a juste quarante ans, le commissaire délégué par le ministère, Ignace Havas ouvrit la séance par l'allocution suivante :

« Messieurs les conseillers municipaux de la capitale, C'est à moi qu'est échu l'honneur, maintenant que toutes les élections ont été validées, de déclarer ce Conseil définitivement constitué comme représentant de la capitale, et d'inaugurer ainsi la réunion, si ardemment désirée, des trois villes sœurs en une grande cité qui a pris le nom de Budapest. A cette occasion solennelle, je crois aussi devoir rendre hommage au désintéressement des autorités municipales des trois anciennes villes, lesquelles n'ont cessé de faire preuve de zèle, d'un chaud intérêt pour la cause de l'union pendant la période de préparation où il a fallu surmonter tant de difficultés. Tous les intérêts particuliers ont été mis de côté et chacun n'a plus eu en vue que la grande idée de la création d'une superbe capitale par la réunion des trois villes. C'est uniquement grâce à cette bonne volonté que la grande œuvre a pu être menée à bien en un laps de temps relativement court et malgré les circonstances défavorables qui augmentaient encore les difficultés. En saluant le Conseil municipal de la nouvelle capitale, j'ai donc le devoir de remercier encore une fois les anciennes autorités communales des trois villes, et je souhaite que leur zèle et leur intérêt pour la chose publique se perpétuent dans le nouveau Conseil, et que l'œuvre commencée par les ci-devant municipalités soit achevée pour la gloire de la patrie et notre bonheur à tous. »

Les séances suivantes furent consacrées à l'élection du premier bourgmestre, du bourgmestre, des adjoints, des fonctionnaires, des commissions, et ces autorités ayant été constituées d'une manière définitive, il fut arrêté qu'en date du 17 novembre 1873, les administrations distinctes des trois villes cesseraient d'exister pour faire place à celle de la nouvelle capitale.

La réunion avait été précédée de nombreux pourparlers, et il n'y a pas lieu d'en être surpris, bien des questions compliquées d'intérêt public devant être préalablement réglées, bien des intérêts particuliers devant être ménagés. La chose présentait de beaucoup plus grosses difficultés que le rattachement aux villes des communes avoisantes dans l'Europe occidentale. Ainsi, Vienne, entre autres, a agrandi de cette manière son territoire à deux reprises. Chez nous, il s'agissait de mettre fin à l'existence autonome de trois villes, pour édifier sur les ruines de leur autonomie une nouvelle capitale de la Hongrie, appelée à un grand avenir. Une partie des dirigeants des villes intéressées ne s'enthousiasmaient guère pour la fusion ; il y en avait même qui y étaient résolument opposés. Mais la question était mûre, l'intérêt public en exigeait la solution ; les représentants attirés de l'opinion : le gouvernement et le Parlement, le comprirent et ainsi fut exaucé le vœu du pays. A la dernière séance des Conseils municipaux de Bude et de Pest des larmes de chagrin perlèrent dans les yeux de bien des braves gens. A la séance d'inauguration du Conseil de la nouvelle capitale nous vîmes encore tomber des larmes, mais alors c'étaient des larmes de joie. L'arc-en-ciel de la paix brillait dans toutes les âmes et le mirage d'un plus bel avenir dans tous les yeux.

Dès que la réunion fut devenue un fait accompli, les craintes qu'elle avait fait naître se dissipèrent, le nouveau mécanisme se mit à fonctionner, avec, par ci par là, des frottements, des grincements exigeant toute sorte d'améliorations, de réformes, mais avançant toujours dans les voies du progrès.

Ce qu'étaient ces trois villes avant la réunion, ceux qui ne les ont pas connues à cette époque ne peuvent guère s'en faire une idée. Si les personnes qui décrivent le Pest et le Bude d'alors comme des villages n'ont pas tout à fait raison, il n'en est pas moins certain qu'ils ressemblaient moins à une capitale

qu'à des villes de province. Il va de soi que nous n'entendons pas sous cette dénomination les villes modernes qui suivent la marche du progrès.

Comme le montrent les plans de la ville datant de cette époque, le terrain bâti n'occupait alors qu'une bien minime partie du territoire actuel de Budapest. Dans la Lipótváros (faubourg Léopold), il n'existait, en dehors de la rue Markó d'aujourd'hui, que des maisons disséminées et quelques moulins ; dans les Teréz- et Erzsébetváros (faubourgs Thérèse et Elisabeth), le terrain bâti ne s'étendait guère au delà de la ligne des grands boulevards actuels ; plus loin, seules la Király-utca (rue du Roi) et l'Aradi-utca (rue d'Arad), avaient des maisons en nombre tant soit peu considérable, partout ailleurs on ne voit que quelques maisonnettes isolées entourées le plus souvent d'un jardin. La ville s'étendait jusqu'à la rue Rottenbiller par la chaussée de Kerepes bordée de maisons, mais c'est à peine si, sur le nombre, il s'en trouvait deux ou trois à étage ; au delà ce n'étaient plus que terrains vagues, du milieu desquels s'élevait la cité ouvrière appelée Százház (Cent maisons). Il en était de même pour les József- et Ferencváros (faubourgs Joseph et François), où seules les rues intérieures étaient bordées de maisons en nombre un peu considérable ; dans les rues excentriques, quoique le réseau actuel de voies publiques existât déjà en grande partie, les maisonnettes à rez-de-chaussée étaient fort clairsemées et, dans nombre de rues, il n'y en avait même qu'une ou deux. A Bude, le Vár (la ville haute), la Halászváros (quartier des Pêcheurs), le Tabán et la Krisztinaváros (faubourg Christine) étaient entièrement construits ; au delà de la colline qui porte le château royal, une rangée de maisons s'alignaient sur la lisière citérieure du Vérmező (Champ du sang ou Champ de Mars) ; on trouvait encore quelques habitations éparses dans les rues avoisinant le tunnel, et c'était tout. La ville finissait à la Városmajor-utca et à la Retek-utca. Ujlak n'avait qu'une étroite bande de terrain bâti, et Vieux-Bude ne s'étendait guère au delà de la Grand' Place et de la Pacsirtamező-utca (rue de l'Alouette) d'aujourd'hui.

Il y a quarante ans, la ville comptait 9.351 maisons, aujourd'hui elle en a 18.035, presque le double. Mais les 9.531 maisons d'il y a quarante ans étaient pour les quatre cin-

quièmes des maisonnettes à rez-de-chaussée et les 2% (200 maisons) avaient seulement 3 ou 4 étages, tandis que depuis lors le nombre des maisons à rez-de-chaussée est tombé de 80% à 54% (et même à 43% dans le centre de la ville), et que celui des maisons à 3 ou 4 étages s'est élevé de 200 à 3374, c'est-à-dire qu'il y en a 17 fois autant. Les troisième et quatrième étages étaient habités, il y a 30 ans, par 17.000 personnes, ils le sont aujourd'hui par 110.000. Le nombre des personnes habitant le rez-de-chaussée a peu augmenté, cette partie de la maison ayant été peu à peu accaparée par le commerce et l'industrie. En 1880, lors du premier recensement effectué après la réunion, on comptait 72.000 appartements, aujourd'hui on en compte 180.000, et le nombre des pièces, qui était de 91.000 en 1874, est aujourd'hui de 327.000.

Il a été dépensé en constructions, de 1874 à 1912, 1.800 millions de couronnes, soit presque 2 milliards. Ces placements rapportaient en loyers 45 millions de couronnes en 1874, ils en ont rapporté 181 millions en 1912. La valeur des bâtiments appartenant à l'Administration était de 1,300.000 florins en 1874; aujourd'hui elle dépasse 20 millions de couronnes.

Après la conclusion du Compromis de 1867 et avant même que les trois villes eussent fusionné, le gouvernement s'était déjà occupé de divers plans d'extension pour la future capitale. Comprenant de quelle importance était pour le pays la construction de quais, le rachat du Pont suspendu, la construction de nouveaux ponts et l'établissement de larges voies de communication, le gouvernement fit voter en 1870 une loi dotant la capitale d'un fonds spécial fourni par l'emprunt et dont la gestion fut confiée au Conseil des travaux publics de la ville, composé pour moitié de membres nommés par le ministre, et pour l'autre moitié de membres élus par la municipalité.

Lors de la réunion des trois villes, le Conseil des travaux publics était déjà entré en fonctions, et comme il était fortement appuyé par le gouvernement, il est naturel que son avis ait été prépondérant dans les questions d'embellissement et de voirie.

En 1871, on ouvrit un concours public en vue de l'établissement d'un projet d'organisation de la voirie. On se mit aussitôt à l'ouvrage et, dès 1872, le plan relatif à l'organi-

sation des quartiers intérieurs de Pest était adopté ; ce projet prévoyait, en dehors de l'élargissement des grandes artères existantes, la création de l'avenue Andrassy et des grands boulevards ainsi que le premier tracé du boulevard Hungaria. Pour ce qui concerne la périphérie, le plan des voies à percer n'y était établi que dans les grandes lignes.

Le plan d'organisation de la voirie de Bude a été adopté en 1876 et celui de Vieux-Bude en 1883.

Les travaux de voirie des quartiers excentriques, notamment sur la rive droite, ont été exécutés successivement ; les plans en ont été modifiés à plusieurs reprises ; il y a même des quartiers dont le plan d'extension n'est pas même définitif, ce qui a d'ailleurs l'avantage de permettre d'y introduire, le moment venu, les derniers perfectionnements de la technique en fait de voirie.

Le percement de l'avenue Andrassy et des grands boulevards a très largement contribué à transformer l'aspect de la capitale. Pour les construire, on a dû raser de vieux quartiers aux rues tortueuses, bordées, en majeure partie, de maisons à rez-de-chaussée. Bien que la jonction de l'avenue Andrassy et de la chaussée de Vác ne satisfasse aujourd'hui personne et que le problème eût pu être résolu d'une manière beaucoup plus heureuse, il n'en est pas moins certain que l'avenue Andrassy est encore une des plus belles de l'Europe. Les grands boulevards sont plus froids, plus monotones, ils datent d'une époque peu favorable à la belle architecture. Prenons donc en considération les grosses difficultés qu'il fallut surmonter alors et estimons-nous heureux que le plan de réorganisation de la voirie ait été exécuté au moins dans cette mesure.

La construction des quais a commencé avec la réunion des villes. Il y a quarante ans, il n'y en avait encore que dans le voisinage immédiat du Pont suspendu, en amont et en aval ; depuis lors le cours du Danube a été régularisé et le programme de construction des quais a été en majeure partie exécuté. Tandis qu'au printemps de 1876 la population vivait, et non sans raison, dans la crainte de l'inondation, aujourd'hui elle n'a plus lieu de la redouter.

C'est aussi à cette date que commencèrent les travaux pour la construction du pont Marguerite et du pont de raccordement du chemin de fer.

La construction du pont Marguerite (1873—1876) donna le branle à celle des boulevards intérieurs de Bude (boulevards Marguerite, Christine, Attila), mais les travaux furent ralentis par une série de crises financières jusqu'à ce que la loi XVIII de 1884 eût produit ses effets en leur donnant une impulsion nouvelle.

La loi XVI de 1893 ordonnant la construction de deux nouveaux ponts sur le Danube est d'une grande importance pour les deux villes. Le premier, le pont François-Joseph, fit sortir de terre sur la rive droite, à Kelenföld et sur l'emplacement du Lágymányos, marais desséché en partie à cette fin, un nouveau quartier dont le plan avait été dessiné d'avance. La construction du pont Elisabeth entraîne une modification du plan d'organisation relatif à la voirie de la Belváros (Cité) ainsi que le rélargissement des rues Louis Kossuth et Koronaherceg (Prince héritier). La construction des ponts fit faire un nouveau pas à la solution du problème de la voirie au Tabán, sur la rive droite, solution en vue de laquelle la ville faisait de gros sacrifices achetant depuis des dizaines d'années les masures accrochées sur le versant nord du mont Saint-Gérard (Gellérthegy) et les maisons bordant la rive du fleuve.

De la même époque date le rachat des casernes (loi XX de 1894) dont les principaux résultats ont été la création de la magnifique Szabadság-tér (place de la Liberté) sur l'emplacement d'une vieille caserne et l'acquisition de celle dont on a fait l'Hôtel de ville actuel.

C'est aussi à cette époque qu'a été construite, hors de ville alors, la gare de l'Est, mais dans le voisinage de laquelle, entre les rues Rottenbiller et des Arènes, est depuis lors sorti de terre le quartier dit de Chicago, aujourd'hui le plus fortement peuplé de Budapest.

Nous ne mentionnerons ici que les édifices et établissements d'utilité publique les plus remarquables construits pendant les quarante années qui viennent de s'écouler ; ce sont le nouveau palais royal, le nouveau Parlement, l'église Mathias, sur le bastion des Pêcheurs restauré (Halászbástya), le Ministère des finances, la Cour d'appel, l'Université, l'École polytechnique, les cliniques, des hôpitaux, le Népszínház (théâtre de Vaudeville) et, pour ainsi dire, tous les théâtres

en pierre que nous possédons aujourd'hui, la Bourse, les grandes banques, le Musée de l'agriculture, les abattoirs, les marchés couverts (Halles), l'Hôtel populaire, la Maison du peuple, des ateliers centraux, les maisons de rapport de la Ville et d'autres à petits appartements dont la construction a élevé d'environ 7.000 le nombre des logements pour les petites bourses.

Le chiffre de la population s'est élevé dans la mesure où la ville s'est agrandie. Le courant qui, comme l'on sait, pousse les campagnards vers la ville, a largement contribué à faire monter la population, de 300.000 âmes en 1874, à 930.000 en 1910. Pendant la même période, la population n'a augmenté dans d'aussi fortes proportions que dans quelques villes allemandes (Leipsick, Cologne, Munich, Dresde), et à Vienne. Encore faut-il observer que cette augmentation est due en bonne partie à l'annexion successive des communes voisines, ce qui n'a pas eu lieu chez nous. Voilà pourquoi nous pouvons affirmer sans crainte de nous tromper que pendant les quarante dernières années, la population d'aucune ville d'Europe n'a augmenté dans d'aussi fortes proportions que celle de Budapest.

Dans le même laps de temps (1870—1910), les localités avoisinantes ont vu leur population passer de 36.000 à 240.000 âmes. Si l'on comprenait seulement dans la population de Budapest celle des communes si proches qu'elles se fondent avec la capitale — sinon pour l'administration du moins pour ce qui concerne la vie économique de tous — les jours la population de Budapest dépasserait de beaucoup un million, et serait d'environ douze cent mille âmes. La question de l'annexion des communes avoisinantes, en faveur de laquelle militent des raisons économiques, administratives, d'extension de la ville, d'hygiène publique et de politique sociale, devra recevoir sa solution dans un avenir prochain.

Budapest occupait en 1874 le 16^e rang parmi les grandes villes d'Europe, elle est aujourd'hui la neuvième (Londres, Paris, Berlin, Vienne, Saint-Pétersbourg, Moscou, Constantinople, Hambourg, Budapest). Budapest a, depuis 1870, laissé derrière lui Liverpool, Glasgow, Naples, Manchester, Birmingham, Madrid, Lyon et Marseille et, après l'annexion des localités voisines, dépassera aussi Hambourg. Les trois métropoles de l'Europe orientale, Saint-Pétersbourg, Moscou et Constantinople mises à part, Budapest est donc la plus

grande ville de l'Europe civilisée, après Londres, Paris, Berlin et Vienne. Voilà qui dépasse, croyons-nous, les plus hautes espérances des bons bourgeois de Pest et de Bude d'il y a quarante ans.

Il va sans dire que la population présente à plusieurs égards un caractère différent de celui qu'elle avait en 1874, et nous relèverons avec plaisir quelques-uns de ces changements. D'abord, la population s'est presque entièrement magyarisée. En 1874, moins de la moitié des habitants se déclaraient Magyars de langue lors du recensement, aujourd'hui il y en a 86 % et la progression continue dans la même mesure.

Un autre fait réjouissant, ce sont les résultats obtenus par suite des dépenses faites pour l'instruction publique.

	En 1874	En 1912
Dépenses pour l'instruction publique	1 ½ millions de couronnes	18 ½ millions de couronnes
Nombre des établissements scolaires (non compris les écoles maternelles et les cours spéciaux)	100	368
Nombre des classes	385	2.961
Nombre des élèves	17.500	96.286
Nombre des élèves des écoles maternelles et des cours spéciaux	—	14.442
Personnel enseignant	300	3.674
Valeur d'estimation des bâtiments sco- laires et du terrain qu'elles couvrent	5 ½ millions	63 millions

L'instruction générale est naturellement en progrès. Tandis qu'en 1870 les deux tiers de la population au-dessus de 15 ans savaient seuls lire et écrire et qu'un tiers était complètement illettré, aujourd'hui 92 ½ % des habitants savent lire et écrire et il n'y a plus que 7 ½ % d'illettrés, et encore sont-ce pour la plupart des personnes âgées ou des immigrants de la province.

Encore quelques chiffres relatifs à l'instruction publique :

	1873/74	1812/13
Nombre des écoles primaires	55	116
Nombre des écoles primaires supérieures de garçons	3	17
Nombre des écoles primaires supérieures de filles	3	19

La Ville possède en plus deux écoles réales (enseignement moderne) de fondation ancienne et une école de dessin industriel.

Il y avait, en outre, en 1913, 118 écoles maternelles, 50 écoles ménagères, 5 écoles industrielles, 5 écoles supérieures de commerce pour garçons, 1 pour filles, 11 cours professionnels de commerce pour filles, 77 cours pour apprentis de l'industrie, 7 cours pour apprentis du commerce, 2 écoles supérieures de jeunes filles, 1 gymnase de filles. Pour les élèves des écoles, la Ville a fait instituer des cours de musique, de couture, de tissage pour l'industrie à domicile, de tenue du ménage avec l'enseignement professionnel des domestiques; pour le corps enseignant, des cours pratiques de ménage, de confection d'articles pour dames, de travaux au crochet, de sløid, de musique, de dessin élémentaire et de dessin appliqué à l'industrie, de gymnastique, de sauvetage, de maniement des pompes à feu, d'apiculture, de pédagogie curative, d'économie sociale.

Il existe aussi un séminaire pédagogique.

En 1912 l'écolage a été gratuit pour

51.197 garçons, soit 90.2%

31.159 filles, » 86.9%.

N'ont payé que la moitié de la taxe scolaire :

1.667 garçons, soit 2.9%

1.530 filles, » 3.6%.

Des livres ont été distribués gratuitement à 39.943 élèves (40.1%). Il en a été donné 99.444.

*

Presque toutes les institutions d'utilité publique, la plupart municipales, datent de ces quarante dernières années, car celles qui existaient avant étaient loin d'avoir l'extension et l'importance qu'elles ont aujourd'hui. Voici quelques noms et quelques chiffres : la Station de chimie et de contrôle des denrées alimentaires avait en 1874 un budget annuel de 1200 couronnes avec un seul employé, elle en a aujourd'hui un de 127.000 couronnes avec 22 fonctionnaires ; l'Institut de bactériologie avec un budget annuel de 20.050 couronnes ; l'Établissement de désinfection occupant 157 personnes avec un budget annuel de 671.340 couronnes ; l'Institut Pasteur.

	En 1874	En 1912
Nombre des voyageurs arrivés et partis en chemin de fer et en bateau....	1 $\frac{3}{4}$ million	49 millions
Nombre des voyageurs transportés par les tramways (1875)	7 $\frac{1}{2}$ millions	200 »
Circulation locale des voyageurs (y compris la circulation sur les ponts)	20 »	240 »
Mouvement des marchandises par chemin de fer et bateaux.....	19 »	120 »
Envois par la poste aux lettres (1880)	22 millions	146 millions
	quintaux m.	quintaux m.
Télégrammes	415.090	2,700.000
Abonnés au téléphone (1882).....	289	18.000
Communications téléphoniques (1890)....	6 millions	74 millions
Communications dans le service interurbain (1890)	53.000	723 millions
Musées	3	14
Visiteurs des musées	93.000	480.000
Théâtres	2	11
Places dont ils disposent	2.500	14.400
Mouvement des étrangers (1885).....	102.000	250.000
*		
Nombre des hôpitaux et cliniques.....	27	67
Nombre des lits.....	4.000	13.000
Nombre des malades en traitement.....	33.000	137.000
Valeur d'estimation des hôpitaux municipaux	2,056.000	21,000.000
	cour.	cour.
Sommes distribuées en secours par la caisse communale	117.000	1,174.000
	cour.	cour.

D'autres établissements de création récente ou considérablement agrandis sont les suivants : les marchés couverts déjà mentionnés plus haut ; les entrepôts avec un mouvement d'entrées et de sorties de 1 $\frac{1}{3}$ million couronnes en 1874 et de 5 $\frac{1}{2}$ en 1912 ; le marché au bétail ; la Tattersall ; les abattoirs aux bœufs dont les recettes étaient de 357.000 couronnes en 1874 et de 977.000 en 1912, la valeur d'estimation était de 3,000.000 couronnes en 1874 et 12,000.000 en 1912 ; les autres abattoirs (aux porcs, aux chevaux) ; l'entreprise municipale de camionnage employant 634 personnes qui a effectué 175.000 transports avec un budget annuel de 1 $\frac{1}{2}$ millions de couronnes ; la boulangerie municipale ; les magasins de denrées alimentaires de la Ville ; l'usine pour la production

de l'électricité ; service des pompes à incendie qui comptait 102 hommes en 1874 et 451 en 1912, et dont les dépenses ont passé de 160.000 couronnes à 918.000 dans le même laps de temps ; le service d'eau potable, si important au point de vue de l'hygiène publique ; l'agrandissement de l'usine à gaz. Voici quelques données relatives à ce service :

	En 1874	En 1912
Longueur des tuyaux principaux	107.000 m.	701.000 m.
Réverbères publics	3.071	28.000
Lampes de particuliers	57.000	469.000
Consommation publique	1 ½ mill. de m ³	14 ½ mill. de m ³
Consommation privée	5 mill. de m ³	58 mill. de m ³
Prix	38 fillérs (cent.)	20 fillérs (cent.)
Pour les usages industriels	28 fillérs (cent.)	16 fillérs (cent.)

Mentionnons encore la création de jardins locatifs d'une superficie de 65.000 toises carrées qui ont coûté 80.000 couronnes, le bureau de renseignements municipal ; le restaurant municipal, des salles d'asile, des ateliers pour occuper les sans-travail ; des cuisines populaires ; des dispensaires ; les soins médicaux gratuits aux femmes en couches ; les remèdes gratuits aux pauvres ; la réorganisation du Jardin zoologique et l'agrandissement de la Bibliothèque spécialement administrative en une Bibliothèque qui embrasse aujourd'hui toutes les branches d'activité de l'esprit humain.

Voici encore quelques données statistiques qui mettent en lumière les heureux changements qui se sont produits dans la vie de la cité.

Grâce à l'augmentation du bien-être, de la diffusion de l'instruction et des mesures prises dans l'intérêt de l'hygiène publique (aménagement d'eau potable, construction d'un réseau d'égouts, balayage des rues, vaccination, déclaration obligatoire des maladies contagieuses, désinfection, augmentation du personnel de salubrité publique, etc.), la mortalité a fortement baissé. En 1874, il y avait 43 décès par 1000 habitants, en 1912 il n'y en avait plus que 19 et même 16 seulement si l'on ne compte pas les décès d'étrangers. La statistique montre comment le service d'eau potable et l'extension du réseau de conduites ont fait disparaître peu à peu la fièvre typhoïde, et une exécution sévère des règlements relatifs à la vaccination

a prévenu les épidémies de variole. La preuve la plus éclatante du bon fonctionnement de nos institutions d'hygiène publique, c'est que les épidémies de choléra et de typhus exanthématique, ces maladies redoutées qui faisaient autrefois des hécatombes de victimes, ont pu être étouffées dans leur germe en très peu de temps au cours de ces dernières années.

En même temps que baissait la mortalité, la durée moyenne de la vie s'élevait ; de 21 ans qu'elle était en 1874, elle est aujourd'hui de 33 ans et demi, ce qui fait une augmentation de 12 ans et demi en moyenne, et si, mettant à part la mortalité infantile, nous ne faisons entrer dans nos calculs que les individus au-dessus de 5 ans, l'écart est toujours considérable. Pour ces derniers, la durée moyenne de la vie était en 1874 de 41 ans 4 mois, elle est aujourd'hui de 47 ans. Les progrès accomplis dans ce domaine trouvent leur expression exacte dans le surcroît de 6 années.

*

Au commencement, la situation financière de Budapest était inquiétante, critique même. Les trois villes étaient chargées de dettes qu'il fallait rembourser ; elles avaient bien une fortune, mais en immeubles et rapportant peu. L'ancienne ville libre royale de Pest empruntait à gros intérêts, sur obligations privées, à de riches bourgeois des sommes qui paraîtraient dérisoires aujourd'hui. Bude, la ci-devant capitale, conclut en 1859 avec une banque de Vienne un emprunt de loterie de 2 millions de florins. Les billets d'une valeur nominale de 40 florins furent émis à 30 florins (75%), la ville ne toucha donc qu'un million et demi, somme qu'elle dut garantir au moyen d'hypothèques et amortir à raison de 78.000 fl. par semestre.

L'année de la réunion des trois villes, le budget des dépenses était encore de 10 millions de couronnes ; dans celui de 1914, les dépenses ordinaires et extraordinaires s'élèvent à 90 millions de couronnes ; ajoutons-y plus de 25 millions en placements productifs et nous arrivons à un total de 115 millions de couronnes, soit une augmentation de plus de 1000%.

Ces chiffres montrent que les besoins ont plus que doublé pendant la durée d'une génération et, ce qui est mieux, que les autorités municipales ont su résoudre d'une manière

satisfaisante tous les problèmes de la solution desquels dépendait la prospérité et l'avenir de la capitale.

Les villes d'Amérique seules ont eu à lutter avec les difficultés sans nombre qu'entraîne un développement aussi rapide.

En Europe, c'est à peine s'il se trouve une autre grande ville où l'administration municipale a été obligée de s'adapter, en un espace de temps relativement court, à des conditions entièrement changées, comme ce fut le cas pour les autorités communales de Budapest.

Vers 1880, dans une grande partie du territoire compris entre les principales artères de la ville de Budapest actuelle, il y avait nombre de rues sans pavé, sans égouts, sans conduites d'eau, mal éclairées, dépourvues de moyens de communication, ne possédant ni écoles, ni institutions d'hygiène répondant aux besoins de la population. C'est à cette situation que la municipalité dut d'abord remédier, en même temps qu'elle devait pourvoir aux mêmes besoins économiques et sociaux dans les quartiers qui se construisaient dans la banlieue de la capitale.

Pour faire face aux dépenses qu'exige la transformation d'une bourgade en grande ville moderne, on ne pouvait songer à augmenter les impôts dans une mesure importante : il fallut donc recourir à l'emprunt.

En regard d'une dette de 328 millions de couronnes, la Ville possède une fortune de 491 millions et demi de couronnes en établissements d'utilité publique ou placements rémunérateurs. Voici la liste des principales dépenses de placement faites par la Ville entre 1874 et 1912 :

1. Construction de routes, percement et pavage de rues.....	68 millions	de couronnes	
2. Écoles primaires	53	»	»
3. Service des eaux et fontaines publiques	44 1/2	»	»
4. Usine à gaz et conduites	37 1/2	»	»
5. Travaux de voirie en vue de l'extension de la ville.....	33 1/2	»	»
6. Actions des tramways électriques acquises par la municipalité.....	28 1/2	»	»
7. Construction d'églises	23 1/2	»	»
8. Réseau d'égouts	22 1/2	»	»



9. Maisons de rapport et bâtiments n'ayant pas un caractère public.....	21 millions de couronnes			
10. Marchés couverts et bâtiments de l'octroi, magasins, etc.....	19	»	»	»
11. Bâtiments pour l'administration (les deux Hôtels de ville et les mairies d'arrondissement)	18	»	»	»
12. Hôpitaux	12½	»	»	»
13. Bains, établissement de désinfection et autres institutions d'hygiène publique	11	»	»	»
14. Achat de terrains	11	»	»	»
15. Pour les besoins du commerce.....	8	»	»	»
16. Abattoirs	8	»	»	»
17. Ports, quais.....	7½	»	»	»
18. Travaux d'embellissement, promenades, statues, etc.....	7½	»	»	»
19. Entreprises municipales.....	6	»	»	»
20. Construction de casernes.....	7½	»	»	»
21. Dépenses se rattachant à la construction des ponts François-Joseph et Élisabeth, établissement de voies d'accès, etc...	4½	»	»	»
22. Cimetières	4	»	»	»
23. Usine municipale d'électricité.....	3	»	»	»
24. Régularisation du cours du Danube, travaux de protection contre les inondations	3	»	»	»
25. Logements de pauvres, hospices, orphelinats, asiles de l'enfance et autres établissements de bienfaisance.....	28	»	»	»
Total.....	491 ½ millions de couronnes.			

Sur ces 491 millions et demi de couronnes, 160 millions ont été prélevés sur les revenus de la Ville et 331 millions et demi couverts par des emprunts. Cela fait un demi-milliard de couronnes dépensé en placements.

En regard de ces dépenses, la fortune de la Ville qui était de 107½ de couronnes en 1874, s'élève maintenant à 645 millions.

En comparant l'actif et le passif, on voit que la fortune nette de la capitale a aussi fortement augmenté. Elle était de 81,356.560 couronnes en 1874, elle est de 287.277.909 couronnes en 1912, ce qui fait une augmentation de 206 millions, soit 25 %.

Le Statut municipal de 1874 n'avait pas été établi en vue de l'énorme développement que prendrait la capitale, aussi a-t-il dû être révisé.

Le Bureau de l'administration centrale se composait du premier bourgmestre et de deux adjoints, de 8 conseillers, avec le procureur de la commune, le comptable, le médecin, l'ingénieur, l'archiviste en chef et le directeur de l'office statistique. Ce dernier, de même que le procureur, n'avaient pour le seconder qu'un personnel fort restreint, le médecin en chef avait seulement les médecins d'arrondissement, l'archiviste en chef un sous-archiviste.

L'ingénieur et le comptable en chef disposaient seuls d'un personnel auxiliaire assez nombreux pour les exigences d'alors.

La Chambre des tutelles ne reçut une organisation quelque peu autonome qu'en 1874, mais elle était toujours présidée par un conseiller municipal et ne comptait que quatre assesseurs.

C'est à peine si l'on retrouve dans les villes d'avant la fusion — et même longtemps après — les traces des institutions actuelles : elles n'ont été créées que dans la suite, en vertu de nouvelles lois, pour satisfaire aux besoins qui augmentaient avec une rapidité vertigineuse. Mais si l'administration centrale avait ses défauts, elle ne s'en montra pas moins à la hauteur de sa tâche ; ce sont les autorités d'arrondissement qui, faute d'une sphère d'activité bien délimitée, mirent l'administration de la capitale à deux doigts d'une banqueroute complète, et c'est contre elles que s'élevaient la plupart des plaintes.

Les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil municipal datant de cette époque permettent de constater que l'administration n'était à même de satisfaire qu'en partie, et au prix des plus grands efforts, aux exigences légitimes de la population.

La cause en est, d'une part, que la fusion avait imposé une tâche ardue à l'administration et à chacun de ses facteurs et, d'autre part, que les auteurs du Statut municipal n'avaient pas eu la prescience de l'énorme développement que devait prendre la ville par suite de la fusion.

Dès que celle-ci eut été consommée, on reconnut la nécessité de créer de nouveaux bureaux et de nouveaux postes.

En 1874, il fallut enlever au Conseil municipal la gestion directe des affaires de tutelle, puis, en 1885, créer deux nouveaux bureaux, l'un pour la direction du personnel, l'autre pour l'hygiène publique.

Cependant, avant d'introduire ces innovations, on avait discuté pendant de longues années sur les moyens de rendre l'organisme municipal plus apte à accomplir le travail d'administration qui augmentait sans cesse. On finit par reconnaître qu'il fallait élargir les cadres du Statut municipal et en demander la revision au gouvernement.

Les négociations avec le ministre de l'Intérieur durèrent des années, mais, grâce à leur persévérance, nos édiles finirent par surmonter toutes les difficultés et, en 1893, le projet de réorganisation administrative fut adopté par les Chambres.

Ce fut feu Charles Hieronymi, ministre de l'Intérieur, qui, ayant reconnu le mal, fit voter en 1893 la loi relative aux mairies d'arrondissement de Budapest, loi qui étend considérablement la compétence de ces autorités, en leur conférant l'autonomie.

Cette revision partielle du Statut municipal eut pour conséquence une transformation complète de l'administration des arrondissements et la rendit apte à remplir la tâche de plus en plus lourde qui lui incombait.

La revision entraîna naturellement une augmentation considérable du personnel administratif, qui s'accrût de 300 unités, lorsque la loi entra en vigueur, le 1^{er} juillet 1894.

Depuis lors, l'œuvre de réorganisation n'a plus amené de changements d'une importance aussi considérable quant aux résultats obtenus.

A partir de ce moment, c'est le problème de la réforme de l'administration centrale qui revint au premier plan, car les nouveaux besoins d'ordre social et civilisateur qu'avait fait naître l'essor pris par la capitale, le soin de ses intérêts économiques, une meilleure gestion de la fortune publique imposaient sans cesse de nouvelles tâches à cette administration.

De cette époque datent la municipalisation des services publics et la création des institutions sociales modèles de la capitale.

La réforme de l'administration centrale étant ajournée pour longtemps par suite de la promesse, faite à plusieurs reprises par le ministre de l'Intérieur, de procéder à une revision totale du Statut municipal, promesse qui n'a pas encore été réalisée, le conseil reconnut enfin, en 1911, qu'on devait et pouvait opérer dans le cadre même du Statut les réformes les plus

nécessaires et les plus urgentes, puisqu'elles ne pouvaient plus être ajournées à une date incertaine sans préjudice pour l'administration.

Le résultat de cette détermination fut, en 1911, une réforme radicale de l'administration centrale, laquelle avait pour objet de répartir plus équitablement le travail entre le premier et les seconds bourgmestres, de décharger les séances plénières du conseil d'une partie de leur ordre du jour à l'aide de séances de groupe, d'introduire plus d'égalité et d'uniformité dans les sphères d'activité des bureaux en portant leur nombre de 11 à 16, de répartir la besogne entre les commissions, de manière qu'il y ait corrélation entre le travail de chacune d'elles et celui d'un bureau, d'améliorer le fonctionnement des services auxiliaires centraux, de faire participer à l'administration le corps des ingénieurs par la création de bureaux techniques, de développer les services de la comptabilité, du bureau de statistique, d'agrandir les archives, la bibliothèque, etc.

On peut dire que la municipalité n'a pas reculé devant la dépense pour améliorer les services administratifs de la capitale.

Les appointements des employés ont été fixés une première fois lors de la fusion des villes ; ils touchent, depuis 1891, une indemnité pour renchérissement de la vie ; en 1895, la Ville leur alloua une nouvelle augmentation générale basée sur les années de service, enfin, à partir du 1^{er} janvier 1908, un nouveau supplément à titre provisoire d'abord, mais dont ils jouiront à titre définitif, lorsque les circonstances permettront un nouveau relèvement général des traitements.

Les appointements et la situation légale des employés provisoires et du personnel subalterne ont été fixés en 1908 de manière à satisfaire, dans la mesure du possible, toutes les exigences légitimes.

De plus, en vertu du règlement de 1898 modifié dans le courant de cette année, la Ville alloue à tous ses employés une indemnité de logement et une pension de retraite réversible en partie sur leurs veuves et leurs enfants.

Enfin, le nombre des personnes au service de la Ville, y compris les ouvriers occupés en permanence, est monté de 1510 en 1874 à 11.965 en 1912, celui des fonctionnaires et des employés de 523 à 1987 et le corps enseignant de 410 à 3674

personnes. Le total des traitements, qui était de 2 ½ millions de couronnes en 1874, s'élève aujourd'hui à 28 millions.

Jetons maintenant un coup d'œil sur le passé, puis sur l'avenir.

Dans son ouvrage *Statistique du royaume de Hongrie*, publié en 1789, le professeur Schwartzner disait, en parlant de la ville de Pest qui avait alors à peu près 50.000 habitants :

« N'oublions pas que Pest est le centre commercial de la Hongrie, qu'il est en passe de devenir le Londres du pays, que c'est le siège des plus hautes autorités judiciaires, d'une université, qu'il possède trois couvents et qu'il s'y établit chaque année un nombre considérable d'artisans, de journaliers et de chevaliers d'industrie. »

Mentionnons, comme un singulier effet du hasard, qu'au moment où Schwartzner écrivait que Pest était en passe de devenir une sorte de Londres, la plus grande ville du monde avait alors juste autant d'habitants que Budapest aujourd'hui.

Soixante-et-un ans plus tard (1861), Feldmann, dans son *Guide de Pest et de Bude*, exalte en termes enthousiastes la beauté et la population de la ville (Pest et Bude avaient alors ensemble 200.000 habitants). « Au bout de la rue Mészáros — dit-il — à l'extrémité sud de la ville, s'élève le bâtiment de l'administration des salines. A gauche, se dresse le mont St-Gérard (Gellérthegy) qu'un braconnier tyrolien même aurait de la peine à escalader. Surplombant le fleuve, le palais royal, reconstruit après l'incendie, est le plus superbe édifice qui se puisse voir sur tout le cours du Danube. Le quai est certainement la plus belle partie de la ville : là où il n'y avait autrefois que des masures s'élèvent aujourd'hui des maisons à deux ou trois étages. »

« La plus longue rue de la ville — dit encore Feldmann — est la Király-utca (Rue royale). C'est par là que le beau monde des quartiers du centre se rend, le dimanche, au Bois de la Ville, soit à pied, soit en voiture. Mais c'est les jours de foire que l'encombrement est le plus grand, de sorte que la commission d'embellissement a décidé que, en cas d'incendie ou de démolition, les maisons devront être reconstruites en retrait de l'alignement actuel, comme ce fut le cas pour les maisons détruites par la grande inondation de 1838. »

« Au faubourg François — poursuit Feldmann — c'est la

chaussée de Soroksár qui est la plus animée. Les autres rues sont comme mortes, car les habitants sont occupés à soigner leur bétail, cultivent leurs jardins ou vont en journée ; ici tout le monde travaille.»

A l'époque de la fusion, les rues sans pavé et leurs ruisseaux obstrués où croupissait une eau fétide n'étaient que rarement nettoyés, et encore chargeait-on le plus souvent de ce travail des tziganes nomades ou des détenus ; les immondices étaient déposées dans le voisinage immédiat de la ville, sur la place Boráros actuelle, et l'on n'avait pour eau potable que celle du Danube qu'on portait en ville dans des tonneaux.

C'est à cette époque et dans de pareilles conditions que nos prédécesseurs ont pris en main l'administration des trois villes dont s'est formée la capitale. Il est impossible de penser sans avoir le cœur ému, à ces hommes éminents qui ont accompli la partie la plus difficile de cette grande œuvre : l'organisation et l'administration de la capitale à ses débuts. En même temps qu'au premier bourgmestre Charles Ráth, si avisé, si actif, qui savait si bien se faire obéir, je désire aussi consacrer un souvenir aux deux autres Charles. L'un est le premier en date des bourgmestres de Budapest depuis l'union, Charles Kamermayer, l'homme au caractère antique, au cœur d'or, type du magistrat aux mœurs puritaines ; l'autre est Charles Gerlóczy, le fonctionnaire prévoyant, énergique, à l'esprit si ouvert, au jugement si sûr, au goût si raffiné qui fut second bourgmestre.

Ce sont eux qui ont donné l'orientation à l'administration de la Ville pendant plus de la moitié de cette période de quarante ans, nous pourrions même dire que ce sont eux qui l'ont faite. Ce n'est point par devoir de politesse envers nos prédécesseurs, mais par amour de la vérité que nous déclarons ici qu'ils se sont toujours montrés à la hauteur de leur tâche, que ce sont eux qui ont confiée à la terre, arrosé et fait mûrir pour nous la bonne semence, que c'est à eux que la capitale doit le magnifique essor qu'elle a pris dans la suite. Nous pourrions en dire presque autant de leurs éminents successeurs et des hauts fonctionnaires qui ont accompli le reste de la tâche. Nous gardons dans nos cœurs le souvenir d'un grand nombre d'hommes supérieurs, instruits, intelligents, intègres et, si nous taisons leurs noms, c'est pour ne pas avoir l'air de méconnaître les mérites de ceux que nous ne nommons pas. Nous ne ferons

d'exception que pour deux hommes : M. Joseph Márkus et Jean Halmos. Ce sont eux qui, dans des circonstances difficiles, ont le plus largement contribué, par un labeur incessant, leur prudence et leur sagesse, à faire de la cité arriérée de jadis une capitale débordant de vie, c'est à leur école que nous, qui sommes aujourd'hui à la tête de l'administration municipale, avons tous appris à travailler.

Tel est, en quelques mots, le passé de Budapest dont nous fêterons dans dix ans le cinquantenaire. Faisons en sorte que ce soit un véritable jubilé. Par bonheur, nous avons encore un long laps de temps pour nous y préparer, et ce n'est pas trop. Mais nous pouvons exécuter de grandes choses pendant cet intervalle.

Qu'il serait beau de pouvoir inaugurer le nouvel Hôtel de ville qui fera l'orgueil d'une capitale peuplée d'un million et demi d'habitants, vis-à-vis de la nouvelle avenue Elisabeth bordée de superbes maisons, de riches magasins et traversant des quartiers tout neufs aux larges rues bien aérées. Nous voyons en imagination le vieux faubourg de Tabán, entièrement reconstruit sur nouveaux plans, devenu le quartier le plus agréable à habiter ; des funiculaires escaladant le Gellértheygy (mont St. Gérard) de deux côtés à la fois, la citadelle qui le surmonte toute grouillante de vie, au pied de la colline le plus bel établissement de bains de toute l'Europe ; sur l'emplacement actuel du collège des Pères des écoles pies, l'un des plus beaux hôtels de la ville. On s'étonnera alors qu'il fut un temps où il fallait payer un péage pour traverser les ponts et le tunnel ; une ville nouvelle sort de terre le long du boulevard Hungaria, après l'inauguration du nouveau pont ; entre la tête du pont reliant la place Boráros à la rive droite et l'Université des sciences techniques, sur l'emplacement du marais desséché et réservé aux expositions, s'élèvent, au milieu d'un magnifique parc, les bâtiments d'une exposition internationale urbaine ; le Lágymányos, le Kelenföld, ainsi que la banlieue des VI^e et VII^e arrondissements sont sillonnées de larges artères pourvues des derniers perfectionnements de la voirie et on est en train d'y dessiner de vastes jardins publics ; sur le versant des collines de Bude tournées vers Pest de larges routes carrossables offrant une perspective comparable à celle des *Viale dei colli* de Florence, mènent à des colonies de villas desservies, en outre, par des lignes de tramways électriques et des autobus ; — des gares

modernes où les voies d'accès n'ont point de passages à niveau, cela va sans dire ; à l'île de Csepel, un grand port de commerce avec gare des marchandises, élévateur, docks et établissements industriels ; tout autour de la ville une culture maraîchère florissante, de belles laiteries, de grands hôpitaux parfaitement aménagés, des maternités, des asiles de l'enfance, un hospice modèle ; l'assurance contre le chômage, des logements bon marché et salubres ; une inspection sévère des logements ; l'isolement des tuberculeux soumis au contrôle ; des stations champêtres pour convalescents ; des bains populaires aménagés sur les plages sablonneuses du fleuve ; des bains et douches bon marché en ville ; des rues, des places, des promenades propres et bien entretenues ; l'assistance publique et la protection de l'enfance parfaitement organisées ; des abattoirs pourvus des derniers perfectionnements de la science ; de vastes entrepôts pour le commerce en gros de la viande et des denrées alimentaires ; une bibliothèque municipale et des conférences pour adultes très fréquentées ; des ateliers municipaux ; des institutions diverses ayant pour objet de rendre la vie plus facile, plus agréable et enfin une administration modèle à tous égards.

Ce n'est point là une utopie, mais dix ans, c'est peu pour réaliser ce beau rêve. Cependant, tout cela doit se faire et se fera, et, si ce n'est nous qui menons cette œuvre à bonne fin, ce seront nos successeurs. Or, ce sera là le vrai jubilé de Budapest, lorsque ce vaste programme sera devenu une réalité, en majeure partie du moins.

Nous avons la conviction que les sceptiques, les pessimistes, les ergoteurs, les faiseurs de difficultés, les hommes de peu de foi sont incapables de faire œuvre vitale et que c'est cependant le terrain où nous devons rivaliser d'efforts avec l'étranger, engager la lutte contre la maladie, la misère, l'ignorance et le mécontentement. Au point de vue financier, l'exécution de ce programme n'est pas irréalisable, c'est tout au plus s'il se heurtera à des difficultés passagères. Plus nous y réfléchissons, plus nous nous fortifions dans la conviction que, lorsque ce programme aura été exécuté dans tous ses détails, les hommes seront mieux portants, plus robustes, leur capacité de travail sera accrue, les occasions de travailler se multiplieront à l'infini et la durée moyenne

de la vie augmentera encore. N'est-ce pas là le but que doit se proposer une administration digne de ce nom ? N'est-ce pas un bel exemple que nous donnent les quarante années qui viennent de s'écouler ?

On parle souvent de dépenses productives et de dépenses improductives pour ce qui concerne l'administration de la ville. Eh bien ! je suis d'avis qu'il n'y en a point d'improductives. Je me bornerai à citer un seul exemple à l'appui de mon assertion. Au chapitre des dépenses soi-disant improductives figure en premier lieu la construction d'écoles. Dans le passé, lorsque la Ville fut des années sans construire de nouveaux bâtiments scolaires, les écoliers durent être logés dans les locaux insalubres de maisons privées qu'il avait fallu transformer à grands frais et qu'il fallait remettre en état à l'expiration du bail, économie mal placée qui avait pour conséquence une diminution des logements disponibles et le renchérissement des loyers. Prenons maintenant en considération que la construction d'un bâtiment scolaire fait gagner leur vie à nombre d'individus : architectes, entrepreneurs, artisans, maçons, etc. qui, à leur tour, font vivre des industriels et des commerçants. L'argent dépensé ainsi par la Ville rentre par mille canaux dans ses caisses sous forme d'impôts de consommation, d'impôts directs, de plus-values de recettes des services municipaux, après avoir passé par des centaines de mains.

Nous ne sommes point animés par la stérile ambition d'innover à tout prix, mais par la conviction que la réalisation du programme que nous venons d'esquisser à grands traits, aura pour heureux résultat l'essor économique de la cité, le bien-être et la santé des citoyens, une affluence de visiteurs étrangers plus considérable, un sérieux progrès de la vraie « culture » hongroise, en un mot, de faire de Budapest une ville admirée par le monde entier, laquelle sera dans l'avenir pour la race magyare un plus sûr garant de durée que toutes les armées, tous les politiciens, tous les diplomates.

ÉTIENNE DE BÁRCZY.

L'AUTRICHE-HONGRIE COMME GRANDE PUISSANCE

Après la mort de l'empereur Charles VI (en Hongrie Charles III), l'avenir de la monarchie habsbourgeoise reposait sur la tête de Marie-Thérèse et sur la Pragmatique Sanction que son père avait créée pour sa protection. Mais les puissances même qui l'avaient reconnue, ne l'observaient pas toutes : la jeune princesse avait à défendre ses droits par les armes. Figurons-nous une catastrophe quelconque créant aujourd'hui une situation semblable ou plus critique même — quelle serait l'attitude de l'Europe ? La Serbie, naturellement, prendrait feu ; elle voudrait conquérir la Bosnie et même davantage. Quant à la Roumanie, je pense que si elle n'est pas gouvernée par un grand roi et des ministres très perspicaces et très fermes, elle ne résisterait pas à la tentation d'essayer d'en tirer profit pour s'agrandir. La Russie aussi tomberait probablement dans le piège. Restent l'Allemagne et l'Italie. En Italie on crierait : vive Trieste ! mais que répondrait l'Allemagne ? Elle ne pourrait pas confier le chemin de l'Adriatique au bon vouloir de l'Italie et d'un État sud-slave. Mais l'Italie à son tour s'effrayerait à la perspective de voir s'étendre l'empire allemand jusqu'à sa propre frontière ; ce voisin lui serait trop puissant et les hommes politiques italiens se diraient qu'il vaudrait mieux ne pas toucher à cette monarchie qui offre encore l'avantage d'empêcher qu'une vassalle de la Russie s'établisse en face de l'Italie. La Russie et l'Allemagne sont deux géants que l'Italie n'aimerait pas à avoir pour voisins. L'Allemagne non plus ne serait pas aussi

impatiente qu'on se figure à Paris de s'agrandir par un démembrement de la monarchie austro-hongroise. Elle aurait tué son allié le plus sûr, elle perdrait beaucoup plus par sa mort qu'elle ne gagnerait en héritant de ses biens. L'amoindrissement de la Hongrie serait une perte grave pour l'Allemagne et l'acquisition des provinces alpines ne contre-balancerait pas le fardeau que la Bohême, la Moravie et les pays slovènes, sur le versant sud des Alpes, seraient pour l'empire.

Si nous rangeons les voisins de l'Autriche-Hongrie d'après l'intérêt qui les lie à sa conservation et la capacité qu'ils ont de placer cet intérêt au-dessus des convoitises populaires, nous devons mettre au premier rang l'Allemagne et, à une petite distance d'elle, l'Italie. Puis viendrait la Roumanie qui ne pourrait s'agrandir au détriment de la Hongrie que pour devenir plus impuissante que jamais vis-à-vis de la Russie, mais qui n'aura peut-être pas la force morale nécessaire pour suivre les conseils de la raison. La Russie est à peu près dans les mêmes conditions. Elle ne gagnerait certainement pas grand-chose à s'annexer huit millions de Polonais et d'Ukrainiens, habitués à une liberté politique que la Russie ne veut et, probablement, ne peut pas donner à ces deux nations ; mais elle est tellement habituée à considérer l'élargissement de ses frontières comme le but final de sa politique extérieure que l'occasion lui paraîtrait bonne pour y parvenir. La Serbie, enfin, n'hésiterait pas un instant : c'est son rêve de devenir grande puissance et il y a même des moments où elle croit déjà l'être.

Ce n'est pas l'effet du hasard si le petit tableau hypothétique que nous venons d'esquisser répond à la réalité des choses. L'alliance entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne est un fait fondamental du système européen ; ce n'est pas un traité à échéance fixe, c'est plutôt une confraternité qu'une alliance dans le sens courant du mot. L'alliance des deux puissances avec l'Italie n'a pas le même caractère. Elle est entourée d'une atmosphère de sympathie esthétique et historique en Allemagne et du lustre d'une grande œuvre politique en Italie. Quant à l'Autriche-Hongrie, elle en conçoit des avantages qui sont remarquables : l'alliance la couvre contre la possibilité d'une attaque italienne et, ce que l'Autriche-Hongrie offre en revanche, c'est l'indépendance de l'Italie

en face de la France et sa liberté d'action dans la Méditerranée ; car sans l'Autriche-Hongrie — rappelons-nous ce que Bismarck a dit à Crispi — il n'y aurait pas d'alliance avec l'Allemagne non plus. Les Italiens élèvent des plaintes contre l'Autriche-Hongrie qui, sans abdiquer, ne saurait contenter leurs désirs. Il est impossible de faire en sorte que Fiume perde complètement tout caractère d'appartenance à la Hongrie et il est impossible de créer, dans un État comme l'Autriche, composé de tant de nationalités rivales, des compartiments où les Slaves, qui y forment la majorité ou de fortes minorités, seraient dans une situation aussi inférieure que s'ils étaient sujets d'un État italien. On ne peut pas demander raisonnablement que le gouvernement de Vienne soit toujours en querelle avec les Slaves qui sont des millions, non seulement pour protéger l'hégémonie nationale des Italiens à Trieste et en Istrie, qu'elle protège en effet, mais pour ne pas laisser altérer le caractère italien de ces contrées — et tout cela sous le feu d'une agitation irrédentiste qui les considère comme de futures provinces italiennes. Les nationalistes du royaume s'en plaignent pourtant et souvent avec violence, mais, malgré tout, cette alliance subsistera et survivra à toutes les manifestations. Les manifestations passent et les intérêts restent.

Mais ce serait une grave erreur de croire que l'Autriche-Hongrie ne subsiste que grâce à l'appui de ses alliés et que, par suite de ses querelles domestiques, elle n'a pas assez de forces en elle-même. Pendant la crise balkanique, beaucoup de Slaves autrichiens et hongrois prirent ouvertement et avec passion parti pour la Serbie et ses revendications, mais les événements leur ont dessillé les yeux. Les fanatiques du slavisme sont encore nombreux, mais ils ne sont plus la majorité. Et, en outre, il faut remarquer que les exaltés même, au moins parmi les Tchèques, s'ils veulent une Autriche transformée, veulent pourtant une Autriche. Je ne sais pas s'il y a des cerveaux assez détraqués pour croire à la possibilité d'un État tchèque indépendant ; s'il y en a, ils sont tout à fait isolés. Or, les Tchèques et les Allemands d'Autriche forment avec les Hongrois le noyau historique de la monarchie et ce noyau est entouré de peuples qui, eux aussi, doivent faire leur possible pour la conservation de cette monarchie qui les protège. Les Polonais, les Ukrainiens, que seraient-ils sans l'Autriche-Hongrie ?

Que deviendraient les Slovènes, si l'Autriche-Hongrie n'existait pas ? Et les Croates de Croatie et de Dalmatie, quel rôle joueraient-ils dans un État sud-slave ? Dans la Bosnie et l'Herzégovine, les Serbes sont une minorité — forte minorité, il est vrai — et la Transylvanie et la Bukowine ont presque autant d'habitants non-roumains, hongrois, allemands, etc., que de Roumains. Il y a une agitation irrédentiste aux frontières méridionales, même on fait montre, dans quelques parties de ces frontières, de sentiments qui les encouragent, mais ce sont des exceptions qui n'ont presque pas de poids en face de ce fait dominant qu'à aucun prix la majorité de la population de la monarchie ne voudrait renoncer à ces pays. Ce n'est pas la dynastie, ni le gouvernement, ni l'armée seuls qui tiennent sous un prétendu joug les provinces du Sud, ce sont les peuples de l'Autriche-Hongrie qui savent qu'ils en ont besoin pour se maintenir contre les rivalités politiques et économiques et qui les défendraient au besoin avec une main de fer.

Après la catastrophe de Sadowa, on se faisait petit chez nous. La grande leçon que la monarchie avait reçue montrait la vanité d'une politique qui ne comptait pas avec les forces réelles, la vanité de prétentions qui exigeaient des sommes qu'on aurait mieux fait de consacrer au rétablissement des finances et au développement de la fortune nationale. L'impression des défaites subies dans la lutte pour le maintien d'une hégémonie surannée était si forte qu'elle durait encore quand il fut question de l'acquisition de la Bosnie et qu'un député influent formulait cette thèse : l'Autriche-Hongrie n'est pas une grande puissance, c'est une union de deux États moyens. Cette thèse est surpassée en bizarrerie par la naïve proposition d'un brave socialiste tchèque, solution qui lui semble la vraie pierre philosophale et qu'il ne cesse de recommander : la neutralisation de l'Autriche-Hongrie !

On peut dire que cette micromanie est en train de se dissiper. L'impérialisme et le nationalisme qui nous entourent nous apprennent que la monarchie austro-hongroise ne peut exister si elle ne commande pas le respect. Les bouleversements qui ont créé l'empire allemand et le royaume d'Italie et qui ont anéanti la domination turque en Europe, puis nos querelles intestines font de l'existence de l'Autriche-Hongrie quelque chose de paradoxal aux yeux des hommes super-

ficiels et des ambitieux. En Serbie, il y a des gens qui sont convaincus que nous ne résisterions pas à une attaque dont l'armée serbe prendrait l'initiative. Il paraît qu'en Roumanie aussi on ne se fait pas une idée bien juste de notre force ; l'attitude de ce pays et celle de la Bulgarie dépendront du jugement qu'elles portent sur nous. Quant aux Russes bien informés, ils ne désirent pas se mesurer avec nous, mais le peuple et les nationalistes croient que la Russie est toute-puissante. Dans de telles conditions, il faut avoir pour soi non seulement la force, mais encore les apparences de la force, le prestige. L'Autriche-Hongrie ne peut exister que comme grande puissance. Je dirais que cette conception est l'âme même de notre monarchie dualiste et bigarrée.

Je ne crois pas que l'impérialisme russe cherche une guerre pour conquérir la Galicie ; cette conquête ne serait qu'un fait accidentel. Il a d'autres visées, plus étendues. Elles ne sont pas les mêmes chez tous ses adhérents, mais quelles qu'elles soient, ils trouvent tous que l'Autriche-Hongrie y fait obstacle. Les plus radicaux voudraient la détruire, les plus modérés voudraient en faire peu à peu une non-valeur. C'est ce dernier système qui est le plus dangereux, parce que son apparence inoffensive permet de prendre même un tsar très pacifique dans les filets d'une politique qui pourrait mener à la guerre et d'induire en erreur l'opinion publique chez nous et à l'étranger. Gardons-nous d'en être les dupes et de nous laisser endormir par les assurances de personnes loyales et sensées, telles que le prince Mechtschersky et le petit nombre de ses courageux correligionnaires politiques. L'impérialisme russe, voilà notre ennemi, et c'est en vain qu'on espère l'apaiser par des compliments et des concessions. Nous ne pouvons nous défendre contre lui et contre son allié, le nationalisme de nos voisins balkaniques, qu'en fortifiant de plus en plus notre position de grande puissance. Espérons que ces deux alliés ne nous mettront pas dans la nécessité de faire la preuve de notre vitalité autrement qu'en temps de paix.

L'Autriche-Hongrie ne veut ni se laisser démembrer, ni amoindrir, et ses deux voisins de l'Occident doivent s'en réjouir, puisque c'est leur cause qu'elle défend. Elle défend aussi celle de l'Angleterre, dont la position dépend en partie de l'équilibre européen. Et, enfin, les peuples réunis dans

l'empire russe, y compris les Grands-Russes eux-mêmes, perdraient tout espoir d'un avenir plus libre et plus prospère, si l'Autriche-Hongrie n'était pas un rival dont le gouvernement du tsar doit toujours tenir compte. La monarchie des Habsbourg rend un service inappréciable non seulement aux nations qui habitent son propre sol, mais à l'Europe entière, en se maintenant comme grande puissance. Les tentatives de ses ennemis échoueront, en paix ou en guerre, quand elles se heurteront à cette vérité primordiale.

Il faut espérer que la Serbie s'abstiendra de stériles agitations, qu'elle renoncera à de vaines espérances et qu'elle préférera vivre en amitié avec nous, comme nous désirons sincèrement vivre avec elle. Que la Serbie s'enorgueillisse de ses triomphes, nous le comprenons. Qu'elle veuille jouer un rôle, nous n'en sommes pas étonnés. Elle ne nous trouvera sur son chemin que quand elle croisera le nôtre. Malheureusement, elle a rendu elle-même sa tâche plus difficile en dépassant la mesure dans ses conquêtes, et si nous avons un conseil à lui donner, nous l'engagerions à observer consciencieusement la ligne que l'Europe a tracée pour la protection des minorités. Quant à nos relations économiques et à la liberté de transit, l'entente pourra se faire : ce n'est pas l'Autriche-Hongrie qui lui cherchera querelle à ce sujet. Nous pouvons très bien vivre ensemble et ce sera certainement au profit de la nationalité serbe en deçà et au delà de la frontière ; le développement de sa culture ne pourra qu'y gagner. Mais, nous exigeons et nous devons exiger que cette frontière soit respectée, et cela dans toute l'acception du mot et sans arrière-pensée. C'est pour nous une question de premier ordre. Les provinces sud-slaves sont formées par les régions adriatiques, et un pays de cinquante millions d'habitants a certainement besoin de côtes qu'il puisse posséder en pleine sécurité. Là-dessus il n'y a pas de transaction possible, et si l'Autriche-Hongrie n'avait pas d'autre raison pour renforcer sa position de grande puissance, cette raison suffirait à elle seule. Grande puissance pacifique, mais grande puissance qu'il faut écouter quand elle parle et qui parlera très clairement chaque fois qu'il s'agira de questions touchant à ses intérêts vitaux.

M. IORGA ET L'ÉVÊCHÉ DE HAJDUDOROG

Les lecteurs de la *Revue de Hongrie* doivent se souvenir que le savant professeur de l'Université de Bucarest, M. Nicolas Iorga, a cité l'auteur de ces lignes devant le tribunal de l'opinion publique européenne, lequel dira si l'érection de l'évêché de Hajdudorog a été, oui ou non, un criminel attentat contre les Roumains de Hongrie. Nous avons répondu à cette sommation dans le numéro du 15 février de cette Revue, en même temps que nous envoyions à M. Iorga la livraison de février de la *Ungarische Rundschau*, dans laquelle nous expliquions que c'est le principe de territorialité adopté par l'Église qui est cause que quelques milliers de Roumains ont été incorporés dans le nouvel évêché, mais qu'en conséquence du même principe il est resté beaucoup plus de Magyars dans les diocèses roumains, de sorte que les Hongrois auraient bien plus à se plaindre que les Roumains.

Depuis lors a eu lieu l'abominable attentat de Debreczen qui a coûté la vie à plusieurs membres du clergé du nouveau diocèse. M. Iorga prédisait une insurrection et non ce lâche et surnois attentat, lequel a dû lui faire horreur, et c'est peut-être pour cela qu'il a renoncé à porter notre querelle devant le tribunal de l'opinion publique. Il se peut aussi que M. Iorga ait été convaincu par nos explications qu'il avait été mal renseigné et qu'il ait compris que l'érection de l'évêché de Hajdudorog ne constituait pas un *casus belli*. Nous ignorons auquel de ces mobiles M. Iorga a obéi, et nous ne reviendrions pas sur ce sujet s'il n'avait paru, dans la *Revue Roumaine* du

2 mai, un entrefilet se rapportant à un point de notre Lettre ouverte et que nous avons tout lieu d'attribuer à notre ancien contradicteur. En voici le texte littéral : « Dans la *Revue de Hongrie*, nous trouvons une seconde Lettre de M. Eugène de Szabó, lettre adressée à M. Nicolas Iorga. L'écrivain hongrois veut bien reconnaître que les nations qui ont des revendications nationales à faire sont les plus heureuses. M. de Szabó a parfaitement raison. La Hongrie, « peuple à une seule patrie », doit confiner ses luttes à l'intérieur, afin de pouvoir maintenir sous l'hégémonie magyare les nombreuses nationalités qui veulent conquérir la liberté politique et nationale. »

D'autre part, dans la *Réforme Sociale* de Paris du 10 avril, a paru, sous la signature de M. Iorga, un article intitulé *Préoccupations de la Hongrie*, où il porte à la connaissance du public français que l'érection de l'évêché de Hajdudorog a été un « criminel et horrible » attentat contre les Roumains. L'article nie simplement qu'il existe des catholiques grecs de langue magyare et affirme que le nouveau diocèse ne comprend que des Roumains et des Ruthènes. Il prétend de plus qu'en créant le nouvel évêché, on visait surtout à relâcher les liens de solidarité entre les Roumains catholiques grecs et les Roumains grecs orthodoxes.

Cette dernière allégation est contraire à la logique, car une attaque contre nos frères a précisément pour résultat de resserrer les liens de solidarité qui nous unissent à eux. Et, en effet, les grecs orthodoxes se sont élevés avec plus de violence contre la création de l'évêché que les Roumains catholiques grecs ; ils ont même usé de procédés d'intimidation à l'égard de ces derniers pour les forcer à se séparer de Rome, oubliant que c'est uniquement l'union des deux Églises qui a rapproché de la civilisation occidentale toutes les populations de langue roumaine et que c'est de Balázsfalva, c'est-à-dire des Roumains de Hongrie, rentrés dans le giron de l'Église catholique, que la Roumanie a reçu sa culture nationale actuelle. Touchant l'autre allégation, il suffisait peut-être de rappeler que, si elle était fondée, le fameux politicien nationaliste russe, le comte Vladimir Bobrinsky, en aurait fait depuis longtemps un objet de scandale pour le monde entier. Toutefois, il ne sera peut-être pas superflu de reproduire ici les données statistiques qui montrent que, sur les 215.000 âmes que compte le nouveau

diocèse, il n'y a que 18.000 Roumains et 12.000 Ruthènes, tandis qu'il est resté 40.000 fidèles de langue magyare dans les évêchés roumains et 80.000 dans les évêchés ruthènes. On comprend pourquoi l'érection du nouvel évêché n'a pas fait jeter les hauts cris à Bobrinsky, et les politiciens roumains auraient mieux fait de suivre son exemple.

Quant à l'entrefilet de la *Revue Roumaine*, il attribue à un passage de notre Lettre ouverte un sens qu'il n'a pas; nous y disions seulement que nous envions les Roumains d'avoir reçu du sort plusieurs patries, tandis que nous autres Hongrois n'en avons qu'une, et que, la Bessarabie exceptée, les populations roumaines sont partout en voie de progrès. Il y a cependant une certaine dose de vérité dans le sens que M. Iorga attribue à nos paroles, car il est dans la nature humaine que l'individu éprouve un sentiment de bonheur subjectif, lorsque et aussi longtemps qu'il a des revendications à élever. Seulement la cupidité et les désirs de conquête rendent souvent l'homme aveugle, et la situation ayant changé, sa manière de voir change aussi du tout au tout, lorsqu'il a atteint son but. Les Roumains le savent bien et sentent le péril qui les menace du côté de la Russie; c'est peut-être pour cette raison que l'auteur de l'entrefilet semble vouloir dire que, à son avis, les revendications roumaines ne seraient point inconciliables avec l'hégémonie hongroise. Et la *Revue Roumaine* a parfaitement raison de croire que, nous autres Hongrois, n'avons qu'à faire taire nos querelles intestines pour être à même de lutter avec succès contre les visées conquérantes des nationalités qui habitent la Hongrie.

Nous ignorons si M. Iorga et le comte Bobrinsky suivent les mêmes voies, mais ce serait — à notre avis — un désastre pour la civilisation de l'Occident, si la prédiction de Napoléon touchant une hégémonie future de la Russie sur l'Europe venait à se réaliser, et précisément avec l'aide de la France. Aux hommes qui, comme nous, vivons à l'écart de la politique, cette alliance franco-russe qui, depuis peu, a tellement tourné la tête aux hommes d'État roumains, nous semble contraire à la civilisation ainsi qu'aux glorieuses traditions du peuple français. C'est la politique du *sic vos non vobis*.

C'est une grosse question de savoir si l'union éventuelle de tous les peuples latins sera capable un jour de refouler

dans son lit le flot montant du slavisme. Espérons cependant, malgré les conjonctures défavorables qui règnent aujourd'hui, que les Roumains, de même que les Français, ouvriront les yeux à temps. Et quant à la querelle intestine à laquelle fait allusion la *Revue Roumaine*, nous pensons que c'est un mal passager. Il est certain que le rétablissement de la paix à l'intérieur fera naître des relations de cordiale amitié entre la Hongrie et la Roumanie et facilitera aux deux peuples l'accomplissement de leur mission civilisatrice.

EUGÈNE DE SZABÓ.

LISZT ET LE COMTE ALEXANDRE TELEKI

Chacun connaît en Hongrie, du moins par l'histoire des lettres, le château de Koltó. Petőfi y a écrit ses plus belles poésies et il y a passé, comme hôte du comte Alexandre Teleki, sa lune de miel avec Julie Szendrey, avant d'être appelé par le clairon sur les champs de bataille. Mais ce que peu de personnes savent, c'est que le comte, — qui dort son dernier sommeil dans le tombeau de famille non loin du fameux cornouiller sous lequel Petőfi a écrit ses immortelles poésies, — était lié d'une étroite amitié non seulement avec notre plus grand lyrique, mais avec notre plus illustre compositeur : François Liszt. Et quoique le sort les ait emportés bien loin l'un de l'autre, leur amitié ne s'est jamais refroidie. La preuve s'en trouve dans la correspondance restée inconnue jusqu'à nos jours, que Liszt et Teleki ont échangée au déclin de leur vie, dans laquelle ils remémorent les beaux souvenirs de leur jeunesse et parlent l'un de l'autre sur le ton de la plus vive admiration. Les biographies de Liszt les plus complètes passent en courant sur le nom de Teleki. Elles ne sauraient toutefois le passer entièrement sous silence, Liszt ayant dédié au comte plusieurs de ses compositions. Les biographes ajoutent seulement, en guise de commentaire, au nom de Teleki que c'était un magnat amateur de musique. C'est une erreur, car ce n'était pas la musique qui unissait Liszt et Teleki. C'est dans le courant d'idées romantique de la première moitié du XIX^e siècle qu'il faut chercher les raisons de leur amitié. Le comte Teleki est une figure typique du romantisme hongrois, une des dernières, pourrait-on dire, de cette génération disparue qui a laissé des traces de feu dans l'histoire de la première moitié du siècle passé.

Un d'Artagnan hongrois ! — ainsi l'appelait son ami le grand Hugo. On reconnaîtra combien cette appellation était juste, lorsqu'on aura jeté un coup d'œil sur la vie de Teleki.

Je dois au fils d'Alexandre Teleki, le comte Jean, et à sa femme, — qui m'ont ouvert avec le plus grand empressement leurs archives de famille, — d'être à même de jeter un peu de lumière sur quelques épisodes peu connus de la carrière de Liszt et de faire à grands traits la peinture d'une vie intéressante au plus haut point.

Le comte Alexandre avait reçu de ses parents une éducation des plus soignées. Après avoir quitté la maison paternelle, il alla faire des études universitaires à Heidelberg, puis à Berlin. C'est dans cette ville qu'il fit la connaissance de Liszt. Le jeune magnat était plein d'une admiration enthousiaste pour son illustre compatriote et ils se lièrent bientôt d'étroite amitié. Liszt courait Berlin dans un équipage traîné par quatre chevaux gris que Teleki avait fait venir de son haras de Sármas. Leur amitié était de notoriété publique. C'est même à cette circonstance que Teleki doit de s'être battu en duel à cause de Liszt. Voici comment il raconte la chose dans une lettre à sa mère :

«L'histoire de ce maudit duel est la suivante. Je me promenais sous les Tilleuls avec quelques étudiants polonais. Devant moi marchait un monsieur bien mis qui se retournait sans cesse, me fixait et semblait vouloir à toute force se faire remarquer. Passe un homme qui vendait des portraits de Liszt et qui lui demande s'il ne veut pas en acheter un. L'inconnu en prend un, le paye et me regarde d'un air moqueur, sachant fort bien que je suis ami intime de Liszt. Puis il jette le portrait en l'air avec un éclat de rire et me regarde des pieds à la tête. Souffrir cela sans mot dire eût été une lâcheté indigne d'un étudiant. Le sang me monta au visage, je lui saisis le bras pour le forcer à s'arrêter et je lui dis devant les Polonais : «Ce que vous venez de faire, monsieur, est une fanfaronnade que le premier venu qui a dix sous dans sa poche peut se permettre.» Là-dessus, il me demande mon nom et mon adresse. Je lui remets ma carte, sur laquelle j'écris au crayon mon adresse, ajoutant que je serai chez moi jusqu'à 10 heures. Le lendemain, il m'envoie son témoin en me faisant dire que la rencontre doit avoir lieu dans une heure, car il a l'intention

de partir le jour même pour Leipzig. J'acceptai, ajoutant que l'un de nous ne partira pas ce jour-là. J'allai trouver un comte polonais nommé Bulichovszky, très expert en ces matières, pour le prier de me servir de second et avec qui je me rendis sur-le-champ au domicile de mon adversaire. Son nom est von der Nordhausen, c'est un ancien capitaine et bretteur renommé. On raconte qu'il a eu nombre de duels et qu'il y a toujours été heureux. Mais cette fois la chance ne l'a pas favorisé, car il ne se battra plus au sabre. La blessure que j'ai reçue au front est entièrement cicatrisée ; pour lui, il porte encore le bras en écharpe. C'est le pendant de la blessure de George Komáromi, à cette différence près que le sabre a pénétré jusqu'à l'os. Nous nous rencontrons souvent dans la rue et nous saluons toujours poliment : il paraît un galant homme. Je voudrais bien faire plus ample connaissance avec lui, mais j'attends qu'il m'adresse le premier la parole. Je baise les mains à ma mère et à ma grand' mère.»

Liszt n'oublia jamais cet acte chevaleresque et c'est en compagnie de Teleki qu'il fit sa tournée de Russie. Voici comment la chose fut décidée. C'est Teleki qui le raconte dans une de ses lettres :

« Nous accompagnâmes Liszt à Munich où toute la société passa la nuit à s'amuser. Liszt m'appela dans sa chambre et me dit tout joyeux : J'apprends de Félix que tu viens avec moi ; est-ce vrai ? — Je lui répondis : Je voudrais bien, à condition que mes parents le permettent et m'envoient de l'argent. — Il reprit : Tu n'as pas besoin d'argent. Combien te faut-il ? Voici une lettre de change de quatre mille thalers ; j'aime mieux rendre service à un ami en lui prêtant cette somme que de la placer dans une banque. Tu me la rendras quand je passerai à Pest, si nous ne nous rencontrons pas avant. — Je le remerciai, mais déclarai que je ne pouvais accepter. — Quel drôle d'homme tu es, répliqua-t-il, tu as versé ton sang pour moi, ce que personne n'a jamais fait, et tu refuses d'accepter cette somme insignifiante, dont je peux aisément me passer. Avec de la chance, une seule soirée à Saint-Pétersbourg me la fera regagner : ce voyage influera sur toute ma vie et, de plus, je rendrai peut-être par cela service à ma patrie. — Je répondis que j'offenserais mes parents en acceptant son offre ; alors il n'insista plus. »

Peu après, Teleki et Liszt se mirent en route. Notons un

curieux épisode de leur voyage. A Moscou, un noble Circassien devait être passé par les verges pour une infraction à la discipline. Liszt et Teleki, qui étaient en relations avec le gouverneur, intervinrent en sa faveur et obtinrent que sa peine lui fût remise. Le lendemain matin, le Circassien se présente chez eux. Il s'arrête à la porte, dépose successivement toutes ses armes et enfin ses habits. Liszt et Teleki ne revinrent de leur surprise que lorsqu'on leur eut expliqué que le Circassien voulait leur exprimer sa gratitude. Aux yeux de ce peuple, l'honneur et les armes ne font qu'un, c'est pourquoi il leur faisait cadeau de ses armes. Comme c'eût été une grave offense que de les refuser, ils les acceptèrent. Elles sont encore au château de Koltó avec le portrait du Circassien.

Le goût de Teleki pour les aventures reprenait le dessus chaque fois qu'il trouvait l'occasion de lui donner carrière. Nous le retrouvons en Espagne avec son ami Félix Lichnyovszky pendant l'insurrection carliste. Fait prisonnier, il ne dut sa liberté qu'à l'intercession du pape. Lorsque notre guerre d'indépendance éclata en 1848, il était de retour en Hongrie et il s'engagea aussitôt dans l'armée nationale. C'est entre ses mains que tombèrent les Valaques qui avaient scié en deux le baron Huszár. Il les fit mettre à la potence, puis força leurs proches à dépendre les cadavres. Lorsque notre dernière armée eut été forcée de poser les armes, il fut enfermé à Arad, d'où il réussit cependant à s'échapper et à rejoindre la bande, moitié brigands moitié batteurs d'estrade, d'Alexandre Rózsa. Après la dispersion de cette troupe, il entra en qualité de cocher au service d'un marchand de porcs serbe, puis se réfugia en Turquie où il prit service. De là, il fit voile pour l'Angleterre. Un agent du gouvernement autrichien voulut le faire arrêter sur le bateau. Par bonheur, l'ambassadeur d'Angleterre s'y trouvait aussi et son intervention le sauva. A Londres, il fit la connaissance de la richissime lady Jeanne Becherstradt qu'il épousait quelques jours après.

Ce mariage rappelle les fiançailles de son ami Petöfi avec l'actrice Cornélie Prielle : il ne dura que trois jours. Il avait donné à sa fiancée les bijoux de famille qu'il avait emportés en Angleterre. Quand le mariage fut dissous, sa femme voulut les lui rendre, mais il refusa de les accepter disant qu'un homme ne pouvait reprendre ce qu'il avait donné une fois à une femme.

De son côté, l'épousée déclara qu'elle ne pouvait regarder comme siens les cadeaux d'un homme de qui elle avait divorcé au bout de trois jours. Les parties n'ayant pu se mettre d'accord, les bijoux furent placés au musée de Kensington, où ils sont encore.

Teleki connut alors toutes les amertumes de l'exil. Sa mère lui avait envoyé de l'argent par la voie d'un banquier de Pest, nommé Malvieux. Celui-ci fut dénoncé par un de ses employés et la police envoya aussitôt deux de ses limiers faire une perquisition dans ses bureaux. Par bonheur, le banquier n'avait pas encore passé écriture de l'argent et nia tout. Il évita ainsi d'être arrêté, mais rompit toutes relations avec la famille. Teleki se trouva alors dans un dénuement complet ; pour subsister, il dut engager sa montre d'or avec la chaîne, puis sa pelisse et enfin son linge.

Un jour qu'il se promenait, ainsi dépourvu de ressources, dans le port de Jersey, ses regards tombèrent sur un bâtiment d'où sortait une odeur fétide. A ses questions, on répondit que c'était la fabrique de chandelles d'un monsieur Aspalet. Il y entra par curiosité et, tout en la visitant, se mit à causer avec un ouvrier qui lui dit, entre autres, qu'il y gagnait deux francs par jour. Le lendemain, Teleki se présenta chez le propriétaire qui, après s'être fait un peu prier, l'embaucha parmi ses ouvriers. Au bout de quelques semaines, le patron le fit venir dans son cabinet et lui annonça qu'il lui donnait une place de surveillant à l'emballage avec un salaire de cinq francs par jour.

Victor Hugo habitait alors Jersey. Ayant appris dans quelle situation se trouvait Teleki, il l'invita à venir le voir. Il lui dit qu'il n'était pas assez riche pour lui faire une rente mensuelle, que le comte refuserait d'ailleurs, mais qu'il lui prêterait volontiers une certaine somme que le comte lui remboursera quand il sera en fonds. Teleki accepta avec joie l'offre du poète. Il fut bientôt en mesure de rendre la somme prêtée. Un de ses amis, le comte Samuel Vass, ayant obtenu la permission de rentrer au pays pour régler des affaires de famille, la mère de Teleki le chargea de porter de l'argent à son fils lorsqu'il repartit pour l'Angleterre.

Teleki aurait pu goûter alors quelque repos, mais son tempérament de révolutionnaire le poussait à de nouvelles luttes. Le canon grondait en Italie où l'on avait déployé le

drapeau tricolore. Teleki s'engagea dans la troupe de Garibaldi et signala son nom dans l'histoire de la guerre d'émancipation du jeune royaume.

Teleki rentra en Hongrie lors de l'amnistie générale. Il faut que je relate un épisode amusant de son retour. Lorsqu'il était parti pour l'étranger, sa mère lui avait donné son livre d'heures en lui recommandant de prier avec ferveur quand il serait dans la peine, et l'assurant qu'il trouverait des consolations dans ce livre. Teleki garda soigneusement le paroissien, mais ne l'ouvrit jamais. A son retour, il le rendit à sa mère en lui affirmant qu'il avait beaucoup lu et y avait toujours puisé du réconfort. Quand la bonne dame ouvrit le livre, elle vit que son fils n'avait pas dit la vérité, car elle retrouva entre les feuillets les billets de cent florins qu'elle y avait mis avant de le lui donner.

Teleki trouva, à son retour, dans des conditions nouvelles, une génération de sens plus rassis que la sienne et qui lui était étrangère. Son âme chercha un refuge dans le monde idéal de la scène où la poésie s'était retirée pour un temps.

Il fréquenta assidûment le théâtre de Kolozsvár (Clausenbourg), se lia d'amitié avec les acteurs, si bien qu'ils l'élurent membre d'honneur de leur troupe. C'est ce même goût inconscient pour le romantique qui le ramena à Liszt, lequel était de la même génération et avait passé comme lui par les révolutions de la philosophie, de la littérature et des arts.

Ces deux jeunes révolutionnaires, partisans du romantisme, étaient des vieillards quand ils se rencontrèrent de nouveau. On trouve dans leurs lettres des réminiscences, des épisodes de leur vie, une certaine mélancolie, mais partout des sentiments d'inaltérable amitié. On le verra par les deux lettres ci-dessous qui datent de cette époque :

« Très cher, extraordinaire Ami !

Vous m'envoyez des pages riches d'idées et flamboyantes de style à la hauteur de Victor Hugo. Elles glorifient à perpétuité notre chevaleresque amitié de jeunesse, toute persistante en vieillesse. Je vous remercie du plus intime de mon cœur. Peut-être viendrez-vous à Budapest pendant mon séjour qui se prolongera jusqu'en avril. Mon désir est d'aller vous trouver chez vous à Koltó le printemps vers la mi-

avril. Dites-moi franchement si cela vous convient de me recevoir sans nulle façon, ni gêne quelconque.

Semper ubique votre invariable *F. Liszt*.

17. Janvier 83.

Budapest.»

«Très cher ami!

Cordialement merci de ton excellent souvenir. En vieillissant je ne sens pas décroître mon affection pour mes vieux amis, et dans leur petit nombre tu restes un des meilleurs, comme aussi le plus exceptionnel et sympathique. Quelle abondance de souvenirs, de souvenirs saillants, me rattachent intimement à toi! à commencer par ton Liszt-duel à Berlin, et à travers mon voyage en Russie, en Transylvanie, etc., etc., avec leurs incidents parfois peu racontables, mais toujours relevés par ta verve et ton étonnante originalité. L'été dernier j'ai passé une journée chez le duc de Saxe-Meiningen en compagnie de ton ancien professeur Werder. Je lui rappelais son cours de philosophie (en 1842) dans tes appartements, richement ornés de bouteilles et de comestibles, plus faciles à avaler que le transcendentalisme de Hegel. Ta fameuse question au professeur: «me donnez-vous votre parole d'honneur que les intuitions et les déductions de Hegel sont vraies»? nous égaya encore, Werder et moi, 33 ans après qu'elle fut faite. Je suppose que le président de la société de tempérance à Posen n'a pas oublié non plus la base sérieuse que tu lui proposais de donner à toutes les sociétés de tempérance: «Consommer d'abord les vins et spiritueux existant en tout pays, afin de rendre leur abstinence obligatoire».

Constantes fidélités, et tout dévoué de cœur *F. Liszt*.

9 mars 76. Budapest.

Dans 3 semaines je m'éloignerai de Pest pour y revenir en novembre et rester l'hiver. Alors j'espère te revoir ici.»

Si Alexandre Teleki n'était pas à même d'apprécier en Liszt la grandeur du musicien, il appréciait pleinement celle de l'homme dont l'âme égalait la sienne. C'est ce sentiment partagé qui a uni jusqu'à la mort les âmes de ces deux révolutionnaires romantiques.

ANDRÉ DE SOMSSICH cadet.

L'ENCOURAGEMENT DE L'INDUSTRIE EN HONGRIE

(Suite et fin.)

(3)

Passons à un autre moyen d'encouragement mis en œuvre par l'Administration : c'est celui qui consiste à procurer aux intéressés *la force motrice nécessaire à bon marché*.

Nous avons déjà vu, en traitant des ateliers centraux, que ces établissements d'utilité publique distribuent, à bon compte, aux artisans la force motrice nécessaire à leur métier. La grande industrie profite d'un secours analogue, mais, naturellement, sous une forme différente. En effet, dans les endroits qui s'y prêtent, l'Administration facilite, au moyen de fortes subventions officielles, la création de Centrales électriques et d'établissements hydrauliques générateurs d'énergie, à condition qu'ils fournissent à l'industrie, et notamment aux usines, la force motrice à des prix modiques, fixés par les autorités. Le gouvernement est en train d'étudier, en ce moment, un projet important qui se propose la création de vastes centrales électriques au moyen de barrages construits dans les gorges des montagnes, à l'aide d'importantes subventions fournies par l'Etat. Des travaux hydrauliques analogues ont déjà été exécutés sur une échelle relativement moins grande, il est vrai, et dans les contrées où ils existent, la petite et la grande industrie profitent également de la force à bon marché que ces établissements distribuent. Dernièrement, on a commencé à mettre aussi en valeur les gaz souterrains qui jaillissent par endroits, principalement dans certaines contrées de la Transylvanie. On se propose de fournir par ce moyen à une

foule de nouvelles industries de la force motrice et du combustible à des prix modiques, ce qui rendra inutile, soit dit en passant, les subventions données en espèces et autres.

Mentionnons encore que la loi sur l'encouragement de l'industrie qui est actuellement en vigueur, contient une disposition en vertu de laquelle les chemins de fer de l'Etat sont tenus de construire, au prix de revient, des *voies d'accès* et de *garage*, à l'usage des *manufactures*. L'industrie a été, en outre, légalement autorisée à réclamer le droit de faire *exproprier* par voie judiciaire les immeubles qui lui sont nécessaires. Cette mesure comble non seulement une lacune très préjudiciable à l'industrie, mais elle proclame encore un principe d'importance majeure, à savoir que l'encouragement donné à l'industrie par les autorités ne signifie nullement une faveur accordée à certains entrepreneurs privilégiés, mais qu'il tend surtout à favoriser les intérêts économiques de la généralité des citoyens. Il convient, par conséquent, de défendre l'intérêt public contre toutes les exigences mal fondées qui pourraient le léser. La nécessité de doter l'industrie du droit de l'expropriation d'office se faisait sentir depuis longtemps. Il suffira, pour en donner la preuve, de rapporter quelques cas qui en démontrent clairement l'urgence. Ainsi, une fabrique assez importante dont l'existence est une question vitale pour toute une commune, a été dans l'impossibilité d'établir un chemin de fer aérien, parce que quelques paysans, sur la propriété desquels les poteaux portant des câbles devaient être érigés, s'y opposèrent, et refusèrent aussi de vendre leurs champs. Dans un autre cas, une grande fabrique a été empêchée de se procurer l'eau nécessaire pour actionner ses machines, parce qu'un propriétaire mitoyen lui avait défendu de poser les tuyaux de la conduite d'eau. L'autorisation donnée aux industries de demander l'expropriation pour cause d'utilité publique, met fin à toutes ces tracasseries, sans léser en rien le principe de l'inviolabilité du droit de propriété.

Un autre moyen employé par le service d'encouragement a été la réglementation, sur bases nouvelles, des *adjudications publiques* pour les fournitures de toutes sortes dont les services administratifs — et avant tout l'armée commune — ont besoin. Certaines dispositions de cette nature existaient bien, et depuis

fort longtemps, surtout en ce qui concerne les entreprises de communication. Mais la question des adjudications n'a été définitivement réglée que par la loi sur l'encouragement de l'industrie promulguée en 1907 (loi III de cette année). Elle ordonne, notamment, que tous les services publics, les bureaux de l'Administration, ceux de la magistrature, les entreprises de communication, etc., doivent se procurer toutes fournitures dont ils ont besoin, exclusivement par les soins ou par l'intermédiaire de l'industrie nationale. Ce n'est qu'exceptionnellement que le gouvernement peut exempter certains services de cette obligation et seulement si la mesure est suffisamment motivée. Les dispositions de la loi en question ont été l'objet, surtout au commencement, d'appréciations erronées. On a soutenu, notamment, qu'elles sont en contradiction avec le principe qui exige le traitement égal de tous les citoyens de l'Etat. Cette objection — qu'on a laissé, d'ailleurs, tomber, depuis, dans l'oubli, et pour cause — ne soutient pas un examen sérieux. Il suffit de réfléchir un instant pour se convaincre que, d'un côté, les fournitures des services publics ne peuvent être rangées dans la catégorie des transactions libres et, d'un autre côté, qu'elles n'ont rien à faire avec le traitement égal devant la loi, auquel tout le monde a droit.

Constatons que les mesures ordonnées par la loi en question ont eu les résultats les plus heureux. Un grand nombre d'établissements appartenant à la grande industrie, leur doit presque exclusivement l'existence et un beaucoup plus grand nombre d'entreprises déjà existantes ont pu notablement agrandir leurs usines. Il est surtout facile de se rendre compte des grands avantages qui en résultent pour l'industrie nationale, spécialement dans le domaine des fournitures et travaux pour les entreprises de communication, si l'on compare les chiffres que je me permettrai de citer. En effet, tandis que, en 1882, les fournitures de ce genre absorbaient une somme de 24·4 millions, dont seulement 62·9 pour 100 sont allés dans les caisses de l'industrie nationale, en 1909, l'ensemble des fournitures s'est élevé à la somme de 269·4 millions et la participation de notre industrie se chiffre déjà par 84·7 pour 100. Voici encore un autre exemple de l'effet salutaire de la même loi. En 1909, la valeur marchande des produits industriels dont

les services publics, les grandes administrations et les établissements de l'État ont fait l'acquisition, en vertu de la loi citée, est évaluée, en somme ronde, à 325 millions. Sur cette quantité, les articles de provenance nationale ont réalisé 278·5 millions, les objets d'origine douteuse comptent pour 883.000 couronnes et ceux de provenance étrangère absorbent seulement 45·6 millions.

Les fournitures pour l'armée, qui ne sont pas régies par ladite loi, forment l'objet d'une réglementation spéciale qui est le fruit d'un compromis intervenu entre notre gouvernement et l'administration de l'armée. En vertu de la convention conclue, notre pays est autorisé à participer à toutes les fournitures pour l'armée produites par l'industrie — sauf celles qui sont fabriquées dans les établissements qui appartiennent en propre à l'armée et à la marine de guerre communes — au prorata de la quote-part payée par la Hongrie pour subvenir aux dépenses qu'occasionnent les affaires communes. On pense bien que cette convention n'a pas peu contribué à l'essor de notre industrie.

Il me faut encore mentionner un moyen qu'emploie le service de l'encouragement : c'est la vérification des matériaux employés par l'industrie, faite dans les *stations d'essai*.

L'Administration se rend pleinement compte de la grande importance qu'acquiert dans la vie de l'industrie moderne l'enquête minutieuse dont sont l'objet les matériaux et substances employés par les fabriques et les usines. Les industriels, de leur côté, ont pleine conscience de l'obligation qu'ils doivent à l'Administration d'avoir complaisamment pourvu à ce besoin urgent. On a commencé, sous ce rapport, par établir, pour certaines branches de l'industrie nationale, des stations d'essai de dimensions modestes. Elles ont été réunies, depuis, dans une grande station centrale. La construction de l'édifice destiné à centraliser tous les services de ce genre, est en train, et l'on se fera une idée de son importance, quand on saura que les dépenses qu'il exige s'élèvent à 5 millions environ. C'est dire que la Centrale d'essais prétend satisfaire à toutes les exigences légitimes.

J'ai passé en revue, d'une manière succincte, dans ce qui précède, toutes les branches de notre service national d'encouragement à l'industrie, avec les moyens d'action qu'il emploie. Il me reste encore une dernière tâche : c'est de résumer, tout aussi brièvement, dans un tableau comparatif, la proportion où les différents moyens destinés à encourager le développement des manufactures ont été mis en usage.

Dans le cours des trente années qui se sont écoulées depuis le début de l'action dont il s'agit, 1335 fabriques — sans compter les distilleries rurales — ont reçu de l'Administration des secours de toute sorte. Voici maintenant la spécification des secours fournis. Ont été, notamment, gratifiées par l'Etat :

seulement de prêts	10 fabriques,
seulement de subventions.....	93 »
seulement de secours en machines-outils	346 »
de prêts et de subventions	3 »
de prêts et de machines	7 »
de prêts et d'exemption d'impôts	15 »
de subventions et de machines	28 »
de subventions et d'exemption d'im- pôts	150 »
de prêt, de subvention et d'exemption	1 »
de prêts, de subventions et de machines	8 »
de prêts, de machines et d'exemption	2 »
de subventions, de machines et d'exemp- tions	24 »
de machines et d'exemptions	59 »
de prêts, de subventions, de machines et d'exemptions	5 »

Qu'on me permette de dire encore quelques mots sur *l'encouragement* donné à *l'exportation*, en tant que cette dernière fait aussi partie des mesures prises par l'Administration dans le but d'encourager l'industrie. Car il est évident que ces deux services sont en relations étroites l'un avec l'autre.

Quelques personnes pourraient trouver, à première vue, peu conforme au sens pratique le procédé de notre Administration qui, étant chargée des intérêts d'un Etat à industrie naissante et qui importe lui-même des articles manufacturés pour une

somme énorme, fait néanmoins des sacrifices pour pousser à l'exportation de ses produits dans d'autres pays. Mais il n'en est pas ainsi dans la réalité des choses. Car, abstraction faite de l'exportation de nos produits agricoles dont il a fallu s'occuper de toute nécessité, l'industrie, d'origine relativement récente, de notre pays exige impérieusement des débouchés extérieurs. En effet, les produits de nos manufactures ne peuvent se contenter des marchés intérieurs. Ils ont, au contraire, besoin de la vente à l'étranger pour pouvoir mieux fournir notre propre marché. L'organisation sérieuse de l'exportation leur procure précisément les débouchés dont ils ont besoin. Il n'est pas superflu de mentionner ici que la Hongrie a exporté, de 1906 à 1910, en moyenne, pour 1.6 milliards de marchandises et spécialement pour plus de 600 millions couronnes de produits industriels.

Afin d'activer l'exportation, des tarifs spéciaux de faveur sont en vigueur, aussi bien sur les chemins de fer qui relient notre pays avec les marchés occidentaux que sur les navires de long cours. Ces tarifs font des remises importantes au produits nationaux, afin d'en faciliter la vente et de les aider à soutenir la concurrence.

Dans la même intention, on a créé aussi des organes spéciaux chargés d'activer l'exportation dans les pays des Balkans aussi bien que sur les marchés transatlantiques. Les premiers ont été rattachés, dans l'origine, au Musée de commerce. Cette institution a été organisée sur le modèle du Musée de commerce autrichien, qui a été dirigé pendant longtemps par des hommes d'une compétence hors ligne. Le Musée hongrois comprend, comme son congénère, un service d'informations fort bien organisé sur toutes les questions qui concernent le commerce, les droits d'entrée et les tarifs des entreprises de communication, puis un essaim nombreux de correspondants sur tous les marchés importants, enfin un bureau chargé de tenir en évidence la production nationale et d'être au courant des adjudications publiques, tant dans le pays qu'à l'étranger. Le Musée de commerce hongrois a, de plus, établi, il y a à peu près vingt ans, des *agences de vente* pourvues de *dépôts d'échantillons* en Bosnie et Herzégovine, en Bulgarie, en Roumanie, en Serbie et en Turquie, afin de créer des débouchés à l'industrie nationale et de négocier des affaires pour son propre compte.

Quand le Musée de commerce a passé dans les mains de l'Etat, l'organisation des agences en question a subi quelques modifications, car il a semblé incomptible avec la dignité d'une institution appartenant à l'Etat, d'entretenir des agences commerciales. Celles-ci ont donc passé, comme entreprises d'un caractère privé, aux mains d'une société anonyme, qui reçoit du Trésor un secours annuel important destiné à les entretenir. Elle s'oblige, en retour, à vendre pour une certaine somme des produits de l'industrie hongroise.

D'un autre côté, notre gouvernement fournit une *subvention*, pour la durée d'une série d'années, à des commerçants qui veulent s'établir dans les principaux centres du nouveau monde. Les hommes d'affaires ainsi aidés, qui doivent naturellement offrir certaines garanties de compétence et d'honorabilité, deviennent en même temps correspondants du Musée de commerce. Cette organisation a déjà fait ses preuves. Il est entendu qu'une partie des fonds employés à ce titre, ne rentrera pas dans les caisses du Trésor. Mais c'est là un inconvénient inévitable dans ces sortes de transactions.

Afin d'activer l'exportation, l'Administration délègue dans tous les Etats avancés des deux mondes des *enquêteurs du commerce*. Ces délégués sont des fonctionnaires du ministère qui ne se mêlent pas des affaires proprement dites, mais sont uniquement chargés de se rendre compte de l'état économique du pays où ils résident, d'adresser au ministre compétent, le plus tôt possible, des rapports sur les événements plus importants, et de servir, en général, les intérêts économiques du pays dans toutes les occurrences.

On a pris aussi l'habitude d'organiser de temps à autre, dans les marchés importants de l'étranger, des *expositions ambulantes de produits industriels* du pays, surtout de ceux qui se prêtent le mieux à l'exportation. Cette initiative semble avoir d'ores et déjà porté des fruits en rapport avec les dépenses qu'elle occasionne.

Les frais qu'entraîne le service d'encouragement de l'exportation s'élèvent annuellement à la somme de 1 million ou 1 million et demi.

Voyons finalement le bilan des dépenses qu'occasionne à l'Etat le service de l'encouragement à l'industrie et des bénéfices qu'il rapporte.

Le budget de 1913 prévoit à ce titre une dépense de 7 millions, dans laquelle les sommes exigées par les secours fournis à l'industrie sont déjà comprises. La gouvernement a dépensé dans les 30 dernières années — sans y comprendre les frais du service de l'exportation et ceux qu'entraîne l'enseignement spécial — pour les seules fins de l'encouragement à l'industrie, c'est-à-dire seulement en subventions, prêts et secours en machines, la somme de 49,426.635 couronnes, ce qui fait en moyenne, par an 1.6 millions.

En regard de ce chiffre, figure, comme résultat positif, un excédent de production qui est évalué, par an, à 400 millions, sans compter les bénéfices — il est vrai, jusqu'ici encore bien modestes — du service de l'exportation. On voit que ce résultat ne laisse pas que d'être réconfortant. Il prouve, entre autres, que le service de l'encouragement de l'industrie, pourvu qu'il fonctionne avec prévoyance, avec esprit de suite et sans faiblesse ni hésitation, rapporte sûrement des bénéfices. Or, du moment qu'il en réalise, il faut le considérer aussi comme légitime, au moins jusqu'à ce que l'industrie nationale devienne assez forte pour que son développement ultérieur n'exige plus des mesures spéciales. Les sacrifices faits, en attendant, dans l'intérêt de l'industrie sont donc non seulement motivés, mais aussi indispensables. Seulement, à partir du moment où elle arrivera à se suffire, ils seront tout à fait déplacés.

VI. *La politique sociale.*

Il a déjà été dit plus haut que la *politique sociale* n'occupe que depuis peu la place qui lui revient dans l'ensemble des mesures qui ont pour but d'encourager l'industrie. Elle débute seulement en 1891, avec la loi sur l'inspection des fabriques. A celle-là succède bientôt la loi sur le repos dominical obligatoire, puis celle sur l'assurance des ouvriers contre la maladie qui a aussi un caractère obligatoire.

Déjà la *loi sur l'industrie*, promulguée en 1884, comprend quelques dispositions générales qui ont pour but de proté-

ger les travailleurs. L'inspection des fabriques, de même, avait déjà été inaugurée en 1887/8, bien que seulement dans une mesure restreinte. On a pris soin aussi de protéger, jusqu'à un certain point, le travail des mineurs. Il est vrai, cependant, que cette mesure a été loin de satisfaire les exigences légitimes.

Après une interruption, malheureusement assez longue, la législation politico-sociale se remet à l'œuvre dès l'année 1907. C'est à ce moment que fut créée, lors de la réforme de *l'assurance contre les maladies*, la Caisse d'*assurance obligatoire contre les accidents*. En 1910, le nombre des ouvriers assurés contre la maladie s'élève déjà à 1,007.568, et celui des assurés contre les accidents à 732.320.

Entre temps, fut aussi organisé le service de *placement* des travailleurs. On a commencé par créer, dans cette intention, un bureau central de placement, puis ont été installés des bureaux analogues en province. Cette action n'est encore qu'à ses débuts et presque tout reste encore à faire. En effet, s'il est un domaine de la politique sociale où l'intervention des pouvoirs publics soit légitime, indispensable même, c'est bien ce service-là, destiné à procurer du travail à ceux qui en manquent. Il faudrait même entièrement détacher l'office de placement des ouvriers, tant des organisations patronales que des syndicats ouvriers, afin de le rattacher exclusivement à l'administration centrale ou communale.

La législation hongroise a pris aussi l'initiative dans un autre domaine de la question sociale, celle qui concerne les *logements ouvriers*. Sa sollicitude s'exerce, notamment, dans trois directions différentes. Elle a débuté par accorder une exemption d'impôt aux maisons appartenant à des ouvriers, sans égard si elles sont construites dans la proximité et en rapport avec des fabriques, ou indépendamment de ces dernières. D'un autre côté, elle accorde des subventions aux particuliers et aux sociétés qui s'occupent de la construction de maisons de rapport pour ouvriers, mais seulement à condition que les loyers payés ne dépassent pas le 5 pour 100 des capitaux engagés et que l'excédent soit employé dans l'intérêt des locataires. Enfin, l'État est en train de construire lui-même des habitations ouvrières : la somme affectée à cette destination dans le budget s'élève à 30 millions environ.

Notons encore que la Hongrie a adhéré au règlement international concernant *l'interdiction du travail de nuit des femmes occupées dans les entreprises industrielles* et *l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc* dans la fabrication des allumettes.

On se propose aussi de réaliser tout un ensemble de mesures sociales d'une importance majeure. Telles sont, entre autres, la réglementation nouvelle, en rapport avec les exigences modernes, du temps de travail dans les industries et manufactures; l'établissement de tribunaux spéciaux pour l'industrie et le commerce; l'introduction dans l'administration des fabriques de comités d'ouvriers; la réglementation légale du travail des employés de commerce et d'industrie, etc. Les projets de loi qui inaugurent toutes ces réformes sont prêts et ont déjà été soumis à l'approbation des intéressés, mais la situation parlementaire troublée ces derniers temps, n'a pas encore permis jusqu'ici de soumettre ces réformes importantes aux délibérations de la législation.

La solution radicale des problèmes sociaux en question ne saurait cependant tarder longtemps. Elle sera sans doute suivie à bref délai de l'inauguration de la Caisse de retraite et d'invalides obligatoire pour tous les travailleurs. En somme, l'Administration se rend bien compte qu'en tâchant de donner une solution à toutes ces questions brûlantes, elle remplit, d'un côté, un devoir inéluctable envers la classe ouvrière, tout en rendant, d'un autre côté, un service éminent à la consolidation de l'industrie nationale.

VII. Conclusion.

Dans les chapitres précédents, nous avons passé en revue les principales tentatives que notre gouvernement a, tour à tour, tâché de réaliser par rapport à l'encouragement de l'industrie, de même que l'état actuel de la question et l'importance économique, qu'elle a pour le pays, sans oublier, non plus, les résultats déjà obtenus. Je demande la permission de résumer brièvement, avant de finir, l'ensemble des sacrifices matériels faits par l'État dans cette intention et de faire le bilan général des dépenses et des bénéfiques.

Pour y arriver, il me faut récapituler les chiffres de nos budgets annuels, à partir de 1868 jusqu'en 1911. Je diviserai ce long espace de temps en deux périodes dont la première va de 1868 à 1898 et la seconde, de 1899 à 1911. Pour ce qui concerne la première période, on est réduit à relever uniquement la somme totale des dépenses, parce que la spécification des fonds employés dans les différents services qu'embrasse l'encouragement à l'industrie font défaut. Pour la seconde période, cette spécification existe et elle a été largement mise à contribution dans le cours de ce travail.

Il résulte des chiffres budgétaires que la Hongrie a employé, de 1868 à 1898, à l'intention de la petite et de la grande industrie — sans y comprendre les frais de l'enseignement spécial — la somme totale de 5,665.047 couronnes, ce qui fait, en moyenne, 163.388 couronnes par an. La plus grande partie de cette dépense a été absorbée, dans les premières années, par les secours donnés à l'industrie à domicile des familles rurales. Pendant les quinze ou vingt dernières années de cette période, les fabriques et usines exigent aussi leur part de ces dépenses. Quant aux résultats obtenus, les documents sont muets à cet égard.

Dans la période qui va de 1899 à 1911, l'Administration a dépensé pour l'encouragement de la petite et de la grande industrie, y compris celle des familles rurales — mais sans compter les frais de l'enseignement spécial et du service de l'exportation — la somme totale de 62,961.980 couronnes, d'où il résulte que la dépense moyenne, pour chacune de ces treize années, ne dépasse pas 4,850.000 couronnes. On voit qu'il n'y a pas d'excès !

Remarquons de suite que ces chiffres moyens ne donnent pas une image fidèle de la situation réelle. On s'en rendra aisément compte en détachant quelques chiffres des budgets annuels. En effet, tandis que les dépenses à ce titre ne montent pas tout à fait à 1 million en 1899 et qu'elles ne dépassent pas encore, en 1903, 2.3 millions, elles s'élèvent déjà, en 1911, à 4.6 millions. Il me paraît, par conséquent, préférable, afin que le lecteur puisse se faire une idée exacte de la situation présente, de faire figurer ici les dépenses prévues pour la petite et la grande industrie (y compris celles des *homes* ruraux) dans le budget de 1913. On y trouve, après défalcation des recettes, les chiffres suivants :

Chapitre de l'enseignement industriel (écoles d'application pour apprentis, <i>homes</i> d'apprentis, cours d'adultes, ateliers d'application, écoles industrielles spéciales et supérieures, École et Musée des Arts décoratifs	5,976.062 C.
Chapitre des dépenses pour l'avancement de la petite et de la grande industrie (travail à domicile, encouragement à l'industrie, expositions, etc.)	8,125.000 »
Organisation de l'exportation	1,401.300 »
Dépenses qu'entraînent les institutions de prévoyance ou la politique sociale	2,592.000 »
Total	18,094.362 C.

Pour avoir une idée de l'ensemble des dépenses, il faut encore compléter ce chiffre en y ajoutant les sommes employées par les communes à l'entretien des écoles d'application d'apprentis et celles déboursées par les Chambres de commerce et d'industrie pour subvenir aux besoins des artisans et des fabriques. La première dépense s'élève, en 1911, à 2,115.376 couronnes, — on peut l'évaluer sans grande erreur au même chiffre en 1913 — et la seconde, à 208.532 couronnes. Ces sommes sont à ajouter à la dépense de l'Etat qu'on vient de rapporter, puisqu'elles représentent aussi une participation des autorités. En additionnant tous ces chiffres, on trouve que la *dépense totale du pays pour l'industrie, petite et grande, monte, en 1913, au total de 20,417.970 couronnes.*

Il ne sera pas sans intérêt, afin d'être en mesure d'établir une comparaison entre les deux États dont se compose notre monarchie, de faire connaître aussi les chiffres prévus pour la même destination dans le budget de l'Autriche pour 1913, après avoir défalqué les recettes correspondantes, comme nous l'avons fait pour la Hongrie. En voici les principaux chiffres :

Enseignement industriel spécial	15,311.544 C.
Encouragement à la petite et à la grande industrie	3,168.659 »
Subvention à l'exportation	877.140 »
Institutions de politique sociale	103.700 »
Total	19,461.043 C.

Ce chiffre ne présente pas la totalité des dépenses faites par l'Autriche dans l'intérêt de son industrie. Il faut y ajouter encore les sommes déboursées, dans la même intention, par les Chambres de commerce et d'industrie, comme nous l'avons fait plus haut pour la Hongrie, enfin celles fournies par les pays, jusqu'à un certain degré autonomes, dont se compose l'Autriche. (On sait qu'en Hongrie la division du territoire analogue, c'est-à-dire en pays historiquement constitués, n'existe pas.)

Or, la somme fournie par les Chambres de commerce et d'industrie s'élève à 1,226.360 couronnes, chiffre considérablement plus élevé que ne le sont les dépenses des corporations analogues de la Hongrie qui, comme nous avons vu, ne dépassent pas 208.532 couronnes. Il faut y ajouter encore les contributions des pays et provinces autonomes, qui ont atteint, en 1911, 2,038.950 couronnes. En tenant compte de toutes ces ressources, les dépenses industrielles de l'Autriche s'élèvent au chiffre de 22,736.353 couronnes.

On n'a pas, toutefois, fait entrer en compte, dans cette évaluation, certaines catégories de dépenses, telles que les frais qu'entraîne la navigation maritime et fluviale, bien que les subventions accordées aux entreprises de ce genre ne soient autre chose qu'un secours indirect donné à l'industrie. En comptant les dépenses de ce genre, il faudrait ajouter encore, au chapitre des prévisions pour l'industrie, une somme de 9,622.000 couronnes, ce qui élèverait le total des dépenses de la Hongrie à 30.039.970 couronnes, tandis qu'en Autriche, les subventions analogues s'élèvent à 18,099.040 couronnes et le total à 40,825.393 couronnes.

Il est presque inutile d'observer qu'au point de vue spécial de l'encouragement donné à l'industrie, la question de savoir quels sont les moyens employés pour y arriver, est, en somme, indifférente. A cet égard, la situation de chaque pays doit être consultée soigneusement et le mode employé se réglera selon les convenances. Ainsi, pour citer un exemple, la France ne dépense pas un centime pour venir en aide aux industries des tissus, mais, par contre, elle emploie des sommes importantes à encourager la production de certaines matières premières. Par exemple, la subvention accordée, depuis une série d'années, à la culture du lin et du chanvre s'élève, par an, à 2.5 millions

(actuellement les secours donnés s'élèvent à 60 francs par hectare). L'Autriche, non plus, n'a besoin d'accorder un appui direct à son industrie. Il suffit de veiller à l'instruction spéciale des ouvriers, de favoriser la navigation et de recourir à d'autres moyens indirects analogues. Au contraire, la Hongrie est obligée d'avoir recours, en dehors desdits moyens, aux subventions directes. C'est une conséquence nécessaire du principe que nous avons énoncé plus haut, à savoir que les mesures économiques prises doivent se conformer à la situation de chaque pays et à ses besoins spéciaux.

Pour ce qui concerne particulièrement la Hongrie, on peut affirmer, sans s'exposer au reproche de nourrir un amour-propre national exagéré, que les mesures d'encouragement prises dans l'intérêt de notre industrie répondent le mieux possible à la situation économique du pays. Récapitulons, pour prouver cette assertion, quelques chiffres de l'exposé que nous venons de finir. On a vu, notamment, que de toute la somme de 48 millions employée en secours directs à l'industrie, une fraction insignifiante, soit 609.839 couronnes seulement, peut être considérée comme perdue. Par contre, la production industrielle du pays s'est accrue de plus de 400 millions par un. Enfin, l'encouragement donné par l'État à l'industrie n'a nullement entravé l'essor général des entreprises industrielles du pays, comme certains esprits chagrins se sont plu à l'affirmer.

JOSEPH SZTERÉNYI.

ANDRÉ CHÉNIER

D'APRÈS LES MANUSCRITS ORIGINAUX ET SES ŒUVRES INÉDITES

(Suite et fin.)

(2)

André Chénier passe ensuite en revue les grands esprits de la littérature grecque, ainsi que de la littérature latine, comme Homère, Platon, Cicéron, Salluste et autres. Il examine ensuite nos écrivains et il se répand en jugements aussi spirituels que hardis :

« Les endroits les plus chauds de Quinault sont à peine tièdes. Les succès de ce rimeur prouvent seulement combien notre nation est peu poétique.

« Le hasard m'a fait lire, un de ces jours, les contes de Perrault, qu'on donne, m'a-t-on dit, à tous les enfants, et qu'on ne m'avait jamais fait lire. Il y en a en vers ; il y en a en prose. Il est bon d'avoir vu une fois en sa vie ces ouvrages et ceux de semblable démente, pour connaître jusqu'où l'esprit humain peut aller quand il marche à quatre pattes.

« [MOLIÈRE.] Il n'y a guère eu que Molière, chez les modernes, qui eut un véritable génie comique et qui ait vu la comédie en grand. Plusieurs autres ont fait chacun une ou deux excellentes pièces ; mais lui seul était né poète comique.

« Quand Racine parut, on ne cessait de l'accabler sous la réputation du grand Corneille qui, en effet, a des scènes dont il me semble que Racine n'atteignit jamais la hauteur, mais qui lui cède sur d'autres points.

« Voltaire ne se fut pas plutôt montré ce qu'il était, que les uns, pour le rabaisser, affectaient d'élever Crébillon, les autres feignaient de regarder Rousseau le poète comme un génie supérieur à lui ; et Rousseau lui-même, dans ses lettres, vous dit de bonne foi qu'il s'estimerait fort mal partagé, si on le plaçait sur le même trône avec M. de Voltaire. Aujourd'hui que Voltaire est mort, son nom servira de même à opprimer tout nouveau venu. Il n'y a guère à présent qu'un avis sur la *Henriade*. On s'accorde cependant assez à la regarder comme un ouvrage manqué, faible, étroit, comme un véritable avorton, où plus d'un bel endroit fait reconnaître pourtant un avorton de Voltaire ; et tout lecteur qui s'y connaît un peu ne se fait point presser pour convenir que ce grand homme n'a pas été trop modeste, quand il a dit qu'il avait fait un poème épique avant de savoir ce que c'était. Qu'un homme aujourd'hui s'avise d'en publier un, quelque mérite qu'il puisse avoir, je vous jure qu'avant de l'avoir lu, vingt mille personnes élèveront la voix en criant : « Qu'est-ce que cet ouvrage-là auprès de la *Henriade* ! Parlez-moi de la *Henriade* ! Ce n'est pas ainsi qu'est faite la *Henriade* ! »

Les appréciations de Chénier sur Voltaire sont pleines d'intérêt. Il ne lui ménage ni les éloges ni les critiques.

« Cette conversation qui nous a menés insensiblement aux écrits de Voltaire ne nous permet, dit-il, de parler dans ce moment que de ses ouvrages de littérature. Il n'y a point d'illustre personnage sur qui il soit plus difficile et plus dangereux d'avoir publiquement son avis ; et je craindrais fort, si le mien était connu, qu'il ne m'attirât également la haine de ses partisans fanatiques et de ses fougueux ennemis. C'est assez là le sort des hommes qui cherchent la vérité sans passion, qui ne veulent qu'avoir et donner une juste idée des choses, sans flatter l'injustice des uns ni l'engouement des autres. Leur modération, qui est toujours le ton de la vérité, semble toujours aux deux partis une satire de leurs excès.

« Parmi les enthousiastes de cet homme illustre, les uns sont des savants d'un rare mérite qui, ne connaissant guère les arts et les ayant négligés toute leur vie pour se livrer à des études plus sérieuses, souffrent impatiemment qu'on veuille attaquer la moindre chose dans un auteur qui seul sait délasser quelquefois par des écrits légers, faciles, qu'on peut

prendre et quitter à toute heure. D'autres sont des hommes médiocres, ou au-dessous du médiocre, qui s'embarrassent fort peu de justice ou de vérité, mais leur orgueil les arme en faveur de la gloire de Voltaire. Ils ont intérêt à vouloir qu'on adore tout dans un auteur qui leur a donné des louanges, parce qu'il en donnait indifféremment à quiconque l'avait loué.

« Ils voient bien que s'il fallait retrancher quelques pages des écrits de ce grand homme, la première chose à réformer serait les éloges qu'il leur prodigue.

« Quant à ses ennemis, il n'en faut point parler. La plupart sont une canaille mercenaire qui avait un prix fait pour l'injurier . . .

« Ainsi, en méprisant, comme je le dois, les infâmes calomnies dont ils ont voulu le flétrir, ses écrits, ses seuls écrits sont les témoins que j'écoute et qui, à vrai dire, me donnent de son caractère une idée peu favorable. J'y vois une faiblesse, une pusillanimité honteuses qui lui font rechercher les faveurs des grands ; il les étale avec un orgueil d'enfant et, s'ils viennent à le quitter, son dépit est aussi aigre, aussi injurieux que son ivresse avait été folle. J'y vois un égoïsme intolérant, un amour-propre bilieux et colère qui lui montre des ennemis partout. Ceux qui le sont en effet, et qu'il eût dû châtier une fois, puisqu'il ne voulait point les mépriser autant qu'ils le méritent, il y revient sans cesse avec une haine, un acharnement qui fatiguent ; quelque matière qu'il traite, il la dirige sans cesse de ce côté. Il abaisse les plus graves sujets pour les faire descendre à ces personnalités fastidieuses. Chez lui, tous les genres de poésie deviennent la satire. Heureux encore s'il ne la faisait pas tomber souvent sur des hommes éloquents et profonds qui ne lui avaient rien fait et qu'il eût dû traiter autrement.

« Mais que dirai-je de ces vers qu'il écrit non seulement aux princes et aux rois, mais à leurs maîtresses, non pour louer leurs grâces et leur beauté, mais pour leur faire compliment sur leur grandeur, et leur souhaiter une prospérité durable dans la place qu'elles occupent : vœu plus digne assurément des courtisans officieux qui procurent ces places brillantes que d'un poète et d'un philosophe illustre. Et que dirai-je de cette philosophie parasite aux yeux de qui le riche qui a une belle maison, des chevaux, des voitures, et qui va

porter chez une belle courtisane le fruit de vingt années de concussions, est toujours un honnête homme ; mais le pauvre est un gremlin que l'on renvoie dans son grenier, dans son galetas, à son cinquième étage ? . . . Ne fait-il pas beau voir un grand homme se vanter presque de sa richesse et siffler la pauvreté comme ferait une catin ?

Je célébrais . . . les faveurs de Glycère
De qui jamais n'approcha ma misère.

« Ma misère ! » comment la plume ne tombe-t-elle pas des mains avant d'écrire un pareil mot pour en faire une raillerie ?

« Tout cela me montre un homme que je n'aurais pu estimer et avec qui je n'aurais guère aimé vivre. Ajoutez les vertus austères et mâles souvent livrées à la risée du vice souple et poli ; les louanges éternelles prodiguées à notre luxe, à nos vins, à nos cuisiniers, et l'ironie versée à pleines mains sur les hommes qui ont méprisé tous ces biens, sur les peuples qui ne les ont point connus, et où une sainte égalité ne permettait pas à un petit nombre de citoyens de s'engraisser de la faim d'autrui. Que prétend-il ? Veut-il que nous apprions à préférer de tout notre cœur l'embonpoint de l'esclavage opulent à la pauvreté sobre et indépendante ? Veut-il que nous ressemblions à ces animaux élevés dans nos basses-cours, *qui se rassasient en paix de l'ample nourriture qu'on leur prodigue, sans se douter que c'est pour les manger ?* »

André Chénier reconnaît tous les talents de Voltaire, mais il lui fait un crime de ne les avoir pas employés autant qu'il l'aurait pu pour le bien de l'humanité. Il se plaint qu'il ait trop souvent fait des esquisses au lieu d'achever des tableaux et d'avoir publié des ouvrages qui devaient plus compter sur son nom que sur leur mérite. C'est ainsi qu'il traite son poème de la *Loi naturelle* de croquis informe, sans nom, sans mérite, sans liaison, sans noblesse et sans majesté. Il blâme ses mélanges et ses opuscules où Voltaire n'apporte que des plaisanteries oiseuses, usées et rebattues, des folies et des grimaces qu'on ne regarderait pas sans un coloris éblouissant et un style pétillant et léger qui amuse le lecteur et lui fait perdre avec joie autant de temps à les lire que l'auteur a perdu à les composer.

Il y a du bon La Bruyère dans André Chénier. Ses portraits des gens frivoles, des sots, des jaloux sont de premier ordre. On en jugera par ces quelques extraits :

« Si dans la société vous agitez une question avec un homme qui réponde très souvent : « Je n'ai pas dit ça ; je ne l'entendais pas ainsi ; ce n'est pas ce que je voulais dire . . . », taisez-vous sur-le-champ et ne discutez jamais rien avec lui. Vous pouvez être sûr que c'est un homme qui pense très peu, qui n'a jamais réfléchi sur rien, et n'a, par conséquent, rien de fixe, aucun principe stable d'où découlent ses opinions. C'est un homme qui ne voit la suite, l'étendue, la conséquence de rien ; qui recule à chaque pas, épouvanté des abîmes où il s'est précipité lui-même, qui se voit, à chaque phrase, contraint de revenir sur ses pas, et qui ne dit pas un mot qu'il ne rétractât sur l'heure s'il avait de la bonne foi ou un esprit juste . . .

« Beaucoup d'hommes, et surtout d'auteurs, non seulement ne rougissent pas et ne se défendent pas, mais se vantent même et se piquent d'être vindicatifs. La raison est qu'ils s'imaginent que c'est la marque infaillible d'un grand caractère. Mon Dieu ! s'ils voulaient se tâter un peu, ils verraient combien de petits hommes ont de grandes prétentions, et que cette fureur de vengeance contre celui qui ne les admire pas, naît le plus souvent de leur impuissance à justifier la tendre admiration qu'ils ont pour eux-mêmes.

« Ils n'ont jamais connu ce sang-froid d'un homme supérieur à qui l'on ne rend pas justice, ce silence profond qui décele l'assurance et le désir de mériter des éloges plutôt que d'en recevoir, et le projet ferme et inébranlable de prouver par ses travaux qu'il n'avait pas trop présumé de lui-même. Non, ils trépignent, ils éclatent, ils suent, ils grincent des dents. Leur rage est mesquine, est grotesque. En vérité, leur colère contre le rieur qui démasque leur médiocrité et berne leur ambition puérile, semble moins venir de ce qu'il veut les rabaisser que de la crainte où ils sont qu'il n'ait lu dans leur propre conscience, qui dit que c'est avec justice. »

Nul n'a mieux qu'André Chénier flagellé les écrivains jaloux de leurs confrères.

« J'ai vu et je pourrais nommer plus d'un auteur très abondant en maximes nobles et généreuses dans ses écrits,

— si un confrère venait à donner un ouvrage qu'eux-mêmes avaient beaucoup loué jadis, et cependant mal reçu du public, — se réjouir presque ouvertement de sa disgrâce ; et cherchant exprès des causes puérides d'inimitiés entre eux, lui rappeler en toute occasion ce désastre devant de nombreuses sociétés, par des phrases générales et indirectes, avec un acharnement abject et lâche, une affectation honteuse et ce sourire ignoble et cruel qui accompagne toujours la lâcheté triomphante. Plusieurs riaient de leur intention maligne ; chacun la voyait, et ils ne voyaient pas, eux, combien elle les rendait vils et méprisables aux yeux mêmes de ceux qui en riaient.»

Chénier pénètre admirablement les motifs qui font agir les écrivains chez lesquels l'intérêt personnel prime toute autre considération.

«A comparer la conduite et la vie de plusieurs auteurs célèbres avec leurs ouvrages, on ne peut se persuader que le même homme agisse et écrive de deux manières si différentes. Leurs livres sont pleins d'onction, d'humanité, de tendresse pour leurs amis. Les sentiments les plus délicats y sont revêtus de l'expression la plus touchante. Étudiez-les de près. Cherchez la même chose dans leur cœur. Ce n'est plus cela. C'est à l'intérêt de leur gloire qu'ils ont mesuré tous leurs beaux discours. D'après la place que vous leur avez accordée, ils calculent juste celle que vous méritez dans leurs éloges. Ils n'estiment en vous que l'estime que vous avez pour eux. Un peu moins de louanges que vous leur avez données, un peu moins d'empressement à rire de leurs bons mots, un moment d'humeur taciturne qui peut venir ou d'un chagrin domestique, ou du mauvais temps, ou d'une mauvaise digestion pénible, oui, cela même suffit pour vous ôter leur amitié. Alors quelqu'un qui les avait entendus vous élever aux nues les aborde, leur parle de vous, et pour leur faire plaisir, vous loue, vous élève, répète enfin ce qu'ils ont dit : un froid silence leur ferme la bouche. Tout est changé. Le mois passé, vous étiez un homme extraordinaire, une âme comme on n'en fait plus, un reste de l'âge d'or. Ce mois-ci, c'est le contraire. Mais ne vous désespérez pas, car, le mois prochain, tout peut changer encore.»

André Chénier raille avec esprit les auteurs qui ne per-

mettent pas à autrui de s'aventurer sur un terrain qui leur appartient et où ils ne souffrent aucun concurrent.

« . . . J'allai chez *un tel* et je lui fis voir mon ouvrage ; mais, par malheur, il avait écrit sur la même matière et dans le même genre . . . Car c'est à quoi il faut bien prendre garde ! Ménandre est poète comique et vous allez le consulter sur les comédies que vous voulez faire. « Eh ! mon ami », s'écrie-t-il en vous arrêtant au premier mot, « ne faites point de comédie : c'est dommage, vous êtes plein de talent pour tout, mais vous n'êtes point propre à la comédie. Faites de tout plutôt que des comédies ! » Martial pâlit en voyant une bonne épigramme, fût-elle contre son ennemi. Ne montrez point votre discours à celui-ci : c'est un discoureur ; c'est vouloir le frapper à mort. N'allez point lire vos idylles à celui-là : il en a fait ; vous lui donneriez la fièvre. Chaque auteur s'empare exclusivement, non seulement du sujet qu'il traite, mais encore de tout ce qui peut y tenir de près ou de loin. Ce dont il a parlé, vous ne devez plus le savoir que de lui, le connaître que par lui ; ne vous avisez pas d'en parler devant lui sans le citer ; il vous regarderait, il vous écouterait, il s'écrierait avec dédain : « Quoi, vous savez cela, vous ! » Il aurait peine à s'empêcher de rire. Si dans sa tragédie, ou dans son poème, ou dans son histoire, il a peint Tibère, Auguste, Livie, ne touchez plus à aucun de ces personnages ! Gardez-vous même de nommer Drusus, ou Germanicus, ou la vertueuse Agrippine ! C'est un vol que vous lui faites. *Tout cela est à lui ; toute la famille des Césars lui appartient.* »

Comme ce portrait est vivant et comme il est encore actuel !

Dans un autre passage admirable, André Chénier fait l'éloge de la naïveté chez l'homme de lettres, c'est-à-dire du naturel. On ne saurait mieux dire :

« Il ne suffit pas dans les arts de ne jamais s'écarter grossièrement de la vérité ; il faut être vrai avec force et précision, c'est-à-dire être naïf. Quoique plusieurs auteurs estimés aient donné des notions excellentes et écrit les choses les plus sensées sur cette matière, cependant les personnes qui y ont moins réfléchi semblent n'entendre par naïveté qu'une franchise innocente et presque enfantine à dire de petites choses. Ce n'est pas assez à beaucoup près : la naïveté est le point de perfection de tous les arts et de chaque genre dans

tous les arts. Vous pouvez avoir un beau choix de mots, des phrases bien arrondies, des périodes sonores et harmonieuses ; si vous n'êtes point naïf, vous ne toucherez point. L'oreille retiendra vos sons, l'âme ne retiendra point vos pensées ; elles n'iront pas jusqu'à l'âme, elles se perdront dans l'oreille. Vous serez comme le poète Rousseau, toujours pompeux et jamais sublime . . . Un sentiment noble n'est sublime que par naïveté, un sentiment tendre, c'est par la naïveté qu'il vous remplit les yeux de larmes ; la naïveté d'une plainte la rend déchirante et nous fait souffrir à l'entendre, et souffrir avec délices lorsque nous pouvons l'apaiser . . .

«Voyez la douleur d'Ugolin! C'est la naïveté sublime ; c'est ce malheureux père qui, entendant murer la tour, regarde ses quatre enfants sans dire un seul mot ; c'est son expression : «*Si dentro impietrai*» ; c'est l'étonnement de ces quatre enfants qui ignorent la cause de ce regard effaré : «*Tu guardi sù, padre : chè hai?*» C'est le désespoir avec lequel il se mord les mains ; c'est le cri déchirant de Gaddo qui expire de faim à ses pieds : «*Padre mio, chè non m'aiuti?*» Voilà des traits pour lesquels on pardonne des volumes d'absurdité . . . Sont-ce de beaux discours qui vous touchent dans *Zaïre* et dans *Mérove*, ou si c'est la naïveté aimable de cette jeune fille séduite et la naïveté plus touchante et plus auguste que cette mère, prête à tuer son fils ? Est-ce la scène de Ptolomée et de ses confidents, ou les vers enflés qui ouvrent le chef-d'œuvre de *Cinna*, qui ont fait de Corneille le grand Corneille ? Non : ce sont les cris et les sublimes naïvetés de tout genre dont le *Cid* est rempli, dont *Héraclius* et *Rodogune* fourmillent, c'est Polyeucte disant : «*Je suis chrétien*», c'est : «*Qu'il mourût*», c'est «*Rome eût été du moins un peu plus tard sujette*», c'est : «*Quoi ! vous me pleureriez mourant pour mon pays !*» c'est : «*Mais quoi ! toujours du sang et toujours des supplices !*», et mille autres passages d'une grandeur à laquelle nul poète moderne n'atteignit jamais. Et Roxane, et Andromaque, Hermione, Agrippine, Esther, Athalie, Phèdre : n'est-ce pas leur exquise naïveté à exprimer tous les sentiments dont elles sont occupées qui fait leur sublime perfection ? Bérénice est-elle jamais plus intéressante que dans ce morceau :

De cette nuit, Phénice, as-tu vu la splendeur . . .

où son cœur, plein de Titus, se déborde en un bavardage amoureux au-dessus de l'éloge et au-dessus de l'imitation ? Et la seconde idylle de Théocrite et la dixième de Virgile, et vingt morceaux des *Géorgiques*, et Didon s'écriant :

*Saltem si qua mihi de te suscepta fuisset
Ante fugam soboles . . .*

« Malheur au cœur de pierre qui ne préfère point cela à vingt volumes de belles phrases ! Et que serait-ce (car je ne veux point entasser des noms et des passages), si j'allais vous chercher Hector et Andromaque, et Ajax défiant Jupiter, et Diomède pleurant en voyant tomber son fouet, et toute l'*Odyssee*, et le *Philoctète*, et l'*Œdipe à Colone* et les naïvetés héroïques d'Étéocle, dans les *Sept chefs devant Thèbes*, dans la scène du courrier, et la tragédie des *Perses*, et les naïvetés aimables de Térence, et les naïvetés républicaines du grand Tacite, et notre divin La Fontaine, et Montaigne, et Jean-Jacques Rousseau, et Montesquieu montrant la vérité pour la prouver ! »

André Chénier nous ouvre ici son âme et décrit merveilleusement ses propres impressions.

« Qu'un auteur, dans son cabinet, s'étudie à disposer magnifiquement d'harmonieuses périodes, c'est bien : on admire le beau diseur, on achève son livre, on le loue, on se vante de l'avoir lu, mais on ne le relit guère. L'auteur qui demeure éternellement, l'auteur qui fait l'étude et les délices de tous les âges, c'est *Virgile*, c'est *Horace*, c'est *La Fontaine*, c'est *Montaigne* ; c'est enfin (car je ne veux pas entasser des noms) quiconque, sans apprêt, dit à mesure qu'il pense, écrit comme malgré lui, et pressé de l'abondance de ses idées, semble contraint de leur ouvrir une issue et de les répandre dans un ouvrage ; quiconque enfin, dans la moindre chose qu'il dit, montre une vaste connaissance, une infaillible érudition de la nature, une profonde et naïve expérience du cœur humain. Quel lecteur peut quitter un livre où il se trouve partout, un livre qu'il lui semble avoir fait lui-même, où il dit à chaque page : *J'ai éprouvé cela . . . J'avais pensé cela mille fois . . .* ou bien : *Oh ! que cela est vrai ! J'aurais dû le trouver !* Il y a des sentiments si purs, si simples, des pensées si éternelles, si humaines, si nôtres, si profondément innées

dans l'âme, que les âmes de tous les lecteurs les reconnaissent à l'instant ; elles se réunissent à celle de l'auteur, elles semblent se reconnaître toutes et se souvenir qu'elles ont une origine commune.»

Chénier trace le portrait du vrai poète en opposition avec celui qui n'en a que les apparences, et ce portrait, comme on va le voir, est le sien.

Voici d'abord le poète homme d'esprit, mais sans génie, et sans cette vraie philosophie fondée sur la connaissance du cœur humain :

«... Il est accablé sous le poids du beau sujet qu'il a choisi ; il se perd dans la foule des caractères qu'il a inventés ou qu'il trouve dans l'histoire : il ne peut plus s'entendre à travers le bruit qu'ils font autour de lui ; il ne reconnaît plus personne ; il ne peut plus les suivre ni les guider ; il les perd de vue à chaque pas ; ils les laisse arriver comme ils pourront ; il oublie ce qu'il doit leur faire dire ; il les laisse muets pour parler et déclamer lui-même, pour s'égarer dans des amplifications vagues et inutiles...»

Au lieu que l'autre :

« Il a un regard sûr et vaste ; tout est lumineux et clair autour de lui ; il dispose sa matière à volonté ; il choisit ses campements ; il arrange son armée, la réunit, la divise, la ralentit, l'accélère à son gré ; il n'oublie aucun de ses acteurs ; il les place chacun dans le poste qui leur convient le mieux ; il les fait parler quand et comme ils doivent ; il change de style en changeant de personnage ; il a toujours l'œil sur chacun et sur tous ; soit qu'il resserre ses forces, soit qu'il les étende, il les fait toujours avancer ensemble. Il est vrai, sûr, infaillible comme la nature ; il crée, il imite en tout l'ouvrage de Dieu.

« Tout dans la nature l'inspire et lui donne à rêver : toute la nature lui appartient... Il voit tout, il sent tout, il peint tout... depuis le cèdre jusqu'à l'hysope. Il n'est aucun objet si méconnu, si abandonné, qui ne lui fournisse quelque image nouvelle, quelque expression vivante, quelque allusion délicate, quelque emblème ingénieux... Il veut connaître la nature humaine... il se tâte, il s'étudie dans tous les sens... il veut que chaque homme, à tout âge, dans tous les temps, dans tous les pays, dans toutes les circonstances possibles,

puisse en le lisant se retrouver dans quelque endroit de ses ouvrages, s'en appliquer quelque morceau, se dire à lui-même : « Je ne suis pas seul au monde et cet auteur a pensé à moi. »

« Comme un philosophe se vantait de le pouvoir : avec de la matière et du mouvement, il fait un monde. »

Je m'arrête, car il y aurait encore beaucoup à citer et à dire, mais je renvoie le lecteur aux textes donnés avec tant de sûreté et de clarté par M. Abel Lefranc.

Il trouvera, à la suite de l'étude sur *La perfection et la décadence des Lettres*, une sorte d'*Apologie* où André Chénier se défend habilement contre ses adversaires et ses ennemis, puis des aperçus contestables, il est vrai, sur *L'Espagne et la superstition*, une ébauche informe sur *L'Histoire du Christianisme* dont Gabriel de Chénier dit dans une note : « Elle ne contient rien de neuf après ce qu'a dit Voltaire sur ce sujet. » J'ajoute qu'il y a là des erreurs de textes fort regrettables. Mais, par contre, on trouvera ensuite des *Notes philologiques* très précieuses qui révèlent une forte érudition, quelques souvenirs personnels et touchants.

L'impression que laissent ces manuscrits variés est saisissante. Nous pouvons à loisir pénétrer dans cet atelier poétique, comme l'a dit Becq de Fouquières qui les avait vus en 1874. « Tout semble attendre encore la présence du maître. Toutes les œuvres de l'antiquité grecque et latine s'y entassent éparses sur la table de travail... Au milieu de ces livres, se dérobent mille feuilles volantes, disposées entre toutes les pages suivant les capricieux hasards de la lecture, toutes chargées de notes, de projets, d'ébauches où chantent de beaux vers pleins et sonores... Dans cet atelier dont le désordre trahit le travail incessant et les longues veilles, on croit voir se dresser la statue de la Poésie, image de l'œuvre du poète. La jeune déesse est debout sur son piédestal, à peine couverte d'une tunique flottante. Bien des parties sont frustes encore. Le marbre de Paros laisse voir les empreintes du marteau et du ciseau... mais la tête vit et respire. »

« Rien n'est fait aujourd'hui, disait le poète, tout sera fini demain. » Il comparait ses projets littéraires, tantôt à des poussins :

Ensemble lentement tous couvés sous mes ailes,
Tous ensemble quittant leurs coques maternelles ;

tantôt à l'ébauche du sculpteur :

S'égarant à mon gré, mon ciseau vagabond
Achève à ce poème ou les pieds et le front,
Creuse à l'autre les flancs, puis l'abandonne et vole
Travailler à ces autres, à la jambe ou l'épaule ;

tantôt à des soldats que conduit un chef impétueux :

... Dans mon camp partout je les rassemble,
Les enrôle, les suit, les pousse tous ensemble !

Que n'aurait-il pas fait, que n'aurait-il pas laissé à la postérité, celui que des brutes sanguinaires ont jeté sur l'échafaud du 7 thermidor, deux jours avant la fin de la Terreur ; celui qui, ayant le pressentiment de sa renommée future, disait à son cher compagnon d'infortune, le poète Roucher, en se frappant le front avec un regret qui restera comme la flétrissure de ceux qui immolaient lâchement tant de grâce, tant d'esprit, tant de noblesse : « Et pourtant j'avais quelque chose là ! »

HENRI WELSCHINGER.

REVUE LITTÉRAIRE

Mühelyi nevelés Páris iskoláiban. (Le Rôle du Travail manuel dans l'enseignement primaire et secondaire à Paris), par le docteur Géza Orel. Budapest, 1914. Un vol. in-8° de 238 p.

Toute la presse hongroise accueille avec des louanges ce livre qui sera, sans doute, consulté par le comité constitué en vue de la réforme de nos écoles primaires supérieures.

M. Orel s'occupe successivement du travail manuel

dans les écoles primaires,

dans les écoles primaires supérieures de garçons,

dans les écoles primaires supérieures de jeunes filles,

dans les cours complémentaires,

dans les cours d'apprentis,

dans les écoles professionnelles pour les garçons,

dans les écoles professionnelles pour les filles,

dans les cours techniques du soir,

dans les écoles et les cours commerciaux pour les filles ;

du rôle du travail manuel dans les écoles normales primaires et supérieures, dans les cours normaux de la Ville de Paris ; du concours d'admissibilité aux emplois de maîtres-ouvriers ;

du cours normal d'enseignement ménager ;

de l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement de la coupe et de la couture ; de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement du travail manuel ; du concours d'admissibilité aux emplois de maîtresses couturières ;

enfin, des efforts du travail manuel aux lycées de l'enseignement moderne.

L'auteur de cet ouvrage nous présente donc une nouvelle direction de l'éducation, celle du travail manuel qui a deux buts : 1° le développement du sens de la forme (but psychologique), 2° le développement du sens industriel (but social). Il ne désire naturellement pas que l'école primaire devienne une école professionnelle, mais il pense que l'enseignement ne doit pas rester dans le domaine de la théorie pure, que les applications pratiques aux diverses industries doivent y tenir une grande place, sans se spécialiser pourtant dans une branche de l'industrie. M. Orel, qui avait visité un grand nombre des écoles de Paris et même de la province est persuadé que la transplantation de cette méthode en Hongrie conduirait à d'heureux résultats. A Paris, on voit, en effet, que les enfants s'adonnent avec la plus grande joie aux travaux manuels ; il est bien vrai que les soins infatigables de leurs maîtres et de MM. Jully et Rocheron, inspecteurs généraux, y contribuent grandement. L'auteur appuie avant tout sur les résultats atteints à l'école primaire supérieure.

Les écoles de jeunes filles participent également à l'enseignement des travaux manuels en préparant leurs élèves aux futurs soins du ménage et aux ouvrages de femme. Il est bien entendu que pour obtenir le résultat nécessaire, il faut que le cours de professorat du travail manuel soit de tout premier ordre. C'est heureusement le cas à Paris et l'auteur place au premier rang les écoles de la rue Chomel et de la rue des Minimes.

A la fin de son livre M. Orel traite l'enseignement industriel proprement dit. Cet enseignement pourrait servir de modèle aux autres pays, c'est grâce à lui que la France s'assure des ouvriers habiles et intelligents.

Le grand mérite de ce livre remarquable est de frayer à notre enseignement une nouvelle direction et de rompre avec le système allemand qui, jusqu'à aujourd'hui était tout-puissant dans notre pédagogie.

Nuova Critica della Morale Kantiana. (Nouvelle critique de la Morale de Kant), par Camillo *Trivero*. Torino, 1914. Un volume in-8° de 308 p.

L'auteur de ce volumineux essai, qui est professeur à l'Institut technique de Turin, n'en est pas à son coup d'essai ; il a signé quantité de volumes et d'articles de revues qui traitent des sujets philoso-

phiques, historiques, esthétiques, etc. Il se propose, dans le présent ouvrage, comme il nous en prévient lui-même dans la Préface, de *repenser* la doctrine morale du philosophe de Königsberg, de l'exposer, de la critiquer, de la commenter, et, surtout, de la compléter avec le résultat de ses propres recherches : ce qui différencie son livre de la foule des critiques pures et simples du penseur allemand. En effet, M. Trivero suit, pour ainsi dire, pas à pas son modèle à travers ses œuvres morales, principalement la *Critique de la raison pratique*, les *Bases de la métaphysique des coutumes* et la *Doctrine de la vertu*, sans négliger les autres traités de Kant qui sont loin d'être, comme on sait, une lecture amusante. L'exposition de notre auteur ne laisse rien à désirer au point de vue de la fidélité avec laquelle il rend les idées morales de Kant. Il les accompagne continuellement de ses propres observations judicieuses et de ses objections assez bien fondées. Non seulement cela, mais il cite, en guise de réfutation de la doctrine utilitaire qui réduit le devoir au pur intérêt personnel plus ou moins raffiné, une scène fort amusante d'une comédie de Gozzi l'*Angellino Belverde*. Reste à savoir s'il était vraiment utile de réchauffer, une fois de plus, le système d'idées morales du philosophe germanique ? Il est permis d'en douter. Car, à l'heure qu'il est, même les admirateurs les plus fervents de Kant sont d'accord pour considérer sa morale comme la partie la plus faible de son œuvre. En effet, ni l'impératif catégorique, ni les trois postulats, ni les autres constructions d'une métaphysique éphémère n'ont passé dans la conscience publique. Ceci soit dit sans préjudice de la véritable gloire du puissant penseur germanique.

Pascal, par Jules Kozári. Budapest, 1914. Soc. Saint-Étienne.

M. l'abbé Jules Kozári vient de publier une étude importante sur Pascal ; cet essai forme le deuxième volume de ses « documents humains ». Après avoir étudié l'époque et la vie de Pascal et avoir examiné sa fameuse conversion, l'auteur passe à l'étude de ses œuvres qu'il analyse avec un savoir qui étonne par son abondance. Toutefois nous devons faire remarquer que son essai approfondi sent parfois le parti-pris catholique et que son style est, en maint endroit, gâté par l'enflure.

PUBLICATIONS RÉCENTES

- VIDOR (Marcel). *A csukott szirmu rózsza* (La rose aux pétales clos), recueil de très belles poésies. Budapest, Lampel. (Prix : 3 Cour.)
- BARÁT (Béla). *Szerkezet és forma Délfranciaország román építészetében* (Construction et forme de l'architecture romane du Midi de la France.) Budapest.
- KÖVÉR (Georges). *Kié legyen a magyar föld?* (A qui la Hongrie?) Étude politique. Budapest, Toldi. (Prix : 2·80. Cour.)
- WARNOD (André). *La brocante et les petits marchés de Paris*. Paris, E. Figuière et Cie. (Prix : 3 fr. 50.)
- STEED (Henry Wickham). *La monarchie des Habsbourg* (Trad. de Firmin Roz). Paris, Armand Colin. (Prix : 4 fr.)
- VILLEY (Pierre). *Pierre de Ronsard*. Textes choisis et commentés. (Bibliothèque française.) Paris, Plon. (Prix : 1 fr. 50.)
- MAGNE (Emile). *La Bruyère*. Textes choisis et commentés. (Bibliothèque française.) Paris, Plon. (Prix : 1 fr. 50.)
- CUGNET (Ch.). *Différences dans les fautes que font les Français, les Allemands et les Hongrois dans la langue française*. (Provincialismes — germanismes.) Budapest, Singer et Wolfner. — Ouvrage très utile à ceux qui veulent apprendre à parler correctement le français.
- HEINRICH (Gustave). *Faust* (Essais d'histoire de littérature). Budapest, Franklin. (Prix : 6 Cour.)
- SZINI (Jules). *Proján szerelem* (Amour profane), roman. Budapest, Athenaeum. (Prix : 4 Cour.)
- MEREJKOVSKY (Dimitri de). *Léonard de Vinci*, trad. par Oscar Hönigschmied. Budapest, Athenaeum. (Prix : 3·80 Cour.)
- DÉCSI (Emeric). *A nagyságos asszony idegei* (Les nerfs de Madame), nouvelles. Budapest, Athenaeum. (Prix : 80 fill.)
- RADÓ (Emmanuel). *Pesti séták* (Promenades dans Budapest). Budapest, Athenaeum. (Prix : 60 fill.)
- MÉRAY (Charles). *Ritta meséi* (Les contes de Ritta). Budapest, Athenaeum. (Prix : 40 fill.)

Erratum.

Dans notre *Chronique des Beaux-arts* du 15 juin 1914, une erreur s'est glissée que nous tenons à rectifier ici. Le tableau de M. Edmond Kacziány (telle est l'orthographe correcte du nom de l'artiste), dont il est question dans le compte rendu de la peinture hongroise (p. 469), ne représente pas un lever de soleil, mais *des reflets de la lune sur la Tisza*.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.



CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Paris			
290	—	d. Budapest Ouest..... a.	200 —
620	—	a. Vienne (Marchegg) d.	925 —
725	—	a. Vienne Westb. d.	830 —
205	700	d. Budapest Est. a.	140 1145
640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	910 720
725	—	a. Vienne Westb. d.	830 550
750	1235	d. Vienne Westb. a.	720 550
710	1145	a. Innsbruck d.	710 610
1139	410	a. Buchs d.	233 214
1200	410	a. Buchs a.	203 142
209	656	a. Zurich d.	1152 1140
248	825	d. Zurich a.	1033 1125
↓	↓	d. Bâle a.	607 —
↓	↓	a. Delle d.	415 —
↓	↓	d. Delle a.	308 —
1148	545	a. Paris Est..... d.	900 100

Budapest—Vienne—Munich—Paris			
205	700	d. Budapest Est. d.	140 1145
640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	850 720
725	1235	a. Vienne Westb. d.	850 550
650	200	d. Budapest Ouest. ... a.	1105 200
1104	620	a. Vienne (Marchegg) d.	651 925
1135	725	a. Vienne Westb. d.	619 825
1200	840	d. Vienne Westb. a.	600 610 600
525	250	a. Salzburg d.	1251 928 1251
532	325	d. Salzburg a.	1245 855 1228
745	630	a. Munich d.	1028 510 930
755	700	d. Munich a.	1018 509 840
225	208	a. Strasbourg d.	344 935 145
231	218	d. Strasbourg a.	336 824 139
340	340	a. I. Avricourt d.	115 525 1056
245	244	d. I. Avricourt a.	112 522 1051
856	920	a. Paris Est..... d.	714 1015 515

Budapest—Fiume—Ancone—Naples.			
645	710	d. Budapest..... a.	700 905
150	228	d. Zagrab d.	1212 209
708	730	a. Fiume d.	615 810
728	750	a. Fiume Quai.....	— —
745	815	d. Fiume a.	500 615
430	520	a. Ancone..... d.	815 900
1129	803	d. Ancone..... a.	505 820
600	400	a. Foggia d.	1040 1205
616	500	d. Foggia a.	955 1150
1110	1100	a. Naples d.	455 735

Budapest—Fiume—Ancone—Rome			
645	710	d. Budapest Est..... a.	700 905
150	228	d. Zagrab d.	1212 209
708	730	a. Fiume d.	615 810
745	815	d. Fiume a.	500 615
430	520	a. Ancone..... d.	815 900
527	720	d. Ancone..... a.	524 640
857	1046	d. Foligno..... d.	217 339
935	1124	d. Spoleto d.	140 304
1021	1225	d. Terni..... d.	1239 213
1210	235	a. Rome d.	1020 1210

Budapest—Belgrade—Sofia—Constantinople			
1130	—	d. Budapest Est a.	—
550	—	d. Budapest Ouest ... a.	610
558	—	d. Zimony d.	1050
613	—	a. Belgrade d.	1039
1122	—	d. Belgrade..... a.	1025
240	—	d. Nis d.	511
240	—	d. Tzaribrod d.	300
420	—	a. Sofia d.	210
435	—	d. Sofia a.	142
737	—	d. Sarembej..... d.	1024
211	—	d. Adrianople d.	418
1100	—	a. Constantinople	615

Budapest—Bucarest—Constantinople			
—	1145	d. Budapest Ouest ... a.	610
—	940	a. Verciorova d.	750
—	1050	d. Verciorova a.	810
—	139	d. Craiova..... d.	552
—	—	d. Pitesti d.	—
—	634	a. Bucarest d.	1250
—	647	d. Bucarest..... a.	1235
—	—	a. Constanza d.	800
—	1105	a. Constanza port	—
—	1130	d. Constanza a.	500
—	1200	a. Constantinople d.	300

Budapest—Cologne—Bruxelles—Londres						
650	200	930	d. Budapest Ouest..... a.	1105	200	710
1104	620	550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	651	925	1111
1135	725	700	a. Vienne Westbahn... d.	619	830	1010
205	—	—	d. Budapest Est a.	—	140	↑
640	—	—	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	—	910	↑
725	—	—	a. Vienne Westbahn... d.	—	830	↑
1200	1005	805	d. Vienne Westbahn... a.	600	710	955
501	305	118	a. Passau d.	1255	150	440
517	330	135	d. Passau a.	1207	120	415
830	647	455	a. Nurnberg..... d.	815	940	1151
1247	1155	↓	a. Francfort d.	336	336	616
435	440	521	a. Cologne d.	1157	1127	158
441	613	600	d. Cologne a.	1152	1114	1101
752	945	1025	a. Bruxelles..... d.	632	545	500
806	—	113	d. Bruxelles..... a.	614	524	↑
952	1056	301	a. Ostende Quai a.	440	342	↑
510	543	1001	a. Londres d.	900	900	↑
830	—	1058	d. Bruxelles a.	441	521	441
510	—	705	a. Londres(per Calais) d.	90	900	900

Budapest—Varsovie—St-Petersbourg			
220	↓	d. Budapest Est a.	1250 935
935	↓	d. Ruttka d.	620 240
958	↓	a. Zsolna d.	544 1201
1220	650	d. Budapest Ouest a.	940 620
251	917	d. Galánta..... d.	712 354
602	1222	a. Zsolna d.	351 1227
621	1241	d. Zsolna a.	324 1156
830	250	a. Oderberg..... d.	110 950
—	515	d. Budapest Ouest. a.	200 805
—	1010	Gänserndorf..... d.	925 340
—	235	a. Oderberg d.	128 1000
856	315	d. Oderberg a.	1248 940
1200	618	a. Granica d.	925 620
200	827	d. Granica a.	942 627
742	217	a. Varsovie d.	347 1212
1030	550	d. Varsovie a.	1247 855
1145	1250	d. Wilna a.	554 945
121	343	d. Dwinsk..... a.	258 236
955	1205	a. Saint-Petersbourg d.	645 1115

* Express.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT HONGROIS.

Prix des billets entre Budapest et les principales destinations.

De Budapest à	Route par	Prix du billet en		De Budapest à	Route par	Prix du billet en			
		I.	II.			I.	II.		
								classe	
Aix-les-Bains...	Fiume—Venise	K.	127 ⁸⁵	85 ⁴⁵	Milan.....	Fiume—Venise	Fr.	91 ⁵⁵	61 ⁹⁰
Ancône.....	Fiume.....	K.	55 ³⁰	36 ⁸⁰	Milan.....	Fiume—Ancône	Fr.	106 ⁶⁵	71 ⁷⁰
Anvers.....	Passau.....	K.	162 ⁵⁰	100 ⁷⁰	Moscou.....	Oderberg.....	K.	152 ¹⁰	102 ²⁰
Bâle.....	Innsbruck.....	Fr.	138 ³⁰	87 ⁴⁵	Munich.....	Salzbourg.....	Fr.	96 ⁹⁵	61 ⁰⁵
Belgrade.....	Zimony.....	Fr.	38 ²⁰	24 ⁷⁵	Naples.....	Ancône—Foggia	Fr.	115 ⁵⁵	77 ¹⁰
Berlin.....	Ruttka ou Zsolna	K.	93 ⁸⁰	60 ⁴⁰	Nis.....	Belgrade.....	Fr.	66 ⁶⁵	44 ⁷⁵
Berlin.....	Bodenbach.....	K.	93 ⁸⁰	60 ⁴⁰	Odessa.....	Beszkid.....	K.	117 ⁹⁰	74 ⁶⁰
Blankenberghe	Passau.....	K.	170 ³⁰	106.—	Ostende.....	Passau.....	K.	171 ¹⁰	106 ⁶⁰
Bruxelles.....	Arlberg.....	K.	161 ⁵⁰	100.—	Paris.....	Toutes les routes	K.	185 ³⁰	118 ¹⁰
Bucarest.....	Predeal.....	K.	60.—	40.—	Rome.....	Fiume—Ancône	Fr.	94 ⁷⁵	64 ¹⁰
Bucarest.....	Orsova.....	K.	60.—	40.—	Rome.....	Fiume—Venise	Fr.	123 ⁸⁵	81 ⁷⁵
Calais.....	Passau.....	Fr.	191 ⁴⁰	119 ⁶⁰	Salonique.....	Belgrade.....	Fr.	116 ⁶⁵	81 ⁹⁵
Cannes.....	Fiume—Venise	Fr.	126 ³⁰	84 ¹⁰	St.-Moritz.....	Arlberg.....	Fr.	150 ⁶⁵	96 ³⁰
Cologne.....	Passau.....	Fr.	144 ⁴⁰	90 ³⁰	Sofia.....	Belgrade.....	Fr.	85 ¹⁰	59.—
Constantinople	Belgrade.....	Fr.	123 ⁸⁰	83 ⁹⁵	St.Petersbourg	Oderberg.....	K.	145 ⁸⁰	97 ⁹⁰
Constantinople	Predeal.....	K.	128 ²⁵	83 ⁸⁰	Turin.....	Fiume—Venise	Fr.	106 ²⁵	71 ⁴⁵
Constantinople	Verciorova.....	K.	128 ²⁵	83 ⁸⁰	Turin.....	Fiume—Ancône	Fr.	116 ⁸⁵	77 ⁸⁰
Dresde.....	Bodenbach.....	K.	88 ⁸⁰	57 ²⁰	Varsovie.....	Oderberg.....	K.	88 ¹⁰	57 ⁸⁰
Florence.....	Fiume—Venise	Fr.	94 ⁷⁵	64 ¹⁰	Verciorova.....	Orsova.....	K.	39 ²⁵	25 ⁴⁰
Florence.....	Fiume—Ancône	Fr.	90 ⁶⁵	61 ³⁰	Venise.....	Fiume.....	K.	55 ³⁰	36 ⁸⁰
Galatz.....	Predeal.....	K.	72 ⁷⁵	47 ⁷⁵	Vérone.....	Fiume—Venise	Fr.	73 ⁶⁰	49 ⁵⁰
Genève.....	Arlberg—Zurich	Fr.	159 ⁷⁰	104 ¹⁵	Vichy.....	Fiume—Venise	Fr.	165 ⁵⁰	110 ⁸⁵
Londres.....	Passau.....	Fr.	213 ⁹⁰	136 ³⁰	Zurich.....	Arlberg.....	Fr.	129 ⁸⁵	83 ¹⁵

Voitures directes entre Budapest et les principales destinations.

Départ	Heures du départ	Route passant par	Lieu de destination	Heures d'arrivée
--------	------------------	-------------------	---------------------	------------------

Voitures directes :

Budapest Ouest.....	200	Vienne—Innsbruck.....	Bâle.....	429
» Est.....	220	Oderberg.....	Berlin.....	745
» Ouest.....	650 1220	Galánta—Oderberg.....	Berlin.....	1108 526
» Est.....	220	Ruttka—Oderberg.....	Breslau.....	324
» Ouest.....	650	Galánta—Oderberg.....	Breslau.....	556
» Ouest.....	200	Vienne—Bâle.....	Paris.....	1135
» Est.....	205 700	Bruck.....	Vienne.....	640 1140
» Ouest.....	{ 755	Gänserndorf.....	Vienne.....	{ 1234
» Ouest.....	{ 755	Stadlau.....	Vienne.....	{ 1214
» Ouest.....	200	Stadlau.....	Vienne.....	620
» Ouest.....	230 515	Stadlau.....	Vienne.....	655 935
» Ouest.....	200	Vienne—Innsbruck.....	Zurich.....	209
» Sud.....	600	Pragerhof.....	Venise.....	945
» Ouest.....	650	Varsovie.....	Oderberg.....	217

Wagons-lits :

Budapest Est.....	1025	Ujdombovár.....	Zágráb.....	830
» Ouest.....	650 220 Est	Galánta—Oderberg.....	Berlin.....	1108 745
» Ouest.....	935	Kolozsvár.....	Brassó.....	146
» Ouest.....	650	Galánta—Oderberg.....	Breslau.....	526
» Ouest.....	240	Verciorova.....	Bucarest.....	1125
» Est.....	210	Predeal.....	Bucarest.....	1155
» Est.....	320	Belgrade—Sofia.....	Constantinople.....	837
» Est.....	750 645	Zágráb.....	Fiume.....	755 708
» Est.....	—	Ujdombovár.....	Pécs.....	—
» Ouest.....	—	Galánta—Zsolna.....	Oderberg.....	—
» Est.....	930	Arad.....	Piski.....	1110
» Est.....	1000	Kassa.....	Popréd-Felka.....	620
» Ouest.....	930	Marchegg.....	Vienne.....	550
» Est.....	1055	Bruck.....	Vienne.....	720
» Sud.....	600	Pragerhof—Franzensfeste	Venise.....	945
» Sud.....	600	Pragerhof—Franzensfeste	Meran.....	100
» Ouest.....	1015	Temesvár.....	Báziás.....	9 ²⁵
» Ouest.....	1050	Kolozsvár.....	Marosvásárhely.....	11 ²⁴

LIBRAIRIE LAROUSSE, 13-17, RUE MONTPARNASSE, PARIS

DICTIONNAIRES LAROUSSE

LES MEILLEURS ET LES PLUS CÉLÈBRES DES
DICTIONNAIRES, INDISPENSABLES POUR L'ÉTUDE
ET LA PRATIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Petit Larousse illustré. Le meilleur et le plus complet des dictionnaires manuels français, contenant le vocabulaire complet de la langue, la grammaire, les étymologies, les synonymes, etc., et de nombreux renseignements sur la littérature, l'histoire, etc. Beau volume de 1664 pages (format 13,5×20 cent.), 5800 gravures, 130 tableaux encyclopédiques dont 4 en couleurs, 120 cartes dont 7 en couleurs. Relié toile 5 fr.; — en reliure peau 7 fr. 50. (*Ajouter 1 fr. pour frais d'envoi.*)

Larousse de poche. Le seul dictionnaire de poche vraiment pratique et complet, recommandé aux étrangers voyageant en France. 85000 mots avec leur définition et la prononciation, plus un traité de grammaire avec la conjugaison des verbes irréguliers et un abrégé de littérature française. Joli volume de 1292 pages sur papier extra-mince (format 10,5×16,5 centimètres, poids 315 grammes). Relié toile... 6 francs
Relié peau souple, en étui... 7 fr. 50

Le Larousse pour tous. En deux volumes. L'ouvrage idéal pour les étrangers qui veulent avoir un dictionnaire plus développé qu'un simple dictionnaire manuel, contenant tous les mots de la langue, y compris les termes spéciaux, l'argot, etc., des renseignements très abondants au point de vue grammatical et linguistique, une documentation considérable sur la littérature, les arts, etc. 1950 pages (format 21×30,5), 17325 gravures, 216 cartes en noir et en couleurs, 35 planches en couleurs. Broché... 35 fr.
Relié demi-chagrin... 45 fr.

Nouveau Larousse illustré. En huit volumes. Le plus récent, le plus sérieusement documenté et le plus magnifiquement illustré des grands dictionnaires encyclopédiques. 7600 pages (format 32×26, 237000 articles, 49000 gravures, 504 cartes en noir et en couleurs, 89 planches en couleurs. Broché 230 fr.; relié demi-chagrin 275 fr. Paiement, 25 fr. tous les deux mois pour la Hongrie (au comptant 10% d'escompte.) *Spécimen sur demande.*

Vient de paraître!

Vient de paraître!

COMMENT ON PRONONCE LE FRANÇAIS

Par Ph. MARTINON

Un volume in-12 de 414 pages, relié toile... 5 fr.
Nous recommandons ce nouveau traité de prononciation aux personnes qui veulent parler le français. C'est le seul ouvrage vraiment pratique, complet et au courant des usages actuels qui existe dans ce genre. Il leur permettra de corriger les fautes de prononciation dans lesquelles elles peuvent tomber.

EN VENTE CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE HONGRIE

Publications données gratis et franco de la part du Ministère R. H. de l'Agriculture.

Le Ministère Royal Hongrois de l'Agriculture nous prie d'informer nos lecteurs qu'il fera parvenir, gratis et franco, les publications sous-mentionnées à tous ceux qui s'intéressent aux questions qu'elles traitent. On peut s'adresser à la Direction de la REVUE DE HONGRIE (I., Tigris-utca 6.) et indiquer les publications qu'on désire recevoir; elles seront expédiées directement par les soins du Ministère R. H. de l'Agriculture.

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. La sériciculture en Hongrie. 2. La viticulture en Hongrie. 3. Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles. 4. Instruction relative aux travaux de révision décennaux de la gestion forestière. 5. L'administration des eaux en Hongrie 6. Le service national hydrométrique en Hongrie. 7. Nivellements de haute précision de 1890 à 1895 de la section hydrographique de la Direction nationale du service des eaux. | <ol style="list-style-type: none"> 8. L'état actuel des jaugeages en Hongrie. 9. Le service de l'hydraulique agricole en Hongrie. 10. École royale hongroise des commis de l'hydraulique agricole. 11. Les travaux de régularisation et d'endiguements en Hongrie. 12. Le service des ingénieurs sanitaires en Hongrie. 13. La pêche et la pisciculture en Hongrie. |
|--|---|

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT HONGROIS

Transport direct des bagages à travers Vienne par camions faisant le service entre les gares.

A partir du 1^{er} mai 1914, les dispositions relatives au transport direct des bagages à travers Vienne sont étendues au réseau de la C^{ie} de Chemins de fer imp. royale priv. de Vienne à Aspang. A dater de ce jour, les bagages des voyageurs arrivant à une des gares de Vienne syndiquées en vue du transport direct des bagages sont enregistrés pour les stations d'un autre réseau où s'arrêtent les trains directs ou les trains-poste prévus dans l'horaire, si le voyageur en fait la demande à l'arrivée de de son train. Cette innovation a été introduite pour la commodité des voyageurs, lesquels peuvent faire immédiatement enregistrer leurs bagages à la gare d'arrivée et par conséquent n'ont plus à s'occuper du transport et de l'enregistrement à nouveau à la gare de raccordement. Pour les détails voir l'Indicateur des Chemins de fer autrichiens et les avis affichés dans toutes les gares intéressées.

Budapest, mai 1914.

BAINS CSÁSZÁR

Situés à Budapest, sur la rive droite du Danube, en face l'île Sainte-Marguerite, au pied de la montagne Saint-Joseph. Parc magnifique, excellents chemins conduisant sur la montagne, d'où la vue s'étend sur Budapest et ses environs. Sources thermales sulfureuses chaudes et tièdes, au nombre de dix, dont une purgative. Ces sources sont excellentes contre : la goutte, les maladies de nerfs, les affections de l'homme et de la femme. Eau de régime très efficace contre les affections des appareils respiratoires, etc. Cures d'été et d'hiver de premier ordre ; bains de vapeur modernes ; bains de fange très confortables ; cataplasmes de fange ; écoles de natation séparées pour messieurs et dames ; bains turcs ; piscines de marbre ; bains d'air chaud, d'acide, carbonique et d'électricité. 200 chambres à coucher très confortables. Prix modérés. — Notice franco sur demande. **S'ADRESSER A LA DIRECTION, BUDAPEST (HONGRIE).**

Librairie Félix Alcan, 108, Bd St Germain, Paris (VI^e)

REVUE PHILOSOPHIQUE

DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Dirigée par **TH. RIBOT**, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France. (38^e année, 1913). — Paraît tous les mois.
ABONNEMENT (du 1^{er} janvier), Un an : Paris, 30 fr. — Départements et étranger 33 fr. — La livraison, 3 fr.

REVUE HISTORIQUE

Fondée par **M. G. MONOD**, de l'Institut. — Dirigée par **M. Ch. BÉMONT** (38^e année, 1913). — Paraît tous les deux mois.
ABONNEMENT (du 1^{er} janvier), Un an : Paris, 30 fr. — Départements et étranger, 33 fr. — La livraison, 6 fr.

JOURNAL DES ÉCONOMISTES

Revue mensuelle de la science économique et de la statistique. (71^e année, 1912). — Paraît tous les mois.

Rédacteur en chef : **YVES GUYOT**, ancien ministre.

ABONNEMENT DU 1^{er} DE CHAQUE TRIMESTRE : Un an : France, 36 fr. — Étranger, 38 fr. — Six mois : France, 19 fr. — Étranger 20 fr. — La livraison, 3 fr. 50.

REVUE DES SCIENCES POLITIQUES

Suite des ANNALES DES SCIENCES POLITIQUES. (27^e année, 1912). — Paraît tous les deux mois.

Rédacteur en chef : **M. ESCOFFIER**, professeur à l'École des sciences politiques. ABONNEMENT (du 1^{er} janvier), Un an : Paris, 18 fr. — Départements et Étranger, 19 fr. — La livraison, 3 fr. 50. — Envoi franco de spécimens sur demande.

ARGUS DE LA PRESSE

Fondé en 1879.

Le plus ancien bureau de coupures de journaux.

«De ce flot montant d'articles de journaux que l'Argus de la Presse envoyait à Vallobra, matin et soir, un tiers environ était étranger ; il y en avait de toutes les nations et dans toutes les langues ; les anglais, les allemands dominaient ; ils étaient même les plus sérieusement faits.» Paul Alexis (Vallobra, p. 185-186).

L'Argus fournit les coupures extraites de plus de 14.000 publications, journaux et Revues de France et d'Étranger, sur une personnalité ou un sujet, ainsi que les projets de travaux, avis d'adjudication, etc., etc. ; simples échos ou articles techniques, à raison de 0.30 par article, à tarifs réduits pour grandes quantités ou à forfait. Demander détails et autres conditions. L'Argus de la Presse se charge de toutes les recherches rétrospectives et documentaires qu'on voudra bien lui confier. L'Argus lit 14.000 journaux par jour. — Écrire 37, Rue Bergère, Fg. Montmartre, Paris. Adresse Télég. : Achambure-Paris. — Tel. 102-62

LA VIE INTERNATIONALE

REVUE MENSUELLE DES IDÉES, DES FAITS
ET DES ORGANISMES INTERNATIONAUX

OBJET. — *La Vie Internationale*, organe de l'Union des Associations Internationales, suit avec attention, dans toutes les parties du savoir et de l'activité, le vaste mouvement des faits, des idées et des organismes internationaux. Rédigée par des spécialistes éminents, elle a pour objet de tenir au courant de ce mouvement tous les esprits cultivés et, en particulier, tous ceux que leurs études et leurs fonctions ont conduit à participer à la vie internationale et aux efforts faits pour son organisation. Dans des articles de fonds aussi nombreux que variés, elle dégage les résultats les plus généraux et les plus intéressants de l'internationalisme dans chaque ordre de question, ceux qu'on ne peut ni ne doit ignorer. Dans des notes plus courtes, elle inventorie les faits particuliers, elle fait place aux discussions, elle signale et critique les articles de revues, les livres qui se rattachent à ce mouvement.

PRINCIPAUX ARTICLES PARUS. — H. LA FONTAINE et P. OTLET : *La Vie Internationale et l'effort pour son organisation.* — Viscount Richard Burton HALDANE : *Grande-Bretagne et Allemagne. Une étude sur les caractéristiques nationales.* — Chr. L. LANGE : *Coordination et coopération dans le domaine du Mouvement international de la Paix.* — K. WANG-MOU-TAO : *Conséquences politiques mondiales de la Révolution Chinoise.* — C^{te} Eugène DE CHANGY : *L'Union Économique Internationale et la Conférence de Bruxelles.* — Union Interparlementaire. — Cyr. VAN OVERBERGH : *La documentation internationale et l'ethnographie.* — DE STAEL-HOLSTEIN : *L'air et l'avenir, le trafic aérien.* — LOUIS-DOP : *L'Institut International d'Agriculture.* — ALBERT MARINUS : *Syndicalisme et Internationalisme.* — LUJO BRENTANO : *Sur le Caractère International de l'Économie politique contemporaine.* — Carl BOURLET : *Le Huitième Congrès Universel d'Esperanto.* — D'OLIVEIRA LIMA : *La formation de l'Amérique latine et la conception internationale de ses fondateurs.* — ALBERT COUNSON : *Les Métèques.* — G. LECOINTE : *La Conférence internationale de l'Heure à Paris et l'Unification de l'Heure.* — E. RÖTHLISBERGER : *Le droit des auteurs et des artistes et les Unions internationales.* — John MEZ : *Le Chèque postal international, etc., etc.*

ABONNEMENT : 25 FRANCS PAR AN

La première année (1912), comporte deux tomes de 1,200 pages au total.
— Bruxelles, Office Central des Associations Internationales, Palais
des Beaux-Arts, 3bis, rue de la Regence.

REVUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

11^e ANNÉE

INDEX du mois de mai 1914.

11^e ANNÉE

ÉDITORIAL.

- I. LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA CHINE. J. O. P. BLAND,
Ancien correspondant du «Times» en Chine.
- II. LA CONCURRENCE ANGLO-ALLEMANDE DR. FRITZ DIEPENHORST.
- III. HAUSSE DES PRIX ET ESSOR ÉCONOMIQUE DE LA PÉRIODE 1895—1913 ...
JEAN LESCURE,
Professeur agrégé à la Faculté de Droit de l'Université de Bordeaux.
- IV. L'AVENIR DU CONGO BELGE FRITZ VAN DER LINDEN.

LA VIE ÉCONOMIQUE:

- I. LE KATANGA AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE LÉON HENNEBIQUE,
Professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles.

LA VIE FINANCIÈRE:

- I. FRANCE, BELGIQUE, ITALIE, SUISSE, ESPAGNE..... A. AUPETIT.
- II. ANGLETERRE, ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, RUSSIE FÉLIX SOMARY.
- III. AMÉRIQUE CH. A. CONART.

CHRONIQUE AGRICOLE:

- I. LA SÉLECTION ACH. GRÉGOIRE.
Directeur de la Station de Chimie et de Physique agricoles à Gembloux.

FAITS ET NOUVELLES.

La Revue paraît entre le 15 et le 20 de chaque mois. Le prix de l'abonnement d'un an est fixé à 50 francs pour la France et la Belgique et 56 francs pour les autres pays. — Le numéro : 5 francs. La table des principaux articles parus (1904—1908) est envoyée gratuitement sur demande. Office de la Revue : 129, rue de la Victoire, Bruxelles.

La Revue du Mois

Paraît le 10 de chaque mois,
::: depuis le 10 janvier 1906. :::

Chaque année forme deux volumes de 750 à 800 pages chacun.

La Revue du Mois est une Revue de libre discussion. La Rédaction accueille toutes les opinions ayant une base scientifique, les auteurs gardent la responsabilité de leurs articles. La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués

PRIX DE L'ABONNEMENT

Paris Un an: 20 fr.; Six mois, 10 fr. ,,
France Un an: 22 fr.; Six mois, 11 fr. ,,
Union postale Un an: 25 fr.; Six mois, 12 fr. 50

Sur simple demande adressée à l'Administration de la Revue, 108, boulevard Saint-Germain, la Revue est fournie rognée aux abonnés qui le désirent.

Comité de rédaction: M. Caullery, Félicien Challaye, A. Cotton, Jules Drach, Jacques Duclaux, Georges Dumas, Paul Langevin, Robert Lespieau, Albert Métin, H. Mouton, J. Perrin, L. J. Rimon, Paul Van Tieghem.

Directeur: É. Borel. Secrétaire de la Rédaction: A. Bianconi

Félix Alcan éditeur, 108, Boul. Saint-Germain, Paris VI.

MUDIE'S SELECT LIBRARY

(LIMITED)

30—34 NEW-OXFORD
STREET, LONDON W. C.

The Book Market of the World.

All New English Books and Publications on Sale at London Prices.

Surplus Copies of English Library Books on Sale at greatly reduced Prices

New French, German, Italian, Scandinavian, Russian, Dutch, Spanish and Portuguese etc. Books on Sale. :: ::

Second Hand French, German Library-Copies on Sale at greatly reduced Prices

Lists Post Free on Application.

TOURAN

Revue de la Société Touranienne

©Y© (Société Asiatique de Hongrie) ©Y©

Paraissant six fois par an. Prix d'abonnement :

Un an : 6 Couronnes ; le numéro : 1 Couronne.

Rédacteur en chef : ALOÏS DE PAIKERT

COLLABORATEURS : Abdul Latif, Dr. Georges de Almásy, Elemér de Balogh, Émeric Bálint, Cte Nicolas Bánffy, Dr. Eugène de Cholnoky, Dr. Maurice de Déchy, Dr. Béla Erődi, Dr. Ignace Goldzieher, Dr. Zoltán de Gombócz, Jules de Halász, Rodolphe de Havass, Dr. Roland de Hegedüs, Dr. Michel Kmoskó, Dr. Eugène de M. Kovács, Charles Lendvay, Dr. Louis de Lóczy, Dr. Jules Mandello, Coloman de Méhely, Dr. Rodolphe Milleker, Louis De S. Nagy, Dr. Jules Németh, Jules de Pekár, Antoine Penigey, Dr. Jules de Sebestyén, Dr. Émeric de Sebők, Désiré de Szegh, Dr. Joseph de Szinnyei, Zoltán de F. Takács, Cte Paul Teleki, Eugène de Tóth, Dr. Jules de Vargha, Béla Vikár, Prof. Georges Wegener, Árpád Zempléni, etc.

Bureau: Budapest, I., Napos-út 4

EN VENTE PARTOUT

La
Vie Heureuse

NOUVELLE SÉRIE

Paraissant

**2 FOIS PAR MOIS
LE 5 ET LE 20**

L'ÉLÉGANCE et LA MODE
LES LETTRES et LES ARTS
LES IDÉES ET LES ACTES
LA VIE PRATIQUE :
TOUTE
L'ACTUALITÉ FÉMININE

SUPERBE COUVERTURE en 3 COULEURS

50 CENTIMES



LOTÉRIE

ROYALE HONGROISE PRI-
VILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME



BUDAPEST, IV.,

□ ESKÜ-TÉR 5. □

Bec Auer Société anonyme Hongroise.

Cette Société vient de publier son bilan annuel, allant du 1^{er} avril 1913 jusqu'au 31 mars 1914. Nous détachons du Rapport de la Direction les principaux chiffres se rapportant à l'exercice dernier.

Le bénéfice net réalisé l'année dernière se monte à la somme de 461.666·95 couronnes qui a été répartie de la manière suivante : tantièmes de la direction 73.480·64 C., fonds de réserve et usure des machines 60.000 C., dividende aux actionnaires (en raison de 35 C. par action de 200 C., le nombre total des actions se montant à 9000) 315.000 C., report à l'exercice courant 13.186·31 C.

Mentionnons encore parmi les événements relatés par le susdit Rapport que le terrain situé N^o 11/13 de la Ráday-utca, acquis jadis afin d'y construire les bâtiments de la fabrique, a été vendu au mois de février courant, le projet de construction n'ayant pas été réalisé. Quant aux entreprises affiliées, la Société Belge Bec Auer a distribué aux actionnaires un dividende s'élevant à 20% du capital-actions. L'entreprise de calorifères Oscar Révay et C^{ie} n'a pu, par suite des conjectures défavorables, donner de dividende l'an dernier ; la Société internationale du Bec Auer a été dans le même cas.

La section de l'électricité de ladite Société est en progression continuelle. Elle a été chargée de l'éclairage de nombre de stations des chemins de fer et de fabriques de l'État. La Société a de même participé, pour une moitié du capital-actions, à la création de deux entreprises : celles de la C^{ie} Bec Auer à pétrole et celle de la Société des Autométrographes de Budapest. La Société a également exploité, d'accord avec l'entreprise des puits de gaz de Dicsőszentmárton, les dépôts de gaz souterrains récemment découverts en Transylvanie. Parmi les nombreuses usines éclairées et actionnées par ces gaz, nommons la station de bain Bázna et les usines Solvay à Torda.

Tous ces faits témoignent éloquemment en faveur de la prospérité de la Société Hongroise Bec Auer.

HÔTEL PANNONIA

Budapest, VIII., Rákóczi-út 5.

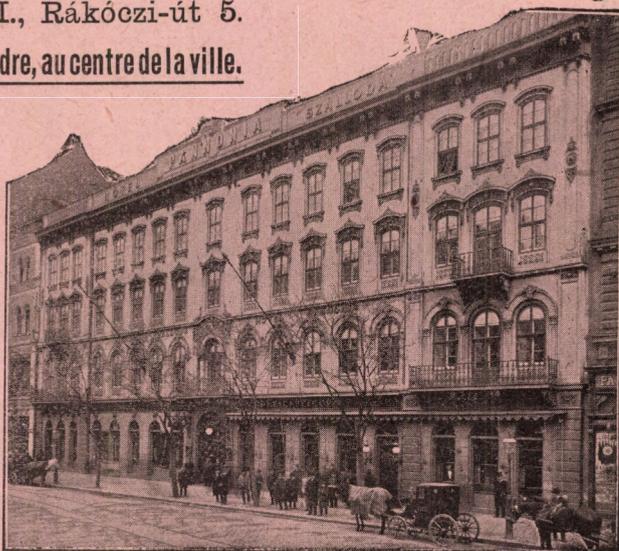
Maison de premier ordre, au centre de la ville.

A proximité des gares de l'Est et de l'Ouest, entre l'Opéra Comique et le Théâtre National.

Communication dans toutes les directions avec les tramways électriques.

Ascenseur. Lumière électrique. Chauffage central des vestibules, des corridors et du jardin d'hiver. 130 chambres. Salles de bain. Salon de lecture. Jardin d'hiver. Hall. Salles à manger richement meublées. Salons particuliers. Téléphone. Restaurant de premier ordre et café dans la maison. Prix modérés.

Frédéric Glück,
propriétaire.



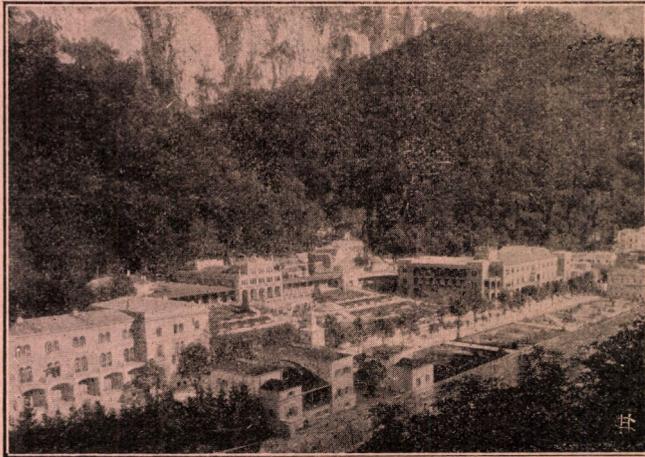
ÉTABLISSEMENTS HONGROIS SIEMENS-SCHUCKERT

≡ SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉLECTRICITÉ ≡

Budapest, VI., Teréz-körut 36. — Usine à Pozsony.
Téléphone 128-91. — Adresse télégraphique Siemenschuckert.

Installations centrales et câbles pour traction et éclairage. Installations électrolytiques, trains de mines, moteurs et générateurs à courant continu, alternatif et rotatoire, conduits, câbles, lampes à arc et à incandescence. Commutateurs, compteurs (système Schuckert). Câbles pour installations centrales. Articles d'éclairage. Charbons pour lampes à arc.

Spécialités: ascenseurs, ventilateurs, pompes, tarières électriques pour mines, alésoirs électriques portatifs, installations d'électricité pour établissements agricoles et industriels.



BAINS DE HERKULES

BAINS THERMAUX ET VILLÉGIATURE DE L'ÉTAT, situés dans le comitat de Krassószörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de CSERNA, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. SOURCES NATURELLES SALÉES ET SULFUREUSES A 56° CELSIUS. LES BAINS SALÉS SONT EXCELLENTS contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes; LES BAINS SALÉS ET SULFUREUX sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie. Eau de table excellente. TRAITEMENT HYDROTHÉRAPIQUE. PISCINE. EAU DE RÉGIME. CURSALON DE PREMIER ORDRE. Climat très tempéré, magnifique végétation. — Saison : commencement mai, l'établissement est en partie ouvert toute l'année. PRIX MODÉRÉS. Pour renseignements s'adresser à la DIRECTION ROYALE HONGROISE DES BAINS, HERKULESFÜRDŐ (HONGRIE).

HORAIRE DES TRAINS

9.40	2.40	11.30 ¹	Dép.	Budapest-Ouest	Arr.	12.50	1.30	6.35
6.53	12.34	8.29	Arr.	Herkulesfürdő	Dép.	3.45	3.24	8.55
10.15	—	—	Dép.	Budapest-Ouest ²	Arr.	7.15	—	—
9.25	—	—	Arr.	Báziás	Dép.	4.15	—	—
10.—	—	—	Dép.	Báziás Bateau	Arr.	2.10	—	—
3.10	—	—	Arr.	Orsova Bateau	Dép.	6.—	—	—
3.15	6.05	8.16	Dép.	Orsova	Arr.	1.00	1.42	—
3.45	6.44	8.55	Arr.	Herkulesfürdő	Dép.	12.34	1.45	—

¹ Express.

² Entre Budapest et Báziás Wagons-Lits.

Hors
Concours.



16
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C^o.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise :

TRANSYLVANIA SEC.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association : le comte Aladár Széchenyi. Vice-Président : le comte Thomas Erdódy. Direction : Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévy.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

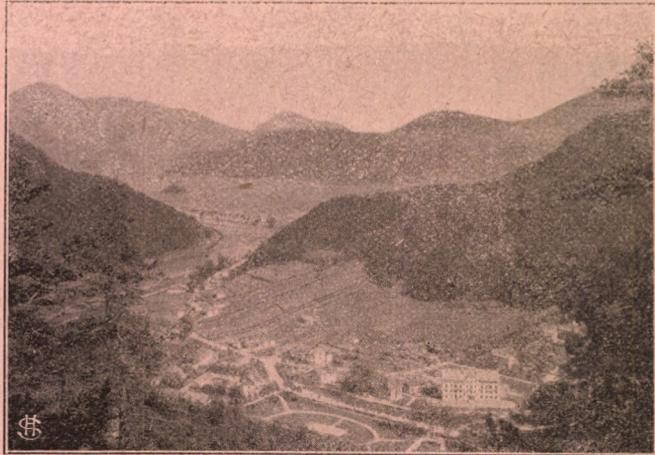
L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

BAINS CSÁSZÁR

Situés à Budapest, sur la rive droite du Danube, en face l'île Sainte-Marguerite, au pied de la montagne Saint-Joseph. Parc magnifique, excellents chemins conduisant sur la montagne, d'où la vue s'étend sur Budapest et ses environs. Sources thermales sulfureuses chaudes et tièdes, au nombre de dix, dont une purgative. Ces sources sont excellentes contre : la goutte, les maladies de nerfs, les affections de l'homme et de la femme. Eau de régime très efficace contre les affections des appareils respiratoires, etc. Cures d'été et d'hiver de premier ordre ; bains de vapeur modernes ; bains de fange très confortables ; cataplasmes de fange ; écoles de natation séparées pour messieurs et dames ; bains turcs ; piscines de marbre ; bains d'air chaud, d'acide, carbonique et d'électricité. 200 chambres à coucher très confortables. Prix modérés. — Notice franco sur demande.

S'ADRESSER A LA DIRECTION, BUDAPEST (HONGRIE).



FENYŐHÁZA

Bain thermal et villégiature de l'État, dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fátra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'État, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. **Saison** : du 15 mai à fin octobre. **Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique.** Station de chemin de fer, poste, télégraphe et téléphone. Recommandé contre les troubles de l'alimentation, l'anémie, la chlorose, la goutte, les affections des appareils respiratoires et les maladies nerveuses. Pour renseignements s'adresser : **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Fenyőháza (Hongrie.)**

HORAIRE DES TRAINS

7.05	5.55	Dép. Budapest-Est	Arr.	7.10	9.50	9.15
1.47	4.25	Arr. Ruttka	Dép.	8.30	11.24	2.43
2.30	4.42	Dép. Ruttka	Arr.	7.50	7.57	2.28
3.04	5.27	Arr. Fenyőháza	Dép.	7.01	7.14	1.56

REVUE DE HONGRIE

Couronnée par l'Académie Française

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le Comte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, Vicomte de FONTENAY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, JULES de WLIASSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE

I. — A NOS LECTEURS	1
II. — LES ANTÉCÉDENTS DE LA GUERRE, par Historicus	2
III. — LA GUERRE ET L'ALLIANCE DE L'AUTRICHE-HONGRIE AVEC L'ITALIE, par M.	5
IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par L. M.	9
V. — CONFESSIONS DE LA PRESSE FRANÇAISE — <i>Notes sur l'état de l'armée française</i>	13

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

PARIS

HACHETTE ET C^{ie}
Messageries et Journaux
8, RUE PAUL LE LONG

H. LE SOUDIER
Service de la Librairie étrangère
174, B^d ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE
(Succursale)
58, RUE DE ÉCOLES (SORBONNE)

VIENNE, GEROLD & C^{ie}. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.
FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET C^{ie}.

SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.

ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & C^{ie}. — GENÈVE, PH. DÜRR.
CONSTANTINOPLE, HEYDRICH.

LITTÉRATURE HONGROISE, FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
HISTOIRE, POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE, PHILOSOPHIE, SCIENCES, BEAUX-ARTS
FINANCES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

MAGYAKADEMIA
KÖNYVTÁRA

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{ 25 cour. 30 francs.
ETRANGER (Union postale.)		

Prix de la livraison : 2 cour. 50 c.

A NOS LECTEURS.

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de nos lecteurs qu'à partir d'aujourd'hui, la **Revue de Hongrie** paraîtra, en volume réduit, deux fois et, s'il le faut, plusieurs fois par mois.

La **Revue de Hongrie** sera entièrement consacrée à la chronique de la guerre.

Ce faisant, notre revue croit remplir une tâche utile, car, dans la monarchie austro-hongroise, il n'existe aucun organe en français qui puisse rendre un compte exact et objectif des événements énormément importants qui se passent sur les champs de bataille du Sud, du Nord et de l'Occident.

Nous considérerons comme notre devoir de rapporter fidèlement et de juger impartialement les faits de cette guerre universelle.

La paix rétablie, la Revue continuera son œuvre propagatrice s'étendant sur tout le domaine de la vie intellectuelle de la Hongrie.

Budapest, le 1^{er} septembre 1914.

La Direction de la Revue de Hongrie.

LES ANTÉCÉDENTS DE LA GUERRE

M. Paul Bourget, dans les *Mensonges*, avait, d'une main de maître, déchiré le voile, cependant assez transparent, qui, aux yeux de la plupart des mortels, cachait le vide des conventions dites sociales. Le futur historien de la guerre actuelle devra être doué d'une pénétration psychologique supérieure à celle de l'académicien que nous venons de citer, pour percer l'épais nuage de mensonges qu'ont amoncelé nos confrères ententistes sur l'origine de l'ouragan formidable qui se déchaîne actuellement sur l'univers entier.

Au dire des Français et de leurs alliés qui manient une plume, ce sont l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne qui doivent être considérées comme perturbatrices de la paix européenne. Ces messieurs sont évidemment d'avis que nous ne savons pas lire, ou que nous n'avons point pris acte des journaux, revues et livres où, depuis des années déjà, ils poursuivent leur œuvre d'intoxication littéraire au préjudice de la monarchie des Habsbourg et de l'empire Allemand. Nous devons dire, à notre regret, que c'est une partie de la presse française qui se trouve à la tête de ce mouvement anti-autrichien et, par conséquent, anti-hongrois. Si l'on n'a fait que suivre assez superficiellement les écrits publiés ou les conférences données par des journalistes, diplomates et même des militaires français, on aura pu aisément constater que la «décadence», le «partage», la «ruine», de la monarchie danubienne étaient devenus, depuis une dizaine d'années, un mot d'ordre chez eux et leurs



alliés, les Russes et les Anglais. Aussi ont-ils eu l'amabilité de lancer et de propager la légende — qu'ils considéraient, eux, comme une réalité — du «nouvel homme malade».

A vrai dire, qu'avaient-ils à reprocher à l'Autriche-Hongrie? Nous avons toujours fait preuve, disaient-ils, d'une rigueur injustifiable à l'égard de la «pauvre petite Serbie»; dernièrement encore, nous lui avons fait interdire l'accès à l'Adriatique... Mais ses protecteurs intéressés font semblant d'ignorer que «cette pauvre petite Serbie», s'appuyant sur la Russie autocratique, avait, pendant des années, cherché à corrompre, par les menées les plus basses et les plus dangereuses, une partie de la population de nos frontières; qu'elle avait encouragé et fomenté ce mouvement panserbe dont l'œuvre néfaste aboutit au crime de Sérajevo... C'est donc un mensonge de prétendre que nous tendions à la destruction de la royauté des Karageorgévitch; au contraire, nous avons épuisé tous les moyens pour vivre en paix avec elle; mais, comme nos confrères ententistes lui avaient suggéré qu'en raison de la faiblesse qui consumait le «nouvel homme malade», notre patience devait être infinie: la «pauvre petite Serbie» est devenue peu à peu non seulement insolente, mais criminelle.

La Russie avait déclaré ne pouvoir se désintéresser de la punition armée que la monarchie austro-hongroise se voyait obligée d'infliger à son voisin expert en assassinats. Oh oui! La Russie étant la protectrice attitrée des peuples slaves des Balkans... Autre mensonge! Si elle était vraiment soucieuse des intérêts moraux et matériels des populations slaves, elle devrait commencer par faire une existence tolérable à ces masses innombrables qui végètent opprimées sous le sceptre glorieux du Tsar... La vraie raison est ailleurs. Poussée par la presse nationaliste française, la Russie crut le moment opportun d'assouvir sa voracité traditionnelle en avalant quelques morceaux de pays étrangers et d'arriver, par la Serbie, à l'Adriatique et peut-être à la Méditerranée. Les événements qui se déroulent en ce moment sur les champs de bataille démontrent que la Russie s'est trompée.

La France aussi s'est trompée. Elle sera la victime de quelques politiciens aventureux qui lui prêchaient la «revanche» et lui inspiraient une confiance illimitée dans l'armée

russe. Il n'y a pas longtemps que le général Soukhomlinow, ministre de la guerre russe, disait à un journaliste français :

— Je suis heureux que la France admire notre armée. La France doit savoir qu'elle n'est pas seulement à nous, mais qu'elle est aussi beaucoup à elle.

Eh bien ! malgré cette solennelle déclaration de M. Soukhomlinow, l'armée victorieuse de Guillaume II s'approche de Paris à pas de géant. Et la vérité, c'est que l'Allemagne, non plus n'a provoqué cette lutte qui menace d'être fatidique à la France. Elle y a été contrainte par la phalange d'envieux que tourmentait la vue de sa prospérité croissante — tel est surtout le cas de l'Angleterre qui joue un rôle si piteux dans cette guerre ; — par ces « panslaves » russes et ces « nationalistes » français qui, au temps terriblement gros de conséquences qu'est cette heure de l'Histoire, détenaient les destinées de leurs pays.

De même que l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne n'a rien voulu conquérir. Ni l'une ni l'autre n'avaient aucun intérêt à voir la paix de l'Europe troublée. Peut-on en dire autant des puissances de l'Entente ? A travers le tissu de mensonges si adroitement ourdi par nos ennemis, apparaît donc cette vérité : nous et notre alliée, nous ne nous battons que parce qu'on nous y a forcées ; parce qu'on ne nous a pas laissé vivre tranquilles. Nos ennemis ont tous des visées égoïstes ; nous seuls combattons pour la paix européenne, mais pour une paix véritable et durable à laquelle nous avons toujours aspiré.

HISTORICUS.

LA GUERRE ET L'ALLIANCE DE L'AUTRICHE-HONGRIE AVEC L'ITALIE

L'alliance de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne et de l'Italie repose sur une base très solide. On sait que ce fut l'Italie qui en reconnut la première la nécessité après l'occupation de la Tunisie par les Français, occupation qui lui fit sentir que sa situation dans la Méditerranée était à la merci de la France. Quelques années après la conclusion de l'alliance, cette même situation se trouva menacée vers l'Orient : le tsar Alexandre III tenta de subjuguier la Bulgarie, et si son dessein avait réussi, la Russie serait devenue la maîtresse de Constantinople et des détroits. Le grand patriote qui, en ce temps, dirigeait les affaires de l'Italie, M. Crispi, seconda avec ferveur le comte de Kálnoky dans sa courageuse résistance, et la Russie dut battre en retraite. La conformité des intérêts des trois puissances était prouvée ; l'Italie savait qu'elle ne pourrait pas être attaquée par la France sans être appuyée par l'Allemagne, et elle ne doutait plus que des intérêts très importants la liassent elle-même avec l'Autriche-Hongrie.

La décadence de l'Empire ottoman sous le règne d'Abdul Hamid faisait prévoir une catastrophe ; l'Autriche-Hongrie et l'Italie songèrent à protéger, en tous cas, la côte adriatique contre l'intrusion d'un vassal de la Russie, et le traité concernant l'Albanie fut conclu : nouvelle preuve du parallélisme des intérêts des deux monarchies voisines. L'Autriche-Hongrie ne s'en tint pas là. Quand, après le règlement de la question marocaine, l'Italie passa à la réalisation de ses projets sur la Tripolitaine, pour lesquels elle avait obtenu l'assentiment

éventuel de la France — en échange de son attitude en faveur de la pénétration française au Maroc, — la République témoigna à l'entreprise italienne une froideur marquée, tandis que le cabinet de Vienne, tout en faisant preuve de sollicitude pour le sort de la Turquie, ne cachait pas ses sympathies à l'égard de l'agrandissement du royaume allié. Longtemps avant que les troupes italiennes eussent pu descendre en Lybie, la France et l'Angleterre en avaient rétréci les frontières par un traité qui, apparemment, lésait l'Empire turc, mais, en réalité, visait l'Italie.

Dès le premier moment, la France avait cherché à détacher l'Italie de la Triplice, et ces tentatives se multiplièrent après Kronstadt et surtout quand l'Angleterre se fut associée aux deux pays alliés. On croyait que l'Italie serait fascinée par l'aspect imposant d'un groupe aussi puissant et l'on comptait sur la violence des sentiments anti-autrichiens qui éclataient de temps en temps et dont on s'exagérait la gravité. L'Italie ne se laissa pas séduire. Tout en écoutant les doléances des Italiens de Trieste et de Fiume qui, en vérité, jouissent d'une liberté que pourraient leur envier les Italiens de Corse et de Nice et tout en parlant de la parenté latine, elle se garda bien de tomber dans le piège que lui tendait l'Entente. L'Italie aurait été perdue, si elle avait échangé ses alliés de l'Europe centrale contre les trois grandes puissances qui, situées à la périphérie de l'Europe, ont étendu leur domination sur la moitié de l'Afrique et de l'Asie. Elle serait devenue leur instrument, leur avant-garde, mais non pas leur associée à droits égaux. Encerclée par l'Entente, elle aurait cessé d'être une grande puissance et son rôle méditerranéen aurait pris fin avant d'avoir commencé. Or, c'est justement dans la Méditerranée que l'Italie cherche son avenir. De quel droit la France aspire-t-elle à y figurer au premier rang ? Comparez la longueur de la côte méditerranéenne de la France à celle de l'Italie et vous verrez que les prétentions françaises n'ont plus aucun fondement depuis que l'Italie est un royaume unifié. Ou est-ce que la possession des Indes, qui a poussé l'Angleterre à occuper l'île de Malte, l'île de Chypre et l'Égypte, est un titre qui justifie encore aujourd'hui sa prétention à régner en maîtresse sur une mer dont les côtes ne sont habitées par un seul Anglais ? La France et l'Angleterre entendaient

se servir de l'Italie tout en l'empêchant d'occuper le rang qui lui est dû ; quant à la Russie qui nourrissait l'ardent désir de mettre l'Italie au service de ses projets contre l'Autriche-Hongrie, on sait qu'elle est dévorée par l'ambition de conquérir une place dans la Méditerranée pour elle-même ou pour son client serbe. La Triple Entente cherchait à séduire l'Italie par une fumée de flatteries, mais celle-ci fut assez prudente pour résister.

La France, l'Angleterre et la Russie, y compris leurs alliés belge et serbe, ont vainement essayé de détruire le bloc austro-hongrois-allemand : sur tous les champs de bataille nous sommes, jusqu'à ce jour, vainqueurs. Pour l'Italie, c'est une véritable fortune. Que serait-il advenu si nos ennemis avaient vaincu ? L'Italie se heurterait à l'écueil que, pendant trente ans, elle a su éviter ; l'œuvre laborieuse de ses meilleurs hommes d'État serait détruite et elle se trouverait entourée de terribles amis qui auraient bientôt arrêté son essor. L'Italie l'a vraiment échappé belle. Nous pouvons même aller jusqu'à dire qu'après nos victoires, c'est elle qui est devenue la première puissance latine. Ce ne sera plus la France qui marchera à la tête des peuples latins — ce sera l'Italie. A vrai dire, la sœur aînée, c'est elle. N'est-ce pas aussi l'Allemagne qui est la sœur aînée de l'Angleterre parmi les nations teutones ?

Nous l'avons dit : c'est l'intérêt politique qui est la base de l'alliance des trois puissances. Mais, s'il en est ainsi, pourquoi l'Italie n'a-t-elle pas pris part à la lutte, pour rendre plus certaine cette issue qui est aussi heureuse pour elle que pour l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ? Est-ce une raison de prudence ou une raison de politique intérieure qui tient compte de certains sentiments nationaux ? Peut-être toutes les deux. On ne le sait pas et on ne devrait pas trop insister là-dessus. En tout cas, nous pouvons admettre que le roi d'Italie et son gouvernement, composé d'hommes politiques qui connaissent la situation de leur pays et celle de l'Europe, se rendent très bien compte de ce qu'une victoire de l'Entente aurait eu de dangereux pour l'Italie. Espérons qu'après la guerre formidable qui est déchaînée à présent, les relations entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie iront en s'améliorant encore.

La nation italienne assiste en témoin à la lutte gigantesque que nous soutenons ; elle voit que la liberté de millions d'hommes

et que, jusqu'à un certain point, la situation du peuple italien lui-même dépendent de la puissance de cette monarchie. Elle voit que toutes les nationalités qui habitent chez nous se trouvent en communion intime de sentiments et elle comprend peut-être mieux que jamais que cette monarchie repose sur les concessions mutuelles que doivent se faire les membres qui la composent. La France a dénationalisé ses Italiens, de sorte qu'il n'y en a presque plus pour s'en plaindre ; en Autriche-Hongrie, les Italiens sont restés Italiens et personne ne veut qu'il en soit autrement. C'est là un point de vue très élevé auquel notre monarchie doit sans doute sa force vitale ; mais les nationalités qui habitent l'Autriche ou la Hongrie devraient aussi se placer au même point de vue, lorsqu'il s'agit de leurs affaires.

La guerre comportera un enseignement profitable à tout le monde, y compris à nous. On arrivera à mieux connaître cette vieille monarchie et elle ne pourra qu'y gagner. L'Italie restera notre alliée, puisque ses intérêts l'attachent à nous : elle sera l'alliée d'une Autriche-Hongrie qu'elle aura aussi appris à comprendre.

M.



CHRONIQUE DE LA GUERRE

1^{er} septembre 1914.

Depuis des semaines s'est abattue sur l'Europe entière une effroyable tempête au bruit de laquelle se mêle encore le grondement du canon des flottes d'Extrême-Orient. Qui sait pour combien d'années, de siècles peut-être, les nouveaux Annibal, les nouveaux Wallenstein dessinent la carte du monde avec le sang vermeil de leurs millions de soldats ! L'Autriche-Hongrie n'a point provoqué la guerre, mais lorsque celle-ci est devenue inévitable, elle l'a acceptée avec calme, consciente qu'elle était de son bon droit et de sa force. Maintenant qu'un mois s'est écoulé depuis le commencement des hostilités, nous pouvons constater avec satisfaction que nos armées et celles de notre glorieux allié combattent au Sud, au Nord et à l'Ouest avec les meilleures chances de succès définitif.

Le 14 août l'armée austro-hongroise a franchi la frontière serbe sur plusieurs points, occupant Chabatz et remportant une victoire décisive sur la Drina. Depuis lors, nos troupes soutiennent en Serbie et au Montenegro, avec un courage et une ténacité inlassables, une lutte de chaque instant non seulement contre les armées de ces États, mais contre le pays même. Il est prouvé par les témoignages de nos soldats que les Serbes, au mépris de la convention de Genève et des règles les plus élémentaires de l'humanité, ont commis des actes d'effroyable cruauté, qu'ils ont fait usage de balles explosives (ce en quoi ils n'ont d'ailleurs que suivi

l'exemple de leurs alliés de France, de Belgique et d'Angleterre), tiré intentionnellement sur les convois de blessés, torturé et mutilé des prisonniers. Dépouiller les cadavres de nos officiers, comme ils le font, n'est qu'une bagatelle auprès des cruautés qu'ils commettent sur les vivants. Ce qui rend la lutte encore plus atroce, c'est que la population entière, femmes et enfants y compris, a recours aux bombes et à d'autres engins prohibés pour commettre d'abominables attentats contre nos troupes. Mais l'heure du règlement des comptes a sonné et la main du Dieu vengeur va s'appesantir sur le royaume des Karagéorgévitch, petit par l'étendue, mais immense par la barbarie.

Au Nord, les armées austro-hongroises ont, sans parler de succès d'importance moindre, remporté à Krasnik, le 24 août, une victoire signalée sur les ennemis, battant deux corps d'armée russes et leurs faisant trois mille prisonniers. Le 26 août a commencé, entre Lemberg et le Dnièpre, la plus grande bataille dont il soit fait mention dans l'Histoire, puisqu'elle se livre sur un front de quatre cents kilomètres, dépassant ainsi celui de la fameuse bataille de Mukden. Nous attendons le cœur plein d'espoir l'issue de cette gigantesque lutte dont nous ne pouvons encore relater que deux heureux épisodes. L'un est le combat livré par notre général de cavalerie Dankl sur les hauteurs de Nedrzhwitza-Dusha, entre Krasnik et Lublin, et dans lequel l'armée austro-hongroise, après des marches pénibles, a battu des forces numériquement supérieures consistant en dix divisions de l'armée russe. L'autre épisode de cette bataille, auprès duquel la Bataille des peuples de Leipzig ne paraît qu'un combat de fourmilières, est la brillante victoire que les Prussiens, sous la conduite du général Hindenburg, ont remportée, le 29 août, à Ortelsburg, après une lutte de trois jours, sur cinq corps d'armée et trois divisions de cavalerie russes, leur faisant environ 70.000 prisonniers.

C'est un spectacle vraiment imposant que celui de la guerre épique que l'Allemagne soutient à l'Ouest contre les armées réunies de la France, de la Belgique et de l'Angleterre. Une brève énumération des étapes de cette lutte est plus éloquente que toutes les épopées d'Homère et

montre avec quelle force d'ouragan les armées allemandes s'avancent de quatre côtés à la fois vers le cœur de la France.

Voici les faits: le 5 août, les Allemands occupent Brie; le 10, ils anéantissent à Mulhouse le VII^e corps d'armée français; le 11, ils battent à Lunéville plusieurs brigades du XV^e corps; le 15, ils détruisent une division de cavalerie française; le 21, ils remportent entre Metz et les Vosges leur première victoire décisive; le 23, ils attaquent à Le Château par les deux flancs et battent l'armée française au moment où elle passait une rivière et s'emparent du château de Lunéville; le 28, ils poursuivent l'épée aux reins de Cambrai aux Vosges l'armée française qui bat en retraite, événement au sujet duquel le ministre de la guerre français s'exprimait déjà en ces termes dans un communiqué en date du 27 août: «l'offensive française est arrêtée à Nancy depuis cinq jours». Le même 28 août, le général Kluck bat à deux reprises les Anglais aux environs de Maubeuge, et les généraux Bülow et Hansen défont après une lutte de plusieurs jours huit corps d'armée franco-belges entre Namur et la Sambre. Et ainsi de suite... L'issue de la guerre entre les Allemands d'une part, et les Français, les Anglais et les Belges de l'autre, n'est plus douteuse.

La Belgique qui, se référant à sa neutralité, avait refusé le libre passage aux troupes allemandes, parce qu'elle s'était engagée en secret à faire bénéficier de ce précieux avantage les Français et les Anglais, est punie d'avoir osé résister aux héros germains. Liège a capitulé le 7 août, Bruxelles le 20 et Namur le 24. La Belgique est au pouvoir des Allemands, son armée est anéantie et elle ne peut plus compter sur l'aide de ses alliés, la France ayant déclaré officiellement au gouvernement belge, le 28 août, qu'elle ne pouvait la secourir étant elle-même réduite à la défensive. C'est une politique à courtes vues qui a poussé la Belgique à mettre en jeu son existence comme État indépendant pour faire plaisir à la France et à l'Angleterre, mais sa chute, au lieu d'inspirer la compassion, n'excite que le mépris, car c'est là que les étrangers ont été le plus ignoblement maltraités après la déclaration de guerre. Il ne faut donc pas s'étonner si la

population civile, à l'égard de laquelle les Allemands voulaient en user avec ménagement, s'est sournoisement mêlée à la lutte entre les armées, combattant — comme les Serbes — avec les armes des lâches. Ils en ont été justement punis.

Pour achever cette esquisse de la situation, consacrons aussi un souvenir au triste sort des armées de la glorieuse nation anglaise. L'armée britannique a cessé d'être un facteur dans cette guerre. Les mercenaires envoyés sur le continent au secours de ses alliés dans la détresse ont, le 28 août, à Saint-Quentin, ville devenue de ce fait trois fois historique, pris honteusement la fuite devant les troupes allemandes. Résolution pratique, mais très compréhensible, puisqu'il s'agit d'Anglais.

Afin qu'on ne puisse nous accuser de partialité touchant les leçons que nous tirons des événements qui viennent de se passer, nous empruntons à *l'Aftenposten*, journal norvégien, donc neutre dans le débat actuel, le jugement suivant: «Si ce n'est pas encore un Sedan matériel pour la France, l'Angleterre et Belgique, c'est certainement un Sedan moral.»

L. M.

CONFESSIONS DE LA PRESSE FRANÇAISE

Notes sur l'état de l'armée française.

«Après les révélations de M. Charles Humbert, on demandait au Sénat et au Palais-Bourbon : «Le haut commandement n'a-t-il donc jamais averti le ministre de l'état de nos armements?» Nous sommes à même d'apporter sur ce point quelque précision :

Il y a quinze ans, en 1899 exactement, le général de Galliffet prescrivit une enquête dans tous les services, qui aboutit à cette conclusion : 750 millions étaient immédiatement nécessaires pour refaire notre outillage militaire. Le ministre de la guerre demanda une ouverture de crédit à son collègue des finances, qui était alors M. Caillaux, mais celui-ci ne jugea pas devoir en saisir tout de suite le Parlement. Quant au général de Galliffet, il n'eut pas à insister pour cette bonne raison que quelques jour plus tard il tombait du pouvoir. Et depuis lors, comme quatorze ministres se sont succédé rue Saint-Dominique, aucun d'eux n'a eu le temps de faire une réforme qui aurait demandé des années d'études et d'efforts continus.

Mais la politique a trop beau jeu pour se contenter de cette explication. Déjà on cherche à atteindre l'état-major auquel on reproche de ne pas s'être soumis au contrôle. Ce serait plutôt le contraire : et il y a quelques mois, un spécialiste, M. Fleury Guaglino publiait, dans l'*Armée Coloniale*, une étude documentée où il émettait cette opinion : c'est le

contrôle qui a désorganisé le ministère de la guerre. Pour hardie que soit sa thèse, l'auteur l'appuie sur des faits troublants; il montre comment un même organisme prépare les demandes de crédits, décide de leur usage, et ensuite en surveille l'exécution. Ainsi relevant directement du ministre, le contrôle est arrivé à quitter son rôle de vérification pour devenir le pouvoir directeur.

Il faut ajouter que les contrôleurs ont l'appui de leurs collègues des finances et de nombreuses relations au Parlement. C'est ainsi que l'un d'eux, au moment même où son ministre défendait la loi de trois ans, mettait sur pied, pour un député, des amendements réduisant la durée du service militaire.

En revanche, le contrôle si prompt à se documenter sur les autres services se refuse systématiquement à laisser vérifier ses propres comptes. Jamais il n'a toléré que le Parlement y jette des regards indiscrets. La dernière tentative fut faite par M. Emmanuel Brousse, comme président de la commission des comptes définitifs. Par deux lettres, en date du 26 février et du 10 mars dernier, il demandait communication des états de règlement de l'exercice 1910.

Ce fut une belle indignation au Contrôle; afin de faire cesser une fois pour toutes ces réclamations, on sollicita le ministre des finances. Celui-ci, dûment consulté, répondit le 16 mars dernier que la Guerre n'avait pas à justifier ses dépenses. Le portefeuille des finances était à cette époque détenu par M. Caillaux. Ce fut là son dernier geste ministériel.

M. Charles Humbert reviendra-t-il à la charge à la rentrée? Il ne dit pas non; en tous cas, le dossier qu'il a préparé est loin d'être épuisé. Il aurait pu ajouter beaucoup de choses sur l'habillement et montrer que les magasins seraient vides avant qu'on ait fini de vêtir les réservistes. M. Charles Humbert, sans doute, ne manquera pas, à la prochaine occasion, de parler de la nourriture des troupes en cas de guerre.

Nous en sommes restés sur ce point au système qui a fait faillite en 1870: faire suivre les armées par des troupeaux de bœufs; ce n'est que l'année dernière que furent

faites, dans le Midi, des expériences de consommation de viande deshydratées, mais le matériel de fabrication et de transport est tout entier à créer. Sait-on que pour alimenter Paris en cas de siège l'intendance ne possède qu'un seul frigorifique? Construit il y a une dizaine d'années, il a été essayé et mis au point, et quand son installation a été finie, on l'a loué à une société civile qui s'en sert actuellement... à fabriquer de la glace pour les restaurateurs.»

(*Opinion*, 18 juillet 1914.)





TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURES D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. **Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne.** Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers. Musique, concerts, représentations artistiques, bals, **excursions sur les montagnes, courses de chevaux, chasse, tennis. Sports d'hiver.** Saison d'été: du 15 mai au 15 septembre. Saison d'hiver: du 15 décembre à fin février, bains de soleil, sans brouillard. — Pour notice s'adresser à la **DIRECTION, TÁTRALOMNICZ (HONGRIE).**

HORAIRE DES TRAINS

10.45	Dép.	Budapest-Est	Arr.	6.50
4.04	Arr.	Kassa (Ránkfűred)	Dép.	1.10
4.10	Dép.	Kassa	Arr.	1.00
6.30	Arr.	Poprádfelka	Dép.	10.33
6.47	Dép.	Poprádfelka	Arr.	9.27
7.35	Arr.	Tátralomnicz	Dép.	8.45

Entre Budapest et Tátralomnicz Wagons-Lits.



VIZAKNA

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagy-szeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit. Appartements meublés à l'hôtel du Trésor, dans les maisons particulières et hôtels de la ville. Poste, télégraphe et téléphone. — Pour renseignements s'adresser: **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Vizakna (Hongrie).**

HORAIRE DES TRAINS

7.20	2.00	12.20	Dép. Budapest	Arr.	7.40	6.40
6.20	12.59	9.44	Arr. Kiskapus	Dép.	6.56	1.00
7.10	2.28	11.20	Dép. Kiskapus	Arr.	6.15	12.33
8.42	3.34	12.33	Arr. Vizakna	Dép.	5.14	11.37

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Paris			
200	—	d. Budapest Ouest..... a.	200 —
620	—	a. Vienne (Marchegg) d.	925 —
725	—	a. Vienne Westb. d.	830 —
205	700	d. Budapest Est. a.	140 1145
640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	910 720
725	—	a. Vienne Westb. d.	830 550
750	1235	d. Vienne Westb. a.	720 550
710	1145	a. Innsbruck d.	710 610
1139	410	a. Buchs d.	233 204
1200	440	d. Buchs a.	203 142
209	656	a. Zurich d.	1152 1140
248	825	d. Zurich a.	1033 1125
↓	↓	d. Bâle a.	607 —
↓	↓	a. Delle d.	415 —
↓	↓	d. Delle a.	308 —
1148	545	a. Paris Est..... d.	900 100

Budapest—Vienne—Munich—Paris			
205	700	d. Budapest Est. d.	↑ 140 1145
* 640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	* 850 720
↓ 725	1235	a. Vienne Westb. d.	↓ 825 550
650	200	d. Budapest Ouest. ... a.	1105 200 —
1104	620	a. Vienne (Marchegg) d.	651 925 —
1135	725	a. Vienne Westb. d.	619 255 —
1200	840	d. Vienne Westb. a.	600 610 600
525	250	a. Salzbourg d.	1251 938 1251
532	325	d. Salzbourg a.	1245 855 1228
745	630	a. Munich d.	1028 510 930
755	700	d. Munich a.	1018 509 840
225	208	a. Strasboarg d.	344 935 145
231	218	d. Strasboarg a.	336 824 135
340	340	a. I. Avricourt d.	115 525 1056
245	244	d. I. Avricourt a.	112 522 1051
856	920	a. Paris Est. d.	714 1015 515

Budapest—Fiume—Ancone—Naples.			
645	710	d. Budapest..... a.	700 905
150	228	d. Zagrâb d.	1212 209
708	730	a. Fiume d.	615 810
728	750	a. Fiume Quai d.	— —
745	815	d. Fiume a.	500 615
430	530	a. Ancône..... d.	815 900
1129	803	d. Ancône..... a.	505 820
600	400	a. Foggia d.	1040 1205
616	500	a. Foggia a.	955 1150
1110	1100	a. Naples d.	455 735

Budapest—Fiume—Ancone—Rome			
645	710	d. Budapest Est..... a.	700 905
150	228	d. Zagrâb d.	1212 209
708	730	a. Fiume d.	615 810
745	815	d. Fiume a.	500 615
430	530	a. Ancône..... d.	815 900
527	720	d. Ancône..... a.	524 640
857	1046	d. Foligno d.	217 339
935	1124	d. Spoleto d.	140 304
1021	1225	d. Terni d.	1239 213
1210	235	a. Rome d.	1020 1210

Budapest—Belgrade—Sofia—Constantinople			
* 1130	—	d. Budapest Est a.	— *
550	—	d. Budapest Ouest ... a.	610
558	—	d. Zimony d.	1050
613	—	a. Belgrade..... d.	1039
1122	—	d. Belgrade..... a.	1025
240	—	d. Nis..... d.	511
420	—	d. Tzaribrod d.	300
435	—	a. Sofia d.	210
737	—	d. Sofia a.	140
211	—	d. Sarembey..... d.	1024
1100	—	d. Adrianople..... d.	418
—	—	a. Constantinople..... d.	615

Budapest—Bucarest—Constantinople			
—	1145	d. Budapest Ouest ... a.	— 610
—	940	a. Verciorova d.	— 750
—	1050	d. Verciorova a.	— 840
—	139	d. Crajiova..... d.	— 552
—	—	d. Pitesti d.	— —
—	634	a. Bucarest..... d.	— 1250
—	647	d. Bucarest..... a.	— 1235
—	—	a. Constanza d.	— 800
—	1105	a. Constanza port d.	— —
—	1130	d. Constanza a.	— 500
—	* 1200	a. Constantinople..... d.	— 300

Budapest—Cologne—Bruxelles—Londres						
* 650	200	930	d. Budapest Ouest..... a.	1105	200	710
1104	620	550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	651	925	1110
1135	725	700	a. Vienne Westbahn... d.	619	830	1010
205	—	—	d. Budapest Est a.	—	140	—
640	—	—	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	—	910	—
725	—	—	a. Vienne Westbahn... d.	—	830	—
1200	1005	805	d. Vienne Westbahn... a.	600	710	955
501	305	118	a. Passau d.	1255	150	440
517	330	135	d. Passau a.	1207	120	415
830	647	455	a. Nurnberg..... d.	815	940	1151
1247	1155	—	a. Francfort d.	336	336	616
435	440	521	a. Cologne d.	1157	1127	158
441	613	600	d. Cologne a.	1152	1114	1101
752	945	1025	a. Bruxelles..... d.	638	545	500
806	—	118	d. Bruxelles..... a.	614	524	—
952	1056	301	a. Ostende Quai d.	440	342	—
510	542	1001	a. Londres d.	900	900	—
830	—	1058	d. Bruxelles a.	441	521	441
510	—	705	a. Londres(per Calais) d.	* 90	900	900

Budapest—Varsovie—St-Petersbourg			
220	↓	d. Budapest Est a.	1250 935 —
935	↓	d. Ruttka d.	620 240 —
958	↓	a. Zsolna d.	544 1201 —
1220	650	d. Budapest Ouest. a.	940 620 —
251	917	d. Galânta d.	712 354 —
602	1222	a. Zsolna d.	351 1227 —
621	1241	d. Zsolna a.	324 1156 —
830	250	a. Oderberg..... d.	110 950 —
—	515	d. Budapest Ouest. a.	200 805 —
—	1010	Gänsersdorf..... d.	925 340 —
—	235	a. Oderberg d.	128 1000 —
856	315	d. Oderberg a.	1248 940 —
1200	618	a. Granica d.	935 620 —
200	827	d. Granica a.	942 627 —
742	217	a. Varsovie d.	347 1212 —
1030	550	d. Varsovie a.	1247 855 —
1145	1250	d. Wilna d.	554 945 —
121	343	d. Dwinsk..... a.	258 236 —
955	1205	a. Saint-Petersbourg d.	645 1115 —

* Express.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT HONGROIS.

Prix des billets entre Budapest et les principales destinations.

De Budapest à	Route par	Prix du billet en		De Budapest à	Route par	Prix du billet en			
		I.	II.			I.	II.		
		classe				classe			
Aix-les-Bains...	Fiume—Venise	K.	127 85	85 45	Milan.....	Fiume—Venise	Fr.	91 55	61 90
Ancône.....	Fiume.....	K.	55 30	36 80	Milan.....	Fiume—Ancône	Fr.	106 65	71 70
Anvers.....	Passau.....	K.	162 50	100 70	Moscou.....	Oderberg.....	K.	152 10	102 20
Bâle.....	Innsbruck.....	Fr.	138 30	87 45	Munich.....	Salzbourg.....	Fr.	96 95	61 05
Belgrade.....	Zimony.....	Fr.	38 20	24 75	Naples.....	Ancône—Foggia	Fr.	115 55	77 10
Berlin.....	Ruttka ou Zsolna	K.	93 80	60 40	Nis.....	Belgrade.....	Fr.	66 65	44 75
Berlin.....	Bodenbach.....	K.	93 80	60 40	Odessa.....	Beszkid.....	K.	117 90	74 60
Blankenberghe	Passau.....	K.	170 30	106.—	Ostende.....	Passau.....	K.	171 10	106 60
Bruxelles.....	Arlberg.....	K.	161 50	100.—	Paris.....	Toutes les routes	K.	185 30	118 10
Bucarest.....	Predeal.....	K.	60.—	40.—	Rome.....	Fiume—Ancône	Fr.	94 75	64 10
Bucarest.....	Orsova.....	K.	60.—	40.—	Rome.....	Fiume—Venise	Fr.	123 85	81 75
Calais.....	Passau.....	Fr.	191 40	119 60	Salonique.....	Belgrade.....	Fr.	116 65	81 95
Cannes.....	Fiume—Venise	Fr.	126 30	84 10	St.-Moritz.....	Arlberg.....	Fr.	150 65	96 30
Cologne.....	Passau.....	Fr.	144 40	90 30	Sofia.....	Belgrade.....	Fr.	85 10	59.—
Constantinople	Belgrade.....	Fr.	123 80	83 95	St.-Petersbourg	Oderberg.....	K.	145 80	97 90
Constantinople	Predeal.....	K.	128 25	83 80	Turin.....	Fiume—Venise	Fr.	106 25	71 45
Constantinople	Verciorova.....	K.	128 25	83 80	Turin.....	Fiume—Ancône	Fr.	116 85	77 80
Dresde.....	Bodenbach.....	K.	88 80	57 20	Varsovie.....	Oderberg.....	K.	88 10	57 80
Florence.....	Fiume—Venise	Fr.	94 75	64 10	Verciorova.....	Orsova.....	K.	39 25	25 40
Florence.....	Fiume—Ancône	Fr.	90 65	61 30	Venise.....	Venise.....	K.	55 30	36 80
Galatz.....	Predeal.....	K.	72 75	47 75	Vérone.....	Fiume—Venise	Fr.	73 60	49 50
Genève.....	Arlberg-Zurich	Fr.	159 70	104 15	Vichy.....	Fiume—Venise	Fr.	165 50	110 85
Londres.....	Passau.....	Fr.	213 90	136 30	Zurich.....	Arlberg.....	Fr.	129 85	83 15

Voitures directes entre Budapest et les principales destinations.

Départ		Heures du départ	Route passant par	Lieu de destination	Heures d'arrivée
Voitures directes :					
Budapest	Ouest.....	200	Vienne—Innsbruck.....	Bâle.....	429
>	Est.....	220	Oderberg.....	Berlin.....	745
>	Ouest.....	650	Galánta—Oderberg.....	Berlin.....	1108 526
>	Est.....	220	Ruttka—Oderberg.....	Breslau.....	324
>	Ouest.....	650	Galánta—Oderberg.....	Breslau.....	556
>	Ouest.....	200	Vienne—Bâle.....	Paris.....	1135
>	Est.....	205	Bruck.....	Vienne.....	640 1140
>	Ouest.....	755	Gänserndorf.....	Vienne.....	1234
>	Ouest.....	755	Stadlau.....	Vienne.....	1214
>	Ouest.....	200	Stadlau.....	Vienne.....	620
>	Ouest.....	230	Stadlau.....	Vienne.....	655 935
>	Ouest.....	200	Vienne—Innsbruck.....	Zurich.....	209
>	Sud.....	600	Pragerhof.....	Venise.....	945
>	Ouest.....	650	Varsovie.....	Oderberg.....	217
Wagons-lits :					
Budapest	Est.....	1025	Ujdombovár.....	Zágráb.....	830
>	Ouest.....	650	Galánta—Oderberg.....	Berlin.....	1108 745
>	Ouest.....	935	Kolozsvár.....	Brassó.....	146
>	Ouest.....	650	Galánta—Oderberg.....	Breslau.....	526
>	Ouest.....	240	Verciorova.....	Bucarest.....	1125
>	Est.....	210	Predeal.....	Bucarest.....	1155
>	Est.....	320	Belgrade—Sofia.....	Constantinople.....	837
>	Est.....	750	Zágráb.....	Fiume.....	755 708
>	Est.....	—	Ujdombovár.....	Pécs.....	—
>	Ouest.....	—	Galánta—Zsolna.....	Oderberg.....	—
>	Est.....	930	Arad.....	Piski.....	1110
>	Est.....	1000	Kassa.....	Poprâd-Felka.....	620
>	Ouest.....	930	Marchegg.....	Vienne.....	550
>	Est.....	1055	Bruck.....	Vienne.....	720
>	Sud.....	600	Pragerhof—Franzensfeste	Venise.....	945
>	Sud.....	600	Pragerhof—Franzensfeste	Meran.....	100
>	Ouest.....	1015	Temesvár.....	Báziás.....	9 25
>	Ouest.....	1050	Kolozsvár.....	Marosvásárhely.....	11 24

Publications données gratis et franco de la part du Ministère R. H. de l'Agriculture.

Le Ministère Royal Hongrois de l'Agriculture nous prie d'informer nos lecteurs qu'il fera parvenir, gratis et franco, les publications sous-mentionnées à tous ceux qui s'intéressent aux questions qu'elles traitent. On peut s'adresser à la Direction de la REVUE DE HONGRIE (L. Tigris-utca 6.) et indiquer les publications qu'on désire recevoir; elles seront expédiées directement par les soins du Ministère R. H. de l'Agriculture.

1. La sériciculture en Hongrie.
2. La viticulture en Hongrie.
3. Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles.
4. Instruction relative aux travaux de révision décennaux de la gestion forestière.
5. L'administration des eaux en Hongrie
6. Le service national hydrométrique en Hongrie.
7. Nivellements de haute précision de 1890 à 1895 de la section hydrographique de la Direction nationale du service des eaux.
8. L'état actuel des jaugeages en Hongrie.
9. Le service de l'hydraulique agricole en Hongrie.
10. École royale hongroise des commis de l'hydraulique agricole.
11. Les travaux de régularisation et d'endiguements en Hongrie.
12. Le service des ingénieurs sanitaires en Hongrie.
13. La pêche et la pisciculture en Hongrie.

TOURAN

Revue de la Société Touranienne

©© (Société Asiatique de Hongrie) ©©

Paraissant six fois par an. Prix d'abonnement :
Un an : 6 Couronnes ; le numéro : 1 Couronne.

Rédacteur en chef : ALOÏS DE PAIKERT

COLLABORATEURS : Abdul Latif, Dr. Georges de Almásy, Elemér de Balogh, Émeric Bálint, Cte Nicolas Bánffy, Dr. Eugène de Cholnoky, Dr. Maurice de Déchy, Dr. Béla Erdődi, Dr. Ignace Goldzieher, Dr. Zoltán de Gombócz, Jules de Halász, Rodolphe de Havass, Dr. Roland de Hegedűs, Dr. Michel Kmoskó, Dr. Eugène de M. Kovács, Charles Lendvay, Dr. Louis de Lóczy, Dr. Jules Mandello, Colomar de Méhely, Dr. Rodolphe Milleker, Louis De S. Nagy, Dr. Jules Németh, Jules de Pekár, Antoine Penigey, Dr. Jules de Sebestyén, Dr. Émeric de Sebők, Désiré de Szegh, Dr. Joseph de Szinnyei, Zoltán de F. Takács, Cte Paul Teleki, Eugène de Tóth, Dr. Jules de Vargha, Béla Vikár, Prof. Georges Wegener, Árpád Zempléni, etc.

Bureau: Budapest, I., Napos-út 4

LOTÉRIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME



BUDAPEST, IV.,
□ ESKÜ-TÉR 5. □

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT HONGROIS

Transport direct des bagages à travers Vienne par camions faisant le service entre les gares.

A partir du 1^{er} mai 1914, les dispositions relatives au transport direct des bagages à travers Vienne sont étendues au réseau de la C^{ie} de Chemins de fer imp. royale priv. de Vienne à Aspang. A dater de ce jour, les bagages des voyageurs arrivant à une des gares de Vienne syndiquées en vue du transport direct des bagages sont enregistrés pour les stations d'un autre réseau où s'arrêtent les trains directs ou les trains-poste prévus dans l'horaire, si le voyageur en fait la demande à l'arrivée de de son train. Cette innovation a été introduite pour la commodité des voyageurs, lesquels peuvent faire immédiatement enregistrer leurs bagages à la gare d'arrivée et par conséquent n'ont plus à s'occuper du transport et de l'enregistrement à nouveau à la gare de raccordement. Pour les détails voir l'Indicateur des Chemins de fer autrichiens et les avis affichés dans toutes les gares intéressées.

Budapest, mai 1914.

REVUE DE HONGRIE

Couronnée par l'Académie Française

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, V^{te} de FONTENAY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, JULES de WLIASSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE

- | | |
|---|----|
| I. — NOTRE GUERRE, par M. Albert de Berzeviczy, Président de l'Académie Hongroise, Député | 1 |
| II. — LA TURQUIE ET LA GUERRE EUROPÉENNE, par M..... | 6 |
| III. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par L. M. | 9 |
| IV. — CONFESIONS DE LA PRESSE FRANÇAISE. — <i>L'artillerie lourde en 1870</i> , par M. André Fribourg, Rédacteur à <i>l'Opinion</i> | 12 |

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

PARIS

HACHETTE ET C^{IE}
Messageries et Journaux
8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER
Service de la Librairie étrangère
174, B^D ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE
(Succursale)
58, RUE DE ÉCOLES (SORBONNE)

VIENNE, GEROLD & CIE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.

FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE.

SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.

ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE. — GENÈVE, PH. DÜRR.
CONSTANTINOPLE, HEYDRICH.

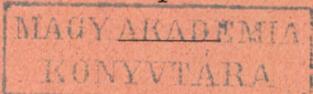
LITTÉRATURE HONGROISE, FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
HISTOIRE, POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE, PHILOSOPHIE, SCIENCES, BEAUX-ARTS
FINANCES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.



LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{ 25 cour. 30 francs.
ETRANGER (Union postale.)		

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

NOTRE GUERRE

La guerre européenne qui, semence de sang du crime de Sarajevo, a éclaté tout à coup sur notre continent, n'a pas encore dépassé son point de culmination et un politique avisé ne saurait encore se prononcer sur son issue; il est même possible que les fières espérances que nous plaçons touchant cette issue dans nombre de brillants succès de notre armée et de celle de nos alliés ne se réaliseront pas toutes.

Mais nous pouvons d'ores et déjà enregistrer un résultat très important que les péripéties de la lutte à laquelle nous avons été forcés ne sauraient plus remettre en question.

D'abord cette guerre a déchiré le tissu de mensonges qui a si longtemps troublé la vue et paralysé l'action de l'opinion publique en Europe. Oui, nous osons affirmer que la guerre n'aurait point éclaté si l'opinion publique, surtout chez les peuples romans et slaves, ne s'était bercée d'illusions que les événements viennent de dissiper brutalement.

Grâce à un incroyable, incessant travail de taupe et des impostures à pleine main, d'une part, et, d'autre part, une superficialité et une paresse de jugement sans exemple, l'opinion s'était accréditée sur toute la périphérie de l'Europe, pour ainsi dire, que notre monarchie était le second homme malade du continent dont c'était le tour de mourir après la Turquie d'Europe. L'Autriche-Hongrie, monarchie minée, pourrie, ne devait plus son existence comme État qu'au répit qu'on lui accordait jusqu'à la mort de notre auguste et pacifique souverain en cheveux blancs, mais le prochain changement de règne amènerait une liquidation complète

de la «question austro-hongroise». On avait de sang-froid prononcé notre arrêt de mort et les combinaisons touchant notre succession allaient leur train.

Ce qui a le plus contribué à propager cette erreur, c'est l'ignorance impardonnable, parce que volontaire, qui règne chez les hommes les plus cultivés, les plus instruits dans l'Europe occidentale par rapport aux affaires d'Autriche et surtout à celles de Hongrie. C'est uniquement à cet aveuglement obstiné, qui repousse de parti pris toutes les informations impartiales, que les commis voyageurs en impostures de l'espèce des Scotus Viator doivent d'avoir trouvé des oreilles complaisantes dans l'est comme dans l'ouest de l'Europe.

Mais pour être francs, nous devons reconnaître que nous avons beaucoup fait pour propager et accréditer cette erreur à l'étranger. En deçà et au delà de la Leitha, les luttes potitiques étaient devenues si violentes que les partis vaincus s'étaient laissés aller, dans leur désespoir, à commettre un véritable suicide politique. Puis les perpétuelles dénonciations relativement à la situation faite à nos nationalités, devaient effectivement faire croire à l'étranger qu'une réconciliation était devenue impossible, dans des conditions empirant de jour en jour. Grâce à Dieu, il en est arrivé autrement! Nous nous sommes repris et avons donné raison à ceux qui n'avaient jamais douté de la possibilité d'une entente. Cette belle victoire du patriotisme sur l'esprit de parti et les oppositions de races, cette magnifique et unanime réponse des peuples de la Monarchie, comme notre bien-aimé souverain les appelait dans sa proclamation, ont dû produire un effet foudroyant sur nos ennemis et doivent leur donner un pressentiment de la défaite que nos armes leur préparent.

Ce qui a contribué à laisser induire en erreur l'opinion publique à l'étranger, c'est le peu de soin que nous avons pris de la renseigner d'une manière sérieuse, conséquente, sur les choses de notre pays. Cela est vrai de l'Autriche, mais surtout de la Hongrie. Voyageant à l'étranger ces dernières années et lisant au jour le jour les journaux du pays, nous avons dû constater avec tristesse que, à proprement parler, nous n'existions pas pour l'étranger. Il se passait des semaines sans qu'on pût y lire un seul mot sur notre pays. On ne daignait en faire mention que lorsqu'il s'agissait de relater

quelque chose de désagréable ou même de honteux pour nous.

Il en sera autrement à l'avenir ; quelle que soit l'issue de cette guerre, on apprendra à nous mieux connaître et à porter sur nous des jugements plus équitables. La haine ne nous épargnera pas ses morsures ça et là, mais nous ne serons plus en butte aux dédains et, encore moins, aux insolentes provocations de peuples minuscules.

Le plus grand des mensonges auxquels cette guerre imposera silence, c'est l'affirmation calomnieuse, qui reparait encore ça et là, comme quoi nous avons sciemment provoqué par un coup de tête le conflit avec la Serbie pour frayer les chemins aux ambitions de l'Allemagne. Eh bien ! nous portons avec calme la responsabilité de notre acte quelle que doive être l'issue de notre entreprise : nous n'avons que le choix entre une renonciation volontaire à notre honneur et à notre autorité, voire à nos conditions d'existence, et la lutte à vie et à mort pour ces biens précieux. La défaite même ne saurait nous faire plus de tort que la perte de ces biens, mais nous laissons la responsabilité de la guerre européenne à ceux qui ont tenté de nous empêcher de défendre notre honneur et notre sécurité.

Et, à cet égard, nous devons établir différents degrés de responsabilité. Bien que la France et la Russie ne le méritent guère de notre part, nous pouvons et devons avoir assez d'impartialité pour leur accorder le bénéfice de certaines circonstances atténuantes. Ce serait trop demander aux hommes insignifiants qui tiennent par malheur dans leurs mains les destinées de l'empire russe et de la République française que d'exiger d'eux la clairvoyance, la résolution et l'esprit d'indépendance qui eussent été nécessaires pour résister à un courant d'opinion nationaliste, indéniablement très puissant. Ce courant qui a fait de la revanche, chez les uns, et du patronage exclusif des Slaves balkaniques, chez les autres, une question d'honneur national, est devenu si fort par la faute des générations. L'erreur des détenteurs actuels du pouvoir s'excuse donc, dans une certaine mesure, par celle de leurs prédécesseurs.

Mais qu'est-ce qui peut bien atténuer la responsabilité des hommes d'État anglais ? Quelle tradition nationale, quelle

dette d'honneur, quels vieux comptes à régler obligeaient le gouvernement britannique à jouer un tel rôle dans ce conflit universel? D'abord il a caché avec soin ses engagements envers la France, il les a même niés pour faire croire à Vienne et à Berlin qu'il n'avait aucun projet d'agression; il s'est même amusé à jouer le rôle de médiateur quand le sort en était déjà jeté et, par ses promesses de coopération, a encouragé la France et, par la France, la Russie à attaquer. Et que dire de sa conduite à l'égard de la Belgique? Il est manifeste qu'Albion est seule et entièrement responsable de l'effroyable catastrophe qui frappe ce florissant pays. L'Angleterre s'est jetée sur le prétexte de la neutralité belge, laquelle — au su de l'Angleterre — était depuis longtemps vendue à la France; c'est elle qui a poussé la Belgique à rejeter la seconde proposition de paix de l'empereur allemand, puis elle a regardé d'un œil tranquille comment le malheureux pays trompé devenait, morceau par morceau, la proie de l'ennemi. Pas un seul vaisseau de guerre anglais n'a abordé sur la côte belge, pourtant si proche, pas un seul soldat anglais n'a été débarqué à temps en Belgique! C'était «pour des raisons d'ordre stratégique», a affirmé lord Kitchener, mais le roi Georges et son premier ministre ont payé à l'armée belge le tribut de leur reconnaissance et même de leur admiration. Ce dernier a même poussé le manque des scrupules jusqu'à encourager les Belges à continuer la lutte et à faire une guerre de francs-tireurs.

Et pour couronner le tout, le Japon même, en suite de ses engagements envers l'Angleterre, est entré en lice et, faisant litière de son renom d'héroïsme fraîchement acquis, profite de la lutte gigantesque que soutiennent ses maîtres en art militaire, pour gagner quelque chose en Extrême-Orient, ce qui est d'ailleurs parfaitement conforme à l'esprit mercantile de ses inspireurs.

Hardie et sans scrupules dans ses excitations, fausse d'abord, puis bluffeuse dans ses discours, hésitante et pusillanime au moment de l'action, faisant beaucoup de mal avec le moins de risques possible: voilà ce qu'Albion s'est montrée dans cette guerre.

Dans une de ses œuvres en prose écrite pour la glorification de Napoléon le Grand, Henri Heine dit au sujet

du traitement auquel l'empereur déchu a été en butte de la part de Hudson Lowe : « Angleterre, la mer est à toi, cependant elle n'a pas assez d'eau pour laver la honte que t'a léguée le grand homme en expirant. » Ne pourrait-on pas appliquer ce jugement écrasant à l'Angleterre d'aujourd'hui ?

Ce jugement ne saurait toutefois atteindre toute la nation anglaise. Il faudrait vraiment être aveugle sur tout ce que l'humanité doit de grand et de beau au génie anglais pour renoncer à l'espoir que le peuple britannique trainera impitoyablement un jour devant son tribunal les hommes qui, abusant un prince faible et sans expérience, ont ajouté à la glorieuse histoire de la Grande-Bretagne la honteuse page actuelle.

ALBERT DE BERZEVICZY.

LA TURQUIE ET LA GUERRE EUROPÉENNE

La guerre européenne est sortie de la guerre des Balkans. Les revanchards français, malgré leur impatience, n'auraient probablement jamais commencé la guerre; ils avaient peur d'être abandonnés par la Russie au moment critique et attendaient qu'elle «tirât la première». Le groupe Grey-Nicholson en Angleterre, nonobstant sa germanophobie, n'aurait, non plus, mis le feu aux poudres; par égard à ses accointances radicales, il a observé aussi longtemps que possible une attitude pacifiste et guetté une occasion que la France ou la Russie lui offrirait. C'était donc la Russie qui avait à donner le signal, et son geste même devait paraître plus sublime, provoqué qu'il était par le regard suppliant de sa protégée, la Serbie. La mégalomanie, l'esprit aventurier du parti militaire qui la domine et la légèreté avec laquelle elle jugeait la situation intérieure de l'Autriche-Hongrie, faisaient de la Serbie un instrument docile de la politique russe. L'alliance balkanique avait été l'œuvre de la Russie, et le démembrement de la Turquie en était la conséquence. Mais ce démembrement ne suffit pas aux panslavistes dirigeants. Le vieux dicton que le chemin de Constantinople mène par Vienne fut repris par le Tsar, par Sazonow et par le fameux Hartwig qui en firent leur devise: pour conquérir l'Orient, il fallait renverser l'Autriche-Hongrie.

La Turquie, après avoir perdu la plupart de ses provinces européennes, assiste maintenant à une guerre où son existence même est en jeu. Si la Russie prenait le dessus, elle serait impitoyablement vouée à la mort. La politique russe a toujours tendu à cette fin et les chemins tortueux qu'elle suivait n'étaient tous qu'un moyen pour y mieux arriver. La France aurait eu sa part de butin: elle cherchait à s'établir un jour en Syrie, mais ce n'est pas

pour cela qu'elle est entré en lice. L'Angleterre aurait bien voulu compléter son immense empire par l'occupation de l'Arabie et ajouter la ville sainte même, le centre de l'Islam, à ses joyaux des Indes, mais si elle a attaqué l'Allemagne, c'est surtout pour se défaire d'un concurrent qui la gêne et aurait pu entraver le développement de sa puissance. La Russie seule fait la guerre pour se soumettre Constantinople et l'Asie Mineure. Assurément, ses deux alliés profiteraient largement de sa victoire, mais la part du lion reviendrait à elle. Si l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne sont vaincues, la Russie arrive enfin là où elle veut être : tout ce qui précédait n'était que préambule.

La Turquie assiste donc à un spectacle où il s'agit d'elle-même ; elle le sent et c'est avec anxiété qu'elle suit les péripéties de notre guerre. Dans les mosquées, les croyants prient pour la victoire de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, les journaux turcs parlent de la force de nos armées et le peuple musulman ne cache pas sa joie quand il apprend les nouvelles de nos triomphes. On s'en fâche à Paris — ou plutôt à Bordeaux, — à Londres, à Saint-Pétersbourg et, ce qui pis est, on le fait voir ; on étale même la peur qu'on a de la Turquie et, tout en l'injuriant, on essaie de l'intimider. L'Angleterre, après avoir confisqué deux grands vaisseaux de guerre turcs, envoie des soldats hindous en Égypte, qu'elle traite plus que jamais en pays conquis ; la Russie ne tarit pas en menaces à l'adresse des musulmans.

La Triple Entente craint que la Turquie n'entre en lice. Depuis longtemps déjà, elle cherchait à la désarmer en monopolisant pour l'Angleterre le contrôle de la marine turque et en intrigant contre le général Sanders de Liman dont les fonctions en vue de la défense du Bosphore pourraient contrecarrer les projets russes. L'Entente appréhende que la Turquie ne se range aux côtés de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, qu'elle ne pénètre en Égypte, où règne une vive agitation contre les Anglais, qu'elle n'entre dans le Caucase où la population musulmane paraît prête à se soulever contre les Russes. Ces craintes seraient-elles fondées ? Nous ne le savons pas, mais le caractère traditionnel de la politique turque, qui est d'une circonspection extrême et ne tient pas à précipiter

les événements engagerait plutôt à répondre par la négative. En tout cas, la Turquie a eu raison de mobiliser son armée et de combler, au moins en partie, la perte qu'a causée à sa marine l'acte de violence de l'Angleterre. La Turquie peut se dispenser de combattre, mais non d'être prête à toutes les éventualités. Qui sait si, au courant de la guerre, la Russie ne demandera pas l'ouverture des détroits ou si l'Angleterre ne s'avisera pas de s'emparer de l'embouchure du Schatt-el-Arab. L'empire Ottoman doit donc rester sur ses gardes pour conserver intacts son territoire, ses droits et son prestige et pour traverser sans perte, ou même sans catastrophe, le grand cyclone qui s'est déchaîné sur le monde. Quand nous aurons vaincu, elle sera sauvée.

Quand nous aurons vaincu, la Turquie pourra renaître à une vie nouvelle. Puisqu'elle n'a rien à craindre ni de l'Autriche-Hongrie, ni de l'Allemagne, ni de l'Italie, elle sera à même de consacrer tous ses efforts à sa reconsolidation intérieure. Le danger actuel aura démontré aux Syriens, aux Arabes, aux Arméniens que leur indépendance repose sur la force de l'empire Ottoman. L'avenir de la Turquie qui paraissait si sombre, s'éclaircira; elle jouera le grand rôle qui lui est dû dans le groupement des Etats, elle sera débarrassée de la crainte perpétuelle de tomber en servitude ou d'être mutilée par les trois grandes puissances qui ont déjà subjugué tant de mahométans. Elle sera aussi dégagée de ces influences néfastes qui menaçaient de miner les fondements moraux de son empire; de l'influence corruptrice de la Russie et de l'influence de la France, qui lui servait une phraséologie toute faite, enduite d'un vernis brillant, mais plutôt funeste aux peuples qui ne sont pas encore capables de pénétrer le fond de la pensée occidentale. Une ère de culture plus sérieuse et plus approfondie pourra commencer. Le triomphe de l'Entente équivaldrait à la ruine irrémédiable du dernier Etat ottoman et à la fin de la vitalité intellectuelle et morale de l'Islam. La victoire de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne signifie, au contraire, la renaissance de la Turquie comme puissance et cette renaissance ouvrira aux populations mahométanes les sources fécondes du travail et du progrès.

M.



CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 septembre 1914.

La quinzaine qui s'est écoulée depuis la publication de notre chronique, a été riche en faits glorieux pour les armées de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. Nous croyons devoir insister encore une fois sur l'objectivité avec laquelle nous tâchons de rendre compte de ce qui se passe sur les différents champs de bataille, car les informations inspirées par les puissances ententistes fourmillent plus que jamais d'inexactitudes, d'erreurs et — de mensonges. Pour ne citer qu'un exemple — exemple qui jette une vive lumière même sur la véracité des facteurs officiels appartenant à certaines parties belligérantes — nous ne ferons que renvoyer à une dépêche émanée du ministre de Belgique à Bucarest et publiée par *l'Indépendance Roumaine* en date du 24 août: «Contrairement aux affirmations du ministre d'Allemagne que vous publiez dans votre numéro du 22 août, il résulte d'un bulletin officiel du gouvernement belge en date du 19 août que tous les forts de Liège résistent toujours.»

Nous savons que tous les forts en question avaient déjà capitulé le 7 août. Il ne manque pas de «toupet», le diplomate belge — dirait-on à Paris.

Il serait impossible de passer en revue tous les *bluffs* de la presse ententiste sur les «victoires serbes», l'«offensive française» (qui, hélas! n'existe plus), l'avance des troupes moscovites en territoire prussien et autrichien... Bornons-nous donc à rester fidèles à notre rôle de chroniqueurs

impartiaux, en retraçant simplement la marche des événements par ordre chronologique.

La guerre contre la Serbie n'a pas été féconde en incidents remarquables, sauf un entre le 6 et 7 septembre. Bien que le gros de notre armée fût engagé en Russie, des troupes austro-hongroises franchirent, la semaine passée, la frontière serbe par la Drina. Profitant de cette occasion, les Serbes firent irruption, en territoire hongrois, sur plusieurs points de la Save, audace qui leur a coûté cher. En effet, la division réputée «glorieuse» et «terrible» dite du Timok, qui s'est hasardée sur le sol hongrois, entre les 5 et 6 septembre, à Mitrowitz, fut complètement défaite. Plus de 2000 soldats de l'ennemi ont été tués ou blessés; une partie des troupes serbes a été jetée dans le fleuve où elle a trouvé la mort; le nombre des prisonniers monte à 4700.

La bataille importante engagée le 26 août, entre le Dniéper et Lemberg, a valu deux grandes victoires à l'armée austro-hongroise. Les Russes avaient réuni trois armées pour opérer dans la Galicie sur la ligne de Lublin—Zamosc—Lemberg: or, les généraux Dankl et Auffenberg défirent complètement les forces ennemies et empêchèrent la coopération des armées russes du Nord et de l'Est. C'est surtout à Komarov où, dans une lutte de huit jours, les cosaques subirent des pertes considérables, sans parler des 18.000 prisonniers qu'on leur fit et des 200 canons qu'on leur enleva. Depuis le 10 septembre, les combats ont repris autour de Lemberg; le siège de Lublin continue.

Dans la grande bataille qui s'était livrée, entre Russes et Allemands, autour de Tannenberg, le 29 août et dont l'issue fut la débâcle de plus de six corps d'armée russes, le nombre des prisonniers faits par les Allemands n'est pas 70.000 — comme nous l'avions dit dans notre dernière chronique — mais bien de 90.000, sans parler du matériel d'artillerie (comprenant, entre autres, 500 canons) qui tomba entre les mains des vainqueurs. La victoire de Hindenburg, écrit M. Stein, le chef du quartier-général de l'état-major allemand, «est la défaite de toute une armée ennemie». Ce même général allemand dont le style rappelle la concision de Tacite, nous fait savoir, en date du 10 septembre, que

l'aile gauche de l'armée russe qui se trouvait encore dans la Prusse orientale, avait été également battue par le général Hindenburg «qui poursuit l'ennemi jusqu'au delà du Niémen».

La guerre de l'Ouest ou plutôt celle de l'Allemagne contre la France, semble se dérouler avec une rapidité vertigineuse. Deux faits caractérisent la situation: le gouvernement français a quitté Paris le 2 septembre, se rendant à Bordeaux, et l'armée allemande est devant Paris où, depuis quelques jours, on entend déjà le grondement des canons. Voici, du reste, quelques étapes de la marche victorieuse des troupes germaniques à travers la France. Le 3 septembre, elles occupent Reims, Hirson, Ayvelles, Condé, La Fère et Laon; le 8 septembre, elles prennent la forteresse de Maubeuge, faisant prisonniers de 30.000 Anglais et de 10.000 Français et enlevant 400 canons à l'ennemi; le 9 septembre, l'armée du prince héritier allemand chasse les troupes françaises des positions fortifiées que celles-ci avaient occupées vers le sud-ouest de Verdun.

Il n'a pas été fait mention, dans cette chronique, des prouesses de l'armée belge, ni des cruautés par lesquelles la population belge s'est immortalisée: c'est que la Belgique n'existe presque plus. Anvers excepté, c'est un pays conquis dont le général von Goltz est le gouverneur—nommé par l'empereur de l'Allemagne. Quant à l'armée britannique, elle s'est surtout signalée à Maubeuge où, — comme nous l'avions dit — 30.000 Anglais «ont été trouvés»: expression que nous empruntons à un communiqué officiel et dont le sens ne s'éclaire que par le record que les fils d'Albion détiennent pour la vitesse de la course . . . L'Angleterre a tout lieu d'être fière de ses fils, dignes descendants de John Falstaff.

L. M.

CONFESSIONS DE LA PRESSE FRANÇAISE

L'Artillerie lourde en 1870.

L'artillerie lourde allemande joua un grand rôle pendant la guerre. L'artillerie française ne lui était pas comparable. Alors plus encore qu'aujourd'hui l'Allemagne, sur ce point, était en avance sur nous; alors comme aujourd'hui notre infériorité s'expliquait par notre goût pour les économies sur le budget de la guerre.

Il existait, au 1^{er} juillet 1870, 12.336 bouches à feu de «gros matériel»: canons, obusiers et mortiers destinés au service des sièges, des places et des côtes. Mais la plupart de ces pièces étaient fort anciennes. A la fin de 1858, on avait adopté le système de l'artillerie rayée. En 1860, la Chambre avait accordé les crédits nécessaires à cette transformation du matériel qui impliquait en outre des modifications à faire subir aux affûts et voitures, un nouveau compartimentage des coffres à munitions, la confection des munitions nouvelles et la fonte des projectiles oblongs. Or, pour cette transformation des 12.336 bouches à feu, on avait voté 800.000 francs pour l'artillerie de siège et de place, 1.100.000 pour l'artillerie de côtes! Bien mieux, pris de remords devant ces dépenses excessives, les députés avaient décidé que les crédits ne seraient concédés que par annuités. En 1870, on accordait donc 80.000 francs à l'artillerie de siège et de place, et 50.000 francs à l'artillerie de côtes! — Résultat :

au moment où la guerre éclata, sur les 12.336 pièces 4.407 seulement, des calibres de 30, de 24 et de 12 avaient été rayées.

C'était d'ailleurs encore trop. En effet, toujours par esprit d'économie, le gouvernement et la Chambre n'avaient point accordé les crédits nécessaires à la formation de cadres suffisants pour cette artillerie lourde. On avait des canons, mais pas d'hommes pour s'en servir. Déjà pour l'artillerie de campagne nous possédions, à la date du 1^{er} juillet 1870, 3.216 canons rayés de campagne de 4, de 8, de 12, et 190 canons à balles ou mitrailleuses, au total, 3.406 pièces, plus 581 canons rayés de montagne soit 3.987 bouches à feu. Mais la loi de finances n'autorisait que l'entretien de 164 cadres de batteries de campagne, 126 batteries montées et 38 batteries à cheval de la Garde et de la ligne pouvant atteler et servir exactement 984 pièces, dont il faut encore défalquer dix batteries stationnées à Rome, à Civita Vecchia ou en Afrique ! 900 pièces utilisables sur 3.900, voilà les miracles que peut produire l'esprit d'économie.

En face de cette artillerie lourde française, armée d'un vieux matériel démodé, anémiée par la disette des crédits, sans personnel, l'artillerie lourde allemande avait la partie belle... «Les canons de siège prussiens, écrivait alors M. L. Simonin appartiennent principalement aux modèles dits de 6, de 12 et de 24 rayés, se chargeant par la culasse. Le poids des obus lancés par ces canons est respectivement de 7, 14 et 28 kilogrammes. Les gros canons Krupp dont on a tant parlé, sont des pièces de 48 à 96 (il y en a même quelques-unes d'un plus fort calibre) lançant jusqu'à 8 kilomètres des projectiles de 50 et de 94 kilogrammes. Tous ces projectiles sont de forme cylindrique terminée en ogive, massifs ou creux, c'est-à-dire à l'état de boulets pleins ou d'obus. La surface cylindrique est munie extérieurement de saillies annulaires destinées à retenir une enveloppe ou chemise de plomb qui fait corps avec le projectile... L'avantage de l'enveloppe de métal mou est de forcer le projectile dans les rayures de la bouche à feu; ...on donne, par ce moyen, une grande tension à la course ou trajectoire que parcourt le projectile à la sortie du canon; en d'autres termes, on vise plus loin et plus juste, et la force de pénétration du projectile est plus grande,

ce qui veut dire qu'il conserve en arrivant au but, une bien plus grande vitesse.»

Mais la nouvelle artillerie allemande avait encore d'autres avantages. Le chargement de la pièce par la culasse était beaucoup plus simple, donc plus rapide que le chargement par la bouche, surtout pour des pièces de gros calibre ; il n'était pas indispensable d'écouvillonner le tube après chaque décharge ; on pouvait facilement visiter et réparer l'âme. Les spécialistes déclaraient encore «que le danger d'une inflammation accidentelle de la poudre dans la chambre du canon était évité ; que dans le tir par embrasures, les servants étaient mieux à couvert pendant le chargement, que la fabrication des pièces était plus aisée et les rayures plus faciles à obtenir» ; qu'enfin, si l'on était obligé de laisser une pièce entre les mains de l'ennemi, il n'était pas même besoin de l'enclouer, mais qu'il suffisait d'emporter le levier ou le coin fermant l'obturateur de la culasse pour la mettre hors de service.

Les canons de campagne français étaient en bronze, composé d'un alliage de 90 parties de cuivre pour 10 d'étain, les canons de place et de marine en fonte de fer, les canons prussiens en acier Krupp. Or, les spécialistes estimaient que tandis qu'une pièce de fonte lisse pouvait résister à peine à mille coups et une pièce de bronze à deux mille, une pièce d'acier était capable d'en tirer infiniment davantage. L'acier Krupp, disait-on, se distingue de la plupart des aciers du commerce «en ce qu'il forme une sorte de métal particulier, encore plus homogène, plus tenace, plus résistant que les autres aciers» et aussi «en ce qu'il s'obtient en grandes masses par la fusion, résultat dû à des pratiques dont M. Krupp n'a jamais révélé tout le secret.» Le prix de revient de ce métal était élevé, mais les canons ne s'usaient guère.

Jamais, d'ailleurs, les Allemands n'avaient essayé de dissimuler les progrès énormes accomplis par leur artillerie lourde. A l'exposition de Londres, en 1851, Alfred Krupp avait envoyé le premier canon en acier fondu (une pièce de 6) ; à Munich en 1854, à Paris en 1855, à Londres en 1862, il avait multiplié ses envois de canons et de blocs d'acier. A Paris, en 1867, il exhibait une pièce monstre, destinée théoriquement à la défense de Kiel, pesant 15.000 kilog., coûtant 500.000 fr. et

dont chaque décharge revenait à 4.000 francs. Les Parisiens connaissaient donc les monstres qui, trois ans plus tard, devaient les écraser d'obus; ils avaient pu admirer le grain de leur métal, leur masse, leur fameuse fermeture cylindro-prismatique. Le gouvernement français avait même reçu des offres de service de la maison Krupp. Mais il s'était trouvé des spécialistes pour prouver que toute cette grosse artillerie était sans grande valeur et que le France aurait bien tort de s'en embarrasser.

«D'abord, tout cela est très cher, disaient les prêcheurs d'économie, et puis, si plus tard on modifie les modèles, les anciennes pièces d'acier ne pourront resservir; il est impossible de se procurer de l'acier assez solide pour résister aux pressions formidables qui se produiront contre les culasses; il y aura dans le métal des pailles, des criques, des soufflures qui feront éclater le canon; le mécanisme se détraquera et l'arme sera plus dangereuse pour ses servants que pour l'ennemi; les monstres «dévoreront des masses de poudre et de fer dont nous pourrions avoir à regretter la perte.» Un général, un artilleur, en 1870, déplorait que Paris possédât des pièces de marine se chargeant par la culasse: «Dussé-je scandaliser quelques personnes croyantes, écrivait-il, j'oserais dire que si Paris venait à être pris, sa chute aurait été causée en partie parce qu'il aura possédé, dès les premiers jours, quelques centaines de canons à longue portée et par l'abus du tir à grande distance;... en fait, l'avantage est pour l'ancien canon...»

Il n'y parut malheureusement pas. Des hauteurs de Bagneux, Châtillon, Fontenay, Clamart, Meudon, Sèvres, les Prussiens en 1870 envoyèrent sur Paris leurs obus de 50 et 94 kilogs. Les formidables pièces exposées en 1867, en 1862, entrèrent en jeu, 750.000 charges furent accumulées dans les parcs, 25.000 artilleurs servirent les pièces, 1.500 canons de tous calibres foudroyèrent la ville.

Le 27 décembre au matin, l'ennemi ouvrit le feu sur les forts de l'Est: Rosny, Noisy, Nogent; puis il s'en prit aux forts du Sud: Bicêtre, Montrouge, Vanves et surtout Issy. Le janvier, vers 10 heures du matin, un obus, pour la première fois franchissait l'enceinte. Dans la nuit du 5 au 6, toute la rive gauche, du Jardin des Plantes à Grenelle, était bombardée et les habitants descendaient dans les caves. «Des incendies très graves

ont été allumés dans la ville par les bombes, écrit un parisien en janvier 1871. Toutes les nuits, souvent même dans la journée, les quartiers populeux de la partie sud de Paris où de nombreux établissements religieux, hospitaliers, scientifiques existent depuis des siècles, ont été mitraillés sans distinction, sans pitié; pour rien. La croix de Genève, visible de plusieurs lieues sur le dôme élevé de quelque édifice où flotte le drapeau international, n'a pas même été respectée; bien mieux, on s'est servi de ce signal pour guider le tir et l'hôpital militaire du Val de Grâce, avec beaucoup d'autres ambulances a été maintes fois atteint par les obus.» Dans la nuit du 8 au 9, cinquante obus tombent autour du Panthéon; le Luxembourg, les Invalides, le Muséum sont atteints; la serre des orchidées, une partie des collections d'histoire naturelle sont détruites. A l'Ecole des Mines, un obus vient se loger dans la table même du professeur Daubrée... spécialiste de l'étude des bolides. Strasbourg et sa cathédrale, Belfort, Péronne, Metz, etc., sont écrasées par les obus et notre artillerie est impuissante à répondre à l'artillerie lourde allemande; nos pièces d'acier, nos maisons sont incendiées, nos cathédrales flambent, nos monuments s'écroulent, le pays qui doit nourrir des milliers d'ennemis, plie sous les réquisitions, on va nous prendre l'Alsace. la Lorraine, cinq milliards et les membres du Corps législatif, en songeant à l'annuité ridicule de 80.000 francs qu'ils ont accordée pour la mise en état de l'artillerie de siège et de place, peuvent se féliciter et se dire: «Nous avons fait des économies.»

ANDRÉ FRIBOURG.



Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

HÔTEL PANNONIA

Budapest, VIII., Rákóczi-út 5.

Maison de premier ordre, au centre de la ville.

A proximité des gares de l'Est et de l'Ouest, entre l'Opéra Comique et le Théâtre National. Communication dans toutes les directions avec les tramways électriques.

Ascenseur. Lumière électrique. Chauffage central des vestibules, des corridors et du jardin d'hiver. 130 chambres. Salles de bain. Salon de lecture. Jardin d'hiver. Hall. Salles à manger richement meublées. Salons particuliers. Téléphone. Restaurant de premier ordre et café dans la maison. Prix modérés.

Frédéric Glück,
propriétaire.



ÉTABLISSEMENTS HONGROIS SIEMENS-SCHUCKERT

≡ SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉLECTRICITÉ ≡

Budapest, VI., Teréz-körut 36. — Usine à Pozsony.

Téléphone 128-91. — Adresse télégraphique Siemenschuckert.

Installations centrales et câbles pour traction et éclairage. Installations électrolytiques, trains de mines, moteurs et générateurs à courant continu, alternatif et rotatoire, conduits, câbles, lampes à arc et à incandescence. Commutateurs, compteurs (système Schuckert). Câbles pour installations centrales. Articles d'éclairage. Charbons pour lampes à arc.

Spécialités: ascenseurs, ventilateurs, pompes, tarières électriques pour mines, alésoirs électriques portatifs, installations d'électricité pour établissements agricoles et industriels.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Paris					Budapest—Vienne—Munich—Paris				
290	—	<i>d.</i>	Budapest Ouest..... <i>a.</i>	200	—	<i>d.</i>	Budapest Est. <i>d.</i>	140	1145
690	—	<i>a.</i>	Vienne (Marchegg) <i>d.</i>	925	—	<i>a.</i>	Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>	850	720
725	—	<i>a.</i>	Vienne Westb. <i>d.</i>	830	—	<i>a.</i>	Vienne Westb. <i>d.</i>	825	550
205	700	<i>d.</i>	Budapest Est. <i>a.</i>	140	1145	<i>d.</i>	Budapest Ouest. ... <i>a.</i>	1105	200
640	1140	<i>a.</i>	Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>	910	720	<i>a.</i>	Vienne (Marchegg) <i>d.</i>	651	925
725	—	<i>a.</i>	Vienne Westb. <i>d.</i>	830	550	<i>a.</i>	Vienne Westb. <i>d.</i>	619	825
750	1235	<i>d.</i>	Vienne Westb. <i>a.</i>	720	550	<i>d.</i>	Vienne Westb. <i>a.</i>	600	610
710	1145	<i>a.</i>	Innsbruck <i>d.</i>	710	610	<i>a.</i>	Salzbourg <i>d.</i>	1251	938
1139	410	<i>a.</i>	Buchs <i>d.</i>	233	204	<i>a.</i>	Salzbourg <i>a.</i>	1245	855
1200	440	<i>d.</i>	Buchs <i>a.</i>	203	142	<i>d.</i>	Munich <i>d.</i>	1028	510
209	656	<i>a.</i>	Zurich <i>d.</i>	1152	1140	<i>a.</i>	Munich <i>a.</i>	1018	509
248	825	<i>d.</i>	Zurich <i>a.</i>	1033	1125	<i>d.</i>	Strasbourg <i>d.</i>	344	935
↓	↓	<i>d.</i>	Bâle <i>a.</i>	607	—	<i>d.</i>	Strasbourg <i>a.</i>	336	824
↓	↓	<i>a.</i>	Delle <i>d.</i>	415	—	<i>a.</i>	I. Avricourt <i>d.</i>	115	525
↓	↓	<i>d.</i>	Delle <i>a.</i>	308	—	<i>d.</i>	I. Avricourt <i>a.</i>	112	522
1148	545	<i>a.</i>	Paris Est..... <i>d.</i>	900	100	<i>a.</i>	Paris Est. <i>d.</i>	714	1015
205	700	<i>d.</i>	Budapest Est. <i>d.</i>	140	1145	<i>d.</i>	Budapest Est. <i>a.</i>	700	905
640	1140	<i>a.</i>	Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>	910	720	<i>a.</i>	Zagrâb <i>d.</i>	1212	209
725	—	<i>a.</i>	Vienne Westb. <i>d.</i>	830	550	<i>a.</i>	Fiume <i>d.</i>	615	810
745	815	<i>d.</i>	Fiume <i>a.</i>	500	615	<i>d.</i>	Fiume <i>a.</i>	500	615
430	530	<i>a.</i>	Ancône..... <i>d.</i>	815	900	<i>a.</i>	Ancône..... <i>d.</i>	815	900
1129	803	<i>d.</i>	Ancône..... <i>a.</i>	505	820	<i>d.</i>	Ancône..... <i>a.</i>	524	640
600	400	<i>a.</i>	Foggia <i>d.</i>	1040	1205	<i>a.</i>	Foligno..... <i>d.</i>	217	339
616	500	<i>d.</i>	Foggia <i>a.</i>	955	1150	<i>d.</i>	Spoleto <i>d.</i>	140	304
1110	1100	<i>a.</i>	Naples <i>d.</i>	455	735	<i>a.</i>	Terni..... <i>d.</i>	1239	213
645	710	<i>d.</i>	Budapest Est..... <i>a.</i>	700	905	<i>d.</i>	Budapest Est..... <i>a.</i>	700	905
150	228	<i>d.</i>	Zagrâb <i>d.</i>	1212	209	<i>d.</i>	Zagrâb <i>d.</i>	1212	209
708	739	<i>a.</i>	Fiume <i>d.</i>	615	810	<i>a.</i>	Fiume <i>d.</i>	615	810
728	750	<i>a.</i>	Fiume Quai <i>d.</i>	—	—	<i>a.</i>	Fiume <i>a.</i>	500	615
745	815	<i>d.</i>	Fiume <i>a.</i>	500	615	<i>d.</i>	Ancône..... <i>d.</i>	815	900
430	530	<i>a.</i>	Ancône..... <i>d.</i>	815	900	<i>a.</i>	Ancône..... <i>a.</i>	524	640
1129	803	<i>d.</i>	Ancône..... <i>a.</i>	505	820	<i>d.</i>	Foligno..... <i>d.</i>	217	339
600	400	<i>a.</i>	Foggia <i>d.</i>	1040	1205	<i>a.</i>	Spoleto <i>d.</i>	140	304
616	500	<i>d.</i>	Foggia <i>a.</i>	955	1150	<i>d.</i>	Terni..... <i>d.</i>	1239	213
1110	1100	<i>a.</i>	Naples <i>d.</i>	455	735	<i>a.</i>	Rome <i>d.</i>	1020	1210
1130	—	<i>d.</i>	Budapest Est <i>a.</i>	—	610	<i>d.</i>	Budapest Ouest ... <i>a.</i>	—	610
550	—	<i>d.</i>	Budapest Ouest ... <i>a.</i>	—	1050	<i>d.</i>	Verciorova <i>d.</i>	—	750
558	—	<i>a.</i>	Belgrade <i>d.</i>	—	1089	<i>a.</i>	Verciorova <i>a.</i>	—	840
613	—	<i>d.</i>	Belgrade <i>a.</i>	—	1025	<i>d.</i>	Craiova..... <i>d.</i>	—	552
1122	—	<i>d.</i>	Nis..... <i>d.</i>	—	511	<i>d.</i>	Pitesti <i>d.</i>	—	—
240	—	<i>d.</i>	Tzaribrod <i>d.</i>	—	300	<i>d.</i>	Bucarest <i>d.</i>	—	1250
420	—	<i>a.</i>	Sofia <i>d.</i>	—	210	<i>a.</i>	Bucarest <i>a.</i>	—	1235
435	—	<i>d.</i>	Sofia <i>a.</i>	—	142	<i>d.</i>	Constanza <i>d.</i>	—	800
737	—	<i>d.</i>	Saremby..... <i>d.</i>	—	1024	<i>a.</i>	Constanza port <i>d.</i>	—	—
211	—	<i>d.</i>	Adrianople <i>d.</i>	—	415	<i>a.</i>	Constanza <i>a.</i>	—	500
1100	—	<i>a.</i>	Constantinople <i>d.</i>	—	615	<i>a.</i>	Constantinople..... <i>d.</i>	—	300
650	200	<i>d.</i>	Budapest Ouest..... <i>a.</i>	1105	200	<i>d.</i>	Budapest Est <i>a.</i>	1250	935
1104	620	<i>a.</i>	Vienne Ostb. (Marchegg) <i>d.</i>	651	925	<i>d.</i>	Ruttka <i>d.</i>	620	240
1135	725	<i>a.</i>	Vienne Westbahn... <i>d.</i>	619	830	<i>a.</i>	Zsolna <i>d.</i>	544	1201
205	—	<i>d.</i>	Budapest Est <i>a.</i>	—	140	<i>d.</i>	Budapest Ouest <i>a.</i>	940	620
640	—	<i>a.</i>	Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>	—	910	<i>a.</i>	Galânta <i>d.</i>	712	354
725	—	<i>a.</i>	Vienne Westbahn... <i>d.</i>	—	830	<i>a.</i>	Zsolna <i>d.</i>	351	1227
1200	1005	<i>d.</i>	Vienne Westbahn... <i>a.</i>	600	710	<i>d.</i>	Zsolna <i>a.</i>	324	1156
501	305	<i>a.</i>	Passau <i>d.</i>	1255	150	<i>a.</i>	Oderberg <i>d.</i>	110	950
517	330	<i>d.</i>	Passau <i>a.</i>	1207	120	<i>d.</i>	Budapest Ouest. <i>a.</i>	200	805
830	647	<i>a.</i>	Nurnberg..... <i>d.</i>	815	940	<i>a.</i>	Gänsersdorf..... <i>d.</i>	925	340
1247	1155	<i>d.</i>	Francfort <i>d.</i>	336	336	<i>d.</i>	Oderberg <i>d.</i>	128	1000
435	440	<i>a.</i>	Cologne <i>d.</i>	1157	1127	<i>a.</i>	Oderberg <i>a.</i>	1248	940
441	613	<i>d.</i>	Cologne <i>a.</i>	1152	1114	<i>d.</i>	Granica <i>d.</i>	935	620
752	945	<i>a.</i>	Bruxelles..... <i>d.</i>	638	545	<i>a.</i>	Granica <i>a.</i>	942	627
806	—	<i>d.</i>	Bruxelles..... <i>a.</i>	614	524	<i>d.</i>	Varsovie <i>d.</i>	347	1212
952	1056	<i>a.</i>	Ostende Quai <i>a.</i>	440	342	<i>a.</i>	Varsovie <i>a.</i>	1247	855
510	543	<i>d.</i>	Londres <i>d.</i>	900	900	<i>d.</i>	Wilna <i>d.</i>	554	945
830	—	<i>d.</i>	Bruxelles <i>a.</i>	441	521	<i>a.</i>	Dwinsk..... <i>a.</i>	258	236
510	—	<i>a.</i>	Londres(ver Calais) <i>d.</i>	900	900	<i>a.</i>	Saint-Petersbourg <i>d.</i>	645	1115

* Express.

REVUE DE HONGRIE

Couronnée par l'Académie Française

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, V^{te} de FONTENAY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, JULES de WLIASSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE

- I. — POURQUOI LES PUISSANCES DE L'ENTENTE
FONT LA GUERRE, par M. Jules de Wlassics,
Président du Haut Tribunal Administratif, ancien Ministre
des Cultes et de l'Instruction publique 1
- II. — SI LA RUSSIE ÉTAIT VICTORIEUSE, par M. ... 6
- III. — UNE MÈRE ROUMAINE DE BESSARABIE A SON
FILS, par M. Emil Isac 12
- IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus ... 15

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

PARIS

HACHETTE ET C^{IE}

Messageries et Journaux
8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER

Service de la Librairie étrangère
174, B^D ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE

(Succursale)

58, RUE DE ÉCOLES (SORBONNE)

VIENNE, GEROLD & CIE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.

FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE.

SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.

ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE. — GENÈVE, PH. DÜRR.

CONSTANTINOPLE, HEYDRICH.

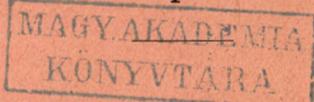
LITTÉRATURE HONGROISE, FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
HISTOIRE, POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE, PHILOSOPHIE, SCIENCES, BEAUX-ARTS
FINANCES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.



LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{ 25 cour. 30 francs.
ETRANGER (Union postale.)		

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

POURQUOI LES PUISSANCES DE L'ENTENTE FONT LA GUERRE

On fait toujours la guerre pour avoir la paix. Si l'issue de la lutte dépend du fait d'avoir été le provoqué ou le provocateur, des causes et du but de la guerre aussi bien que de l'habileté et de la bravoure avec lesquelles on l'a faite, la paix que nous obtiendrons ne pourra être que féconde en heureux résultats. Notre puissant allié, l'empereur d'Allemagne, voulait que son règne fût pacifique. C'est de cette idée qu'il s'est inspiré comme souverain et comme homme d'État. Le pacifisme de notre sage monarque est connu dans le monde entier. L'empereur Guillaume n'a cessé de chercher un rapprochement avec la France par l'intermédiaire d'hommes politiques, de savants, d'artistes, et il fut même un temps où l'idée de la revanche semblait décliner. Des hommes d'État tels que Waldeck-Rousseau, Etienne, D'Estournelles étaient sous son charme. Etienne disait même un jour en public : «Voilà un empereur comme il nous en faudrait un en France». Clemenceau disait aussi que s'il ne peut être ami de l'Allemagne à cause des souvenirs de 1870, il veut du moins entretenir avec elle les relations les plus correctes. Les hommes d'État français auraient dû profiter de cette période pour ouvrir les yeux au peuple français. L'idée de la revanche est devenue un des traits caractéristiques de l'âme populaire en France, et un homme d'État vraiment supérieur aurait seul été capable de faire taire cette haine implacable de l'Allemagne. La France aurait eu besoin d'un homme de génie et doué

d'une grande force de volonté pour démontrer qu'on ne pouvait fonder l'avenir du pays sur l'idée de la revanche. La France aurait dû mettre ses forces économiques et intellectuelles au service d'autres aspirations nationales. Tout en conservant son rang de grande nation, riche et civilisée, elle aurait pu poursuivre sa politique d'expansion coloniale où elle trouvait l'appui de l'Allemagne, comme on l'a vu à la Tunisie et au Tonkin : c'est ainsi qu'elle aurait continué à jouer un rôle dans l'histoire universelle. Pendant les vingt-cinq années qui viennent de s'écouler, la France est devenue, en effet, la seconde puissance coloniale du globe. L'idée de la revanche aurait dû être étouffée sous cette moisson de nouvelles conquêtes. Bismarck disait que la perte de la « Trouée des Vosges » n'avait pas nui à la situation de la France comme grande puissance. De fait, elle s'était fortifiée au point de vue économique et, par l'acquisition de nouvelles colonies, avait pleinement réparé les pertes territoriales subies en 1871. Cependant, l'idée de la revanche bannissait non seulement de l'âme populaire, mais de l'esprit des hommes d'État français les plus sérieux toute autre considération de politique étrangère dès que luisait le moindre espoir de reprendre l'Alsace et la Lorraine. L'isolement diplomatique de l'Allemagne était devenu la pensée directrice de la politique française.

L'opinion publique et les hommes d'État français voyaient dans l'œuvre d'encerclement diplomatique, poursuivie par Delcassé, Izvolsky et Édouard VII, le moyen le plus sûr de faire aboutir leurs projets de revanche. En 1907, Clemenceau avait déjà demandé à Édouard VII, en séjour à Marienbad, combien de soldats il enverrait au secours de la France en cas de rupture. Le roi d'Angleterre ne promit que 100.000 hommes. Clemenceau trouva, paraît-il, que c'était trop peu et le traité d'alliance ne fut pas signé alors. Toutefois la politique d'encerclement, inaugurée par Édouard VII, fut poursuivie avec ténacité par Delcassé qu'un vote de la Chambre avait jadis renversé pour avoir voulu la guerre avec l'Allemagne. Il a trouvé un fidèle collaborateur en Izvolsky, ministre des affaires étrangères, puis ambassadeur de Russie à Paris, lequel n'a cessé d'exciter les Français à la revanche et de leur peindre sous les couleurs

les plus brillantes le bel avenir que la victoire de la Triple Entente assurerait à la France. C'est un conte à dormir debout que d'oser prétendre que l'Allemagne voulait la guerre, ou encore que c'est nous qui avons provoqué cette conflagration universelle, tandis que nous n'avons fait que repousser énergiquement les insolences de la Serbie. Notre sage monarque est, comme nous l'avons déjà dit, le plus chaud ami de la paix, pour l'amour de laquelle il a beaucoup supporté de la part de notre turbulente voisine.

Les véritables mobiles et les vraies fins de la guerre que nos adversaires nous forcent de soutenir sont aujourd'hui manifestes. Or, ces mobiles et ces buts sont loin d'être communs. Chacune des puissances de l'Entente a d'autres raisons et d'autres buts. Il est certain que c'est uniquement l'idée de la revanche qui a poussé la France dans les bras de la Russie et de l'Angleterre. La France a renoncé à avoir une volonté à elle. Bien que la presse française aimât à jouer avec le feu d'une guerre menaçant l'empire d'Allemagne, nous ne craignons pas de nous tromper en affirmant que le peuple français ne s'est pas jeté volontiers dans cette guerre, mais qu'il y a été plutôt entraîné par la situation subordonnée que lui ont faite ses alliances. La France n'a pas seulement donné son argent à la Russie, elle lui a aussi aliéné son indépendance en fait d'initiative. Elle a dû entrer en lice quand elle en a reçu l'ordre, mais nous n'irons pas jusqu'à prétendre qu'il a été difficile de l'exciter à la guerre, lorsque la formidable marine britannique, la promesse d'un corps expéditionnaire anglais et les innombrables armées russes faisaient briller à ses yeux le mirage d'une Allemagne vaincue par les armées alliées et gisant aux pieds de la France au bout de quelques semaines de lutte. L'assouvissement de rancunes accumulées dans l'âme populaire, la gloriole, le désir de reprendre l'Alsace-Lorraine : voilà les mobiles de la prise d'armes du côté français.

La colère et la haine se retrouvent aussi du côté anglais. Mais tandis qu'en France la colère et la haine ont leur source dans la douleur causée par l'humiliation et par la perte de l'Alsace-Lorraine, en Angleterre elles proviennent d'un sentiment très peu élevé. L'Angleterre hait l'Allemagne, parce qu'elle fait depuis 1871 d'énormes progrès

sur le terrain cultural et économique et qu'elle inonde le monde entier des fruits de son pacifique travail, ce que la mercantile Angleterre ne saurait voir de bon œil. Un homme d'État allemand à qui l'on demandait un jour les raisons de la haine de l'Angleterre pour l'Allemagne, répondit: «C'est que nous avons beaucoup travaillé depuis 1871.» («Weil wir tüchtig waren».) Il va sans dire que les Anglais n'avoueront jamais cela, et ils cherchent déjà pour l'Histoire les formules au moyen desquelles ils espèrent justifier leur immorale guerre. Un de leurs premiers écrivains soutenait dernièrement que c'était *la guerre de la démocratie contre l'aristocratie militaire*. Quel peut bien être le principe démocratique qu'ils prétendent défendre par là? Dégraderaient-ils l'idée démocratique au point de prendre pour démocratique un sentiment des plus vils, celui de la jalousie? Est-ce peut-être au nom d'un principe démocratique qu'ils racolent une légion de mercenaires pour les envoyer sur le continent ou qu'ils achètent à un prix humiliant pour l'Angleterre la coopération d'un pays de race jaune, afin de lui confier la garde de l'Inde? Cependant, ils ont encore une autre formule que le ministre Churchill a émise au cours d'une conférence dite «scientifique»: l'Angleterre et ses alliées *soutiennent la cause de Jésus contre les démons*. Est-ce que Jésus a prêché la jalousie? La religion chrétienne range l'envie parmi les sept péchés capitaux. Est-ce conforme à l'enseignement du Christ que de promettre du secours à ses alliés, puis, au lieu de tenir sa promesse, louer publiquement l'amiral de ne pas exposer aux risques de la guerre une portion considérable de la fortune nationale anglaise, c'est-à-dire la grande flotte? Est-ce aussi conforme à cette doctrine de faire une loi punissant des travaux forcés les sujets britanniques qui oseraient faire honneur aux engagements pris en temps de paix vis-à-vis de ressortissants des pays ennemis? Ces formules fabriquées en vue de falsifier l'Histoire sont des phrases vides de sens, qui ne feront pas illusion sur la méprisable tactique des Anglais. Abject est le motif de cette guerre de l'Angleterre et odieuses sont les fins qu'elle poursuit. Ses mobiles sont la jalousie et la haine, car elle craint pour le monopole économique universel qu'elle s'était assuré jusqu'ici en maintenant des peuples

barbares sous son joug, et le but qu'elle poursuit est la ruine économique de tous les autres États, qu'ils soient ses alliés ou non.

La *troisième puissance* de l'Entente à quel mobile obéit-elle, quel but vise-t-elle en provoquant cet effroyable carnage? Serait-ce l'indépendance des peuples balkaniques? Mais tous ces peuples sont indépendants, et c'est précisément cette indépendance qui fait obstacle à la politique traditionnelle des tzars. La Russie est guidée uniquement par une ambition insatiable; sous le fallacieux prétexte de la communauté de race, elle vise à soumettre au sceptre des tzars tous les peuples slaves et veut détruire l'Autriche-Hongrie, parce que c'est à ses yeux l'État qui fait obstacle à ses projets touchant l'exécution du testament de Pierre le Grand. Ce n'est pas le désir de propager la civilisation qui l'anime, mais l'esprit de vertige que donne le sentiment de la force qui s'appuie sur des foules croupissant dans l'ignorance.

S'il est vrai, comme nous le disions au commencement de cet article, que l'issue d'une guerre dépend aussi bien des causes qui l'ont provoquée que de l'habileté et de la bravoure avec lesquelles on l'a faite, les champions de la *revanche*, de la *jalousie* et de la *fureur conquérante* doivent hésiter à avouer les mobiles auxquels ils obéissent, le but qu'ils poursuivent; tandis que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie peuvent, la tête haute, dire pourquoi elles ont, à eux deux, accepté la guerre contre sept États. L'empire Allemand et l'Autriche-Hongrie veulent seulement garder leur place au soleil et enrichir l'humanité du fruit de leur travail pacifique. Toutes les énergies se sont levées dans tous les pays et chez tous les peuples des deux puissances alliées et *nous accomplissons de concert une œuvre* peut-être sans précédent dans l'Histoire. Maintenant qu'on nous a forcés à faire la guerre, nous ferons aussi tous les sacrifices nécessaires, mais nous ferons aussi en sorte que la paix que nous obtiendrons soit une vraie paix présentant de solides garanties, pour que notre développement culturel et économique ne soit pas troublé à l'avenir.

JULES DE WLASSICS.

SI LA RUSSIE ÉTAIT VICTORIEUSE

Tout le monde sait que la guerre des quatre grandes puissances et de leurs alliés contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne est une lutte acharnée pour la sainteté des traités, la liberté des peuples et la paix de l'Extrême-Orient. Des hommes dignes de foi, comme MM. Churchill, Poincaré, Sazonoff et Okuma l'ont dit et il faut bien les en croire. L'insatiable avidité des deux puissances de l'Europe centrale était devenue insupportable. Il est vrai que l'Angleterre, la France, la Russie et le Japon possèdent d'immenses empires, mais c'est seulement pour répandre la civilisation qu'ils les ont conquis par des moyens probablement tout à fait pacifiques. Et ce qui agaçait surtout le Tzar et ses ministres, c'était que, selon eux, on n'est pas assez libre en Autriche-Hongrie et en Allemagne. Le Tzar résolut donc de rassembler ses armées et de leur ordonner d'établir partout la liberté comme en Russie; il résolut aussi de ne pas épargner l'argent pour aider ceux qui, dans quelques pays neutres ou alliés, se sont montrés dignes de son intérêt par les sympathies qu'ils témoignaient à sa grande œuvre. Ses ministres l'assuraient qu'on n'avait pas épargné l'argent, mais qu'on continuerait à dépenser pour le bien du monde ce qu'on avait emprunté en France. Il en était très content et il rappelait à ses ministres que ses augustes ancêtres avaient poursuivi le même but, par les mêmes moyens, et que, grâce à leurs sacrifices pour la cause de la liberté, la Finlande, la Pologne, l'Ukraine et la Bessarabie se portent à merveille.

«Il s'agit de détruire le militarisme allemand et autrichien», affirme-t-on aux pieux Révérends et aux pacifistes

anglais qui sont persuadés que la marine britannique n'a rien à faire avec le militarisme. Mais on oublie de leur dire que ce soi-disant militarisme forme une digue protégeant toutes les nations voisines de la Russie. Détruisez cette digue, et la Norvège, la Suède, la Roumanie, la Bulgarie, qui est riveraine de la mer Noire, et la Turquie se trouveront sans défense. Sans parler de l'Italie qui se ressentirait singulièrement d'un triomphe de la Russie.

Jusqu'à présent, la Russie avait fait la guerre ou à des puissances asiatiques ou à des puissances de second ordre ; elle avait aussi fait la guerre à la France révolutionnaire et napoléonienne et avait eu à combattre contre la coalition de 1854, mais tous ces États ennemis étaient loin de ses frontières. Aujourd'hui, elle est en guerre avec deux grands voisins, et l'issue de cette lutte sera, de ce fait même, bien autrement importante pour elle et pour l'Europe. Victoire et défaite auront une portée beaucoup plus grande que celles de 1812, année mémorable, mais qui détruisit, après tout, le règne d'un seul homme, d'un mortel de génie, dont la création factice n'avait aucune chance de lui survivre. Cette fois-ci la Russie n'a pas à faire à un général couronné de lauriers, mais à des grandes puissances solidement assises. L'issue de la guerre actuelle décidera pour longtemps du sort de la Russie, de ses deux adversaires et des peuples qui les entourent.

Constatons d'abord que des trois puissances c'est l'empire allemand qui est le plus solide. C'est une folie de croire qu'on puisse le déchirer pour en faire une Allemagne comme avant 1870. L'Allemagne de notre temps forme une unité nationale comme la France, et ni la Bavière, ni le Hanovre, ni la Saxe ne consentiraient à se séparer de la Prusse. Les projets fantastiques publiés par les journaux de Pétersbourg, de Londres et de Bordeaux ne sont que des rêves. On peut amoindrir l'Allemagne comme on peut mutiler la France, on peut lui arracher l'une ou l'autre de ses provinces, mais on ne peut pas forcer ses membres à redevenir ce qu'on appelle des États indépendants ; même séparés, ils se réuniraient d'eux-mêmes. Le sentiment national allemand est renforcé par la conscience de ce que signifie l'unité pour la vie de chaque État de l'empire allemand ; et

le magnifique essor économique de tous ces États a plus contribué à propager l'idée nationale que tous les discours n'auraient pu le faire. La pluralité des dynasties, qui trompe les superficiels, a aussi facilité l'unification, et la guerre, quelle que soit son issue, ne fera que fortifier l'empire à l'intérieur. L'Allemagne est un bloc.

L'Autriche-Hongrie et la Russie sont des conglomérations. Mais la cohésion des éléments est plus solide dans notre monarchie que dans l'empire russe. N'oublions pas que notre monarchie s'est formée presque sans guerres : la maison des Habsbourg a dû combattre contre des ennemis, mais le territoire des pays qui composent la monarchie n'est pas le résultat de conquêtes. Ces pays ont été, pour la plupart, réunis par des mariages qui ne faisaient que joindre ce que la nature et l'histoire avaient destiné à se conglo­mérer. La forme principale de la monarchie était si bien tracée d'avance par le développement naturel qu'en Autriche, aussi bien qu'en Hongrie, il y avait de vastes régions où beaucoup de nationalités se heurtaient pêle-mêle longtemps avant leur réunion sous le sceptre de la maison régnante. C'est justement cette bigarrure des populations qui avait rendues si âpres les luttes nationalistes, mais, en même temps, elle a aussi contribué à maintenir l'unité de l'ensemble. Les Russes avaient beau prêcher le panslavisme : les Slaves de l'Autriche-Hongrie combattent néanmoins héroïquement contre eux, et les Roumains de Transylvanie et les Serbes du Banat, bien que fils dévoués de leur église, se sont jetés comme des lions sur les rangs des ennemis. La conglomération russe est tout autre. Le gouvernement du Tzar qui dispose de tant de moyens, peut trouver des partisans et des serviteurs parmi toutes les nationalités de son empire, mais il ne peut pas leur inspirer un patriotisme russe. On n'a qu'à essayer de s'imaginer comme patriote russe un Polonais, un Ukrainien, un Finlandais, un Juif, pour sentir que — abstraction faite des Grands-Russiens — la Russie n'est pas une patrie, mais un empire.

La Russie, grâce à la propagande qu'elle fait, a souvent eu des succès parmi les populations des États voisins. Mais une fois sujets du Tzar, les pauvres dupes ont changé de sentiment. Pour être Russe de conviction, il faut être Grand-



Russien ou Russe bien payé. Ceux qui ne le sont pas ont le sort des victimes de cette sorcière qui transformait en bêtes de somme ses conviés qu'elle avait grisés.

La Russie, répétons-le, n'est pas une patrie, mais un empire. Mais, puisque tout est possible, il se peut qu'elle soit victorieuse; ce n'est pas probable, mais ce n'est pas impossible. Avec une population de 165 millions et un budget de guerre énorme, un empire peut toujours vaincre. Notre armée et celle de l'Allemagne valent mieux que l'armée russe, et ce qui s'est passé sur les champs de bataille, est d'heureux augure, mais il faut bien penser à tout: à partie remise et aussi à une victoire russe.

Quelles en seraient les conséquences ?

La Russie étendrait son influence sur la péninsule scandinave, la péninsule balkanique et l'Asie Mineure. Sous peu, elle confisquerait les parties septentrionales de la Norvège et de la Suède; le fjord de Vest, dans la province norvégienne de Finmark, attire depuis longtemps les regards des marins russes qui y trouveraient un port accessible même en hiver: le fameux port de Narvik, entouré en outre de mines de cuivre; les riches mines de fer dans la province suédoise de Norrbotten ne sont pas moins l'objet des convoitises russes qui, comme on sait, sont illimitées. Ces deux royaumes dépendraient du grand empire dont la puissance ne serait plus contrebalancée par rien dans cette partie de l'Europe. Le Danemark passerait aussi sous la dépendance de la Russie. On voudrait le leurrer par l'appât de l'annexion du Schleswig-Holstein qui compte environ 1,620.000 d'habitants, tandis que le Danemark en compte 2,770.000. Si ceux qui s'occupent à partager le monde savaient que le nombre des Danois au Schleswig n'est que de 140.000, ils comprendraient aussi que cette annexion constituerait un lourd fardeau pour le Danemark; et s'ils le savent, ils font au royaume ce cadeau justement par cette raison, prévoyant que, pour le garder, il devra se placer sous le protectorat anglo-russe — nouvelle extension de l'influence du Tzar.

La Roumanie, cela va sans dire, occuperait la Transylvanie et la Bukovine. Mais, dans ces deux pays, le nombre des Magyars, des Allemands et des Ruthènes est de peu inférieur à celui des Roumains (1,600.000 contre 1,660.000) et la

Roumanie deviendrait un État agrandi, mais peuplé de nationalités mixtes; en outre, privée du soutien de l'Autriche-Hongrie, elle serait la vassale de la Russie. Quel heureux changement! Au lieu d'être l'amie des deux puissances de l'Europe centrale, elle aurait le bonheur de servir de marche-pied à la Russie. Il n'est pas douteux qu'elle ne jouirait pas longtemps de la possession des bouches du Danube; la Russie voudra y dominer elle-même, et n'ayant plus à craindre l'opposition des monarchies centrales, elle n'irait pas par quatre chemins pour faire ce qui lui plairait.

Quant à la Bulgarie, elle est considérée par les Russes comme un simple évadé qu'il faudrait faire reconduire au cachot par des gendarmes. Qu'elle ne s'imagine pas de faire changer cette manière de voir par une attitude obéissante; jamais elle ne pourra obéir assez pour contenter la Russie. Rappelons-nous que le ministère Danew s'est sacrifié pour elle et que, malgré cela, la politique russe l'a abandonné, l'a jeté en proie à la Serbie et n'a pas cessé de vouloir commander à Sofia. Le grand crime de la Bulgarie est de ne pas être une province russe; c'est pour cela qu'elle avait été créée et elle a eu l'impudence d'aspirer à être davantage, voire même à être indépendante. L'Autriche-Hongrie l'a protégée, mais une fois vaincue, cette puissance ne sera plus à même de l'aider et la Bulgarie deviendra, sous un nom quelconque, ce que la Russie voulait en faire depuis longtemps. Peut-être sera-t-elle agrandie de la Macédoine. Pourquoi la Russie n'agrandirait-elle pas sa province?

La Russie s'étendra donc, sous une forme ou sous une autre, jusqu'aux frontières de la Grèce qu'elle étendra. Hâtons-nous d'en féliciter la nation hellénique.

Et que dire de la Turquie? Combien de temps survivrait-elle à la victoire de la Russie et de l'Angleterre? Que resterait-il d'elle, et que serait ce qui resterait? La Mésopotamie et l'Arabie anglaises; la Syrie française; l'Asie Mineure et la Thrace russe ou à moitié russe. Quelles perspectives!

On nous objectera peut-être qu'un empire russe tellement vaste, et agrandi encore de la moitié de la Perse et de la Mongolie, ne pourra pas durer et qu'il sera anéanti un jour. C'est possible. Il se peut qu'après cent ans, ou deux

cents ans, il s'écroulera comme ces empires des Mongols qui, cependant, ne disposaient pas encore de tous les moyens de la technique moderne rendant les puissants plus puissants et les faibles plus faibles encore. Il se peut que l'édifice gigantesque de cette Russie agrandie s'affaîssera et finira par tomber en ruines. La belle consolation ! Des générations entières auront vécu dans les ténèbres, commandées par des milliers de tyrans au nom du Tzar. Car il ne faut pas croire que l'empire se transformera en fédération. Point du tout. Plus il croîtra en étendue et en force extérieure, plus il devra se centraliser pour se maintenir. Ne soyons pas dupes : la victoire de la Russie rejetterait l'humanité en arrière de plusieurs siècles, et l'on sait que ce ne serait pas la première fois que l'humanité aurait à subir une pareille destinée.

L'histoire de la Russie, l'histoire du monde est arrivé à un tournant d'importance énorme. Ou la Russie sera forcée, par une défaite complète, de renoncer à la politique impérialiste et panslaviste qui l'a poussée à cette guerre, ou bien elle triomphera, et arrivera à former fatalement une sorte d'empire mondial, fléau des nations et portant malheur au peuple grand-russien lui-même.

M.

UNE MÈRE ROUMAINE DE BESSARABIE A SON FILS

«Mon cher enfant,

Te voilà bien loin de moi à présent, d'autres sentent le baiser de tes lèvres, d'autres voient le sourire de tes yeux. Je ne sais même pas si tu es encore vivant ou si ton corps est déjà tout froid, si tu as revu le père qui a beaucoup souffert dans le pays du brouillard, dont l'âme a subi de cruelles épreuves avant de perdre le souvenir de toute chose. Mon cher enfant, ne pleure pas si ma lettre te trouve encore en vie, sois fier de ce que je suis seule maintenant; je ne souffre pas de ton absence, puisque tu es parti pour la terre étrangère afin de rapporter à la cloche de notre église son tintement d'autrefois... Je n'ignore pas que tu baignes aujourd'hui dans le sang et la fumée, que la terre nue est ton oreiller, mais cette terre noire te dit certainement ses secrets: beaucoup sont morts dans le pays du brouillard et beaucoup ont été pendus aux arbres comme des désespoirs parvenus à maturité, beaucoup sont bien loin dans les glaces de la Sibérie, parce qu'ils auraient trop aimé rester ici...

Mon cher fils, je ne languis pas après toi et je ne t'attends pas à la porte, les nuits de clair de lune, dans l'espoir que tu viendras sécher mes pleurs avec tes baisers. Aujourd'hui une mère ne doit pas pleurer et ne doit pas guetter le joyeux retour de son enfant; maintenant tu n'es plus à moi; je t'ai donné au génie de la liberté qui fera de toi un esclave ou un homme libre. Je ne t'attends pas une bougie à la main pour te coucher dans ton petit lit et

t'endormir en te parlant du père ; peut-être que tu ne sais même plus ce que c'est que dormir et que tu ne vois partout que la mort, couverte d'un suaire, qui arrose les chemins d'un sang vermeil... A présent tu ne t'endors plus à ma voix et à mon chant plaintifs, la tempête fait rage autour de toi et les balles crépitent, comme chez nous, à la moisson, les grains de blé... Et c'est en vain que tu te regarderais dans le miroir du lac, que tu tresserais une couronne de fleurs pour que le baiser de ta fiancée soit plus ardent ; tu n'appartiens plus à Marie, tu t'es arraché à ses bras, tu es à nous tous... Ta main, dont le velours lissait les rides de mon front, porte des armes et sème la mort, mais je bénis Dieu de ce que tu es loin, parce que je te sens dans mon cœur, et mon cœur me dit que tu es fort et courageux. Tu ne crains ni la douleur ni la tombe, car tu veux souffrir pour ceux qui gémissent depuis des siècles sous le knout ; tu mourras avec joie, car il est plus beau de mourir de la balle d'un assassin que de la maladie qui a tué lentement le pauvre père dans sa prison.

Mon cher enfant,

Des milliers de mères ont envoyé leurs fils pour ne plus jamais les revoir peut-être... et pas une seule ne pleure. C'est que des milliers de pères se sont consumés lentement dans les mines de plomb, que nous avons été knoutés, battus avec des cordes trempées dans de l'eau salée, qu'on a arraché le battant de nos cloches pour nous forcer à apprendre des prières étrangères... Depuis des siècles il ne nous était plus permis de croire, d'aimer, de vouloir, comme nos aïeux croyaient, aimaient et voulaient... Depuis des siècles l'ennemi sème son blé dans la terre qu'il nous a prise, mais où sont ensevelis nos pères. On nous a foulés aux pieds, chargés de chaînes quand nous demandions un rayon de soleil et que nous essayions de chanter, comme les oiseaux au printemps... Nous ne pouvions plus louer le Seigneur en notre langue, et que de fois des Cosaques ivres nous ont tirés de nos plus beaux rêves réclamant de l'eau de vie et des femmes ! Et un jour que ton père avait tourné son arme contre celui qui demandait ta mère après boire... ils sont revenus en grand nombre... et ils ont emmené ton père, mon cher fils, sans même lui permettre

de caresser tes boucles blondes, quand tu souriais en dormant parce que tu voyais Jésus en rêve . . . Tu as grandi orphelin comme les fleurs des champs, et je t'ai arrosé de mes larmes pour que tu deviennes fort et que, le moment venu, tu puisses manier le sabre; maintenant je bénis Dieu de ce que mes larmes t'ont rendu robuste; c'est ma malédiction qui frappe par ton bras; frappe fort et tiens-la ferme qu'elle ne s'échappe pas de ta main . . .

Mon cher enfant, Te voilà bien loin de moi à présent, d'autres sentent le baiser de tes lèvres, d'autres voient le sourire de tes yeux. Quand tu auras lu cette lettre, mets-la sur ton cœur, pour qu'elle lui verse la foi et la volonté de vaincre . . . Souffre avec joie, et si ton corps immaculé vient à être percé d'un coup de lance, supporte la douleur avec patience, puisque tu souffres pour la captivité de ton père, la liberté de ta mère.

Et si tu dois nous revenir un jour, cueille, pour ta Marie, dans les plaines lointaines, les fleurs de la liberté, fais-en une couronne que tu mettras sur son front: Marie sera alors plus belle que la jeune fée des contes. Mon cher enfant . . . mon fils bien-aimé . . . Reste mon bon petit enfant et fais ce que t'écrit ma main tremblante . . .»

Pour copie EMILE ISAC.⁽¹⁾

⁽¹⁾ Publiciste et auteur dramatique roumain, avantageusement connu comme propagateur des idées modernes.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 septembre 1914.

Commençons par relater cette aventure sanglante que les Serbes et leurs alliés russes, anglais et français ont qualifiée d'«offensive serbe» et de «marche victorieuse à travers la Hongrie». Nous avons raconté, dans notre dernière chronique, comment la division du Timok avait été défaite par les troupes austro-hongroises. Tel a aussi été le sort de cette armée serbe d'à peu près 15.000 hommes qui avait fait irruption dans le Banat et la Syrmie limitrophes. On s'était bien gardé de troubler les Serbes dans leur passage de la Save, mais, une fois sur le sol hongrois, l'action meurtrière de notre artillerie se fit bientôt sentir dans leurs rangs. Le combat acharné, qui avait amené la déroute définitive de l'ennemi, lui a coûté plus de 3000 morts et plusieurs milliers de prisonniers.

Nous croyons qu'après cela, l'armée du roi Pierre aura perdu toute envie de reprendre «l'offensive en Hongrie».

Nos troupes qui sont entrées le 8 septembre en Serbie par la Drina, avancent continuellement vers l'intérieur de ce pays, en occupant des points stratégiques importants et en brisant toute résistance. Nous espérons que, dans notre prochaine chronique, nous pourrons déjà rendre compte du succès de l'offensive austro-hongroise. C'est à cette occasion que nous parlerons aussi de l'offensive des armées réunies de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne contre l'armée russe qui se trouve en Galicie.

Parmi les faits glorieux que nous devons enregistrer dans cette chronique, ceux du général Hindenburg méritent une place exceptionnelle.

Il est curieux de constater que les journaux français et anglais qui déclarent sans vergogne que «l'armée russe opère devant Posen et Breslau», (*Le Journal*, 13 septembre 1914) ne soufflent pas mot de ce général allemand qui, après avoir battu les Russes et les avoir chassés de toute la Prusse orientale,

a défait et mis en fuite toute l'armée de Wilna et de Grodno, c'est-à-dire plus de sept corps d'armées. La vérité est que pas un soldat russe ne se trouve sur territoire allemand et que Hindenburg a occupé tout le gouvernement de Suwalki, où il a introduit l'administration allemande. N'est-il pas ridicule, de la part de la presse ententiste, de se bercer de l'illusion d'une prochaine invasion russe à Berlin, quand le général Hindenburg, au lieu d'être vaincu, se trouve au cœur de la Russie et marche en triomphe, avec une armée de 750.000 hommes, sur Varsovie ?

La grande bataille franco-allemande n'a pas encore pris fin. Lorsque, il y a quelques jours, le général von Kluck avait entamé un mouvement de retraite à l'aile droite de son armée, nos confrères de Bordeaux s'adonnèrent à la joie facile de crier à la victoire. Hélas ! Ils ont depuis reconnu leur erreur et le général anglais, M. French, a même déclaré «qu'il s'était mépris en interprétant le sens de la rétrogression allemande». Le fait est que l'armée française s'est repliée sur toute la ligne et se tient de nouveau sur la défensive, que toute velléité d'offensive de sa part a été repoussée. Un dernier bulletin du quartier général allemand nous apprend que le grondement du canon a cessé à Verdun dont quelques forts étaient déjà tombés le 27 septembre ; ainsi le passage de l'armée allemande est devenu libre même sur ce point de la Meuse et elle peut, dès maintenant, attaquer de dos l'ennemi. Nous croyons que la grande décision est proche sur le champ de bataille français.

Il nous reste encore à commémorer un exploit de la marine allemande qui vient d'émerveiller tout le monde — y compris nos ennemis. Un sous-marin allemand a coulé, le 22 septembre, les trois cuirassés anglais *Aboukir*, *Hogue* et *Cressy*. Ce fait d'armes éclatant a plongé dans la consternation cette Angleterre qui est si fière de sa puissance maritime. Mais la guerre mémorable de 1914 lui apprendra peut-être qu'il n'y a pas de puissance qui tienne devant la témérité et l'ingéniosité des héros germaniques. En tout cas, la foi dans l'invincibilité de la flotte britannique est désormais ébranlée.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.



Hors
Concours.



16
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C^o.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise :

TRANSYLVANIA SEC.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association : le comte Aladár Széchenyi. Vice-Président : le comte Thomas Erdődy. Direction : Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismund Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

BAINS CSÁSZÁR

Situés à Budapest, sur la rive droite du Danube, en face l'île Sainte-Marguerite, au pied de la montagne Saint-Joseph. Parc magnifique, excellents chemins conduisant sur la montagne, d'où la vue s'étend sur Budapest et ses environs. Sources thermales sulfureuses chaudes et tièdes, au nombre de dix, dont une purgative. Ces sources sont excellentes contre : la goutte, les maladies de nerfs, les affections de l'homme et de la femme. Eau de régime très efficace contre les affections des appareils respiratoires, etc. Cures d'été et d'hiver de premier ordre; bains de vapeur modernes; bains de fange très confortables; cataplasmes de fange; écoles de natation séparées pour messieurs et dames; bains turcs; piscines de marbre; bains d'air chaud, d'acide, carbonique et d'électricité. 200 chambres à coucher très confortables. Prix modérés. — Notice franco sur demande.

S'ADRESSER A LA DIRECTION, BUDAPEST (HONGRIE).

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Paris

290	—	d. Budapest Ouest..... a.	200	—	
620	—	a. Vienne (Marchegg) d.	925	—	
725	—	a. Vienne Westb. d.	830	—	
205	700	d. Budapest Est. a.	140	1145	
640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	910	720	
725	—	a. Vienne Westb. d.	830	550	
750	1235	d. Vienne Westb. a.	720	550	
710	1145	a. Innsbruck d.	710	610	
1139	410	a. Buchs d.	233	204	
1200	440	d. Buchs a.	203	142	
209	656	a. Zurich d.	1152	1140	
248	825	d. Zurich a	1033	1125	
		d. Bâle a.	607	—	
		a. Delle d.	415	—	
		d. Delle a.	308	—	
1148	545	a. Paris Est..... d.	900	100	

Budapest—Vienne—Munich—Paris

205	700	d. Budapest Est. d.	1105	200	1145
640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	850	720	
725	1235	a. Vienne Westb. d.	825	550	
650	200	— d. Budapest Ouest. ... a.	1105	200	—
1104	620	— a. Vienne (Marchegg) d.	651	925	—
1135	725	— a. Vienne Westb. d.	619	825	—
1200	840	100 d. Vienne Westb. a.	600	610	600
525	250	658 a. Salzburg d.	1251	938	1251
532	325	720 d. Salzburg a.	1245	855	1228
745	630	1000 a. Munich d.	1028	510	930
755	700	1025 d. Munich a.	1018	509	840
225	208	534 a. Strasbourg d.	344	935	145
231	218	552 d. Strasbourg a.	336	824	139
340	340	659 a. I. Avricourt d.	115	525	1056
245	244	604 d. I. Avricourt a.	112	522	1051
856	920	1210 i. Paris Est. d.	714	1015	515

Budapest—Fiume—Ancone—Naples.

645	710	d. Budapest..... a.	700	905	
150	228	d. Zagrâb d.	1212	209	
708	730	a. Fiume d.	615	810	
728	750	a. Fiume Quai d.	—	—	
745	815	d. Fiume a.	500	615	
430	530	a. Ancône..... d.	815	900	
1129	803	d. Ancône..... a.	505	820	
600	400	a. Foggia d.	1040	1205	
616	500	d. Foggia a.	955	1150	
1110	1100	a. Naples d.	455	735	

Départs de Fiume lundi, vendr. 8½, merç. 745

Départs d'Ancone mardi, samedi 9½, jeudi 8½

Budapest—Fiume—Ancone—Rome

645	710	d. Budapest Est..... a.	700	905	
150	228	d. Zagrâb d.	1212	209	
708	730	a. Fiume d.	615	810	
745	815	d. Fiume a.	500	615	
430	530	a. Ancône..... d.	815	900	
527	720	d. Ancône..... a.	524	640	
837	1046	d. Foligno..... d.	217	339	
935	1124	d. Spoleto d.	140	304	
1021	1225	d. Terni..... d.	1239	213	
1210	235	a. Rome d.	1020	1210	

Budapest—Belgrade—Sofia—Constantinople

	*	—	d. Budapest Est a.	—	*
	1130	—	d. Budapest Ouest ... a.	—	610
	550	—	d. Zimony d.	—	1050
	558	—	a. Belgrade..... d.	—	1039
	613	—	d. Belgrade..... a.	—	1025
	1122	—	d. Nis..... d.	—	511
	240	—	d. Tzaribrod d.	—	300
	420	—	a. Sofia d.	—	210
	435	—	d. Sofia a.	—	142
	737	—	d. Saremby..... d.	—	1024
	211	—	d. Adrianople d.	—	418
	1100	—	a. Constantinople d.	—	615

* Dép. de Budapest dim., mar., jeudi et vendr.

* Dép. de Constantinople lundi, merc., vend. et dim.

Budapest—Bucarest—Constantinople

	*	—	d. Budapest Ouest ... a.	—	*
	1145	—	a. Verciorova d.	—	610
	940	—	d. Verciorova a.	—	750
	1050	—	d. Crajova d.	—	840
	139	—	d. Pitesti d.	—	552
	—	—	d. Bucarest..... d.	—	1250
	634	—	d. Bucarest..... a.	—	1235
	647	—	a. Constanza d.	—	800
	1105	—	a. Constanza port d.	—	—
	1130	—	d. Constanza a.	—	500
	1200	—	a. Constantinople..... d.	—	300

* dép. Brest lundi, merc., sam.

* Dép. Constantinople mar., jeudi, sam.

Budapest—Cologne—Bruxelles—Londres

650	200	930	d. Budapest Ouest..... a.	1105	200	710
1104	620	550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	651	925	1110
1135	725	700	a. Vienne Westbahn... d.	619	830	1010
	205	—	— d. Budapest Est a.	—	140	—
	640	—	— a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	—	910	—
	725	—	— a. Vienne Westbahn... d.	—	830	—
1200	1005	805	d. Vienne Westbahn... a.	600	710	955
501	305	118	a. Passau d.	1255	150	440
517	330	135	d. Passau a.	1207	120	415
830	647	455	a. Nurnberg..... d.	815	940	1151
1247	1155	↓	a. Francfort d.	336	336	616
435	440	521	a. Cologne d.	1157	1127	155
441	613	600	d. Cologne a.	1152	1114	1101
752	945	1025	a. Bruxelles..... d.	638	545	500
806	—	113	d. Bruxelles..... a.	614	524	—
952	1056	301	a. Ostende Quai a.	440	342	—
510	543	1001	a. Londres d.	900	900	—
~30	—	1058	d. Bruxelles a.	441	521	441
510	—	705	a. Londres(per Calais) d.	900	900	900

Budapest—Varsovie—St-Petersbourg

220	—	d. Budapest Est a.	1250	935	—
935	—	d. Ruttka d.	620	240	—
958	—	a. Zsolna d.	544	1201	—
1220	650	— d. Budapest Ouest a.	940	620	—
251	917	— d. Galânta d.	712	354	—
602	1229	— a. Zsolna d.	351	1227	—
621	1241	— d. Zsolna a.	324	1156	—
830	250	— a. Oderberg..... d.	110	950	—
—	515	— d. Budapest Ouest. a.	200	805	—
—	1010	— Gänserndorf..... d.	925	340	—
—	235	— a. Oderberg d.	128	1000	—
856	315	— d. Oderberg a.	1248	940	—
1240	618	— a. Granica d.	935	620	—
200	827	— d. Granica a.	942	627	—
742	217	— a. Varsovie d.	347	1212	—
1030	550	— d. Varsovie a.	1247	855	—
1145	1250	— d. Wilna d.	554	945	—
—	—	— d. Dwinsk..... a.	258	236	—
—	—	— a. Saint-Petersbourg d.	645	1115	—

* Express.

REVUE DE HONGRIE

Couronnée par l'Académie Française

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÓTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE

I. — QUELQUES DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE	1
II. — L'ANGLETERRE ET LA GUERRE, par M. Édouard J. Bing	6
III. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par <i>Historicus</i> ...	14

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

PARIS

HACHETTE ET C^{IE}

Messageries et Journaux
8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER

Service de la Librairie étrangère
174, B^o ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE

(Succursale)
58, RUE DE ÉCOLES (SORBONNE)

VIENNE, GEROLD & CIE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.

FLORENCE, SUCC. B. SEEGER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE.

SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.

ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE. — GENÈVE, PH. DÜRR.

CONSTANTINOPLE, HEYDRICH.

LITTÉRATURE HONGROISE, FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
HISTOIRE, POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE, PHILOSOPHIE, SCIENCES, BEAUX-ARTS
FINANCES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.



LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE ... } un an { 25 cour.
ÉTRANGER (Union postale.) ... } 30 francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

QUELQUES DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE⁽¹⁾

Le 28 juillet de cette année, l'archiduc François-Ferdinand, prince-héritier d'Autriche-Hongrie, et son épouse, la duchesse de Hohenberg, tombaient sous les balles d'une bande de conjurés serbes. L'enquête faite par les autorités austro-hongroises a révélé que l'attentat contre la vie du prince-héritier avait été préparé à Belgrade avec le concours de personnalités officielles serbes et exécuté au moyen d'engins provenant d'arsenaux serbes. Ce forfait a ouvert les yeux du monde civilisé non seulement sur les buts que poursuivent les cercles politiques serbes touchant l'existence et l'intégrité territoriale de la monarchie austro-hongroise, mais aussi sur les moyens criminels auxquels la politique panslave n'avait pas honte de recourir pour arriver à ses fins. Le but de cette politique était de fomentier des troubles perpétuels dans les régions sud-est de la monarchie austro-hongroise et, finalement, d'annexer ces territoires à la Serbie. Toutes les représentations faites jusqu'ici par l'Autriche-Hongrie à la Serbie en vue de la détourner de cette politique et de l'engager à entretenir avec elle des rapports de bon voisinage, sont demeurées sans résultat. C'est la troisième fois que, dans le cours des six dernières années, la Serbie met ainsi l'Europe à deux doigts d'une guerre universelle. Elle ne pouvait agir de la sorte que parce qu'elle se croyait appuyée par la Russie. Après les événements de 1908, qui eurent pour point de départ la révolution turque, la Russie s'est

(1) De source allemande.

appliquée à créer une union des États balkaniques placée sous son patronage et dirigée contre l'existence de la Turquie. Cette alliance balkanique qui réussit, en 1911, à enlever à la Turquie la plus grande partie de ses possessions d'Europe, s'est brisée lors du partage du butin. La politique russe ne s'est pas laissée décourager par cet échec. Le plan des hommes d'État russes était de constituer, sous le patronage de la Russie, une nouvelle alliance des peuples balkaniques, dirigée non plus contre le Turc refoulé hors des Balkans, mais contre l'existence de la monarchie austro-hongroise. Selon le projet russe, la Serbie devait céder à la Bulgarie quelques portions des territoires conquis en Macédoine et se dédommager aux dépens de la monarchie danubienne par l'annexion de la Bosnie et de Herzégovine. On aurait, de cette manière, apaisé la Bulgarie qui serait restée tranquille, la Roumanie, gagnée par la propagande française, aurait fait alliance avec la Russie, et la Serbie aurait eu en partage la Bosnie et l'Herzégovine.

Dans ces conditions, l'Autriche devait se dire qu'elle ne pouvait souffrir plus longtemps ces menées sans laisser porter atteinte à sa dignité et à sa sécurité. Le Gouvernement imp. et royal nous informa de sa manière de voir et nous demanda notre avis. Nous pûmes répondre à notre alliée que nous partagions sa manière de voir et lui donner l'assurance qu'elle aurait notre approbation pour une action qu'elle jugerait nécessaire afin de mettre un terme aux agissements de la Serbie contre l'intégrité de la monarchie. Nous savions parfaitement qu'une action armée de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie pourrait amener une intervention de la Russie et, par suite de nos obligations d'allié, nous engager dans une guerre. Or, reconnaissant que les intérêts vitaux de l'Autriche-Hongrie étaient en jeu, nous ne pouvions recommander à notre alliée ni une indulgence inconciliable avec sa dignité, ni lui refuser notre appui dans ce moment critique. Nous le pouvions d'autant moins que nos intérêts étaient menacés de la manière la plus sensible par les perpétuelles menées de la Serbie. Si l'on permettait plus longtemps à celle-ci de mettre, avec l'aide de la Russie et de la France, l'existence de la monarchie voisine en péril, la conséquence en serait une désagrégation progressive de

l'Autriche, et enfin l'assujettissement de tous les Slaves à la puissance russe, en suite de quoi la situation de la race germanique dans l'Europe centrale deviendrait intenable. Une Autriche moralement affaiblie et s'effondrant sous la poussée du panslavisme russe ne serait plus une alliée sur laquelle on pût faire fond pour parer au péril qui nous menaçait en raison de l'attitude de plus en plus menaçante de nos voisins de l'Est et de l'Ouest. Nous laissâmes donc les mains entièrement libres à l'Autriche au sujet de l'action projetée contre la Serbie sans prendre part non plus aux préparatifs qu'elle faisait en vue de la réaliser.

L'Autriche décida d'envoyer au Gouvernement serbe une note pour lui exposer les étroits rapports que l'enquête ouverte au sujet de l'assassinat de Sarajevo avait permis de constater entre le meurtre et l'agitation panserbe, non seulement tolérée, mais encouragée par le Gouvernement serbe, pour lui demander de mettre fin à ces menées et exiger la punition des coupables. Comme garantie d'une procédure sérieuse, l'Autriche-Hongrie demandait en même temps que ses fonctionnaires prissent part à l'enquête sur territoire serbe et que les associations panserbes dont l'activité était dirigée contre l'Autriche-Hongrie fussent dissolues. Le Gouvernement impérial et royal donna un délai de 48 heures pour l'acceptation pure et simple de ses demandes. Le Gouvernement serbe commença à mobiliser un jour après la remise de la note austro-hongroise. A l'expiration du délai, le même Gouvernement donna une réponse satisfaisant, il est vrai, sur certains points aux vœux de l'Autriche-Hongrie, mais trahissant nettement, pour l'essentiel, le désir de faire traîner les choses en longueur par de nouvelles négociations et de se soustraire aux justes exigences de la monarchie austro-hongroise. Celle-ci rompit alors les rapports diplomatiques avec la Serbie et refusa d'engager de nouveaux pourparlers, ne voulant pas se laisser amuser par des promesses serbes dont elle connaît le peu de valeur pour l'avoir appris à ses dépens.

A partir de cet instant, l'Autriche-Hongrie se trouvait de fait en état de guerre avec la Serbie. La déclaration de guerre officielle eut lieu le 28 juillet.

Dès le commencement du conflit nous étions d'avis

que c'était une affaire qui ne regardait que l'Autriche et qu'elle devait régler seule à seule avec la Serbie. Nous nous sommes efforcés de localiser la guerre et de convaincre les autres puissances que l'Autriche-Hongrie se trouvait en état de légitime défense et forcée par les circonstances de faire appel aux armes. Nous avons représenté avec force qu'aucun État civilisé n'avait le droit de s'opposer à cette lutte de l'Autriche contre la barbarie et une politique d'assassinats, ni de soustraire les Serbes à un châtement mérité. C'est dans ce sens que nous avons envoyé des instructions à nos représentants à l'étranger.

En même temps l'Autriche-Hongrie informait le Gouvernement russe que son action à Belgrade avait exclusivement le caractère d'une mesure défensive contre les menées serbes, mais qu'elle exigeait des garanties sérieuses pour que la Serbie observe à l'avenir une attitude plus amicale vis-à-vis de la monarchie. L'Autriche-Hongrie ne songeait point à apporter des changements dans l'équilibre des forces en Orient. Sur la déclaration de notre Gouvernement comme quoi il s'efforçait de localiser le conflit, les Gouvernements français et anglais firent aussi la promesse d'exercer une action dans le même sens. Malgré nos efforts, nous ne réussîmes pas à empêcher une immixtion de la Russie dans le conflit austro-serbe.

Le Gouvernement russe fit paraître le 24 juillet un communiqué officiel où il déclarait que la Russie ne pouvait rester indifférente au conflit austro-serbe. Le ministre des Affaires étrangères, M. Sazonoff, fit la même déclaration à notre ambassadeur, le comte de Pourtalès. Dans l'après-midi du 26 juillet, le Gouvernement imp. et royal fit de nouveau déclarer par son ambassadeur à Saint-Pétersbourg que l'Autriche-Hongrie n'avait aucunes visées de conquête et qu'elle voulait seulement avoir la paix sur ses frontières. Cependant, le même jour arrivaient à Berlin les premières nouvelles de la mobilisation russe. Dans la soirée même du 26, les ambassadeurs d'Allemagne à Londres, Paris et Saint-Pétersbourg furent invités à représenter d'une manière énergique aux gouvernements anglais, français et russe les dangers d'une mobilisation en Russie. L'Autriche-Hongrie ayant déclaré officiellement à la Russie qu'elle n'envisageait point un agrandisse-

ment de territoire aux dépens de la Serbie, c'était exclusivement de Saint-Pétersbourg que dépendait la paix universelle. Le même jour l'ambassadeur impérial à Saint-Pétersbourg fut invité à faire au Gouvernement russe la déclaration suivante :

Les préparatifs militaires de la Russie nous forceront à prendre des mesures correspondantes, c'est-à-dire à mobiliser notre armée. Or la mobilisation, c'est la guerre. Connaissant les obligations de la France vis-à-vis de la Russie, cette mobilisation viserait à la fois la Russie et la France. Nous ne pouvons croire que la Russie veuille déchaîner une guerre européenne. Comme l'Autriche ne veut pas porter atteinte à l'indépendance du royaume de Serbie, nous sommes d'avis que la Russie peut observer une attitude expectante. Il nous serait d'autant plus facile d'appuyer le désir de la Russie de ne pas laisser mettre en question l'existence du royaume de Serbie que l'Autriche-Hongrie elle-même n'y songe nullement. Pendant le cours des événements il sera facile de trouver un terrain d'entente.

(La fin dans un prochain numéro.)

L'ANGLETERRE ET LA GUERRE

Avant de déterminer le rôle précis que joue la Grande-Bretagne dans le grand conflit des puissances, le spectateur impartial est obligé de différencier soigneusement l'Angleterre *officielle* de celle à laquelle cette épithète ne peut s'appliquer. En effet, tandis que, d'un côté, le public anglais a créé l'idée du *gentleman*, en entourant d'une sorte de culte l'intégrité et l'honneur, d'un autre côté, les classes compétentes de la « perfide Albion » dirigent la politique extérieure du Royaume Uni avec un manque de scrupules sans égal. C'est d'autant plus répugnant que, à la différence de la Russie, son alliée actuelle, qui ne cache pas son jeu et qui avoue cyniquement qu'elle ne connaît, en politique, que son intérêt auquel elle subordonne tout le reste, l'Angleterre dissimule ses procédés de corsaires sous le masque hypocrite d'une généreuse chevalerie à l'égard des faibles et d'une équité sans reproches.

Il est certain, en effet, que le gouvernement de l'Angleterre s'est lancé dans la guerre actuelle, *sans consulter l'opinion publique et sans le consentement de la nation* : les faits qui prouvent jusqu'à l'évidence ce que nous avançons ici, abondent. Il faut chercher les bases de l'inique politique étrangère de la Grande-Bretagne dans la *politique d'encerclement* de feu Edouard VII. Sir Edouard Grey qui, parmi les hommes d'État britanniques, a suivi le plus fidèlement les enseignements de Machiavel, n'a fait qu'emboîter le pas à son prédécesseur, le tory lord Lansdowne, qui est le véritable auteur de la politique anglaise francophile récemment inaugurée. Mais c'est le gouvernement actuel qui est cou-

pable d'avoir impliqué la nation anglaise dans la guerre, malgré l'opinion publique qui y fut contraire, et il n'est pas douteux que cette guerre va entraîner fatalement à sa suite la chute du cabinet libéral et de son parti.

En effet, Sir Edouard Grey a soigneusement caché à l'opinion publique, comme au Parlement, le fait que la Grande-Bretagne *est obligée, en vertu des traités, de secourir la France* en cas de guerre. Il est de notoriété publique que des conventions ont été conclues, il y a de cela plusieurs années, stipulant que, si cette dernière puissance était attaquée par l'Allemagne, l'Angleterre s'obligeait à envoyer un corps expéditionnaire en Belgique, dont elle *défend* actuellement la neutralité. D'un autre côté, Sir Edouard Grey aurait de la peine à nous faire croire qu'il eût déclaré la guerre à la France si l'armée française avait été assez agile pour prévenir l'Allemagne dans l'occupation de la Belgique.

Le gouvernement britannique, en se laissant prendre dans les filets de la malencontreuse Triple Entente, a commis toute une série de lourdes fautes dont il va, sans doute, subir les conséquences. L'erreur capitale du cabinet de Saint-James dérive de son amitié récente et contre nature pour la Russie, comme on va le voir.

Les bonnes relations constantes, sincères et *indépendantes des fluctuations de la politique internationale* qui existent entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie d'une part, et la Turquie de l'autre, ont leur raison d'être dans deux circonstances qui sont de nature à les entretenir d'une façon invariable. La première consiste dans la sympathie désintéressée que nous ressentons pour l'Islam. Parmi les nombreuses marques de cette amitié, il suffit de mentionner les égards que nous avons pour nos soldats mahométans de la Bosnie. L'autre raison découle de la façon dont, sans vouloir *épater* le monde par des tours de passe-passe usités dans la «haute école diplomatique», nous avons vite reconnu les intérêts communs et stables qui existent entre la Turquie et notre monarchie et nous les cultivons sans relâche. Il faut avouer sans fausse honte que les excellents rapports qui ont existé de tout temps entre l'Autriche-Hongrie et l'empire Ottoman ne seraient pas aussi stables s'ils reposaient uniquement sur une stérile sympathie, sans liens plus solides.

Que voyons-nous, au contraire, du côté de l'Entente? L'Angleterre qui déjà, au cours des dernières guerres balkaniques, a constamment affiché une attitude hostile à l'égard de la Turquie, se trouve actuellement dans la situation bizarre de devoir exiger — sinon pour de bon, au moins pour la forme et pour faire plaisir à son allié moscovite — l'ouverture des Dardanelles, qui serait pourtant aussi fatale à ses propres intérêts qu'à ceux de la Turquie. Tout le monde sait, du reste, que ce sont les gouvernements anglais successifs qui ont de tout temps le plus appréhendé une prise de possession des détroits assurant le passage de la Méditerranée à la mer Noire, par n'importe laquelle des six grandes puissances européennes. C'est un homme d'État anglais, Disraëli, lord Beaconsfield, qui a arrêté, en 1878, les Russes marchant sur Constantinople et qui a su empêcher ainsi, au dernier moment, que lesdits détroits ne tombent au pouvoir du Tzar. N'est-ce pas un spectacle bizarre, soit dit en passant, de voir, à présent, l'Angleterre marcher de concert avec cette même Russie dont les intérêts les plus vitaux sont diamétralement opposés aux siens, et avec la France, qui est sa rivale la plus dangereuse dans la Méditerranée?

Il résulte d'une observation même superficielle des faits que la tactique suivie par l'Angleterre dans la guerre actuelle consiste dans l'expectative, dans la tergiversation. Cette tactique d'atermoiements prévaut autant dans la guerre maritime que dans le conflit continental. Le rôle de l'*expeditionary force*, en Belgique comme en France,⁸ est tout à fait subordonné et s'explique simplement par l'obligation assumée en vertu des traités conclus. Il est difficile d'imaginer une guerre continentale de l'Angleterre, entreprise dans son propre intérêt bien entendu, autrement que dans la supposition d'une défaite totale subie par l'Allemagne des deux côtés à la fois, et même dans cette hypothèse invraisemblable, nous croyons l'armée britannique trop peu dangereuse. Mais comme cette supposition est infiniment peu probable, il n'est pas à craindre que l'Angleterre atteigne bientôt son but, qui est de pêcher en l'eau trouble. Quant à la *guerre maritime*, les lenteurs britanniques sont moins calculées, attendu que la flotte allemande est assez avisée pour éviter toute action hasardée. Les choses étant ainsi, la Grande-Bretagne ne peut



donner cours à sa haine contre l'Allemagne que d'une seule manière, qui est d'occuper le plus possible de colonies allemandes, afin de diminuer, autant qu'elle peut, le nombre des stations transatlantiques ou transocéaniques de son adversaire et de ruiner ainsi son commerce extérieur.

Mais les politiciens anglais semblent entièrement perdre de vue une éventualité qui est de nature à renverser leurs plans soigneusement préparés. En effet, l'Allemagne, pour répondre aux mauvais procédés de ses adversaires — sans parler d'autres raisons non moins décisives — sera probablement dans l'obligation de garder la Belgique et, pour ne rien exagérer, il y a *bien des chances* qu'elle y parvienne. Notre fidèle alliée fera ainsi à peu de frais l'acquisition d'un pays qui vaut mille fois plus que quelques pauvres îlots de la Polynésie, sans parler de l'importante position stratégique qu'elle occupera par là et qui sera tout naturellement une menace continuelle à l'adresse de l'Angleterre. Cette puissance et la France aussi, d'ailleurs, fera donc tous les sacrifices possibles pour décider l'empereur Guillaume à évacuer la Belgique. Notre alliée pourra donc, selon toute probabilité, choisir entre ces deux alternatives: ou de garder la Belgique, ce qui serait à souhaiter, ou, si elle le préfère, de l'abandonner, mais en stipulant, en retour, la cession d'importantes colonies françaises ou anglaises.

D'ailleurs, l'Angleterre risque bien plus, dans la guerre actuelle, qu'elle ne pensait au moment où elle a pris la résolution inconsidérée de recourir aux armes. Il est à peu près sûr qu'une partie de l'armée allemande qui est en train de culbuter les forces de la République, aidera les troupes de notre monarchie à venir à bout des armées russes, de sorte qu'en joignant nos forces à celles de l'Allemagne, les deux fidèles alliées auront bientôt raison des deux puissances continentales de la Triple Entente, au prix, il est vrai, de sacrifices énormes. Or, il est facile à prévoir, connaissant la diplomatie machiavélique des deux États mentionnés, qu'après leur défaite ils s'empresseront de conclure avec leurs vainqueurs la paix tant désirée, et cela malgré la convention signée naguère à Londres par MM. Grey, Cambon et Benckendorff, en vertu de laquelle les puissances de la Triple Entente s'obligent à ne jamais faire la paix séparément les

uns des autres. La chose est d'autant plus probable que les deux nations continentales de l'Entente connaissent, aussi bien que nous, les pensées de derrière la tête de leur alliée insulaire: ils savent, par conséquent, que l'Angleterre, précisément en raison de la tactique adoptée par elle dans le conflit actuel, est moins exposée que ses deux amies à subir les fâcheux effets de ladite convention. De la sorte, l'instrument en question ne servira, en somme, qu'à affaiblir deux rivaux qui pourraient devenir incommodes dans un avenir plus ou moins prochain.

Or, si la France et son alliée du Nord font la paix avec nous, l'Angleterre se trouvera seule en face de l'Allemagne. Elle sera, bien entendu, toujours dans la même impossibilité de faire la guerre sur le continent; mais la flotte de notre alliée qu'elle aura, dans la prévision des événements, gardée soigneusement intacte, sera alors en état de se mesurer avec la flotte anglaise, si toutefois Guillaume II se décide à livrer bataille. Sans vouloir émettre une opinion sur l'issue probable de cette lutte possible, il est certain d'ores et déjà que, dans une guerre maritime, l'Allemagne offre un champ d'action bien moins étendu que son adversaire dont les colonies occupent une grande partie du Globe. Ajoutez à cela que le rédacteur naval des *Times* lui-même vient de reconnaître publiquement le fait que, comparée à la flotte aérienne et sous-marine de l'Allemagne — nous citons les paroles mêmes dudit expert — celle de la Grande-Bretagne fait pitteux effet. Il faut donc croire que notre alliée, qui possède une supériorité aussi évidente sur le terrain desdits engins modernes, n'aurait rien à craindre dans le cas d'un duel maritime. Il est tout naturel que la monarchie soutiendra l'Allemagne, dans ce cas, de toutes ses forces. Elle courrait encore moins de risques dans ce conflit, attendu que le littoral des deux pays de la monarchie sur l'Adriatique est peu étendu. Bien différente, en cela, est la situation de l'Italie, qui, précisément en raison de la grande étendue de ses côtes, est obligée de garder la neutralité, au lieu de combattre aux côtés de ses alliées de la Triplice, ce que beaucoup de personnes ne veulent pas comprendre à l'heure qu'il est. Mentionnons un autre grand désavantage pour les forces navales de l'Angleterre, c'est qu'elles doivent être employées,

en grande partie, à parer aux dangers intérieurs qui menacent continuellement la sécurité de l'empire Britannique.

L'Inde anglaise est en pleine révolte. C'est, à vrai dire, simplement l'éruption du volcan, annoncée depuis longtemps par des grondements souterrains. Comment s'étonner d'une prise d'armes pareille? Les Hindous ne s'avisent-ils pas d'afficher la prétention, inadmissible selon leurs maîtres anglais, d'avoir voix au chapitre dans les affaires de leur pays? Ce serait, en vérité, une mince compensation pour les ravages que la misère et la peste font constamment dans leurs rangs, sans que la métropole s'en préoccupe autrement. La révolte des Indes doit avoir une extension bien menaçante, puisque l'Angleterre, ne se croyant pas assez forte pour l'étouffer, s'est empressée d'avoir recours aux bons offices de son allié asiatique, le Japon. Mais le secours momentané que lui offrent les Nippons est lui-même un expédient plein de dangers. On sait, en effet, que les Japonais ont obtenu, pour prix de leur intervention dans l'Inde, la liberté de venir s'établir dans les colonies anglaises de l'océan Pacifique. Or, le Canada, entre autres, ne veut pas entendre parler de l'immigration des Asiatiques et comme cette partie importante de l'empire colonial britannique est, politiquement, à peu près indépendante, elle saura bien empêcher l'invasion des jaunes et, au besoin, elle ira jusqu'à se séparer complètement de la Grande-Bretagne. Et quand même on ne prendrait pas ce parti extrême, la mesure projetée pourra bien amener de graves complications avec les États-Unis qui seraient en droit de déclarer l'invasion des Japonais au Canada comme une infraction à la doctrine de Monroe, et l'on sait qu'ils n'entendent pas plaisanterie sur ce chapitre.

Pour ce qui est des autres colonies britanniques, on sait que le Parlement du Cap a voté, dernièrement, une résolution déclarant que l'Afrique du Sud se désintéresse complètement de la guerre entreprise par la mère-patrie. L'Égypte, de son côté, est prête à se révolter contre l'Angleterre et à prendre les armes pour la cause de l'Islam. Le gouvernement anglais le sait très bien et c'est pour cette raison qu'il empêche le khédivé, qui visite actuellement la Turquie, de retourner dans son pays.

La situation dans l'Irlande n'est pas moins grave et

l'effervescence dans l'Ulster n'en est que le moindre symptôme. Le gouvernement libéral, trompant le parti unioniste qui lui avait prêté un appui désintéressé, et profitant du trouble général causé par la guerre, a fait voter, malgré ses promesses contraires, le bill relatif au *home rule* dans sa forme primitive, ce qui a déchaîné de nouveau la haine entre les partis politiques, malgré le danger extérieur. Mais ce qui est bien plus grave encore, ce sont les intrigues ourdies par les nationalistes irlandais. M. Redmond, il est vrai, pour témoigner sa gratitude au gouvernement d'avoir rétabli l'autonomie de l'Irlande, assure celui-ci de son appui, mais ceux qui connaissent à fond la question, savent très bien que M. Redmond, *loin de diriger le parti nationaliste, est plutôt poussé par lui* et que, s'il s'avisait de désobéir, on l'écarterait simplement, et l'on mettrait un autre chef à sa place. Or, ces mêmes nationalistes qui, pendant la guerre contre les Boers, ont organisé un corps de volontaires pour aider ceux-ci; qui, à la nouvelle des victoires anglaises, ont arboré des drapeaux noirs; qui ont affiché sur les murs que quiconque s'enrôlerait au service d'un pays étranger (lisez : l'Angleterre) serait considéré comme traître à la patrie, et qui, surtout, sont puissamment organisés pour la lutte : ces nationalistes proclament depuis longtemps que le parlement autonome n'est que le premier pas vers l'indépendance complète de l'Irlande et vers la république.

S'il est encore des sceptiques qui doutent du danger irlandais, surtout dans le cas d'une guerre extérieure, ils n'ont qu'à méditer l'article substantiel publié par un éminent écrivain militaire, le général von Bernhardt, dans un numéro de la *Post*, en septembre 1913. Il y est dit, en toutes lettres, que «dans l'éventualité d'une guerre entre la Grande-Bretagne et l'empire Allemand, ce dernier trouvera sûrement dans le camp même de son adversaire des alliés, lesquels feront, pour le moins, une diversion et occuperont une partie notable des forces anglaises».

Il résulte de nos explications que la sécurité de l'empire Britannique est menacée de toutes sortes de dangers sérieux. Si le gouvernement anglais avait mûrement réfléchi avant de se lancer dans cette aventure, il aurait sans doute hésité à transformer l'entente anglo-française en une convention stricte-

ment obligatoire, telle qu'elle a été stipulée lors de la visite à Paris du couple royal anglais, accompagné du ministre des affaires étrangères, au mois de mai de cette année. Il aurait bien mieux valu, pour l'Angleterre, *tourner ses regards vers l'Allemagne*. Ce rapprochement aurait rencontré un accueil des plus favorables dans ce dernier pays et il aurait été facile de tomber d'accord touchant le règlement des intérêts économiques et autres des deux nations. L'entente entre l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie aurait, sans nul doute, *mieux assuré la paix du monde* : elle aurait pu, notamment, amener une détente dans les rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, d'une part, et la France et l'Allemagne, de l'autre. Elle n'aurait même pas empêché la Grande-Bretagne de sympathiser avec la France ; car, en somme, l'inimitié entre cette dernière puissance et l'Allemagne a toujours été provoquée par les gouvernements français. Même la *simple neutralité anglaise* aurait assuré le maintien de la paix.

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, c'est que, comme le démontre clairement le lieutenant-colonel Frobenius, dans une brochure allemande très bien faite, l'Angleterre s'est toujours efforcée, depuis des siècles, *de détruire la flotte de la nation qui la menaçait le plus directement dans ses intérêts vitaux*. En poursuivant ce but, elle ne craint pas de s'allier avec ses rivaux et ses anciens et même ses futurs adversaires. Bien mieux, elle a *constamment recours à ce moyen*. C'est cette politique traditionnelle qui est la source de la haine contre tout ce qui est allemand, haine qui, ces derniers temps, avait complètement disparu des manifestations de *l'opinion anglaise* et qu'un gouvernement perfide a réussi à ressusciter dernièrement. Or, la guerre actuelle, qui a été provoquée en première ligne par l'attitude de l'Angleterre, peut avoir une issue fatale pour cette puissance. Il se peut, néanmoins, qu'elle en sorte seulement amoindrie et qu'elle évite une ruine complète. Il est certain, toutefois, que, tant qu'elle poursuiva une politique étrangère à tendances destructives, l'Angleterre sera exposée à voir fondre sur elle une effroyable catastrophe qui en fera une puissance de second ou de troisième ordre, triste caricature de son ancienne grandeur.

EDOUARD J. BING.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 octobre 1914.

Bien que la mort du roi de Roumanie ne soit pas en rapport direct avec les événements dont nous rendons compte dans cette chronique, nous ne pouvons nous abstenir de consacrer quelques lignes à la mémoire de ce grand souverain dont le décès a provoqué une émotion douloureuse dans la monarchie austro-hongroise. La sagesse et les hautes qualités d'homme d'État du roi Carol étaient universellement reconnues et admirées, et il se conciliait le respect de toute l'Europe par la maîtrise avec laquelle il a su, même dans les moments les plus critiques, présider aux destinées de la nation roumaine.

Nous espérons que le nouveau roi, Ferdinand I^{er}, marchera sur les traces glorieuses de son prédécesseur et ne s'écartera pas de cette politique traditionnelle qui a tant contribué à la prospérité actuelle de la Roumanie.

Et, maintenant, passons en revue les mémorables faits de guerre de la quinzaine écoulée.

Constatons, tout d'abord, que notre offensive en Serbie continue de plus en plus acharnée et que la force armée de ce royaume est, au dire même des journaux étrangers, sur le point d'être totalement brisée. Quelques vellétés d'irruption des troupes ennemies ont été repoussées; ainsi deux divisions de Monténégrins qui s'étaient hasardées en Bosnie, ont été complètement défaites le 8 octobre. De telles incursions ne doivent servir, du reste, qu'à éblouir les nombreux alliés de l'Entente: à défaut de succès véritables,

il faut en créer de fictifs ; c'est pour cela que, lors de l'apparition d'une bande armée sur nos frontières, les journaux ententistes se mettent à chanter à l'unisson des hymnes sur les conquêtes faites en notre territoire, sans parler — naturellement — de l'issue sanglante de ces aventures désespérées. Plaisir inoffensif que nous n'envions pas à nos confrères . . .

Quant à l'offensive des armées réunies de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne sur le front galicien, nous s'avons à signaler que des résultats heureux. Cette offensive, qui paraît avoir surpris l'état-major russe, a eu pour première conséquence la mise en fuite, tout le long de la Vistule, de l'armée russe de Galicie ; dans notre marche en avant nous avons déjà atteint la rivière San, infligeant partout des pertes considérables à l'ennemi ; ainsi des troupes russes plus ou moins importantes ont été battues à Biec, à Opatow, à Klimontow, à Tarnobrzeg, à Baritz ; le 12 octobre nous avons repris Jaroslau.

Mais le fait le plus glorieux que nous ayons à enregistrer dans cette chronique, c'est le déblocage complet de Przemyśl. Depuis quelque temps déjà, des journaux anglais ne reculaient pas devant les mensonges les plus effrontés pour annoncer à leur public que cette place forte était sur le point d'être prise. Or, la vérité est que toutes les attaques ont piteusement échoué ; le 8 octobre, les Russes ont encore tenté sans succès un suprême effort pour s'approcher des forts extérieurs : cet assaut seul leur a coûté la vie de plus de 15.000 hommes. Le 11 octobre, notre armée a déjà pu faire son entrée triomphale dans cette place forte, unique au monde ; poursuivis par nos troupes, les Russes ont battu en retraite, abandonnant à peu près 40.000 prisonniers, blessés ou morts.

Nous devons aussi parler de « l'offensive russe » en Hongrie. Car c'est probablement sous ce titre que la presse de l'Entente a dû célébrer cette diversion de quelques milliers de soldats russes qui franchirent, vers la fin du mois septembre, trois défilés des Carpathes — sans doute avec l'intention très compréhensible d'occuper la Hongrie, ou de

chercher de quoi manger, ou bien d'aller au secours de la Serbie aux abois. Quoi qu'il en soit, cette aventure a coûté cher aux Russes dont on ne peut nier l'esprit d'entreprise. Ils ont pu avancer jusqu'à Máramarossziget où ils sont restés trois jours, après quoi ils ont été honteusement battus à plusieurs reprises et refoulés au delà de nos frontières, non sans subir des pertes très importantes en morts, blessés et prisonniers.

Sur les champs de bataille de l'Ouest l'événement le plus mémorables est la prise d'Anvers par les Allemands, le 10 octobre. Après un siège de douze jours, la place forte «imprenable» a dû capituler devant l'action meurtrière de l'artillerie germanique. M. Churchill avait eu beau exciter personnellement les Belges à une résistance suprême, il n'a pu sauver ni Anvers, ni la Belgique. S'il y a une justice ici-bas, un sort pareil est réservé à la puissance impérialiste de l'Angleterre elle-même, de cette Angleterre qui, provocatrice de la conflagration actuelle, cherche à ruiner tout le monde — ses alliés y compris. Nous regrettons que la France soit aussi dans ce nombre; par la résistance héroïque qu'elle oppose à l'armée allemande, elle mériterait d'être autre chose qu'une simple figure sur l'échiquier où M. Grey et consorts jouent leur partie — plus que «perfide».

HISTORICUS.



Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors
Concours.



16
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C^o.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquisite :

TRANSYLVANIA SEC.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association : le comte Aladár Széchenyi. Vice-Président : le comte Thomas Erdődy. Direction : Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai. Dr Sigismond Lévy.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

BAINS CSÁSZÁR

Situés à Budapest, sur la rive droite du Danube, en face l'île Sainte-Marguerite, au pied de la montagne Saint-Joseph. Parc magnifique, excellents chemins conduisant sur la montagne, d'où la vue s'étend sur Budapest et ses environs. Sources thermales sulfureuses chaudes et tièdes, au nombre de dix, dont une purgative. Ces sources sont excellentes contre : la goutte, les maladies de nerfs, les affections de l'homme et de la femme. Eau de régime très efficace contre les affections des appareils respiratoires, etc. Cures d'été et d'hiver de premier ordre; bains de vapeur modernes; bains de fange très confortables; cataplasmes de fange; écoles de natation séparées pour messieurs et dames; bains turcs; piscines de marbre; bains d'air chaud, d'acide, carbonique et d'électricité. 200 chambres à coucher très confortables. Prix modérés. — Notice franco sur demande.

S'ADRESSER A LA DIRECTION, BUDAPEST (HONGRIE).

HÔTEL PANNONIA

Budapest, VIII., Rákóczi-út 5.

Maison de premier ordre, au centre de la ville.

A proximité des gares de l'Est et de l'Ouest, entre l'Opéra Comique et le Théâtre National. Communication dans toutes les directions avec les tramways électriques.

Ascenseur. Lumière électrique. Chauffage central des vestibules, des corridors et du jardin d'hiver. 130 chambres. Salles de bain. Salon de lecture. Jardin d'hiver. Hall. Salles à manger richement meublées. Salons particuliers. Téléphone. Restaurant de premier ordre et café dans la maison. Prix modérés.

Frédéric Glück,
propriétaire.



ÉTABLISSEMENTS HONGROIS SIEMENS-SCHUCKERT

≡ SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉLECTRICITÉ ≡

Budapest, VI., Teréz-körut 36. — Usine à Pozsony.

Téléphone 128-91. — Adresse télégraphique Siemenschuckert.

Installations centrales et câbles pour traction et éclairage. Installations électrolytiques, trains de mines, moteurs et générateurs à courant continu, alternatif et rotatoire, conduits, câbles, lampes à arc et à incandescence. Commutateurs, compteurs (système Schuckert). Câbles pour installations centrales. Articles d'éclairage. Charbons pour lampes à arc.

Spécialités: ascenseurs, ventilateurs, pompes, tarières électriques pour mines, alésoirs électriques portatifs, installations d'électricité pour établissements agricoles et industriels.

REVUE DE HONGRIE

Couronnée par l'Académie Française

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, JULES de WLISSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE

- I. — LA GUERRE EUROPÉENNE ET LES RESPONSABILITÉS QU'ELLE ENTRAÎNE, par **M. le comte Albert Apponyi**, ancien Président de la Chambre Hongroise, ancien Ministre r. h. des Cultes et de l'Instruction Publique, Député 1
- II. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 14

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

PARIS

HACHETTE ET C^{IE}

Messageries et Journaux
8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER

Service de la Librairie étrangère
174, B^D ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE

(Succursale)
58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

VIENNE, GEROLD & C^{IE}. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.

FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET C^{IE}.

SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.

ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & C^{IE}. — GENÈVE, PH. DÜRR.

CONSTANTINOPLE, HEYDRICH.

LITTÉRATURE HONGROISE, FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
HISTOIRE, POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE, PHILOSOPHIE, SCIENCES, BEAUX-ARTS
FINANCES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS



PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{ 25 cour. 30 francs.
ÉTRANGER (Union postale.)		

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LA GUERRE EUROPÉENNE ET LES RESPONSABILITÉS QU'ELLE ENTRAÎNE

(Mémoire adressé à M. Roosevelt, ancien président des États-Unis.)

Il importe beaucoup, à mon avis, que le rôle de l'Autriche-Hongrie, dans le grand conflit actuel des nations, soit pleinement élucidé devant l'opinion publique de l'Amérique. Tout le monde est d'accord, dans notre pays, pour avoir la guerre en horreur et pour déplorer la catastrophe qui est suspendue sur l'Europe, catastrophe sans exemple dans les annales de l'histoire. Ceux qui en portent la responsabilité, porteront à jamais une marque infamante que même les plus grands succès militaires et politiques n'arriveront pas à effacer. Fort de ces convictions et de mon dévouement à la cause de la paix, je me crois autorisé à déclarer, à la face du monde entier, que mon pays ne peut être accusé d'avoir déchainé cet horrible conflit entre les nations; qu'il a été, au contraire, forcé de le subir et que, par conséquent, il peut en envisager les suites avec une conscience tranquille et sereine.

Tel est le sentiment unanime des populations de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne; c'est pourquoi personne, dans ces pays, ne se plaint des énormes sacrifices que la guerre entraîne; c'est pourquoi en Autriche-Hongrie un million d'hommes environ, et en Allemagne treize cent mille, ont couru aux armes au premier appel des autorités compétentes, en dehors de ceux que la loi y obligeait et pourquoi l'état mental de nos populations reflète un calme si imposant et une résolution si inébranlable. C'est pourquoi

la lutte des races, sur laquelle nos ennemis faisaient fond, ainsi que la diversité des croyances, les contestations entre partis et groupes politiques et toute autre cause de division parmi les citoyens d'un même pays, ont entièrement disparu sans laisser de trace. C'est pourquoi la masse de la population est unanime à souhaiter ardemment que nous soyons débarrassés, une fois pour toutes, de cette horde d'adversaires perfides qui, depuis une vingtaine d'années, ne cesse de travailler à notre perte et qui, non contente d'ourdir des conspirations, va jusqu'à recourir aux assassinats. Or, si nous réussissons à accomplir pleinement la grande œuvre de légitime défense de nos intérêts légitimes, l'humanité tout entière jouira désormais d'une ère indéfinie de paix et de tranquillité. Si non, la menace de la guerre pèsera encore longtemps sur le continent, à moins qu'il ne veuille se soumettre sans résistance à la tyrannie moscovite et aux misères qu'un pareil régime engendre. Quant à nous, nous avons l'intime conviction que notre cause est celle de l'humanité, de la liberté, de la paix, du progrès, en un mot, de tous les biens que les hommes qui méritent ce nom doivent estimer plus que la vie.

Je me rends parfaitement compte, d'ailleurs, qu'il ne faut pas s'attendre à ce que des étrangers acceptent, sans autre, comme base de leurs jugements, les sentiments que je viens d'exposer, et qu'il faut, avant tout, leur fournir des faits certains et des raisons convaincantes. C'est ce que je me propose de faire ici. Dans ce qui précède, j'ai simplement voulu faire ressortir comme un phénomène digne de remarque, l'unanimité de sentiments qui s'est manifestée tout d'un coup au sein de populations qui sont ordinairement divisées d'opinions. Cet accord subit établit, pour le moins, une forte présomption en faveur d'une cause qui a pu remuer l'âme des populations intéressées, au point de leur faire oublier leurs discordes passées et tout calcul mesquin pour l'avenir.

Venons en donc à la question principale, qui est seule de nature à entraîner les convictions du lecteur impartial, à savoir : qui est responsable devant l'histoire du conflit actuel ? C'est ce que je tâcherai d'élucider, en me bornant à l'exposition de faits généralement connus et de preuves parfaitement établies.

La cause immédiate du conflit se trouve dans les con-voitises malsaines de la Serbie. Elle aurait voulu, notamment, mettre la main, d'abord, sur la Bosnie et l'Herzégovine qui sont des parties intégrantes de l'Autriche-Hongrie, puis sur la Croatie et la Slavonie, habitées, elles aussi, par des Slaves méridionaux. Un petit pays comme la Serbie n'aurait jamais osé concevoir de tels desseins à l'égard d'une grande puissance, s'il n'avait été sûr d'être soutenu par une autre grande puissance. Les événements récents ont fourni la preuve que la Serbie était bien fondée à compter sur un pareil appui. Poussés par une folle ambition, en faveur de laquelle ils ne peuvent même pas invoquer la communauté de race (vu que les Croates catholiques détestent en général les Serbes orthodoxes), ils ont constamment fomenté des troubles dans nos provinces susmentionnées. L'origine de cette incessante agitation coïncide, d'ailleurs, avec l'accession au trône de la dynastie des Karageorgévitch. Sous le règne des Obrénovitch, au contraire, la Serbie avait toujours entretenu des relations amicales avec notre monarchie, à laquelle elle avait de grandes obligations: la reconnaissance de son indépendance par le Congrès de Berlin en 1878, pour ne citer qu'un exemple, est due exclusivement à l'Autriche-Hongrie. Cette attitude correcte changea subitement, lorsque le roi Alexandre et son épouse tombèrent victimes d'une conspiration militaire et que le roi actuel, Pierre Karageorgévitch n'hésita pas à accepter la couronne de la main même des assassins. On sait que l'Europe civilisée frémit d'horreur, un instant, à la vue de tels procédés et que le nouveau roi recontra d'abord quelque difficulté pour entrer en relations diplomatiques avec les gouvernements européens. Seule, la Russie l'a reconnu de suite et, à la longue, les autres États ont suivi son exemple: l'Angleterre a été la dernière à le reconnaître.

Depuis ce moment, la Serbie a été le théâtre de conspirations incessantes, toutes dirigées contre l'Autriche-Hongrie. Des associations furent fondées dans le but de *délivrer les frères slaves* de la monarchie austro-hongroise; des agents furent soudoyés pour corrompre nos compatriotes de race slave méridionale et pour affaiblir leurs sentiments dynastiques. Se rencontrait-il par-ci, par-là un traître parmi eux,

il était aussitôt enrôlé dans les associations serbes. La Bosnie et l'Herzégovine étaient, du reste, ouvertement revendiquées par les agitateurs *panserbes*. On sait que ces deux provinces, anciennement turques, ont été confiées à la sollicitude de l'Autriche-Hongrie par le Congrès de Berlin en 1878, attendu que, seule l'administration intègre et impartiale d'une puissance occidentale pouvait assurer la paix et la liberté à un pays habité, pêle-mêle, par des mahométans et des chrétiens catholiques et orthodoxes. Je n'insiste pas sur le fait notoire que lesdites provinces sont arrivées, grâce au gouvernement éclairé de l'Autriche-Hongrie, à un degré de bien-être inconnu parmi les autres populations de la presqu'île des Balkans. Malgré cela, la Serbie a continué à afficher, sans vergogne, ses prétentions sur ce pays, bien que, si elle avait pu réussir à s'en emparer, les deux tiers de la population devraient subir les procédés tyraniques, inspirés par l'intolérance nationale et religieuse dont souffrent actuellement les malheureux Bulgares de la Macédoine, adjugés par les traités à la Serbie. Ce sont ces mêmes convoitises de nos voisins qui avaient failli allumer la guerre, en 1908, au moment de l'annexion définitive des provinces occupées par l'Autriche-Hongrie, mesure prise précisément pour couper court aux intrigues que facilitait la situation douteuse, au point de vue du droit public, de ces deux pays. En effet, la souveraineté nominale de la Turquie y avait été maintenue, tandis que la plénitude de la souveraineté de fait et la responsabilité tout entière étaient à l'Autriche-Hongrie. Au point de vue du droit international, l'acte de l'annexion a été, sans doute, contestable. La Turquie, dont la souveraineté nominale fut annihilée par la déclaration de notre souverain concernant l'annexion, a été dans son droit de protester; il en était de même des signataires du protocole du Congrès de Berlin. Mais la Serbie n'avait pas un mot à dire dans cette affaire, aucun droit à elle n'ayant été lésé, aucun de ses intérêts légitimes n'ayant souffert. L'annexion contrecarrait seulement ses prétentions absurdes et ses convoitises déplacées. Pourtant, ce sont les hauts cris de la Serbie, répercutés par une partie de l'opinion publique russe, qui menacèrent de déchaîner la guerre à ce moment.

On sait comment finit cette première tentative serbe. Le Tsar, son inspirateur secret et son protecteur, reculait encore devant la rupture avec l'Allemagne qu'une agression contre l'Autriche-Hongrie aurait amenée. La Serbie a donc été obligée de déclarer qu'elle se désintéressait des arrangements concernant la Bosnie et que, désormais, elle entretiendrait des relations de bon voisinage avec la monarchie austro-hongroise. Or, il faut savoir que c'est grâce à l'influence du gouvernement hongrois de ce temps, duquel je faisais partie, que l'Autriche-Hongrie accepta alors les excuses et les assurances verbales de la Serbie, et que la paix, ou plutôt un semblant de paix, a pu être maintenu quelques années encore. Je regrette presque la décision que nous avons prise à ce moment. Si les procédés impudents de la Serbie avaient été châtiés alors, comme ils le méritaient, peut-être que le conflit actuel aurait pu être évité. D'un autre côté, l'Autriche-Hongrie n'aurait pas eu l'occasion de déployer cette longanimité sans exemple que ses adversaires ont si mal interprétée et qui, aujourd'hui, constitue sa justification la plus claire. Quoiqu'il en soit, ce qu'il faut retenir ici, c'est que l'attitude agressive de la Serbie avait déjà failli provoquer, il y a six ans, une crise grave et que ce pays n'a échappé alors au châtement mérité que par la promesse d'entretenir désormais des relations correctes avec notre monarchie.

Comment a-t-il tenu cette promesse? C'est en redoublant de procédés perfides, en poussant tous les jours davantage à la propagande de haute trahison parmi les populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie, et en mettant sur pied, quand les fruits de cette conspiration criminelle ne mûrissaient pas assez vite, une organisation chargée de commettre des assassinats politiques, association présidée par des fonctionnaires militaires et autres de la Serbie. La chose paraît presque incroyable, malgré l'évidence des faits révélés par une enquête minutieuse, si l'on ne se rappelle l'origine du règne actuel, issu lui-même d'un meurtre et assisté par des conseillers pris parmi les assassins du dernier roi. Il n'est pas étonnant alors qu'un gouvernement qui a de tels antécédents, professe une indulgence particulière à l'égard de l'assassinat politique. La trame

secrète a été mise en plein jour par l'exécration complot dont l'archiduc François-Ferdinand a été victime. En effet, l'enquête judiciaire a établi avec une pleine évidence que ce crime abominable ne fut pas l'œuvre d'un fanatique isolé, mais bien le résultat final, préparé avec soin, d'une vaste conspiration conçue dans le sein d'une organisation nationale panserbe, nommée *Narodna Obrana* dont le président était un général en activité et dont les statuts, sans parler d'un appel, à peine déguisé, à la propagande criminelle parmi nos concitoyens de race slave méridionale, contiennent un paragraphe d'une singulière portée. C'est une invitation pressante, adressée aux jeunes gens, de se préparer à *quelque grande action en faveur de la cause nationale*. Or, les assassins de l'archiduc François-Ferdinand étaient tous affiliés à ladite organisation, ils étaient tous prêts à commettre la «grande action» et ils réussirent pleinement à l'accomplir. Notez, de plus, que tous les engins employés par les meurtriers proviennent des arsenaux serbes; que des bombes pareilles à celles qui ont éclaté à Sarajevo, ont été trouvées cachées en maint endroit; qu'aucun des complices n'a pu être appréhendé après avoir franchi la frontière de la Serbie: ils y furent protégés au lieu d'être livrés.

Ou l'évidence n'est qu'un mot vide de sens, ou bien la culpabilité de la Serbie officielle a été établie par des faits indéniables. Mais il y a plus. Le meurtre de l'archiduc héritier n'est pas un fait isolé. Au contraire, depuis deux ans, c'est le quatrième attentat commis par la même organisation d'assassins, dans le but de faire disparaître d'éminents fonctionnaires publics de cette partie de la monarchie. En face de tels faits, je demande au nom de la justice et de l'équité: combien de temps aurions-nous dû souffrir encore ces choses? combien de meurtres aurions-nous dû laisser perpétrer impunément? quelle nation, petite ou grande, aurait souffert de laisser s'installer dans son voisinage immédiat toute une pépinière de trahison et de destruction? quel gouvernement aurait toléré la conspiration en permanence contre la cohésion morale de son peuple et laissé à la merci de vils assassins la vie de ses plus fidèles serviteurs? Or, l'Autriche-Hongrie a toléré tout cela assez longtemps pour voir son autorité ébranlée, sa force mé-

connue, sa ruine escomptée d'avance et son futur souverain traîtreusement assassiné. Un pas de plus dans cette voie, et nos concitoyens slaves du Midi se seraient mis à douter du pouvoir de notre gouvernement de défendre ses serviteurs loyaux, de punir les traîtres, et de se faire respecter, même, et surtout, par les petits pays voisins. Voyant une pareille faiblesse d'un côté, et une telle audace de l'autre, leur fidélité à un gouvernement, incapable de les protéger d'une manière efficace, aurait pu souffrir une atteinte irréparable. Il était temps de forcer nos adversaires félons à quitter les noirs repaires où se tramaient les conspirations et de mettre leurs agissements au grand jour des débats publics. Il nous a fallu, en conséquence, exiger de la Serbie officielle, dont la complicité morale a été établie d'une façon incontestable, des garanties réelles, non pas des phrases, — qui sont sans valeur dans la bouche de menteurs avérés — mais des mesures propres à garantir notre tranquillité collective et la sécurité individuelle de nos fonctionnaires publics. La Serbie n'a pas cru devoir donner les garanties demandées. Elle répondit à notre mise en demeure, selon ses habitudes de duplicité, d'une manière évasive, en nous accablant d'un flux de paroles, d'assurances et de promesses, mais, en somme, elle recula devant les mesures efficaces qu'on lui demandait. Cela voulait dire qu'elle était bien résolue à employer, comme devant, sa méthode d'agressions subreptices et à continuer ses pratiques éprouvées de conspirations et de meurtres. Tel fut le vrai sens de sa réponse, pour quiconque est au courant du langage des Orientaux. L'Autriche-Hongrie aurait été la risée, non seulement de ses adversaires, mais aussi de ses propres populations, si elle avait encore fait semblant d'ajouter foi à ce verbiage inspiré par une mauvaise foi manifeste. Bref, il n'y avait pas moyen de reculer : nous devions nous départir de notre répugnance extrême pour les mesures coercitives et frapper droit un adversaire félon et incorrigible, ou bien avouer notre impuissance de vivre.

La question dont il s'agissait ne se prêtait pas à un arbitrage, ni ne pouvait être soumise à la décision d'une commission d'enquête internationale. Avant de donner mon approbation aux mesures coercitives prises par notre gou-

vernement (contre lequel, d'ailleurs, moi et tout le parti de l'opposition avons mené une lutte acharnée), j'examinaï avec le plus grand soin ce côté du problème. Or, bien que fervent adhérent des institutions internationales créées en faveur de la paix et partisan convaincu de l'extension progressive de leur compétence, je fus obligé de reconnaître que cette question ne s'y prêtait nullement. En effet, la procédure arbitrale suppose dans les parties adverses une entière bonne foi et le désir d'agir d'une façon correcte. Si cette condition fait défaut, l'honnête plaideur joue infailliblement le rôle de dupe. Car quel aurait été le résultat d'une enquête internationale instituée ou d'une décision arbitrale intervenue à l'égard de la Serbie? Un verdict constatant ses mauvais procédés et une sommation d'y mettre fin. Elle aurait fait semblant de s'y soumettre, comme elle avait déjà promis, lors de la crise de 1908, d'entretenir des relations de bon voisinage avec notre monarchie. Mais, en réalité, elle aurait continué ses menées secrètes, peut-être en prenant quelques précautions au commencement et s'enhardissant de plus en plus dans la suite. Au bout d'un laps de temps plus ou moins long, et après une nouvelle série d'assassinats tentés ou même accomplis, on aurait, sans doute, abouti à une autre crise, en tout semblable à celle que nous traversons. Aurait-il fallu alors recourir de nouveau à la même parodie d'une procédure internationale qui n'aboutit à rien, parce que notre adversaire est décidé d'avance à accepter hypocritement, pour les éluder ensuite, les décisions prises contre lui? Devions-nous nous laisser entamer davantage et attendre les bras croisés notre ruine finale? C'aurait été pousser tout de même trop loin la complaisance. En somme, on ne doit pas laisser dégénérer de vénérables institutions internationales en une sorte de guet-apens où les honnêtes gens sont attrapés et où les fripons triomphent. Elles sont instituées, au contraire, pour rendre justice à tous, et nullement pour favoriser les desseins des seuls fourbes. Or, j'ose affirmer, devant Dieu et devant les hommes, que si jamais il fut un cas de légitime défense: c'est bien le nôtre!

Mais que penser de la guerre universelle en laquelle a dégénéré un conflit qui était purement local au début? Sur qui pèse la responsabilité d'horreurs telles que



l'imagination la plus hardie est impuissante à les retracer, horreurs que beaucoup parmi nous croyions à jamais impossibles au sein des nations civilisées. Qui est responsable de cette effroyable catastrophe ?

Il n'est pas difficile de répondre à cette question. Si réellement l'Autriche-Hongrie est en cas de légitime défense contre l'agression serbe, ce qui est évident pour tout observateur impartial qui connaît les faits précédemment exposés, alors la responsabilité de la guerre universelle retombe tout entière sur la puissance qui a pris fait et cause pour l'agresseur. Or, c'est ce que la Russie a fait. C'est elle la grande coupable ; la politique qu'elle a suivie est la véritable source de ce flot intarissable de sang et de larmes qui est en train d'inonder le monde. Les alliés de cette puissance se sont laissés seulement entraîner à sa suite. Je n'ai pas l'intention d'atténuer la responsabilité qui pèse sur deux peuples si haut placés au point de vue culturel que les Français et les Anglais lorsqu'ils deviennent, en quelque sorte, les protecteurs et les associés d'une bande d'assassins. La principale instigatrice de la guerre pourtant est la Russie ; c'est sur elle que retombe au premier chef le crime de lèse-humanité qu'est cette guerre. Le masque de l'hypocrisie est tombé, dévoilant dans toute sa hideur la convoitise et la soif d'agrandissement dont s'inspire la politique moscovite, seule cause des troubles qui agitent l'Europe depuis quelque temps.

Dans sa déclaration de guerre, le gouvernement russe essaie d'assumer le rôle chevaleresque de défenseur d'un petit pays contre une grande puissance. Cela peut en imposer à ceux qui ignorent les faits, mais, en réalité, ce n'est autre chose qu'un *bluff* impudent. En effet, lorsque l'Autriche-Hongrie s'est vue forcée de châtier les Serbes, elle a déclaré en termes d'une parfaite clarté qu'elle entendait seulement créer les garanties nécessaires à sa propre tranquillité, celles précisément que la Serbie avait refusé de lui donner ; mais qu'il ne serait porté atteinte, d'une manière durable, ni à l'indépendance ni à l'intégrité territoriale de ce pays. L'acte de légitime défense ne devait donc pas dépasser les bornes du principe de droit ainsi formulé par les juriconsultes : *cum moderamine inculpatæ tutelæ*. Toute pensée

d'annexion de territoires ou d'atteinte à l'indépendance de la Serbie, comme nation, avait été écartée d'avance.

Des déclarations aussi solennelles, faites dans les termes les plus corrects par une puissance dont les paroles et les actes ont toujours été d'accord, devaient couper court à tout prétexte d'intervention. La Serbie n'avait pas besoin d'un défenseur, puisque son intégrité nationale était garantie par les assurances formelles de l'Autriche-Hongrie et par la parole d'honneur de son vénérable souverain. La Russie est intervenue quand même. Il importe peu, dans l'espèce, que la déclaration de guerre ait été lancée par notre fidèle allié, l'empereur d'Allemagne. La Russie, pendant qu'elle faisait semblant de demander la médiation de Guillaume II, procédait en même temps à la mobilisation de ses nombreuses armées : elle tenait, d'ailleurs, un langage qui ne laissait pas de doute sur ses véritables intentions. Elle a fait sienne la cause de la Serbie : cela est incontestable.

Voyons maintenant ce que cela signifie au juste. Pourquoi la Russie intervint-elle ? Est-ce pour protéger la Serbie ? Après les gages solennels donnés librement par l'Autriche-Hongrie, la Serbie, comme nation, n'avait nul besoin de protection. L'action coercitive de notre monarchie (j'hésite toujours à la qualifier de *guerre*) n'avait pas pour but de léser l'intégrité territoriale et nationale de la Serbie : elle était dirigée d'une façon exclusive contre les conspirations fomentées et les attentats perpétrés par les autorités de ce pays. Il en résulte que l'intervention de la Russie a eu pour but réel de sauvegarder ces dernières et nullement de protéger « le petit État » qui n'en avait nul besoin. La Russie ne voulait pas que la Serbie observât une attitude correcte ni qu'elle devint un loyal voisin de notre monarchie. Elle s'est lancée, au contraire, dans cette guerre afin que les conspirations ourdies contre la sécurité de l'Autriche-Hongrie et les complots meurtriers pussent poursuivre leurs cours sans obstacles. La Russie y est intéressée et c'est dans ce but qu'elle a jeté dans la balance toute sa puissance militaire. C'est dire que ces agissements sinistres font partie de sa politique. Ils ont pour but de maintenir notre monarchie dans un état continuel d'inquiétude, de décomposition morale et de difficultés économiques, jusqu'à ce que le coup mortel

puisse lui être asséné qui la ferait disparaître, pour faire place à une nouvelle création politique, ouvertement proclamée dernièrement par le Tsar, à savoir *l'union de tous les Slaves sous la domination russe*.

Le masque est donc tombé : la Serbie n'était qu'un poste avancé, et c'est la Russie qui a poussé en avant ce petit peuple peu responsable. C'est elle qui a suggéré et appuyé les pratiques secrètes et abominables qui ont enfin forcé la main à l'Autriche-Hongrie et qui l'ont mise en demeure d'assurer sa tranquillité et de sauvegarder sa dignité par les moyens extrêmes. Les menées moscovites ont été ainsi pleinement dévoilées, et devant le tribunal de la conscience humaine elles sont seules responsables des horreurs de la présente guerre, comme de l'inquiétude chronique qui consume depuis si longtemps les forces de l'Europe. Il faut en finir, une bonne fois, avec la terreur moscovite, pour que le continent jouisse enfin d'une paix durable et d'une tranquillité réelle.

Et puisqu'il a plu à la Providence de nous charger de cette besogne, eh bien ! nous tâcherons de l'accomplir de de notre mieux. On a pleine conscience, tant en Allemagne qu'en Autriche-Hongrie, de la grandeur de cette tâche, et l'on est absolument convaincu que nos forces réunies en viendront à bout. J'étais loin de mon pays au moment où la guerre a éclaté et, pour y retourner, je fus obligé de traverser à petites journées l'Allemagne, en pleine mobilisation de ses forces militaires, et une partie de l'Autriche. Partout où j'ai passé, j'ai trouvé le même élan de résolution inflexible qui anime aussi la Hongrie ; partout la haine du tsarisme qui est le grand perturbateur de la paix européenne, est le sentiment dominant. Je n'ai constaté, en Allemagne, aucune hostilité particulière contre la France ; il y en a bien davantage contre l'Angleterre dont l'intervention est considérée comme un acte de cynisme révoltant ; mais le vrai sentiment populaire est soulevé contre la seule Russie, ce qui prouve l'instinct infallible des masses. Arrivé chez moi, je causais guerre avec les cultivateurs de mon village. Je ne suggérais rien, je voulais plutôt connaître leur manière de voir au sujet des événements. Eh bien ! ces hommes simples, mais honnêtes et droits manifestaient tous un désir passionné

d'en finir, une fois pour toutes, avec la Russie, pour avoir la paix.

Il résulte, non seulement de l'ensemble des faits, mais des déclarations explicites du Tsar lui-même que la Russie poursuit des desseins qui ne peuvent être réalisés que par la guerre. En effet, l'union de tous les Slaves sous le sceptre du Tsar, proclamée dans le discours du trône à la dernière séance de la Douma russe, ne peut se faire qu'au prix de la destruction de corps politiques existants, à commencer par l'Autriche-Hongrie, et par l'assujettissement des populations allogènes enclavées parmi les Slaves, notamment des Hongrois et des Roumains. Comment y parvenir sans faire la guerre — une guerre universelle et implacable — puisque ni les corps politiques menacés ne voudront subir leur annihilation sans faire des efforts désespérés pour se défendre, ni les races dont on médite la sujétion ne voudront s'y résigner sans lutter à outrance pour leur liberté. Les prétentions ainsi affichées impliquent encore un aveu de complicité avec les conspirations et les autres crimes perpétrés par la Serbie, dont le véritable but, qui est de préparer les voies à la politique moscovite, a été ainsi involontairement révélé.

Mais examinons en détail la véritable signification de ce qu'on appelle *l'idéal panslave*, autrement dit la domination russe sur toutes les populations slaves, au point de vue des grands principes de progrès où aspire l'humanité. Que signifie-t-il spécialement pour les Slaves eux-mêmes ? Il signifie, pour faire un méchant jeu de mots, leur transformation en *esclaves* ; il signifie pour les pays slaves qui jouissent actuellement de la liberté et des bienfaits d'un gouvernement occidental civilisé, une chute dans l'abîme de la plus abjecte tyrannie. Il signifie l'oppression religieuse de tous ceux qui ne professent pas le culte grec orthodoxe et l'effacement forcé de différences de caractère national non moins prononcées que celles qui existent entre Allemands et Danois ou entre Italiens et Espagnols. Il signifie enfin la perte de toute garantie de liberté individuelle et politique et un régime arbitraire de policiers allant jusqu'à l'arrestation et la déportation administrative, sans procès et sans jugement, pour tous ceux qui ne plaisent pas aux sbires

moscovites : car tels sont, en résumé, les bienfaits qu'offre le régime russe à ceux qui tombent sous la puissance du Tzar. Quant au genre humain tout entier, le groupement de tous les Slaves sous la domination despotique et à demi barbare de la Russie signifie le plus horrible attentat contre la civilisation, les lumières, le progrès, la liberté et la démocratie ; il implique le péril d'un recul de plusieurs siècles : en un mot, une catastrophe morale et sociale.

Il faut espérer que les forces réunies de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie parviendront à préserver l'humanité d'une chute aussi funeste, malgré l'assistance coupable prêtée au moscovisme par deux puissances occidentales frappées de cécité, ne reculant même pas devant une mesure aussi fatale que l'intervention des jaunes dans une lutte entre pays européens. Nous ne doutons nullement de la valeur supérieure de nos armées, même en face d'ennemis supérieurs en nombre. Nous n'hésitons pas à soumettre notre cause au jugement du Dieu juste et omniscient. Nous avons tâché de maintenir la paix aussi longtemps qu'il a été possible de le faire avec honneur. Maintenant nous livrons le combat de la plus légitime défense qui fut jamais, après avoir donné des preuves décisives d'une patience poussée jusqu'aux extrêmes limites. Nous avons pris les armes pour sauvegarder les plus nobles conquêtes de l'Humanité et nous ne les poserons pas avant d'avoir assuré une paix durable aux futures générations.

Nous envisageons les événements avec la conscience tranquille et la confiance sereine que nous donnent la pureté de nos intentions et la justice de la cause pour laquelle nous luttons.

COMTE ALBERT APPONYI.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 octobre 1914.

Si les événements qui se passent sur les champs de bataille ne comptaient pour rien dans la balance de la guerre générale, nous — l'Autriche-Hongrie et même l'Allemagne — nous aurions depuis longtemps déjà cessé d'exister. Car, selon les journaux anglais, français, russes et serbes, nos armées ont déjà été définitivement battues — et cela à plusieurs reprises. Nous nous sommes souvent demandé quelle peut bien être la raison de tous ces mensonges que l'Entente ne se lasse pas de lancer et de répandre sur les victoires incessantes des ses armées. Ainsi, à propos de l'irruption des Russes, dans quelques comitats de la Haute-Hongrie, n'a-t-on pas pu lire, dans les journaux ententistes, que l'armée austro-hongroise avait subi une défaite complète à *Szeged* (ville où aucun Russe n'a mis le pied)? D'autre part, des officiers serbes, tombés prisonniers, n'ont-ils pas raconté qu'on leur a fait officiellement savoir que les Russes avaient déjà occupé Budapest et que le prince-héritier serbe se trouvait à Zagreb, puisque la Croatie, la Bosnie, l'Herzégovine étaient déjà toutes envahies par l'«armée serbe»? Nous réitérons notre demande: quelle est la raison psychologique de tous ces mensonges plus ou moins effrontés? Nous croyons qu'ils proviennent, avant tout, d'un manque de confiance dans le succès véritable; en d'autres termes, nos ennemis, malgré leur nombre respectable, ne se sentent nullement aussi sûrs et aussi fermes, dans cette posture de vainqueurs impénitents, qu'ils se plaisent à prendre si souvent. Ils ont beau afficher une foi inébranlable dans

le triomphe de leurs armes: au fond, ils ne semblent pas y croire. C'est pour cela qu'ils ont besoin de se griser des prétendues victoires qu'ils remportent, non pas sur les champs de bataille, mais dans les colonnes inoffensives du *Times*, du *Matin* ou de la *Samouprava*.

Ce qui nous confirme encore dans cette manière d'envisager l'état d'âme de nos confrères ententistes, c'est leur attitude vis-à-vis des puissances et des États qui sont restés neutres dans la guerre actuelle. En effet, les appels continuels qu'ils ne cessent de leur adresser que signifient-ils, sinon qu'ils paraissent être conscients de leur faiblesse et qu'ils cherchent des appuis parmi les peuples qui ne se sont pas encore rangés autour d'eux. Comment donc en serait-il autrement? Eux, déjà si nombreux, si puissants, si victorieux, ils éprouvent encore le besoin de cajoler ou de menacer — selon les chances de réussite qu'ils flairent — tantôt l'Italie et la Roumanie, tantôt la Turquie, tantôt la Bulgarie? Voilà pourquoi nous ne voyons pas de contradiction entre l'énonciation des victoires qui s'entassent retentissantes les unes sur les autres et la cour assidue qu'on s'efforce de faire aux neutres. Notez bien que, selon des psychologues moins perspicaces, il existe un rapport direct entre les triomphes éclatants qu'on annonce à son de trompettes et le soin qu'on met à gagner les bonnes grâces de certaines parties non-belligérantes.

Parmi les faits mémorables de la quinzaine écoulée, notons tout d'abord l'avance continue de l'armée allemande sur la côte septentrionale de France. Il paraît qu'après s'être rendus maîtres d'Anvers et d'Ostende, les Allemands tiennent à occuper, avant tout, le département du Pas-de-Calais: nul doute qu'ils y parviendront.

L'offensive des armées réunies de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne contre la Russie nous a valu des succès nombreux et très importants. Après avoir chassé l'ennemi d'une grande partie de la Galicie et de la Bukowine, nos troupes et celles de notre alliée marchent irrésistiblement sur Varsovie, dont ils ne se trouvent qu'à 15 kilomètres. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne pouvons

pas encore rendre compte de l'issue de cette lutte gigantesque qui se déroule sur un immense front allant de Varsovie jusqu'aux Carpathes. Il nous semble pourtant que les Russes ont concentré des forces énormes autour de la capitale de la Pologne pour arrêter notre offensive; nous verrons prochainement à quoi leurs efforts ont abouti.

HISTORICUS.



Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors
Concours.



16
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C^o.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise :

TRANSYLVANIA SEC.

LOTÉRIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME



BUDAPEST, IV.,

ESKÜ-TÉR 5.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Paris					Budapest—Vienne—Munich—Paris							
290	—	d. Budapest Ouest..... a.	200	—	205	700	d. Budapest Est. d.	140	1145			
620	—	a. Vienne (Marchegg) d.	925	—	640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	850	720			
725	—	a. Vienne Westb. d.	830	—	725	1235	a. Vienne Westb. d.	825	550			
205	700	d. Budapest Est. a.	140	1145	650	200	d. Budapest Ouest. ... a.	1105	200			
640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	910	720	1104	620	a. Vienne (Marchegg) d.	651	925			
725	—	a. Vienne Westb. d.	830	550	1135	725	a. Vienne Westb. d.	619	825			
750	1235	d. Vienne Westb. a.	720	550	1200	840	d. Vienne Westb. a.	600	610			
710	1145	a. Innsbruck d.	710	610	525	250	a. Salzburg d.	1251	938			
1139	410	a. Buchs d.	233	204	532	325	d. Salzburg a.	1245	855			
1200	440	d. Buchs a.	203	142	745	630	a. Munich d.	1028	510			
209	656	a. Zurich d.	1152	1140	755	700	d. Munich a.	1018	509			
248	825	d. Zurich a.	1033	1125	225	208	a. Strasbourg d.	344	935			
↓	↓	d. Bâle a.	607	—	231	218	d. Strasbourg a.	336	824			
↓	↓	a. Delle d.	415	—	340	340	a. I. Avricourt d.	115	525			
↓	↓	d. Delle a.	308	—	245	244	d. I. Avricourt a.	112	522			
1148	545	a. Paris Est..... d.	900	100	856	920	a. Paris Est..... d.	714	1015			
Budapest—Fiume—Ancone—Naples.					Budapest—Fiume—Ancone—Rome							
Départs de Fiume lundi, vendr. 815, mercr. 745					Départs d'Ancone mardi samedi 900, jeudi 815							
645	710	d. Budapest..... a.	700	905	645	710	d. Budapest Est..... a.	700	905			
150	228	d. Zagrab d.	1212	209	150	228	d. Zagrab d.	1212	209			
708	730	a. Fiume d.	615	810	708	730	a. Fiume d.	615	810			
728	750	a. Fiume Quai d.	—	—	745	815	d. Fiume a.	500	615			
745	815	d. Fiume a.	500	615	430	530	a. Ancone..... d.	815	900			
430	530	a. Ancone..... d.	815	900	527	720	d. Ancone..... a.	524	640			
1129	803	d. Ancone..... a.	505	820	857	1046	d. Poligno..... d.	217	339			
600	400	a. Foggia d.	1040	1205	935	1124	d. Spoleto..... d.	140	304			
616	500	d. Foggia a.	955	1150	1021	1225	d. Terni..... d.	1239	213			
1110	1100	a. Naples d.	455	735	1210	235	a. Rome d.	1020	1210			
Budapest—Belgrade—Sofia—Constantinople					Budapest—Bucarest—Constantinople							
* Dép. de Budapest dim., mar., jeudi et vendr.					* Dép. de Constantinople lundi, merc., vend. et dim.							
1130	—	d. Budapest Est a.	—	610	—	1145	d. Budapest Ouest ... a.	—	610			
550	—	d. Budapest Ouest ... a.	—	1050	—	940	a. Verciorova d.	—	750			
568	—	d. Zimony d.	—	1039	—	1050	d. Verciorova a.	—	840			
613	—	a. Belgrade d.	—	1025	—	139	d. Crajova d.	—	552			
1122	—	d. Belgrade..... a.	—	511	—	—	d. Pitesti d.	—	—			
240	—	d. Nis d.	—	300	—	634	a. Bucarest d.	—	1250			
420	—	a. Tzaribrod d.	—	210	—	647	d. Bucarest a.	—	1235			
435	—	d. Sofia a.	—	142	—	—	a. Constanza d.	—	800			
737	—	d. Sofia a.	—	1024	—	1105	a. Constanza port d.	—	—			
211	—	d. Saremby..... d.	—	418	—	1130	d. Constanza a.	—	500			
1100	—	d. Adrianople d.	—	615	—	1200	a. Constanza d.	—	300			
Budapest—Cologne—Bruxelles—Londres					Budapest—Varsovie—St-Petersbourg							
650	200	930	d. Budapest Ouest..... a.	1105	200	710	220	—	d. Budapest Est a.	1250	935	
1104	620	550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	651	925	1110	935	—	d. Ruttka a.	620	240	
1135	725	700	a. Vienne Westbahn... d.	619	830	1010	958	—	a. Zsolna d.	544	1201	
205	—	d. Budapest Est a.	—	140	1220	650	—	d. Budapest Ouest a.	940	620		
640	—	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	—	910	251	917	—	d. Galánta d.	712	354		
725	—	a. Vienne Westbahn... d.	—	830	602	1222	—	a. Zsolna d.	351	1227		
1200	1005	805	d. Vienne Westbahn... a.	600	710	955	621	1241	—	d. Zsolna a.	324	1156
501	305	118	a. Passau d.	1255	150	440	830	250	—	a. Oderberg..... d.	110	950
517	330	135	d. Passau a.	1207	120	415	—	515	—	d. Budapest Ouest. a.	200	805
830	647	455	a. Nurnberg..... d.	815	940	1151	—	1010	—	Gänsersdorf..... a.	925	340
1247	1155	↓	a. Francfort d.	336	336	616	—	235	—	a. Oderberg d.	128	1000
435	440	521	a. Cologne d.	1157	1127	158	856	315	—	d. Oderberg a.	1248	940
441	613	600	d. Cologne a.	1152	1114	1101	1200	618	—	a. Granica d.	935	620
752	945	1025	a. Bruxelles..... d.	638	545	500	200	827	—	a. Granica a.	942	627
806	—	113	d. Bruxelles..... a.	614	524	—	742	217	—	a. Varsovie d.	347	1212
952	1056	301	a. Ostende Quai a.	440	342	—	1030	550	—	d. Varsovie a.	1247	855
510	543	1001	a. Londres d.	900	900	—	1145	1250	—	d. Wilna a.	554	945
830	—	1058	d. Bruxelles a.	441	521	441	121	33	—	d. Dwinsk..... a.	258	236
510	—	705	a. Londres(per Calais) d.	90	900	900	955	1205	—	a. Saint-Petersbourg d.	645	1115

REVUE DE HONGRIE

Couronnée par l'Académie Française

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÓTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, JULES de WLIASSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE

- I. — L'ANGLETERRE COMME ALLIÉE, par M. Jules de Wlassics, Président du Haut Tribunal Administratif, ancien Ministre des Cultes et de l'Instruction publique... 1
- II. — QUELQUES DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE 5
- III. — PENSÉES SUR LA GUERRE DE NAPOLEÓN I^{ER} 13
- IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par *Historicus* ... 15

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

PARIS

HACHETTE ET C^{IE}

Messageries et Journaux

8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER

Service de la Librairie étrangère

174, B^D ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE

(Succursale)

58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

VIENNE, GEROLD & CIE. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.

FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE.

SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO

ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE. — GENÈVE, PH. DÜRR

CONSTANTINOPLE, HEYDRICH.

LITTÉRATURE HONGROISE, FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
HISTOIRE, POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE, PHILOSOPHIE, SCIENCES, BEAUX-ARTS
FINANCES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.



LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	(25 cour. 30 francs.)
ETRANGER (Union postale)		

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

L'ANGLETERRE COMME ALLIÉE

«L'Angleterre, avec ses quelques milliers de soldats de ligne est une quantité négligeable comme puissance militaire; elle est néanmoins parvenue, en morigénant sans cesse les autres, à acquérir une influence artificielle qu'il nous faudra faire rentrer dans ses limites naturelles», disait un jour Bismarck.

Selon toute vraisemblance, le jour est peut-être plus proche que ne le pensait Bismarck où ces «limites naturelles» seront strictement fixées. C'est l'Angleterre elle-même qui aura, par sa faute, précipité les événements. Aujourd'hui, qu'elle est entrée en lice, on se demande naturellement sur quelle force matérielle ou morale l'Angleterre fonde sa prétention d'exercer une influence prépondérante sur toutes les affaires d'équilibre européen et de politique mondiale? quelle est la raison du prestige, indiscuté jusqu'ici, grâce auquel elle a pu maintenir sa puissance coloniale dans toutes les parties du monde?

A ces questions la «fière Albion» ou «la reine des mers» ne peut plus se dérober par les phrases accoutumées. L'esprit d'analyse qui souffle aujourd'hui, soumet à une sévère critique tout ce qui est censé représenter une valeur dans le monde matériel et moral. A l'épreuve, s'évanouit le faux brillant des apparences et crèvent, comme des bulles de savon, les mots d'ordre gonflés du vent de la politique. C'est ainsi qu'on en est arrivé à rechercher aujourd'hui quels sont les véritables facteurs de la puissance de l'Angleterre. Et voilà qu'on aperçoit distinctement nombre de choses, couvertes jusqu'ici d'une épaisse brume, ce qui a fait illusion. Non

seulement la Belgique et la France constatent aujourd'hui avec amertume quel facteur insignifiant est l'armée de terre anglaise, mais de l'Égypte au Cap, du Canada aux Indes, par suite du courant d'idées qui fait que *chaque peuple tend à devenir nation et chaque nation État indépendant*, on commence à examiner quels sont les facteurs de la puissance anglaise. On n'ignore pas, non plus, que la supériorité numérique des flottes cuirassées ne décide plus seule du sort de la guerre, car il faut aussi tenir compte d'autres engins de destruction, égaux et parfois supérieurs, aux grosses unités de la flotte, tels que les sous-marins, les torpilles, les mines, les bombes que lancent des aéroplanes. C'est ici que l'habileté, la discipline, la persévérance, l'esprit de sacrifice ont surtout un grand rôle. Il est certain que l'avantage naturel auquel la Grande-Bretagne était redevable jusqu'ici de son «splendide isolement,» appartient désormais au passé, tout comme sa foi aveugle en la maîtrise de la mer. La reconnaissance de cette situation commandait à l'Angleterre de suivre une politique toute différente. C'est cependant la guerre universelle qu'elle a choisie. Elle a choisi cette voie afin d'enlever à son principal rival la situation politique prépondérante qu'il occupe sur le continent et d'affaiblir ses propres alliés dans une telle mesure qu'elle puisse dominer encore longtemps la politique mondiale et, par suite, rester maîtresse du commerce d'outre-mer. Crainte d'accident, l'Angleterre a pris une nombreuse escorte, puis, *voulant s'assurer contre un abandon possible en cours de route*, elle a poussé la grandeur d'âme jusqu'à jurer et faire jurer à ses alliés *de ne pas conclure de paix séparée*. L'Angleterre a toujours aimé et aime ces obligations solidaires où *d'autres payent pour elle*.

Elle avait tout lieu de craindre que ses alliés ne vinsent à s'apercevoir, entre temps, de sa faiblesse et qu'ils ne sont que les instruments de la politique par laquelle l'Angleterre compte rétablir, avec l'aide de ses alliés et à leurs frais, sa situation mondiale, ébranlée par l'esprit des temps.

Le cruel égoïsme de la politique anglaise a déjà causé la ruine d'un de ses alliés. La France, perdant son sang à flots, se demande — certains symptômes l'indiquent — si l'idée pour laquelle elle combat ne va pas faire naufrage,

et si la lutte qu'elle soutient, avec la promesse d'une paix solidaire et d'un grand secours de l'Angleterre pour la fin de 1915, ne sert pas uniquement les intérêts anglais. Les Français commencent peut-être, mais un peu tard, à reconnaître qu'ils seront victimes de la politique anglaise traditionnelle, de cette politique qui, depuis des siècles, a toujours vu un ennemi dans la puissance continentale prépondérante. Elle lui était hostile, parce qu'avec l'accroissement de sa prospérité économique, cette puissance continentale devait nécessairement chercher au delà des mers des débouchés à son industrie et devenir, par conséquent, une redoutable rivale pour le commerce maritime de l'Angleterre. Il est donc de son intérêt d'affaiblir à tout prix l'État continental le plus puissant. Incapable d'y parvenir par ses propres forces, elle recherche et a toujours recherché l'alliance des pays continentaux qui, pour une raison ou pour une autre, en veulent à cette puissance prépondérante. Aujourd'hui, elle n'a pas eu de peine à en trouver, car l'âme populaire française brûlait du désir de la revanche et la Russie était obligée envers la France par les milliards qu'elle lui avait empruntés.

L'histoire de leurs pays aurait aussi pu servir de leçon aux hommes politiques français. Ils auraient dû se souvenir que c'est en premier lieu la politique coloniale de la France qui avait fait de l'Angleterre son ennemi, pendant la guerre de succession d'Espagne. Ils auraient dû s'apercevoir aussi que dans la politique étrangère de l'Angleterre c'est l'empereur d'Allemagne qui a pris aujourd'hui la place du Roi Soleil et des deux Bonaparte abhorrés, parce que ceux-ci représentaient alors ce que représente aujourd'hui l'empereur allemand, c'est-à-dire la plus grande puissance continentale. Ils auraient dû se souvenir que Pitt aîné avait dit en plein parlement après la paix de Hubertsbourg: «Je regrette profondément qu'on ait permis à la France de reconstituer sa marine.» Ils n'auraient pas dû oublier non plus que lord Chatham avait dit aussi à la même assemblée que le seul péril que l'Angleterre ait à redouter, c'est de voir la France devenir une grande puissance navale et commerçante. Dans sa belle étude sur la politique mondiale de l'Allemagne, Bülow dit que, si la France venait à augmenter sa flotte dans une trop forte mesure, elle pourrait bien voir son ancienne alliée se retourner

contre elle. On devrait aussi se rappeler que l'Angleterre a combattu aux côtés de la Prusse dans la seconde moitié du XVIII^e et dans la première moitié du XIX^e siècle, parce que la Prusse était alors l'ennemie de la plus grande puissance continentale, et qu'aussitôt que l'Angleterre eut atteint son but, elle abandonna son alliée, sous Frédéric le Grand comme au congrès de Vienne.

Que les Anglais ne viennent donc pas déclarer avec emphase que c'est le *militarisme prussien* qu'ils combattent; qu'ils n'ont pris les armes que pour venger au nom du droit international la violation de la neutralité belge: eux qui, dans le cours de l'histoire, ont si souvent violé celle d'États neutres. C'est vouloir jeter rusément de la poudre aux yeux de l'Europe et du monde. Ceux qui connaissent les principes directeurs de la politique anglaise, lesquels ont valu à ce pays la dénomination peu flatteuse de «perfidie Albion», ceux-là savent pourquoi l'Angleterre a conclu une alliance avec la France; pourquoi elle a entretenu avec soin l'idée de la revanche dans l'âme populaire française. C'est que l'Angleterre veut sauver, *au prix de cette alliance et aux dépens de ses alliés, une situation prépondérante qu'elle ne peut plus maintenir dans les circonstances changées.*

Cependant la France ne doit se laisser guider que par l'intérêt national et ne saurait continuer la lutte qu'aussi longtemps qu'elle aurait la chance d'être couronnée de succès *dans son intérêt à elle.* Nous sommes convaincus que, s'il ne s'en est pas trouvé avant la conclusion de l'alliance, il se trouvera sûrement, après la grosse déception qui l'attend, des hommes d'État pour faire comprendre au peuple français que, si ses projets de revanche ne doivent pas se réaliser, ce serait un suicide pour la nation *que de rester à la remorque d'intérêts purement anglais.* Les hommes d'État français doivent considérer que *l'obligation solidaire de faire la paix tous ensemble ne signifie point aux yeux des Anglais: tous pour un et un pour tous, mais tous pour l'Angleterre et l'Angleterre pour elle-même.*

JULES DE WLASSIGS.

QUELQUES DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE ⁽¹⁾

Le 27 juillet, le ministre de la Guerre, M. Suchomlinow, déclara sur sa parole d'honneur à l'attaché militaire allemand qu'aucun ordre de mobilisation n'avait encore été expédié. On n'aurait pris que des mesures de précaution, mais aucun cheval n'avait été réquisitionné, aucun réserviste appelé sous les drapeaux. Au cas où les Autrichiens franchiraient la frontière serbe, les troupes des gouvernements militaires de Kiew, Odessa, Moscou et Kasan situés du côté de l'Autriche seraient mobilisées. Celles des gouvernements de Pétersbourg, Vilna et Varsovie qui font face à la frontière allemande ne le seraient en aucun cas. Notre attaché militaire ayant demandé quel but on avait en mobilisant contre l'Autriche, le ministre répondit par un haussement d'épaules et le renvoya aux diplomates. Là-dessus, l'attaché militaire fit observer que les mesures de mobilisation prises contre l'Autriche avaient aussi un caractère de menace très sérieux contre l'Allemagne. Les jours suivants les nouvelles relatives à la mobilisation russe se succédèrent coup sur coup. Il y en avait aussi touchant des préparatifs militaires sur la frontière allemande, tels que la proclamation de l'état de guerre à Kowno, le départ de la garnison de Varsovie, le renforcement de celle d'Alexandrowo. Le 27 juillet, arrivèrent aussi les premiers avis sur les préparatifs de guerre en France. Le XIV^e corps d'armée interrompait ses manœuvres et rentrait dans ses garnisons.

(1) Voir la *Revue de Hongrie* du 15 octobre 1914.

Dans ces conditions, il ne nous restait plus qu'à user de toute notre influence auprès des cabinets en vue d'une localisation du conflit.

Le 26, Sir Edward Grey fit la proposition de soumettre le différend austro-serbe à une conférence siégeant sous sa présidence et composée des ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie. A cette proposition nous répondîmes que, tout en approuvant l'intention du gouvernement anglais, nous ne pouvions prendre part à une pareille conférence, car nous ne voulions pas traîner le conflit de l'Autriche-Hongrie avec la Serbie devant un aréopage européen.

La France donna son approbation à la proposition de Sir Edward Grey, laquelle échoua finalement, comme c'était à prévoir, par suite du refus de l'Autriche-Hongrie.

Partant du principe qu'une tentative de médiation ne pouvait plus avoir pour objet le conflit pendant entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, mais seulement les rapports entre notre alliée et la Russie, nous avons continué les démarches en vue d'amener une entente entre ces deux puissances. Nous nous déclarâmes prêts, après l'échec du projet de conférence, à transmettre à Vienne une seconde proposition de Sir Edward Grey, dans laquelle il demandait à l'Autriche-Hongrie soit de se déclarer satisfaite de la réponse serbe, soit de l'accepter comme base de nouveaux pourparlers à engager. Le gouvernement austro-hongrois, tout en appréciant pleinement nos bons offices, fit observer que cette proposition venait trop tard, les hostilités étant déjà ouvertes.

Malgré cela, nous poursuivîmes jusqu'au bout nos tentatives de médiation et conseillâmes à Vienne de faire toutes les concessions compatibles avec la dignité de la monarchie. Par malheur, notre bonne volonté fut paralysée par les armements de la Russie et de la France. Le 29 juillet, le gouvernement russe avisait officiellement le nôtre qu'il avait mobilisé quatre corps d'armée. En même temps, nous recevions avis que les Français faisaient rapidement des préparatifs de guerre sur terre et sur mer. L'ambassadeur impérial à Pétersbourg eut le même jour avec le ministre russe des Affaires étrangères un entretien dont il nous envoya par fil télégraphique le compte rendu suivant :

«Le ministre a essayé de me persuader que je devais

engager mon gouvernement à prendre part à une conversation à quatre, afin de chercher le moyen d'amener l'Autriche-Hongrie à renoncer à celles de ses demandes qui portent atteinte à la souveraineté de la Serbie. J'ai répliqué, tout en promettant de rendre compte de l'entretien, que tout échange de vues à ce sujet me semblait très difficile, sinon impossible, depuis que la Russie s'était décidée à prendre la fatale mesure d'une mobilisation. Ce que la Russie nous demande de faire maintenant avec l'Autriche-Hongrie est exactement ce qu'on reproche à celle-ci à l'égard de la Serbie, c'est-à-dire un acte attentatoire à ses droits de souveraineté. L'Autriche-Hongrie avait promis, par sa déclaration de désintéressement territorial, d'avoir égard aux intérêts russes, ce qui était une importante concession de la part d'un État belligérant; il fallait donc laisser la monarchie dualiste régler seule à seule son conflit avec la Serbie. Il serait toujours temps de revenir aux droits de souveraineté de la Serbie lors de la conclusion de la paix.

«J'ajoutai d'un ton fort sérieux que le conflit austro-serbe présentait maintenant dans l'arrière-fond le danger d'une conflagration européenne et me donnai toutes les peines pour en faire voir la gravité au ministre.

«Il m'a été impossible de détourner M. Sazonoff de l'idée que la Russie ne devait pas abandonner la Serbie dans le besoin.»

Notre attaché militaire à Pétersbourg nous avisa aussi par télégramme, le 29 juillet, d'un entretien qu'il avait eu avec le chef du grand état-major russe :

«Le chef du grand état-major m'a fait appeler et m'a dit qu'il venait de voir Sa Majesté. Il était chargé par le ministre de la guerre de me répéter que les choses en étaient restées au point où elles étaient lors de mon entretien avec le ministre, deux jours auparavant. Il m'a offert de me certifier par écrit et m'a donné sa parole d'honneur qu'il n'y avait eu nulle part de mobilisation, qu'il n'avait été appelé ni un homme ni réquisitionné un cheval jusqu'à 3 heures de l'après-midi. Il ne pouvait rien promettre pour l'avenir, mais seulement me donner l'assurance formelle que Sa Majesté n'avait ordonné aucune mobilisation le long de nos frontières. Les bruits qui courent sur l'appel de résér-

vistes dans plusieurs parties de l'empire, à Varsovie et à Vilna entre autres, sont dénués de fondement. J'ai représenté au général que ses déclarations me mettaient dans un grand embarras. Là-dessus, il m'a donné sa parole d'honneur que ces nouvelles étaient inexactes, qu'il ne s'agissait que d'une fausse alarme.

«En face des nouvelles positives qui nous parviennent de tous côtés concernant l'appel des réservistes, je dois considérer cet entretien comme une manœuvre qui a pour but de nous induire en erreur sur l'étendue des mesures militaires prises jusqu'à ce jour.»

Comme le gouvernement russe répondait toujours, quand on lui demandait la cause de son attitude menaçante, que l'Autriche-Hongrie n'avait pas encore engagé de conversation à Pétersbourg, l'ambassadeur austro-hongrois reçut, sous notre inspiration, l'ordre d'en entamer une avec M. Sazonoff. Le comte Szapáry fut autorisé à donner au ministre russe des explications concernant la note adressée à la Serbie, à recevoir les propositions éventuelles de la Russie et à discuter avec M. Sazonoff toutes les questions touchant directement aux relations austro-russes.

D'accord avec l'Angleterre, nous avons travaillé sans relâche à l'œuvre de médiation, et appuyé à Vienne toutes les propositions qui présentaient quelques chances de succès touchant une solution pacifique du conflit. Le 30, nous transmettions encore à Vienne une proposition anglaise, laquelle posait comme base des négociations l'engagement que prendrait l'Autriche-Hongrie de faire connaître ses conditions dès qu'elle serait entrée en Serbie. Nous étions fondés à croire que la Russie consentirait à négocier sur cette base.

Pendant que, du 29 au 31 juillet, nous travaillions, avec une activité croissante et l'appui de l'Angleterre, à l'œuvre de médiation, arrivaient toujours de nouveaux rapports sur les armements russes. Des concentrations de troupes sur la frontière de la Prusse Orientale, la proclamation de l'état de guerre dans toutes les villes importantes situées sur les frontières occidentales de la Russie ne permettaient plus de douter que la mobilisation russe se poursuivait aussi activement contre nous, pendant qu'à Saint-Pétersbourg on opposait encore des démentis catégoriques aux nouvelles touchant



les armements. Avant que la réponse de Vienne à la dernière proposition médiatrice anglaise parvint à Berlin et que la teneur pût en être connue à Pétersbourg, le ministère russe ordonna la mobilisation générale. Le même jour, il y eut entre Sa Majesté l'Empereur et Roi, et le Tzar Nicolas un échange de dépêches dans lequel notre souverain rendait le Tzar attentif au caractère menaçant de la mobilisation russe et aux efforts qu'il faisait lui-même pour amener une médiation.

Le 31 juillet, le Tzar adressa à Sa Majesté l'Empereur le télégramme suivant :

«Je Te remercie de tout mon cœur de Ta médiation qui donne une lueur d'espoir que tout pourra encore s'arranger pacifiquement. Pour des raisons techniques, il nous est impossible d'arrêter nos armements, lesquels ont été rendus nécessaires par la mobilisation austro-hongroise. Nous sommes bien loin de désirer la guerre. Tant que dureront les négociations avec l'Autriche-Hongrie au sujet de la Serbie, mes troupes ne se livreront à aucune provocation. Je T'en donne solennellement ma parole. Je me confie de toutes mes forces à la grâce de Dieu et place mon espoir dans le succès de Ta médiation à Vienne pour le bien de nos pays et la paix de l'Europe. Ton tout dévoué *Nicolas.*»

Ce télégramme du Tzar se croisa avec la dépêche suivante envoyée au Tzar le même jour à 2 heures de l'après-midi par Sa Majesté l'Empereur :

«En suite de l'appel que Tu as fait à mon amitié et sur Ta demande, j'ai entrepris une action médiatrice entre Ton Gouvernement et celui d'Autriche-Hongrie. Pendant le cours de cette action, Tes troupes ont été mobilisées contre l'Autriche-Hongrie mon alliée, ce qui, comme je Te l'ai déjà fait savoir, rendait ma médiation presque illusoire. Je l'ai néanmoins continuée. Maintenant je reçois des nouvelles dignes de foi touchant de sérieux préparatifs de guerre sur mes frontières orientales. Responsable de la sécurité de mon empire, je me vois forcé de prendre des mesures défensives contraires. Je suis allé dans mes efforts pour le maintien de la paix universelle jusqu'aux extrêmes limites du possible. Ce n'est pas moi qui porte la responsabilité des malheurs qui menacent maintenant l'humanité civilisée

toute entière. Dans ce moment même, il ne tient encore qu'à Toi de les détourner. Personne ne menace l'honneur et la puissance de la Russie, laquelle aurait pu attendre le résultat de ma médiation. L'amitié que mon grand-père m'a léguée à son lit de mort pour Toi et Ton empire m'a toujours été sacrée, et la Russie m'a toujours trouvé à ses côtés quand elle était dans le besoin, en particulier pendant sa dernière guerre. La paix de l'Europe peut encore être sauvée par Toi, si la Russie se décide à suspendre les armements qui menacent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.»

Avant que ce télégramme fût parvenu à destination, la mobilisation de toutes les forces russes ordonnée, manifestement contre nous, dans la matinée du même jour, avait commencé sur toute la ligne. Or la dépêche du Tzar avait été expédiée à 2 heures de l'après-midi.

Quand la nouvelle d'une mobilisation générale en Russie fut connue à Berlin, l'ambassadeur impérial à Saint-Pétersbourg reçut, dans la matinée du 31 juillet, l'ordre de déclarer au gouvernement russe que l'Allemagne répondait à la mobilisation de l'armée et de la flotte russes par la déclaration de l'état de guerre, qui serait suivie de la mobilisation si la Russie ne suspendait pas ses armements contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie dans un délai de 12 heures et n'en donnait pas avis à l'Allemagne.

En même temps, l'ambassadeur impérial à Paris reçut l'ordre d'exiger du gouvernement français qu'il déclarât dans les 18 heures s'il comptait rester neutre pendant une guerre russo-allemande.

Par une mobilisation menaçante pour la sécurité de l'Allemagne, le gouvernement russe a anéanti, peu avant qu'elle ait pu aboutir, l'œuvre de médiation des chancelleries européennes. Les armements, sur le caractère de gravité desquels nous avons dès l'abord appelé l'attention du gouvernement russe, ainsi que ses dénégations continuelles, montrent clairement que la Russie voulait la guerre.

L'ambassadeur impérial à Saint-Pétersbourg fit à M. Sazonoff, le 31 juillet à minuit, la communication dont il avait été chargé.

Une réponse du gouvernement russe à ce sujet ne nous est jamais parvenue.

Deux heures après l'expiration du délai fixé dans l'ultimatum, le Tzar télégraphia à Sa Majesté :

«J'ai reçu Ton télégramme et je comprends que Tu Te vois forcé de mobiliser, mais je voudrais obtenir de Toi la même garantie que je T'ai donnée, savoir que ces armements ne signifient pas la guerre et que nous poursuivrons les négociations pour le bien de nos deux empires et dans l'intérêt de la paix universelle que nous avons tant à cœur tous deux. Notre vieille amitié doit réussir, avec l'aide de Dieu, à empêcher l'effusion de sang. J'attends, plein de confiance, une prompte réponse.»

Sa Majesté l'Empereur répondit :

«Je Te remercie de Ton télégramme, j'ai indiqué hier à Ton Gouvernement le seul moyen qu'il y ait encore d'éviter la guerre. Bien qu'ayant demandé une réponse pour aujourd'hui midi, aucune dépêche de mon ambassadeur contenant la réponse de Ton Gouvernement ne m'est parvenue jusqu'ici. Je suis donc obligé de mobiliser mon armée. Une réponse immédiate, et coupant court à tout malentendu, de Ton Gouvernement est le seul moyen d'éviter des malheurs sans fin. Tant que je n'aurai pas cette réponse, je ne puis, à mon grand regret, consentir à ce que Tu me demandes dans ta dépêche. Je dois Te demander le plus sérieusement de donner sur-le-champ à tes troupes l'ordre de ne commettre, en aucun cas, la moindre violation de nos frontières.»

Le délai accordé à la Russie étant expiré sans que nous eussions reçu une réponse à notre demande, Sa Majesté l'Empereur et Roi ordonna le 1^{er} août à 5 h. de l'après-midi la mobilisation de toutes nos forces de terre et de mer. Pendant ce temps, l'ambassadeur impérial à Saint-Pétersbourg avait reçu l'ordre, au cas où le Gouvernement russe ne donnerait pas dans les délais fixés une réponse satisfaisante, de lui déclarer que nous nous considérions en état de guerre avec la Russie, par suite du rejet de nos demandes. Mais avant que l'avis touchant l'exécution de cet ordre fût parvenu à Berlin, les troupes russes avaient franchi nos frontières et s'avançaient en territoire allemand dans l'après-midi du 1^{er} août, c'est-à-dire du jour même où la dépêche du Tzar, mentionnée plus haut, avait été envoyée.

De ce fait, la Russie était partie en guerre contre nous.

Entre temps l'ambassadeur impérial à Paris exécutait, le 31 juillet à 7 heures de l'après-midi, l'ordre dont il était chargé auprès du cabinet français.

Le président du conseil français fit, le 1^{er} août à heure de l'après-midi, une réponse ambiguë et insatisfaisante qui ne donnait pas une idée nette de la position que la France comptait prendre, car elle se bornait à déclarer qu'elle fera ce que ses intérêts lui commanderont. Quelques heures plus tard, à 5 heures de l'après-midi, la mobilisation de toutes les forces de terre et de mer était décrétée en France.

Le lendemain matin, le 2 août, la France ouvrait les hostilités.

PENSÉES SUR LA GUERRE DE NAPOLÉON I^{er}

La première qualité d'un général en chef est d'avoir une tête froide, qui reçoive des impressions justes des objets, qui ne s'échauffe jamais, qui ne se laisse pas éblouir ni enivrer par les bonnes ou mauvaises nouvelles ; que les sensations successives ou simultanées qu'il reçoit dans le cours d'une journée s'y classent, et n'occupent que la place juste qu'elles méritent d'occuper ; car le bon sens, la raison, sont le résultat de la comparaison de plusieurs sensations prises en égale considération.

Il est des hommes qui, par leur constitution physique ou morale, se font de tout un tableau. Quelque savoir, quelque esprit, quelque courage, et quelques bonnes qualités qu'ils aient d'ailleurs, la nature ne les a point appelés au commandement des armées, ni à la direction des grandes opérations de la guerre.

*

Dans les guerres civiles, il n'est pas donné à tout homme de savoir se conduire. Il faut quelque chose de plus que de la prudence militaire, il faut de la sagacité, de la connaissance des hommes.

*

Au commencement d'une campagne, il faut bien méditer si l'on doit ou non s'avancer. Mais quand on a effectué l'offensive, il faut la soutenir jusqu'à la dernière extrémité ; car, indépendamment de l'honneur des armes et du moral de l'armée que l'on perd dans une retraite, du courage que l'on donne à l'en-

nemi, les retraites sont plus désastreuses, coûtent plus d'hommes et de matériel que les affaires les plus sanglantes, avec cette différence que, dans une bataille, l'ennemi perd à peu près autant que vous, tandis que, dans une retraite, vous perdez sans qu'il perde.

*

Un plan de campagne doit avoir prévu tout ce que l'ennemi peut faire, et contenir en lui-même les moyens de le déjouer. Les plans de campagne se modifient à l'infini, selon les circonstances, le génie du chef, la nature des troupes et la topographie du théâtre de la guerre.

*

Il y a deux espèces de plans de campagne : les bons et les mauvais. Quelquefois les bons échouent par des circonstances fortuites ; quelquefois les mauvais réussissent par un caprice de la fortune.

*

Il n'est pas de grandes actions suivies qui soient l'œuvre du hasard et de la fortune ; elles dérivent toujours de la combinaison et du génie. Rarement on voit échouer les grands hommes dans leurs entreprises les plus périlleuses.

*

Il est de principe que les réunions des divers corps d'armée ne doivent jamais se faire près de l'ennemi. Ne séparez jamais les ailes de votre armée les unes des autres, de manière que votre ennemi se puisse placer dans les intervalles.

*

Achille était fils d'une déesse et d'un mortel. C'est l'image du génie de la guerre. La partie divine, c'est tout ce qui dérive des considérations morales, du caractère, du talent, de l'intérêt de votre adversaire, de l'opinion, de l'esprit du soldat qui est fort et vainqueur, faible et battu, selon qu'il croit l'être. La partie terrestre, ce sont les armes, les retranchements, les ordres de bataille, tout ce qui tient à la combinaison des choses matérielles.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 novembre 1914.

L'événement le plus important de la quinzaine est sans doute l'entrée en lice de la Turquie. Pour juger l'importance de ce fait au point de vue de la conflagration générale, nous n'avons qu'à écouter nos confrères ententistes. Ils jettent feu et flammes sur l'empire ottoman et, comme il convient à des hommes qui se considèrent déjà les maîtres de l'univers, ils déclarent «ne pouvoir plus reconnaître à la Turquie le droit à l'existence» (*Le Journal*, 4 novembre 1914). C'est vraiment extraordinaire! A lire les journaux anglais et français, on ne croirait pas que la Belgique est déjà allemande et que l'armée de Guillaume II est sur le point de s'emparer de la côte française du Nord d'où elle ménage, sans doute, quelques surprises à l'Angleterre. Dans la presse ententiste, les Allemands sont toujours «refoulés» ou «repoussés» et, cette énonciation prédomine, les Russes «*iront*» à Berlin. Les pauvres Russes! C'est sur eux que compte tout le monde; c'est d'eux qu'attendent le salut Français, Anglais, Serbes et Monténégrins (nous en passons encore). Mon Dieu! les Russes, très nombreux, font leur possible et nous devons même reconnaître que, sur les champs de bataille, ils combattent avec des armes honnêtes; décriés «barbares» par certaines nations qui se trouvent actuellement parmi leurs alliés, les Russes se sont même rendus coupables de moins d'atrocités que celles-ci...

Pour en revenir à la Turquie, nous tenions donc à constater que, ayant osé «dans son fol orgueil et sa stupide vanité» (*Le Figaro*, 7 novembre 1914) se ranger de notre côté, cette puissance a encouru les anathèmes de toute la presse ententiste. Et comme nous disions que nos ennemis n'aiment à parler que le langage des Césars victorieux, ils

décrètent naturellement la ruine de la Turquie et nous assurent qu'avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, l'empire ottoman sera également écrasé — et cela par la Russie encore. Qui n'est pas avec eux, est perdu! Quelle confiance en soi imposant — à tous ceux qui ne connaissent la marche des événements qu'à travers les comptes rendus par lesquels les ententistes cherchent à se griser. Cependant, nous ne pouvons nous empêcher de songer à ce voyageur de la fable qui, se trouvant seul, la nuit, dans une épaisse forêt de mauvais renom, commençait à siffler — pour se prouver qu'il n'a pas peur . . .

Quoi qu'il en soit, jusqu'à présent les Turcs se sont montrés victorieux au Caucase, en Arménie, en Égypte, sans parler de l'action, couronnée de succès, de leur flotte qui a bombardé Sébastopol, Odessa et d'autres ports russes. L'offensive des armées de Turquie est, sur terre et sur mer, également vigoureuse; nous verrons, sous peu, quels en seront les effets. Pour ce qui est des conséquences de la répercussion qu'aura la déclaration de la guerre sainte par le kalife sur les mahométans du monde entier: elles peuvent être d'une portée immense.

Quant à l'action des armées réunies de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne contre la Russie, notre devoir de chroniqueurs impartiaux est de constater que nous avons passé à la défensive, bien que nos armées aient infligé de nombreux et sanglants échecs à l'ennemi. Prochainement nous serons probablement à même de rendre compte des nouveaux combats qui, sans doute, ne tarderont pas à s'engager en Galicie.

Notre offensive en Serbie semble près d'atteindre le but qu'elle s'est proposé. Les troupes autrichiennes et hongroises continuent leur marche victorieuse au cœur de ce royaume. Il faut bien le dire: les Serbes se défendent avec une bravoure digne de tout éloge, mais ils sont incapables de résister à l'élan héroïque de notre armée. Au moment où nous écrivons ces lignes, une grande bataille — peut-être la dernière — est sur le point d'être engagée au nord-ouest de la ville de Valjevo. Il est probable que cette bataille décidera aussi du sort de Belgrade.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.



1914. ÉVI 6^o/_o-OS MAGYAR KIRÁLYI ADÓ- MENTES ÁLLAMI JÁRADÉKKÖLCSÖN.

(HADI KÖLCSÖN.)

Az 1912. évi LXIII. t.-cz. 17. §-a alapján a m. kir. pénzügyminister felhatalmaztatott, hogy a hadi szükségletek fedezésére szükséges összegeket addig, amíg azok a törvényhozás útján meg nem állapítottak, az elkerülhetetlen szükség mérvéig előlegezhesse és azok megszerzése iránt hitelművel útján intézkedhessék. E felhatalmazás alapján 6%-kal kamatozó adómentes állami járadékkölcsön bocsátatik ki.

A kibocsátás összege a megtartandó nyilvános aláírás eredménye alapján fog megállapíttatni.

A bemutatóra szóló járadékkölcsönkötvények 50, 100, 1,000, 5,000 és 10,000 koronás czimletekben fognak kiállíttatni.

A kötvények 1914 november 1-től kezdődőleg évi 6%-kal, minden év május 1-én és november 1-én lejáráó félévi utólagos részletekben kamatoztatnak, az első szelvény tehát 1915 május 1-én esedékes.

Az a kötvénytulajdonos, aki az általa vásárolt kötvényeket az aláírás alkalmával zárolja, s ezt a zárolást 5 éven át fel nem oldatja, azt a jogot nyeri, hogy az ötödik év utolsó negyedében, legkésőbb 1919 november 1-én a kötvényen alapuló követelését, e naptól számított egy évre névértékben leendő visszafizetésre felmondhatja. A m. kir. kincstár köteles az ilyképen felmondott kötvényeket legkésőbb 1920 november 1-én névértékben visszafizetni. A zárolásból kifolyólag az aláíró felet költség nem terheli.

A m. kir. pénzügyministerium fentartja magának azt a jogot, hogy előre közzéteendő három havi előzetes felmondás mellett, ezt a kölcsönt egészben vagy részben, névértékben visszafizethesse, azonban az esetleges felmondás 1920 november 1-jét megelőző időre nem fog eszközöltetni.

A kamatok, épügy mint felmondás esetén a kölcsönkötvények tükeértéke, minden fennálló és a jövőben behozandó magyarországi adó, bélyeg és illeték levonása nélkül fizettetnek ki.

A kötvények 10 évre szóló kamatszelvénnyel és szelvényutalvánnyal vannak ellátva, mely utóbbi ellenében az új szelvényivek annakidején a beváltóhelyeknél minden költségtől és illetéktől mentesen átvehető.

Az esedékes szelvények és az esetleg felmondott kötvények költségmentesen beváltatnak:

Budapesten: a magyar királyi központi állampénztárnál,

a m. kir. postatakarékpénztárnál,

a magyar korona országainak területén:

valamennyi királyi állampénztárnál és adóhivatalnál;

azonkívül további intézkedésig:

Budapesten: a Magyar Általános Hitelbanknál,

a Pesti Hazai Első Takarékpénztár Egyesületnél,

a Pesti Magyar Kereskedelmi Banknál,

a Magyar Leszámitoló és Pénzváltó Banknál,

valamint a m. kir. pénzügyministerium által erre a czérra a magyar korona országai területén vagy azonkívül kijelölendő helyeken.

Budapest, 1914 november 11.

ÉTABLISSEMENTS HONGROIS SIEMENS-SCHUCKERT

≡ SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉLECTRICITÉ ≡

Budapest, VI., Teréz-körút 36. — Usine à Pozsony.
Téléphone 128-91. — Adresse télégraphique Siemenschuckert.

Installations centrales et câbles pour traction et éclairage.
Installations électrolytiques, trains de mines, moteurs et
générateurs à courant continu, alternatif et rotatoire,
conduits, câbles, lampes à arc et à incandescence. Com-
mutateurs, compteurs (système Schuckert). Câbles pour
installations centrales. Articles d'éclairage. Charbons pour
lampes à arc.

Spécialités: ascenseurs, ventilateurs, pompes, tarières
électriques pour mines, alésoirs électriques portatifs,
installations d'électricité pour établissements agricoles
et industriels.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association: le comte Aladár Széchenyi. Vice-Président: le comte
Thomas Erdődy. Direction: Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce
Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévy.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total
sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures
conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour
garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances
mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour
des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

BAINS CSÁSZÁR

Situés à Budapest, sur la rive droite du Danube, en face l'île Sainte-Marguerite, au pied
de la montagne Saint-Joseph. Parc magnifique, excellents chemins conduisant sur la mon-
tagne, d'où la vue s'étend sur Budapest et ses environs. Sources thermales sulfureuses
chaudes et tièdes, au nombre de dix, dont une purgative. Ces sources sont excellentes
contre: la goutte, les maladies de nerfs, les affections de l'homme et de la femme.
Eau de régime très efficace contre les affections des appareils respiratoires, etc. Cures
d'été et d'hiver de premier ordre; bains de vapeur modernes; bains de fange très con-
fortables; cataplasmes de fange; écoles de natation séparées pour messieurs et dames;
bains turcs; piscines de marbre; bains d'air chaud, d'acide, carbonique et d'électricité.
200 chambres à coucher très confortables. Prix modérés. — Notice franco sur demande.

S'ADRESSER A LA DIRECTION, BUDAPEST (HONGRIE).

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

REVUE DE HONGRIE

Couronnée par l'Académie Française

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C^{te} ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÓTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^{te} ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^{te} MARC WICKENBURG, JULES de WLIASSICS, C^{te} JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,
Verbo gallico.*

SOMMAIRE

I. — L'ITALIE ET LA TRIPLICE, par M. Edmond de Miklós, Secrétaire d'État, Membre de la Chambre des Magnats.....	1
II. — LA RUSSIE, LA LIBERTÉ ET L'ARGENT, par M.	15
III. — ROUMAINS ET HONGROIS, par M. Emile Isac...	19
IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus ...	22

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

PARIS

HACHETTE ET C^{IE}

Messageries et Journaux
8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER

Service de la Librairie étrangère
174, B^D ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE

(Succursale)

58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

VIENNE, GEROLD & C^{IE}. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.

FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET C^{IE}.

SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.

ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & C^{IE}. — GENÈVE, PH. DÜRR.

CONSTANTINOPLE, HEYDRICH.

LITTÉRATURE HONGROISE, FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
HISTOIRE, POLITIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE, PHILOSOPHIE, SCIENCES, BEAUX-ARTS
FINANCES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS



PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{ 25 cour. 30 francs.
ÉTRANGER (Union postale.)		

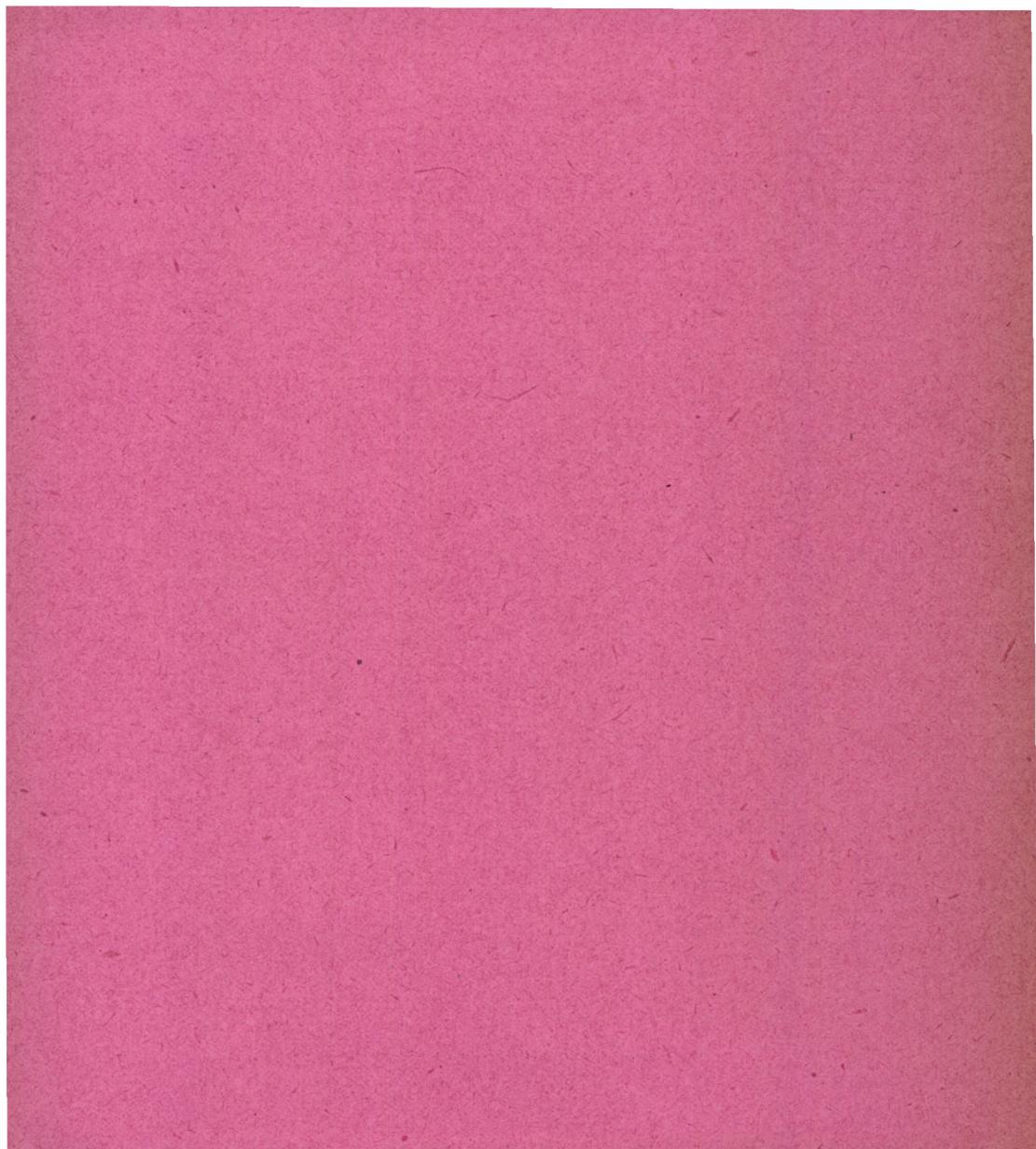
Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs d'avoir été empêchés, par des raisons d'ordre technique, de publier le n^o du 1^{er} décembre de la REVUE DE HONGRIE.

Le présent fascicule, plus fort que les précédents, tient lieu d'un double numéro.

Budapest, le 15 décembre 1914.

LA RÉDACTION DE LA
REVUE DE HONGRIE.



L'ITALIE ET LA TRIPLICE

Rome, le 10 décembre 1914.

Il est sorti récemment, de la plume d'un ancien membre du Parlement italien qui veut garder l'anonymat, une étude fort précieuse sur la Triplice. Par son actualité, cette étude est de nature à nous intéresser de très près, nous autres Hongrois, en tant qu'à l'aide d'une documentation serrée, elle met en pleine lumière et d'une façon tout à fait objective, la genèse de la triple alliance d'un côté et sa valeur réelle pour l'Italie de l'autre.

Je crois avoir deviné l'auteur de cet intéressant travail dont tous les renseignements me paraissent, d'ailleurs, correspondre à la vérité la plus stricte. C'est pourquoi je ne crois pas faire une besogne inutile si, en analysant l'étude de l'homme d'Etat italien, j'essaie, d'une part, de préciser notre point de vue à nous concernant la Triplice, et d'autre part, de compléter les vues de l'auteur et de rectifier ses conclusions.

Dans les débats des dernières années de la Délégation hongroise, j'ai mainte fois saisi l'occasion de mettre en évidence que la Triplice, œuvre de l'entendement de trois puissances, n'a pas suffisamment pénétré l'âme du peuple italien. Or, c'est une vérité fondamentale qu'une idée politique à laquelle le cœur s'oppose, ne peut pas être efficace. Il n'est pas moins vrai qu'à notre époque où les armées sont des armées vraiment populaires, il faut savoir faire vibrer les cordes de l'âme populaire avec un art qui doit être égalé par l'habileté que met la raison à faire aboutir les combinaisons internationales et à conclure des traités d'alliance.

En effet, les traités d'alliance rédigés par les diplomates ne sauraient atteindre le but élevé qu'ils visent, s'ils ne sont pas ratifiés par l'opinion publique ou, en d'autres termes, si l'âme du peuple ne leur communique une force pour ainsi dire vivifiante. Il est étonnant que, il y a trente-trois ans, la grande majorité des Italiens ait jugé tout autrement la nécessité et la valeur de la Triplice que la génération actuelle.

Afin de donner une idée juste de l'opinion publique en Italie au moment de la conclusion de la triple alliance, je suis obligé de tracer une courte esquisse de l'état de l'Europe tel qu'il se présente après la guerre franco-prussienne de 1870.

A partir de 1871, c'est la personnalité puissante de Bismarck qui exerce une influence dominante sur la diplomatie et la politique internationale de l'Europe. Le chancelier de l'empire allemand, avec un pressentiment juste des nécessités politiques de l'avenir, a cru devoir accepter les avances du comte Jules Andrassy et préférer l'alliance avec l'Autriche-Hongrie, préconisée par notre illustre compatriote, à l'alliance russe dont le peu de valeur a été mise en évidence dès 1874, malgré les réminiscences de la «sainte alliance». Pour ce qui est de la France, Bismarck avait pris le parti, afin de détourner l'attention de cette puissance des affaires européennes, d'encourager ses efforts pour constituer un vaste empire colonial. Dans cette vue, le «chancelier de fer» non seulement ne s'est pas opposé aux entreprises de la France pour acquérir des colonies en y engageant ses forces militaires et financières, mais il n'est pas même intervenu quand, en 1881, elle a préparé la conquête de la Tunisie et forcé le Bey à signer le traité du Bardo, qui établit le protectorat de la France sur ce pays. Ce coup provoqua surtout en l'Italie une surprise extrêmement pénible. Affaibli par la crise financière et économique et n'étant pas à même de faire acte de vigueur ni sur terre, ni sur mer, ce peuple, dans l'isolement où il se trouvait alors, était réduit à la triste nécessité d'attendre anxieusement la marche des événements. En face de la suprématie exercée par la France et l'Angleterre sur la Méditerranée, la situation de l'Italie n'était rien moins que

rassurante, de sorte que le mécontentement contre la politique dite de *la main libre* du cabinet Cairoli s'accrut de jour en jour.

C'est sur ces entrefaites que le gouvernement français soumit aux délibérations des Chambres la convention relative à la Tunisie, le 12 mai 1881. La Chambre exigeait, d'une façon démonstrative, l'annexion définitive de la Tunisie.

C'était là une provocation directe de l'Italie. Il n'y eut que deux orateurs qui, dans la discussion du traité, daignèrent s'occuper de l'Italie. L'un deux, M. Georges Clemenceau, a hautement déclaré que le nouveau protectorat aura une fâcheuse influence sur les relations de la France et de l'Italie et qu'il aura pour effet de déchirer d'une façon définitive les anciens liens d'amitié qui unissaient les deux pays. M. de Lafosse, l'autre opposant, émit l'avis catégorique qu'il fallait d'abord s'entendre avec l'Italie au sujet de la Tunisie.

Mais contre le traité du Bardo il n'y eut dans la Chambre des députés qu'un seul opposant, qui fut M. Talandier de l'extrême gauche, connu d'ailleurs pour ses opinions extravagantes.

Le vote significatif de la Chambre française, joint au mutisme blessant où s'enfermait le gouvernement français, provoqua en Italie une telle tempête d'indignation que le cabinet Cairoli ne put résister à la poussée formidable de l'opinion publique. Deux jours après le vote démonstratif du Parlement français, le 14 mai 1881, il dut donner sa démission.

Ce fut Depretis, le ministre de l'Intérieur du cabinet démissionnaire, qui fut chargé de constituer un nouveau ministère. Cet homme politique, en effet, n'avait pas caché son mécontentement de la politique extérieure de l'ancien Président du Conseil et surtout de son attitude dans la question de Tunisie. Les affaires étrangères furent confiées, dans le nouveau cabinet, à Mancini. Pour ce qui regardait la politique extérieure, il n'y avait guère plus d'accord entre les membres du nouveau ministère que dans le cabinet précédent. Depretis lui-même qui était toujours un partisan zélé de la France, voulait avant tout arriver à un accord avec cette puissance, insistant sur le grand intérêt qu'avait l'Italie, dans la crise économique où elle se débattait, d'entretenir des

rapports amicaux avec la France. Mancini, de son côté, appuyait également sur la nécessité d'une entente avec la France, mais il affirmait en même temps qu'il fallait aussi chercher à se rapprocher, en politique extérieure, de l'Autriche-Hongrie.

On attendait avec impatience les déclarations du nouveau ministère sur la politique extérieure qu'il se proposait de suivre. La désillusion fut grande lorsque on apprit que le programme de Depretis se contentait d'énoncer en termes vagues que le cabinet désirait le maintien de la paix, mais d'une paix qui ne lésait pas la dignité du pays. Des déclarations aussi anodines n'étaient pas de nature à contenter le Parlement. Aussi le camp des opposants devint de jour en jour plus nombreux et plus bruyant. Des hommes politiques influents affirmèrent catégoriquement que l'Italie devait, afin de sauvegarder ses intérêts les plus légitimes, chercher un rapprochement du côté de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne.

Le général Garibaldi saisit cette occasion pour publier deux lettres ouvertes, l'une datée du 17 mai, l'autre du 21 juin 1881. C'est surtout dans la seconde que la colère du grand patriote éclate dans toute sa véhémence contre la France. Citons textuellement un passage de cette dernière lettre :

«Le traité intervenu entre la France et le bey de la Tunisie, démolit complètement la bonne opinion que j'avais nourrie de tout temps à l'égard du premier pays. Les conquêtes faites, contre toute justice, en Afrique par la France, me forcent à cette comparaison que le territoire de l'ancienne Carthage et le comté de Nice ne sont pas plus français que moi je ne suis Tartare. (On sait que le général était natif de Nice, laquelle ville avait été cédée, avec la Savoie, par le roi de Sardaigne, à la France en 1860.) Il est incontestable que l'Italie peut prétendre avec bien plus de droit à la prise de possession de la terre où fleurit jadis Carthage. C'est pourquoi si ce pays ne peut devenir italien, il ne doit pas, non plus, échoir à la France et nous devons demander qu'il reste complètement indépendant.»

La publication de cette lettre a été le point de départ d'un courant d'opinion hostile à la France et d'une forte

agitation populaire dans toute l'Italie. Le général Mezzacapo publia, sous le titre *Armi e politica*, dans la *Nuova Antologia*, une étude dans laquelle il exhorta son pays à de sérieux préparatifs militaires, afin qu'elle puisse conclure des alliances avec d'autres puissances européennes et sauvegarder ses intérêts vitaux. Voici, en résumé, l'opinion des différents partis dont se composait à ce moment le parlement italien. La Gauche ne demandait pas mieux que d'entretenir de relations amicales avec la France, mais en même temps elle insistait sur la nécessité d'un rapprochement avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Le Centre était à peu près de la même opinion, mais il ne voulait pas acheter l'amitié des deux États militaires de l'Europe centrale au prix d'armements coûteux. Il appuyait également sur les relations amicales à établir avec l'Angleterre.

Par contre, le petit groupe agile et entreprenant que dirigeait M. le baron Sonnino, et qui était composé d'individualités d'une grande valeur, avait déclaré de la manière la plus catégorique que l'Italie devait rompre sans retard avec les stériles sympathies françaises. C'est le même groupe qui appuya, le premier, sur la nécessité de se rapprocher de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, de s'allier avec elles, sur la base de la garantie réciproque de leurs territoires. Quant à l'équilibre à établir sur la Méditerranée, il fallait s'entendre avec l'Angleterre.

C'est là la *première manifestation positive* en faveur de la Triple; le rapprochement de l'Italie et des deux puissances de l'Europe centrale y est jugé indispensable au point de vue des intérêts du royaume. Le programme politique du groupe fut d'ailleurs formulé par son chef, M. le baron Sidney Sonnino lui-même, dans un article substantiel publié par le journal du parti, la *Rassegna Settimanale*, le 29 mai 1881.

Tels sont, en abrégé, les avis qui ont prévalu dans le monde politique de l'Italie, immédiatement après l'affaire de Tunisie, en mai 1881. Il reste donc établi que les premiers pas conduisant à la reconnaissance que la défense efficace des intérêts légitimes de ce pays n'est guère possible que par une alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont été faits, d'une manière spontanée, par l'Italie. Par

contre, personne, pas plus le républicain Giuseppe Garibaldi que le conservateur Sonnino, ne voulait un rapprochement du côté de la France. Et celui qui, *le premier*, avait affirmé la nécessité d'une alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne fut un homme politique des plus considérés et des plus compétents, également respecté de tous les partis, le baron Sidney Sonnino. Élu pour la première fois député à l'âge de 34 ans, il brilla bientôt au premier rang parmi les hommes d'Etat italiens. Sans chercher le pouvoir, il fut deux fois président du Conseil des ministres et c'est, pour ainsi dire, sous la pression de l'opinion publique qu'il s'est chargé, au milieu de la conflagration actuelle, du portefeuille des Affaires étrangères dans le cabinet de son frère d'armes éprouvé, le professeur Salandra.

Eh bien ! ce n'est donc pas nous qui avons pris l'initiative de l'alliance avec l'Italie, ni ne l'avons recherchée.

Mais poursuivons l'analyse de l'étude de notre ami italien (car je tiens à accentuer que l'auteur en question est un ami sincère de notre pays) rendons-nous, notamment, un compte exact des changements survenus dans la situation politique de l'Italie dans le courant de l'été de 1881.

Les déclarations de M. de Sonnino publiées dans la *Rassegna Settimanale* avaient profondément impressionné l'opinion publique ; les imprécations contre la France étaient devenues de jour en jour plus véhémentes. Cette effervescence générale arriva à son comble à la suite de *l'incident de Marseille*. Des soldats français qui avaient pris part à la campagne victorieuse de Tunisie débarquèrent à leur retour, à Marseille, le 17 juin 1881. En traversant tumultueusement les rues de la ville, ils rencontrèrent un groupe d'ouvriers italiens au milieu duquel quelques coups de sifflet se firent entendre. Rendus furieux par cette démonstration, les soldats français se ruèrent sur le groupe de spectateurs inoffensifs, en tuèrent quatre et blessèrent dix-sept autres. Cette répression sanglante mit le comble à l'exaspération du public italien : il n'y eut qu'un seul cri dans tout le pays, au Montecitorio, en Sicile et jusqu'au pied des Alpes : *Abasso la Francia !* Les interpellations se suivaient sans relâche dans la Chambre des députés. Le Parlement italien, que la réponse du ministère rendait encore plus mécontent, affirma

hautement que le prestige et les intérêts vitaux de l'Italie exigeaient impérieusement une entente étroite avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. La pression exercée sur le gouvernement par l'opinion publique fut irrésistible, à tel point que le ministre des Affaires étrangères, Mancini, qui connaissait de longue date le chancelier Bismarck, se vit obligé de le pressentir, dans une lettre privée, sur les chances d'une entente plus intime de l'Italie avec l'empire allemand.

Le chancelier, dans sa réponse, mit en relief la solidarité d'intérêts qui existait entre les deux pays; il assura, en outre, le ministre italien des sympathies et de la bienveillance sincères du peuple allemand et de son gouvernement. Les premières avances ayant été faites, les ministres italiens, Depretis et Mancini furent d'avis qu'il suffisait de s'entendre avec l'Allemagne. Quant à l'Autriche-Hongrie, on se bornerait à maintenir avec elle des relations de bon voisinage, d'autant plus que l'ambassadeur à Vienne, le comte Robilant avait assuré son gouvernement que l'Autriche-Hongrie désirait vivre en paix avec l'Italie. Malgré ces dispositions favorables, le président du Conseil, Depretis ne voulait pas entendre parler d'une alliance formelle, même avec l'Allemagne. C'est au baron Albert Blanc, devenu plus tard ambassadeur d'Italie à Constantinople et qui venait d'entrer secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qu'incombait la tâche de persuader ses collègues au ministère que sans une alliance formelle, *rien* ne pourrait être obtenu, *surtout* si l'on cherchait à en exclure l'Autriche-Hongrie. L'ambassadeur d'Italie à Berlin, de son côté, ne tarda pas à informer son gouvernement que le chancelier de l'Empire ne traiterait jamais la question d'un rapprochement, si les pourparlers avec l'Autriche-Hongrie n'étaient pas entamés en même temps.

Sur ces entrefaites, les hommes d'Etat italiens les plus en vue s'efforcèrent à qui mieux mieux de convaincre le public, au moyen de force articles de journaux et de revues, de discours au Parlement, etc., de la nécessité d'arriver le plus tôt possible à une entente formelle avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Cette campagne dans la presse et à la tribune provoquait de la part des journaux français, des attaques virulentes contre l'Italie. C'est à la suite d'un article ironique du

Temps que le général Garibaldi, malgré ses sympathies françaises bien connues, s'était vu obligé d'écrire de Caprera, à la date du 12 septembre 1881, ce qui suit: «Que les Français lavent d'abord le drapeau italien traîné dans la boue à Marseille; qu'ils déchirent le traité de Tunis et alors seulement il pourra être question que les Italiens fraternisent avec eux.» Ces paroles indignées eurent un grand retentissement en Italie et ne contribuèrent pas peu à indisposer le public pour la république française.

Ces événements eurent également une répercussion sur la vie politique du pays et mettaient le cabinet Depretis dans une fâcheuse position.

C'est au milieu des circonstances aussi peu favorables que Sa Majesté le roi Umberto prit la décision de rendre visite, en compagnie de sa belle et gracieuse compagne, la reine Marguerite, à Sa Majesté François-Joseph, notre roi et empereur. Vers le milieu d'octobre 1881, le ministre Mancini fit venir l'ambassadeur d'Italie à Vienne, le comte Robilant, à Capodimonte, afin d'arrêter avec lui le programme du voyage projeté. Le jour de l'entrevue fut fixé au 26 octobre. Le président du Conseil des ministres, Depretis, préoccupé qu'il était des susceptibilités françaises, aurait voulu que la visite du couple royal eût un caractère purement privé, et que ni lui, ni son collègue des Affaires étrangères n'y prissent part. Il aurait voulu également que l'entrevue des souverains n'eût pas lieu à Vienne, mais dans une autre ville.

L'ambassadeur Comte Robilant, chargé de transmettre ces propositions, reçut la réponse catégorique que Sa Majesté désirait recevoir les souverains italiens à Vienne et qu'on y tenait absolument à ce que le président du Conseil des ministres, Depretis, fût aussi présent.

Le ministre des Affaires étrangères, Mancini, voyant que la visite du couple royal aurait un caractère nettement politique, crut devoir accompagner, lui aussi, les souverains dans leur voyage.

Le roi Umberto et son épouse partirent de Monza le 26 octobre, arrivèrent à Vienne le 27 et y séjournèrent jusqu'au 31 du même mois.

L'accueil qu'on leur fit était d'une magnificence et d'une chaleur au-delà de toute espérance. Les ministres italiens eurent, de leur côté, l'occasion de se convaincre qu'entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie il n'existait, au fond, aucun antagonisme d'intérêts. Les heureux résultats du voyage royal prédisposèrent donc favorablement l'opinion publique italienne à l'égard de la triple alliance.

C'est vers la même époque que Crispi prononça à Palerme, dans une réunion de la *Società Democratica*, un discours violent dans lequel il déplora amèrement l'isolement funeste où se trouvait l'Italie. Le seul pays voisin duquel elle pourrait attendre un traitement de préférence, dit-il, l'a récemment offensée d'une manière indigne. L'Italie doit donc chercher à se rapprocher des puissances fortes, mais pour y parvenir, elle doit être forte elle-même. Crispi ne jugea possible l'alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, très puissantes au point de vue militaire, que si l'Italie devenait elle-même une puissance militaire qui compte. Il préconisa donc la nécessité de développer l'armée nationale.

Au commencement de décembre de la même année, une discussion fort intéressante s'engagea dans la Chambre italienne sur la politique étrangère du pays. Je ne peux entrer ici dans les détails de ce débat instructif et je dois me contenter de citer textuellement un passage du discours magistral que prononça à cette occasion M. le Baron Sidney Sonnino: «Depuis le voyage de Leurs Majestés à Vienne, le ministère paraît décidé à donner une nouvelle orientation à la politique extrémière de ce pays: il cherche à conclure des alliances déterminées et strictes. *Pour parvenir à Berlin, il faut passer par Vienne! Or, nous y sommes déjà allés; il s'agit maintenant de ne pas nous arrêter à mi-chemin. Puis, si nous voulons nous entendre avec Berlin, il faut renoncer à tout essai d'alliance avec la France.*» Voilà des déclarations qui sont, aujourd'hui encore, d'une haute portée significative dans la bouche de l'homme qui est actuellement ministre des Affaires étrangères de l'Italie.

Tous les hommes politiques marquants ont pris tour à tour la parole dans ce débat mémorable qui devait décider du sort de la nouvelle alliance. Citons entre autres les noms

de Nicotera, de Minghetti, et de la part de l'extrême gauche celui du fervent républicain Ferrari. Ce dernier déclara sans ambages que l'alliance de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie se présentait comme une *nécessité politique basée sur la nature des choses* et sur les intérêts mutuels des deux pays. Quant à une alliance avec l'Allemagne, l'orateur ne trouve pas qu'elle ait le même intérêt pour son pays.

Cavalotti, alors chef de l'extrême gauche, a fait, lui aussi, en termes enthousiastes, l'éloge de la Triplice. On n'aurait pas dû si vite oublier, dans certains milieux italiens, les déclarations d'un pareil membre de l'opposition!

Dans les commencements de 1882, les ministres Depretis et Mancini furent malades et, à cause de cela, les pourparlers concernant l'alliance projetée devaient être suspendus.

Le 21 mars de cette même année parut, dans la *Neue Freie Presse* de Vienne, un article dont l'auteur se demande à quelle époque Majesté notre roi pensait rendre la visite au couple royal de l'Italie. L'endroit de la nouvelle entrevue n'importait guère, selon l'auteur de l'article, qui préférerait pourtant Florence à toute autre ville et particulièrement à Rome où cette visite rencontrerait, pour des raisons qu'on devine aisément, des difficultés insurmontables. En effet, Léon XIII avait déclaré qu'il ne pourrait recevoir Sa Majesté notre souverain s'il venait à Rome comme l'hôte du Quirinal. Or, il était également impossible que l'empereur-roi descendit dans un hôtel et qu'il fût à Rome sans voir le Pape.

Cet incident produisit une impression fâcheuse en Italie. M. de Sonnino, déjà impatient de conclure l'alliance projetée, crut opportun de donner son avis, dans la *Rassegna Settimanale*, au sujet de la question soulevée: «Je n'ai pas l'intention de m'occuper longuement de la question posée par la *Neue Freie Presse*. Le lieu de l'entrevue des souverains nous est complètement indifférent à nous aussi. Mais afin de hâter, autant que possible, la conclusion de l'alliance qui nous tient à cœur, nous sommes prêts à ajourner la visite de l'empereur-roi sine die.» Ces paroles nettes et sensées exercèrent une grande influence sur l'opinion publique.

C'est au mois d'avril 1882 que la Chambre italienne entama la discussion du budget de la guerre. Tous les orateurs qui prirent la parole dans ce débat, se rendaient bien compte que l'accroissement des dépenses devait être mis sur le compte de l'alliance nouvelle qu'on négociait en ce moment. Qu'il nous suffise de citer, entre autres, les paroles d'Albert Cavalotti, le *vieux conspirateur*, qui ne cessait de tramer jadis des complots contre l'Autriche pour la libération de Venise du joug des Autrichiens et qui fut à cause de cela *un hôte des geôles de Mantoue et de Josephstadt* : « Dans beaucoup d'affaires, les intérêts de l'Italie et ceux de l'Autriche-Hongrie sont identiques. Je suis d'avis, de plus, que beaucoup de questions politiques sont de nature à aviver nos sympathies pour l'Allemagne aussi bien que pour les États que je viens de nommer. »

Le marquis de Rudini qui fut plus tard président du Conseil des ministres, pour caractériser l'isolement où se trouvait son pays, comparait l'Italie à une maison où le premier venu pouvait pénétrer quand il lui plaît et dont la réputation ressemblait à celle d'un homme qui se refusait de donner une réparation par les armes.

A la suite d'une foule d'objurgations de ce genre, le ministre des Affaires étrangères, Mancini, fit son possible pour hâter la conclusion de l'alliance avec l'Autriche-Hongrie.

Mais, au dernier moment, le président du Conseil des ministres, Depretis, qui était sous tous les rapports l'obligé de la France, souleva de nouvelles difficultés. Le gouvernement s'arrêta enfin à la formule suivante : l'Italie ne conclut pas une *alliance* avec les deux Empires de l'Europe centrale, mais elle déclare donner son adhésion au traité passé en automne de 1879, entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La *convention* (il ne s'agit donc pas d'*alliance*), rédigée dans ce sens, fut enfin signée le 20 mai 1882.

Elle fut accueillie avec satisfaction par l'opinion publique et l'on était content de pouvoir constater que l'Italie entraît enfin dans le concert des grandes puissances. Tous les partis, y compris les nuances les plus radicales du Parlement, applaudirent sans arrière-pensée au traité qui institua la Triple, entre autres Cavalotti dont il a déjà été question plus haut, de même que Finzi, « le martyr

national» qui avait, lui aussi, habité les prisons de l'Autriche. Ce dernier fit la déclaration suivante: «Nous devons tous applaudir au rapprochement entre notre pays et l'Autriche-Hongrie: et c'est moi qui l'affirme, moi, oubliant toutes les tribulations que j'ai souffertes de la part de l'Autriche. Tant que nous serons en bons termes avec cette puissance, nous n'avons rien à craindre. A ses côtés nous sommes sûrs, au contraire, de pouvoir envisager avec confiance toutes les éventualités européennes.» Ces paroles du plus intransigeant des patriotes italiens furent prononcées dans la séance de la Chambre italienne le 14 mars 1883.

La nouvelle orientation de la politique extérieure de l'Italie, initiée, comme on l'a vu, par M. le baron Sonnino, acceptée par Garibaldi et approuvée non seulement par les deux patriotes martyrs Cavalotti et Finzi, mais aussi par les libéraux Zanardelli, Crispi, Rudini, Minghetti et par la plupart des hommes d'État sérieux de l'Italie, après avoir été mise au point par Mancini, a été poursuivie durant trente-deux ans. Elle a été d'un côté la base solide de l'essor splendide de l'Italie et de l'autre, une garantie de paix de l'Europe. Le 22 mars 1887 la convention fut modifiée quant à la forme et, pour aussi dire, corroborée. Avant l'expiration en 1892 à la même date, la convention fut prolongée le 6 mai 1891. On y inséra alors une clause stipulant que sa durée était fixée à 6 ans, mais qu'elle se renouvellerait d'une façon automatique si les parties contractantes déclarent leur intention à cet égard.

Le renouvellement de la convention eut lieu sur l'initiative du président du Conseil et fut signé dans l'appartement de l'ancien ministre des Affaires étrangères, le marquis de Cappelli. Ce dernier a fait apposer sur son bureau, à l'endroit où la signature avait eu lieu, une plaque d'argent avec une inscription rappelant ce fait mémorable.

On sait que le troisième renouvellement de la Triple alliance a eu également lieu *avant le terme fixé*.

Je ne connais pas les stipulations du traité qui se rapportent spécialement à notre monarchie. Mais ce que je sais, c'est que, depuis l'entrée en vigueur de la triple alliance, *c'est-à-dire depuis 32 ans*, l'Italie a pu réaliser, en fait d'influence politique et de consolidation matérielle, des progrès

si étonnants qu'elle n'aurait guère pu espérer en si peu de temps si elle avait persisté dans son isolement.

Grâce au prestige de cette alliance, elle a pu faire heureusement aboutir toutes ses entreprises. Nous en étions enchantés comme il sied à des amis, et nous croyions que les sentiments de sympathie que nous nourrissions à l'égard de l'Italie étaient *réci-proques*.

Moi, en écrivant ces lignes, je n'ai eu d'autre but que de fixer le fait que voici : si les hommes politiques les plus éminents de l'Italie, appuyés par l'opinion publique, ont été assez perspicaces, il y a trente-deux ans, pour trouver la boussole de leur navire politique, battu jusque là par les flots inconstants, s'ils ont été, dis-je, assez perspicaces pour trouver cette boussole qui leur a indiqué le chemin conduisant à la prospérité matérielle et morale, je suis certain qu'au milieu de la furieuse tempête qui fait rage aujourd'hui, ils se garderont bien de se défaire de cet instrument pour exposer la vie politique de leur pays aux hasards d'une désorientation périlleuse. J'ai la ferme conviction que sous la direction énergique de M. le baron Sonnino, ministre actuel des Affaires étrangères, l'Italie persistera à suivre cette politique à laquelle elle est redevable de son état florissant actuel.

C'est pour cela que je ne puis être d'accord avec notre ami italien qui, après avoir assidûment entassé les documents pour prouver que les grands hommes politiques de l'Italie ont toujours tenu à cœur de ranger leur pays à côté de la Triplice, conclut à la neutralité en disant : « On ne rompt pas d'anciennes alliances, et l'on n'en recherche pas de nouvelles en temps de guerre ; tant que la parole est aux canons, on ne peut pas délibérer sur ce qui sera *demain*. Qu'il arrive, ce lendemain et alors nous verrons ce qu'il y aura à faire. » Non, mon cher ami ! Je ne puis partager cette opinion à l'égard de votre *lendemain*. Je ne puis la partager, car le cas échéant, je ne crois pouvoir séparer l'hier et l'aujourd'hui du lendemain. Je suis convaincu, *inébranlablement convaincu* que jamais il n'arrivera un temps où — comme s'exprime notre ami italien — l'Histoire puisse enregistrer que les Italiens aient commis au XX^{ème} siècle un crime et une infamie machiavélliques. »

En ami sincère de l'Italie, moi aussi, j'en suis ferme-

ment convaincu. Que le souvenir d'une alliance de trente-deux ans retrempe la volonté des hommes d'État italiens et que la lumière du passé éclaire, à l'avenir, leur chemin difficile!

Lors de la signature du traité de la Triplice, le 20 mai 1882, le comte Robilant, ambassadeur d'Italie à Vienne, avait télégraphié à son ministre des Affaires étrangères: «Que Dieu bénisse cette œuvre de paix.» Moi, dans ces jours angoissants, c'est avec l'espoir d'être exaucé que je fais cette prière: Que Dieu nous aide, dans cette guerre!

Je crois fermement, mon cher ami, que nous nous rencontrerons sur cette voie qui est la bonne et dans laquelle nous avons marché ensemble jusqu'ici.

EDMOND DE MIKLÓS.

LA RUSSIE, LA LIBERTÉ ET L'ARGENT

Pour mieux juger le présent, il faut connaître le passé et, pour comprendre le passé, il faut observer le présent. L'histoire de ces dernières années nous montre la Russie se servant des mêmes moyens qu'au XVIII^{ème} siècle, et nous voyons que ce qui excitait notre étonnement quand nous le lisions dans les livres, se répète sous nos yeux et sans trop indigner le monde. La Russie, il y a cent cinquante ans, a ruiné la Pologne dégénérée, en corrompant les uns, en leurrant les autres de phrases sonores et en brutalisant ceux qui résistaient. Nous nous demandions comment il a pu se faire que les fils d'une noble nation, les descendants d'illustres et anciennes familles, ont failli à tel point à leur devoir et à leur honneur et comment des personnes sensées ont pu croire que l'impératrice Catherine avait l'intention de travailler pour la liberté en Pologne. Nous ne comprenions pas qu'on se soit laissé leurrer par de telles balivernes et qu'on n'ait pas eu honte de se vendre à l'ennemi de la patrie. Eh bien, les mots changent et les choses restent. La Russie n'a pas cessé de corrompre et de mentir, et il y a encore des pays où des hommes politiques en renom affirment d'un air sérieux que la Russie veut le bien de leur nation et pensent aux bons chèques qu'ils ont reçu de Monsieur l'ambassadeur. Ce sont des hommes très aimables et très instruits et qui savent parler à merveille; ils ne ressemblent nullement à l'image qu'en lisant l'histoire, on s'est faite d'un faux patriote acheté par l'agent russe. Quand leur pays sera devenu le vassal de la Russie, l'historien couvrira

leurs noms d'opprobre, mais ils ne le sentiront plus. Vivants, ils ont fait des affaires et se sont fait appeler hommes d'État.

Voici, par exemple, la Perse où, de nos jours, la Russie joue le jeu qu'elle jouait jadis en Pologne. Par bonheur, le sort favorise les vrais patriotes persans. La victoire que nous espérons remporter, délivrera la Perse du formidable danger que lui faisait courir l'avidité de la Russie avec la complicité de l'Angleterre. Elle pourra se relever et recommencer une vie indépendante. Mais elle était déjà en train de disparaître, et si nous sommes battus, elle disparaîtra à coup sûr. La Russie n'a pas abandonné ses projets et si elle venait à bout de la résistance que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie opposent à son insatiable ambition, elle s'annexerait naturellement la moitié de la Perse et l'Arménie; l'Orient deviendrait russe, elle ferait du Sultan son vassal, et la Roumanie agrandie, la Bulgarie et même la fidèle Serbie seraient les sujettes du Tsar. Nous disons: la Roumanie agrandie, car nous supposons que la Russie engraissera ceux qu'elle voudra placer sous son protectorat. Les Russes de vieille souche aiment que leurs valets soient bien gras. Et il y a des Roumains qui attendent impatiemment un tel avenir!

La Chine aussi était un pays d'élection pour les artifices de la diplomatie moscovite. Que d'argent n'y a-t-elle pas dépensé pour faire accepter des traités qui privaient la Chine de ses droits et préparaient l'intrusion russe dans la Mandchourie qui, en réalité, est déjà perdue pour la Chine. Mais la Mandchourie que la Russie est condamnée à partager avec le Japon ne lui suffit pas. Depuis quelques années, elle a concentré ses efforts sur la Mongolie et acheté les chefs mongols pour créer une Mongolie «autonome», c'est-à-dire indépendante de Pékin et de plus en plus dépendante de St-Petersbourg. Si la Russie l'emportait dans cette guerre, la Chine serait vaincue avec nous, elle perdrait définitivement la Mandchourie et la Mongolie, ce qui lui est resté du Turkestan, et le Tibet, car l'Angleterre voudra aussi sa part du butin, et elle tomberait sous le joug des Russes et des Japonais. Il va sans dire qu'ils prendront sous leur tutelle un parti russophile et un parti japonophile et qu'ils

accuseront les patriotes de vouloir supprimer la liberté en Chine.

Le gouvernement de St-Pétersbourg s'occupe toujours de ce qui ne le regarde pas. Il ôte au paysan russe le rouble pour le donner aux hommes corruptibles des pays qu'il veut conquérir ou ruiner. Il tient ses propres sujets sous la férule et s'enthousiasme pour la liberté à l'étranger. Mais du moment qu'à force d'argent, de fausses promesses et finalement par la violence, il a fini par obtenir l'objet de ses convoitises, il ne s'intéresse plus ou plutôt il ne s'y intéresse que comme à un instrument de puissance ajouté aux autres, pour étendre plus loin sa domination. L'État russe vit pour s'agrandir et c'est tellement entré dans sa nature que depuis l'introduction de la Douma qu'il doit aux Japonais, une grande partie de sa bourgeoisie même se montre imprégnée du même esprit. Il est vrai que c'est la manière la plus simple de faire de la politique; aussi était-ce déjà la méthode des Pharaons et des rois d'Assyrie. La Russie s'est constituée en Assyrie moderne. Que ses procédés soient plus perfectionnés que ceux de l'ancienne, cela ne doit pas nous étonner, mais dans l'Assyrie ancienne on ne parlait pas d'émancipation des peuples et on ne répandait pas l'argent à profusion comme le fait la Russie.

Cette méthode a atteint une perfection jusque-là inconnue depuis l'alliance avec la France et l'entente avec l'Angleterre. Les milliards empruntés en France n'ont pas servi seulement à payer des armements formidables, mais à subventionner les « amis » au delà de la frontière. La diplomatie russe puise ses moyens d'action dans des caisses qui échappent au contrôle du ministère des finances. Les millions entassés dans les banques étrangères, millions dont le ministre des finances ne peut point disposer et qu'il ne faut pas confondre avec les sommes déposées pour le paiement des coupons des emprunts, sont des sources inépuisables pour les virtuoses de la corruption. Ils sont à leur disposition à chaque instant, ce qui explique pourquoi les banques ne payent au gouvernement que des intérêts minimes. En 1913, les 238 millions de roubles qui étaient alors en dépôt, surtout en France, ne rapportaient, selon le compte fait par la *Novoïe Vrémia*, que $1\frac{1}{4}\%$, taux qui doit

faire le désespoir du ministre, lequel emprunte à cinq pour cent, mais qui n'effraie ni M. Sazonoff, ni M. Isvolsky, ni les collègues de M. Isvolsky dans certaines capitales.

La guerre finira, nous l'espérons fermement, par la défaite de la Russie. Mais nous comprenons qu'en attendant, les diplomates russes soient fiers de leur ouvrage. Ils ont amené la France et l'Angleterre à faire la guerre, ils ont, avec de l'argent français, armé la Russie et acheté partout des partisans et ils ont, avec des louanges françaises et anglaises, doré les vieux clichés russes sur la liberté des peuples pour laquelle le gouvernement du Tsar veut combattre. Catherine avait Diderot et Voltaire, la Russie actuelle a plus que cela. La Russie a triomphé du bon sens, de la vérité et des traditions; elle a hypnotisé ceux qu'elle ne pouvait pas persuader et elle a acheté ceux qu'elle ne parvenait pas à hypnotiser ou qu'elle n'estimait pas assez pour s'en donner la peine. Elle prépare sa victoire définitive qui doit l'enrichir de nouvelles provinces ou l'entourer de vaisseaux dévoués et tremblants; elle croit monter bientôt sur le trône du monde, d'où elle distribuera des faveurs à cette France aveuglée qui s'est sacrifiée et à l'Angleterre myope qui vient de perdre toute autorité morale et dont la Russie espère bien devenir un jour l'héritière aux Indes. Mais elle se trompe. Ses calculs seront déjoués sur les champs de bataille.

M.

ROUMAINS ET HONGROIS

(Réponse à M. Marcel Montandon.)

Le collaborateur du *Mercur de France*, M. Marcel Montandon est une ancienne connaissance. Ce peintre d'un talent très médiocre, élevé à Munich, s'est fait écrivain « franco-roumain » et nous ignorons s'il a récolté des lauriers dans cette carrière. M. Montandon est connu dans la littérature roumaine par quelques mauvaises traductions ; sur le terrain de la politique, c'est ce brave homme qui, au plus fort de la lutte entre le *Românul* et la *Tribuna*, attaqua à la légère et d'une façon très inconvenante le parti nationaliste dans le *Mercur de France*, ce qui lui attira alors une réplique de notre part dans les colonnes du *Românul*.

M. Marcel Montandon tire aujourd'hui l'horoscope de la nation roumaine, et dans le numéro du 10 novembre du *Journal de Genève* fait, sous le titre de *Roumanie*, la leçon à tous les habitants de la Hongrie, se moque agréablement de l'action inaugurée par le ministre-président Tisza en vue du rétablissement de la paix entre les Magyars et les autres nationalités, prend le parti de la Russie, énumère les griefs des non-magyars, le tout assaisonné, cela va sans dire, de considérations sur les avantages de la démocratie, comme si, dans ces jours de crise, il n'était question que de rubans et de drapeaux, de messes et de sauteries de jeunes filles et non de la conservation historique, de l'existence d'une race de peuple. Qu'il plaise ou non aux stipendiés de la Russie, les Roumains de Transylvanie ont pris résolument position pour la monarchie austro-hongroise, et les chefs reconnus des Roumains de Roumanie, de Pierre Carp à Constantin Stere, qui sont assurément d'aussi bons Roumains que M. Montandon veut le paraître, sont unanimes à déclarer

que le triomphe de la Russie mettrait sérieusement en péril la nation roumaine ainsi que sa civilisation propre ; la Roumanie passerait à l'état de vassale, tandis qu'en cas de victoire des puissances de l'Europe centrale et grâce à leur appui, il ne resterait plus à régler qu'une question, sérieuse je le reconnais, celle de la situation politique des Roumains de la monarchie dualiste. M. Tisza lui-même ne songe point à étouffer les aspirations des nationalités à une culture propre plus élevée, ce qui n'aurait d'ailleurs aucun sens. Les démagogues seuls en exagèrent l'importance ; mais l'or le plus pur se change en vil métal entre leurs mains, et ils mettent un épouvantail là où s'élevait jadis la statue de la *Souffrance* de Phidias. C'est pour cette raison que, depuis Scotus Viator, le spécialiste dilettante et blasé en affaires de nationalités, jusqu'à M. Montandon, tout le monde s'arroge le droit de parler au lieu et place de Nicolas Iorga et de Virgile Arion, quand il s'agit des Roumains ; et puisque M. Montandon, dans son article du *Journal de Genève*, cite Nicolas Iorga, on nous permettra certainement de faire observer que l'éminent homme d'État roumain protestait l'autre jour, dans les colonnes du *Neamul românesc*, contre la tendance de certains journaux de Roumanie qui cherchent à rendre suspects aux yeux de la foule les chefs du parti roumain de Transylvanie et exprimait le désir que ces insinuations cessassent ; c'est aussi M. Nicolas Iorga qui, faisant, à la séance de l'Académie roumaine, l'éloge du défunt roi Carol, le sage et glorieux souverain de la Roumanie, condamna sévèrement à cette occasion l'ingratitude de la Russie. Nous ne comprenons pas non plus pourquoi M. Montandon témoigne subitement tant de reconnaissance au clergé catholique romain de Bucarest ; il ferait bien mieux de tourner les yeux vers le clergé roumain de Transylvanie, dont les chefs ont loyalement pris le parti de la dynastie des Habsbourg, un gouvernement civilisé présentant plus de garanties pour la réalisation de nos aspirations nationales que le tsarisme des Romanow, qui brutalisait dernièrement le chef de l'Eglise roumaine en Bukowine, l'archevêque Repta, et tirait des coups de canon contre le palais épiscopal.

Je n'aurais pas dû réfuter si longuement l'article de M. Montandon, lequel se place sur le terrain du sentiment pour juger la situation du peuple roumain. C'est plutôt la

vérité que les sentiments qu'un historien doit avoir en vue. La vérité, ici, c'est qu'une Roumanie grande et indépendante ne saurait exister à côté d'une Russie toute-puissante. M. Take Jonsescu l'a démontré au congrès des conservateurs-démocrates en 1891, et cette démonstration a été immédiatement suivie de la convention militaire roumano-austro-hongroise. Les rapports entre la monarchie et la Roumanie ne doivent pas être subordonnés aujourd'hui aux luttes nationalistes : ce serait une faute grave. Quand même les Russes promettaient cent fois la Transylvanie aux Roumains, ils ne la leur donneront jamais, car il est dans *l'intérêt* des Slaves d'être les maîtres des Balkans, et ils n'y parviendront qu'en faisant de la Roumanie une vassale de la Russie. Pour ce qui concerne le partage du butin, l'histoire devrait avoir appris à M. Montandon que la Russie est incapable de reconnaissance, — le vol de la Bessarabie n'est pas un banal lieu commun, mais une douloureuse réalité.

Nous placer à un point de vue élevé pour chercher notre route, voilà ce que nous devons faire dans les temps présents. En politique, la parole est aux courtiers qui sacrifient volontiers pour une provision tout le capital amassé par des siècles de travail. Dans les dernières minutes de la vingt-quatrième heure, lorsqu'il est question d'un peuple appelé à un grand avenir, il se trouve des Montandons qui (de quel droit, je vous prie ?), oubliant la Sibérie, le knout, l'autocratie russe, ainsi que les horreurs de la guerre, jetteraient la Roumanie entre les bras d'un peuple sauvage et brutal dont l'étreinte ne tarderait pas à l'étouffer.

Ceci ne doit pas arriver. La Roumanie a assez de bon sens pour cela et elle vivra en paix avec la monarchie dualiste et l'autre puissance de l'Europe centrale. L'Autriche-Hongrie respectera les traditions de la population roumaine ; le loyalisme et le patriotisme des Roumains de Transylvanie doit frapper d'étonnement ceux qui voyaient de *l'irrédentisme* là où il s'agissait uniquement d'aspirations ethniques. Quant au reste, si ce n'est la guerre, c'est le temps qui arrangera les choses et M. Montandon aura beau protester dans les colonnes du *Journal de Genève*.

EMILE ISAC.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 décembre 1914.

Depuis quelque temps, on peut lire dans les journaux de l'Entente que l'Allemagne et, par conséquent, l'Autriche-Hongrie chercheraient à lancer, par l'intermédiaire de leurs agents, des projets de paix à travers l'Europe. M. Gabriel Hanotaux, dans le *Figaro*, s'en inquiète et s'empresse de constater, avec sa pénétration coutumière, que ces tentatives ne sont qu'une «manœuvre» de l'Allemagne, parce que c'est cette puissance qui peut avoir intérêt à s'entendre le plus vite possible avec ses ennemis. «*Is fecit cui prodest*», s'écrie-t-il spirituellement! Et il ajoute, comme il sied à un diplomate triomphant, que l'Entente a su déjouer cette manœuvre astucieuse et qu'elle ira jusqu'au bout dans l'écrasement du «caporalisme prussien».

C'est vraiment délicieux! L'ex-ministre français, dans un accès de tarasconisme, s'imagine que notre allié et nous nous sommes fatigués et désirons la paix, et croit devoir déclarer qu'eux, les ententistes victorieux, ne font point grâce! Vous lâchez la bride à votre imagination, M. Hanotaux! Chez nous et en Allemagne, personne ne songe à vous demander la paix et, à en parler sur le ton qui caractérise tout votre article, vous risquez de faire preuve «d'une fureur, anticipation de l'impuissance, qui est le contraire de l'énergie, affirmation de la puissance» — comme vous le dites si bien vous-même.

Au parlement anglais, lord Kitchener a prononcé un discours où il a parlé, avec l'assurance et l'étroitesse d'esprit habituelles aux fils d'Albion, des succès éclatants de l'Entente sur

les champs de bataille. Inutile d'insister sur le manque de vérité et de bonne foi de ces assertions : nous y sommes déjà accoutumés. Mais si M. Hanotaux croit pouvoir se montrer aussi impitoyable envers nous et si le ministre britannique est si content des prouesses des troupes alliées, pourquoi cherche-t-on encore à impliquer dans la guerre générale ces pauvres Portugais (qui, selon la chanson, sont « toujours gais ») et pourquoi M. Pichon, également ex-ministre, ne cesse-t-il d'implorer le secours des Japonais ? Cependant Dieu sait si les races et les couleurs se trouvent déjà assez joliment représentées dans la mosaïque qui est leur armée . . .

En général, nous avons tout lieu d'être surpris du langage employé par les organes de la presse française. Il paraît que leurs rédacteurs ont perdu toute mesure et qu'aveuglés par la fureur, ils ne font que déraisonner. Sur un ton présomptueux que le succès de leurs armes ne justifie en aucune façon, ils décrètent la ruine inéluctable de leurs adversaires et ne se contentent plus du démembrement de l'Autriche-Hongrie, (le *Journal des Débats* est tout particulièrement aimable pour nous autres Hongrois, en faisant cadeau de la Transylvanie à la Roumanie) mais ils partagent aussi l'Allemagne — sans parler de la Turquie dont la guerre sainte n'est qu'un « bluff ». Dans les journaux hongrois, autrichiens ou allemands, on chercherait en vain cet accent profondément haineux qui caractérise tout ce qu'on écrit, en pays français, à propos de l'adversaire. Chez nous, la presse ne vomit pas des imprécations contre les pays ennemis et, surtout, on ne traite pas d'une manière si ignominieuse les ressortissants des États belligérants qui s'y trouvent par hasard — comme c'est le cas en terre ententiste. Pour nous, qui voudrions garder nos sympathies à la France, il est extrêmement douloureux de constater que là même on agit brutalement à l'égard des citoyens hongrois — internés, vexés et persécutés . . .

Parmi les faits mémorables de ce mois, citons en premier lieu que les troupes turques ont atteint le canal de Suez, et s'ils réussissent, comme nous le croyons, à le bloquer complètement, ils auront porté un coup mortel à l'impé-

rialisme anglais. Un autre événement qui mérite d'être signalé, c'est que les forces ottomanes ont commencé le bombardement de Batoum qui, selon nos informations, ne peut tenir longtemps.

Sur le front galicien, notre offensive se développe de plus en plus satisfaisante. A Limanowa, les troupes austro-hongroises ont battu l'aile gauche de l'armée russe qui a dû se retirer; contre la falaise de granit de nos soldats toutes les contre-attaques ont piteusement échoué. Nous avons également repoussé l'avance des Russes dans les Carpathes en leur infligeant des pertes considérables.

En Pologne, nos alliés ont, après de longs combats, remporté une victoire d'une très haute portée. La bataille de Lodz, dont la presse ententiste avait déjà escompté l'issue glorieuse, s'est terminée par une sanglante défaite pour les Russes. L'occupation de Lodz par les Allemands et la poursuite énergique des troupes russes fuyant vers Varsovie constituent un succès si éclatant que les journaux ententistes ont été forcés de le — passer sous silence.

*

Disons aussi un mot de l'«emprunt de guerre» hongrois. C'est la première fois que le gouvernement a fait directement appel au pays et cet appel a été couronné d'un succès dépassant toute espérance. En effet, en Hongrie seule, les souscriptions se sont élevées à plus d'un milliard. En Autriche, la somme offerte par le pays dépasse deux milliards. Ces chiffres, croyons-nous, sont assez éloquents.

C'est la Banque Commerciale Hongroise de Pest qui, parmi nos établissements financiers, a reçu le plus de souscriptions: 205 millions de couronnes; la Banque Générale de Crédit Hongrois, chargée par l'État des opérations relatives à cet emprunt, a reçu 185 millions de couronnes.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.



ÉTABLISSEMENTS HONGROIS SIEMENS-SCHUCKERT

=== SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉLECTRICITÉ ===

Budapest, VI., Teréz-körút 36. — Usine à Pozsony.
Téléphone 128-91. — Adresse télégraphique Siemenschuckert

Installations centrales et câbles pour traction et éclairage. Installations électrolytiques, trains de mines, moteurs et générateurs à courant continu, alternatif et rotatoire, conduits, câbles, lampes à arc et à incandescence. Commutateurs, compteurs (système Schuckert). Câbles pour installations centrales. Articles d'éclairage. Charbons pour lampes à arc.

Spécialités: ascenseurs, ventilateurs, pompes, tarières électriques pour mines, alésoirs électriques portatifs, installations d'électricité pour établissements agricoles et industriels.

A családtagok részére kiadott arczképes igazolványok használata.

A m. kir. államvasutak igazgatóságától vett értesülés szerint az állami, a vármegyei és a törvényhatósági joggal felruházott városi alkalmazottak igényjogosult családtagjai részére az 1915. évre szóló arczképes igazolványok alapján féláru menetjegyek a m. kir. államvasutak személypénztárainál már f. évi december hó 1-től kezdve válthatók. Az államvasutak igazgatósága e rendelkezésével azt célozza, hogy azok az igényjogosult alkalmazottak, kik az arczképes igazolványt családtagjaik részére kiváltották, az egyes utazásra szóló igazolványok megszerzésének terhetől már a folyó évre is mentesüljenek.

Budapest, 1914. évi november hó 25-én.

MAGYAR KIRÁLYI ÁLLAMVASUTAK IGAZGATÓSÁGA.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Paris				Budapest—Vienne—Munich—Paris							
290	—	d. Budapest Ouest..... a.	200	—	205	700	d. Budapest Est. d.	140	1145		
620	—	a. Vienne (Marchegg) d.	925	—	* 640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	* 850	720		
725	—	a. Vienne Westb. d.	830	—	725	1235	a. Vienne Westb. d.	825	550		
205	700	d. Budapest Est. a.	140	1145	650	200	d. Budapest Ouest. ... a.	1105	200	—	
640	1140	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	910	720	1104	620	a. Vienne (Marchegg) d.	651	925	—	
725	—	a. Vienne Westb. d.	830	550	1135	725	a. Vienne Westb. d.	619	825	—	
750	1235	d. Vienne Westb. a.	720	550	1200	840	100	d. Vienne Westb. a.	600	610	600
710	1145	a. Innsbruck d.	710	610	525	250	658	a. Salzburg d.	1251	938	1251
1139	410	a. Buchs d.	233	204	532	325	720	d. Salzburg a.	1245	855	1228
1200	440	d. Buchs a.	203	142	745	650	1090	a. Munich..... d.	1028	510	930
209	656	a. Zurich d.	1152	1140	755	700	1025	d. Munich a.	1018	509	840
248	825	d. Zurich a.	1033	1125	225	208	534	a. Strasbourg d.	344	935	145
↓	↓	d. Bâle d.	607	—	231	218	552	d. Strasbourg a.	336	824	139
↓	↓	a. Delle d.	415	—	340	340	659	a. I. Avricourt d.	115	525	1056
↓	↓	d. Delle a.	308	—	245	244	604	d. I. Avricourt a.	112	522	1051
1148	545	a. Paris Est..... d.	900	100	856	920	1210	a. Paris Est. d.	714	1015	515

Budapest—Fiume—Ancone—Naples.				Budapest—Fiume—Ancone—Rome					
645	710	d. Budapest..... a.	700	905	645	710	d. Budapest Est..... a.	700	905
150	228	d. Zagrâb d.	1212	209	150	228	d. Zagrâb d.	1212	209
708	730	a. Fiume d.	615	810	708	730	a. Fiume d.	615	810
728	750	a. Fiume Quai a.	—	—	745	815	d. Fiume a.	500	615
745	815	d. Fiume a.	500	615	430	530	a. Ancone..... d.	815	900
430	520	a. Ancone..... d.	815	900	527	720	d. Ancone..... a.	524	640
1129	803	d. Ancone..... a.	505	820	857	1046	d. Foligno..... d.	217	339
600	400	a. Foggia d.	1040	1205	935	1124	d. Spoleto d.	140	304
616	500	d. Foggia a.	955	1150	1021	1225	d. Terni d.	1239	213
1110	1100	a. Naples d.	455	735	1210	235	a. Rome d.	1020	1210

Budapest—Belgrade—Sofia—Constantinople				Budapest—Bucarest—Constantinople					
1130	—	d. Budapest Est a.	—	*	—	1145	d. Budapest Ouest ... a.	—	610
550	—	d. Budapest Ouest ... a.	—	610	—	940	a. Verciorova d.	—	750
558	—	d. Zimony d.	—	1050	—	1050	d. Verciorova a.	—	840
613	—	a. Belgrade..... d.	—	1039	—	139	d. Crajova d.	—	552
1122	—	d. Belgrade..... a.	—	1025	—	—	d. Pitesti d.	—	—
240	—	d. Nis d.	—	511	—	634	a. Bucarest..... d.	—	1250
420	—	d. Tzaribrod d.	—	300	—	647	d. Bucarest..... a.	—	1235
435	—	a. Sofia d.	—	210	—	—	a. Constanza d.	—	800
737	—	d. Sofia a.	—	142	—	1105	a. Constanza port d.	—	—
211	—	d. Sarembej..... d.	—	1024	—	1130	d. Constanza a.	—	500
1100	—	d. Adrianople d.	—	418	—	* 1200	a. Constantinople..... d.	—	300
		a. Constantinople a.	—	615					*

Budapest—Cologne—Bruxelles—Londres				Budapest—Varsovie—St-Petersbourg								
650	200	930	d. Budapest Ouest..... a.	1105	200	710	220	d. Budapest Est a.	1250	935	—	
1104	620	550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	651	925	1110	935	d. Ruttka d.	620	240	—	
1135	725	700	a. Vienne Westbahn... d.	619	830	1010	958	a. Zsolna d.	544	1201	—	
205	—	d. Budapest Est a.	—	140	140	1220	650	d. Budapest Ouest a.	940	620	—	
640	—	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	—	910	910	251	917	d. Galânta d.	712	350	—	
725	—	a. Vienne Westbahn... d.	—	830	830	602	1222	a. Zsolna d.	351	1227	—	
1200	1005	805	d. Vienne Westbahn... a.	600	710	955	621	1241	d. Zsolna a.	324	1156	—
501	305	118	a. Passau d.	1255	150	440	830	250	a. Oderberg..... d.	110	950	—
517	330	135	d. Passau a.	1207	120	415	—	515	d. Budapest Ouest. a.	200	805	—
830	647	455	a. Nurnberg..... d.	815	940	1151	—	1010	Gänserndorf..... d.	925	340	—
1247	1155	↓	a. Francfort d.	336	336	616	—	235	a. Oderberg d.	128	1000	—
435	440	521	a. Cologne d.	1157	1127	155	856	315	d. Oderberg a.	1248	940	—
441	613	600	d. Cologne a.	1152	1114	1101	1200	618	a. Granica d.	925	620	—
752	945	1025	a. Bruxelles..... d.	638	545	500	200	827	d. Granica a.	942	627	—
806	—	113	d. Bruxelles..... a.	614	524	—	742	217	a. Varsovie d.	347	1212	—
952	1056	301	a. Ostende Quai a.	440	342	—	1030	550	d. Varsovie a.	1247	855	—
510	543	1001	a. Londres d.	900	900	—	1145	1250	d. Wilna a.	554	945	—
830	—	1058	d. Bruxelles a.	441	521	441	121	3	d. Dwinsk..... a.	258	236	—
510	—	705	a. Londres(per Calais) d.	900	900	900	955	1205	a. Saint-Petersbourg d.	645	1115	—